JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 2^e Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1964-1965

COMPTE RENDU INTEGRAL — 9^e SEANCE

Séance du Jeudi 22 Avril 1965.

SOMMAIRE

1. — Fixation de l'ordre du jour (p. 817).
2. — Statut de la copropriété. — Discussion d'un projet de loi (p. 817).
MM. Foyer, garde des sceaux ; Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
Discussion générale : M. Dolze. — Clôture.
Art. 1^{er}.
Amendement n° 1 corrigé de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.
Amendement n° 2 rectifié de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.
Amendement n° 3 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.
Adoption de l'article 1^{er} modifié.
Art. 2.
Amendement n° 4 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.
Adoption de l'article 2 modifié.
Après l'article 2.
Amendement n° 5 de la commission et sous-amendement n° 46 de M. Collette : MM. le rapporteur, Collette, le garde des sceaux.
Rejet du sous-amendement n° 46.

* (2 f.)

Sous-amendement n° 47 de M. Collette à l'amendement n° 5 : MM. Collette, le rapporteur, le garde des sceaux, Boscher. — Adoption.

Adoption de l'amendement n° 5 modifié.

Art. 3.

Amendement n° 6 de la commission tendant à une nouvelle rédaction : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Après l'article 3.

Amendement n° 7 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

M. Capitant, président de la commission.

Suspension et reprise de la séance.

3. — Renvol pour avis (p. 824).

4. — Statut de la copropriété. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 824).

Après l'article 3 (suite).

Amendement n° 8 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et sous-amendement n° 48 de M. Collette : MM. Zimmermann, rapporteur ; Foyer, garde des sceaux.

Adoption du sous-amendement n° 48.

MM. le rapporteur, le garde des sceaux.

Adoption de l'amendement n° 8 modifié.

Amendement n° 9 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Art. 4.

Amendement n° 92 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 11 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 4 modifié.

Art. 5.

Amendement n° 12 rectifié de la commission tendant à une nouvelle rédaction : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Art. 6.

Amendement n° 18 de la commission tendant à une nouvelle rédaction : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Art. 7.

Amendement n° 82 de M. Barbet : MM. Lolive, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 73 du Gouvernement et sous-amendement n° 93 de M. Doize : MM. le garde des sceaux, Doize, le rapporteur.

Rejet du sous-amendement n° 93.

Adoption de l'amendement n° 73.

Amendement n° 15 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 7 modifié.

Art. 8.

Amendement n° 74 du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction : MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

Art. 9.

Amendement n° 75 du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction : MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

Amendements n° 60 et 61 de M. Zimmermann : devenus sans objet.

Art. 10. — Adoption.

Art. 11.

Amendement n° 76 du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction et sous-amendements n° 94 et 95 de M. Zimmermann : MM. le rapporteur, le garde des sceaux.

Adoption des sous-amendements n° 94 et 95.

Adoption de l'amendement n° 76 modifié.

Art. 12.

Amendement n° 20 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 21 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 22 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 12 modifié.

Art. 13.

Amendement n° 62 rectifié de M. Zimmermann : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption de l'amendement modifié.

Amendement n° 23 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 52 de M. Collette : M. Collette. — Retrait.

Amendement n° 24 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption de l'amendement modifié sur proposition du Gouvernement.

Adoption de l'article 13 modifié.

Art. 14.

Amendement n° 98 du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 63 rectifié de M. Zimmermann : MM. Zimmermann, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 25 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 14 modifié.

Après l'article 14.

Amendements n° 53 de M. Collette et 70 rectifié de M. Zimmermann : MM. Collette, le rapporteur.

Sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 53 : MM. le garde des sceaux, le rapporteur, Collette. — Adoption.

Adoption de l'amendement n° 53 modifié.

Amendement n° 70 rectifié : devenu sans objet.

Amendement n° 64 de M. Zimmermann : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Rousselot. — Retrait.

Art. 15.

Amendement n° 26 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 15 modifié.

Art. 16.

Amendement n° 88 de M. Fossé : non soutenu.

Amendement n° 66 de M. Zimmermann : MM. Zimmermann, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 16 modifié.

Art. 17.

Amendement n° 27 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption de l'amendement modifié sur proposition du Gouvernement.

Amendement n° 96 rectifié de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 17 modifié.

Art. 18.

Amendement n° 77 du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 30 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 18 modifié.

Art. 19.

Amendement n° 76 du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 44 rectifié de M. Delachenal : MM. Delachenal, le rapporteur, le garde des sceaux, Fanton. — Rejet.

Amendements n° 89 et 90 de M. Fossé : non soutenus.

Amendement n° 67 rectifié de M. Zimmermann : MM. Zimmermann, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 19 modifié.

Art. 20.

Amendement n° 68 rectifié de M. Zimmermann : MM. Zimmermann, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 91 de M. Fossé : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 45 rectifié de M. Delachenal : M. Delachenal. — Retrait.

Amendement n° 55 de M. Collette : MM. Collette, le rapporteur, le garde des sceaux. — Retrait.

Adoption de l'article 20 modifié.

Art. 21.

MM. Bas, le garde des sceaux.

Amendement n° 31 de la commission tendant à la suppression de l'article : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Art. 22.

Amendement n° 56 de M. Collette : MM. Collette, le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 22 complété.

Art. 23. — Adoption.

Après l'article 23.

Amendement n° 80 du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

Art. 24.

Amendement n° 84 de M. Lolive : MM. Lolive, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 33 de la commission : MM. le rapporteur, Fanton, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendements n° 71 de M. Bas et 79 rectifié du Gouvernement : MM. Bas, le garde des sceaux, Fanton, le rapporteur.

Sous-amendement n° 100 de M. de Grailly à l'amendement n° 71 : MM. de Grailly, le garde des sceaux, Bas.

Adoption du sous-amendement n° 100 et de l'amendement n° 71 modifié.

Amendement n° 79 rectifié : devenu sans objet.

Adoption de l'article 24 modifié.

Art. 25.

Amendement n° 34 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 25 modifié.

Art. 26.

Amendement n° 72 de M. Bas : MM. Bas, le rapporteur, le garde des sceaux, Fanton. — Adoption.

Adoption de l'article 26 complété.

Art. 27.

Amendement n° 97 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 57 de M. Collette : MM. Collette, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 35 de la commission : MM. le rapporteur, Fanton, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 27 modifié.

Art. 28.

Amendement n° 36 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 28 modifié.

Art. 29.

Amendement n° 37 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Adoption de l'article 29.

Art. 30. — Adoption.

Art. 31.

Amendement n° 38 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 31 modifié.

Art. 32 à 35. — Adoption.

Art. 36.

Amendement n° 39 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 85 de M. Bustin : MM. Bustin, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Adoption de l'article 36 modifié.

Art. 37.

Amendement n° 81 du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction : MM. le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

Mme la présidente, M. le garde des sceaux.

Après l'article 37.

Amendement n° 41 rectifié de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Art. 38.

Amendement n° 87 du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction : M. le garde des sceaux. — Adoption.

Art. 39.

Amendement n° 43 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 39 modifié.

Art. 40. — Adoption.

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Dejean, Lolive.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — Dépôt de rapports (p. 843).

6. — Ordre du jour (p. 843).

PRESIDENCE DE M. RENE LA COMBE, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 30 avril 1965 inclus :

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement :

Aujourd'hui, après-midi et soir, et demain, vendredi 23 avril, après-midi :

Projet sur la copropriété, la discussion devant en être poursuivie jusqu'à son terme.

Mardi 27 avril, après-midi, et mercredi 28, après-midi :

Discussion des projets sur :

- le statut des fonctionnaires ;
- les travailleurs handicapés ;
- l'extension aux D. O. M. de certaines réglementations professionnelles ;
- la modification de l'article 23 du code pénal.

Jeudi 29 avril, après-midi :

Eventuellement, discussion des conclusions de la commission mixte paritaire sur les baux commerciaux ;
Proposition de loi sur la vente des H. L. M.

II. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents :

Vendredi 30 avril, après-midi :

Quatre questions jointes avec débat de MM. Mitterrand, Odrun, Ballanger et Maurice Faure sur la propagande électorale pendant les élections municipales ;

Et trois questions jointes avec débat de MM. Ballanger, Maurice Faure et Chandernagor sur le respect du statut de l'O. R. T. F.

Le texte de ces questions sera publié en annexe au compte rendu intégral de la présente séance.

III. — Ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée :

La conférence des présidents propose d'inscrire en tête de l'ordre du jour de la séance de mercredi 28 avril, après-midi, la nomination, éventuellement par scrutin dans les salles voisines de la salle des séances, d'un représentant de la France au Parlement européen, la date limite du dépôt des candidatures étant fixée au mardi 27 avril, à 18 heures.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ordre du jour complémentaire proposé par la conférence des présidents.

(L'ordre du jour complémentaire, mis aux voix, est adopté.)

— 2 —

STATUT DE LA COPROPRIETE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 1074, 1311).

La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Dans son excellent rapport écrit, M. Zimmermann a rappelé l'origine de cette pratique, sur laquelle l'Assemblée est appelée à délibérer aujourd'hui, de la division des immeubles d'habitation par étages ou par appartements. Il a rappelé comment l'incendie de Rennes de 1720 avait entraîné le développement de cette pratique dans la ville bretonne et comment l'enserrment de Grenoble dans ses anciens remparts avait conduit à construire en hauteur dans cette ville et à diviser les immeubles d'habitation par appartements.

Les rédacteurs du code civil connaissaient déjà cette pratique, puisqu'ils lui avaient consacré un article. Il a fallu attendre la loi du 28 juin 1938 pour que la copropriété reçut un début d'organisation légale, toute la matière étant jusqu'alors abandonnée à la convention des parties.

Les rédacteurs du texte qui devait devenir la loi du 28 juin 1938 et les législateurs qui le votèrent, ne se doutaient probablement pas de l'essor qui serait pris par cette institution. Depuis une vingtaine d'années, elle a acquis une importance pratique de plus en plus considérable, soit qu'elle ait permis aux propriétaires d'immeubles anciens de se libérer du fardeau qui sont devenus les vieux appartements dans des immeubles sur lesquels pèse l'infamale législation des loyers dont la France souffre depuis un demi-siècle, soit que — et c'est une perspective plus réjouissante — elle soit devenue dans les agglomération une des formes les plus modernes de l'accession à la propriété.

Ce développement de la copropriété des immeubles divisés par appartements a révélé les lacunes, les imperfections et les insuffisances de la loi de 1938, ce qui se mesure au contentieux qui s'est développé autour de ce texte, car si le développement d'un contentieux important peut s'expliquer par le succès même de l'institution, il n'est jamais par lui-même un signe de santé de l'ordre juridique.

C'est pourquoi le Gouvernement a cru bon de saisir les Assemblées d'un projet de loi reprenant le chapitre deuxième de la loi du 28 juin 1938, le chapitre premier relevant, lui, d'autres dispositions et devant être replacé dans la loi sur la construction privée qui est toujours en instance devant votre Assemblée.

Je ne veux pas développer ici, d'une manière détaillée, les innovations proposées dans le projet de loi et je me réfère, en tant que de besoin, aux explications complètes, précises et

très claires contenues dans le rapport écrit de M. Zimmermann, que celui-ci va certainement résumer à cette tribune.

Je dirai simplement, à l'ouverture de ce débat, que les préoccupations du Gouvernement ont été au nombre de quatre.

Son souci a été, tout d'abord, de donner des définitions claires et d'apporter de la précision et de la certitude dans un certain nombre de notions et, par là même, dans l'institution elle-même.

Sa deuxième préoccupation a été d'assurer mieux qu'ils ne sont à l'heure actuelle les droits individuels de chacun des copropriétaires, et notamment de les protéger contre les clauses souvent lésionnaires ou exagérément restrictives contenues dans certains règlements de copropriété, qu'il s'agisse de celles qui limitent les droits d'usage du copropriétaire ou de celles qui régissent la répartition des charges.

En troisième lieu — et cela n'a rien de contradictoire avec ce que je viens d'exposer — le Gouvernement a estimé souhaitable d'imprimer un esprit plus communautaire à l'organisation de la copropriété, en permettant notamment à la majorité, avec des contreparties et selon des règles très précises sur lesquelles vous aurez à vous prononcer au cours de la discussion, de décider des travaux indispensables et de mettre ainsi fin à des abus de minorité.

Notre dernier souci a été d'assouplir et d'alléger dans toute la mesure du possible les diverses procédures prévues par le texte, notamment celles qui concernent le recouvrement des parts contributives de chaque copropriétaire et les délais impartis pour l'exercice de certaines actions. Enfin, après — je le souligne — une expérience de vingt-sept ans, il nous a paru que la clause compromissoire n'avait pas, dans ce domaine, donné les résultats concrets escomptés par le législateur d'hier. Il nous a donc semblé préférable de la supprimer et de restituer à la connaissance des tribunaux ordinaires le contentieux qui naîtra de cette loi et qui, je l'espère, sera le moins important possible.

Telles sont, mesdames, messieurs, très succinctement résumées, les idées-forces qui sont à la base du présent projet de loi. Si vous l'adoptez, modifié par divers amendements — et j'accepte à l'avance la quasi-totalité des amendements proposés au nom de la commission, me réservant de me prononcer au cours du débat sur ceux que je ne connais pas encore — nous aurons amélioré une institution appelée à rendre demain, plus encore qu'hier, de très grands services dans la pratique et à aider pour sa part à la solution du problème de la construction. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Raymond Zimmermann, rapporteur. Mesdames, messieurs, l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre depuis 1945 est, et demeure encore certainement, celui du logement. Si son acuité a été particulièrement irritante en France, c'est parce que notre pays a connu depuis la première guerre mondiale des circonstances dont on peut dire qu'elles furent exceptionnelles.

Entre 1918 et 1939, il n'a guère été construit d'immeubles locatifs en France. L'une des causes principales de cette carence est sans doute à rechercher dans la politique du blocage des loyers qui devait détourner les capitaux privés de l'investissement immobilier. Mais depuis 1950 d'autres facteurs, à caractère irréversible ceux-là, sont venus s'ajouter aux conséquences néfastes de la dégradation accélérée de notre patrimoine immobilier.

Deux facteurs ont surtout enrayé la construction des immeubles à usage locatif : d'une part, la hausse considérable du prix des terrains à bâtir et la hausse du coût de la construction ; d'autre part, l'accentuation du caractère vertical des immeubles groupés étroitement dans des agglomérations urbaines surpeuplées.

Il en est résulté l'impossibilité pour un particulier d'assurer seul le financement d'immeubles locatifs pour la construction desquels il n'éprouvait d'ailleurs que fort peu d'attrait. Dès lors, les Français ne pouvaient que se retourner vers l'Etat, adjuré de prendre le relais des investissements privés. Cependant, faute de moyens financiers disponibles et suffisants, la construction s'est souvent trouvée ralentie, malgré les palliatifs de tout un arsenal de mesures d'aides, de primes à la construction, d'édification d'H. L. M., de logécos, d'immeubles pré-financés, etc.

Or, il existe à côté des moyens ainsi mis en œuvre, une institution juridique essentiellement fondée sur l'accèsion à la propriété du plus grand nombre. Cette institution, qui a trouvé sa charte dans la loi du 28 juin 1938, n'était pas ignorée de notre ancien droit. Elle s'était développée avec bonheur dans un certain nombre de grandes villes françaises telles que Grenoble, Rennes, Nantes, ainsi que dans diverses régions, la région parisienne et le Sud-Est, notamment.

Malgré le caractère restrictif du code civil dont les articles 815 et 864 manifestaient une aversion évidente pour le régime de la propriété indivise, les praticiens et les professionnels du droit immobilier surent mettre au point un régime correspondant aux désirs et répondant aux préoccupations d'un nombre sans cesse grandissant de Français.

C'est ainsi qu'est né le régime de la copropriété, issu souvent de conventions originales intervenues entre des parties soucieuses de mettre en commun leurs efforts afin de construire, grâce à des moyens et à des charges financières supportables pour chacun d'eux, les logements destinés à abriter leur famille.

L'intervention de la loi du 28 juin 1938 devint cependant nécessaire pour suppléer, soit à l'absence de conventions et de règlements de copropriété, soit, le plus souvent, à la carence ou à l'obscurité de certaines stipulations particulières incompatibles avec un fonctionnement harmonieux du régime de la copropriété.

Mais depuis 1950, à la multiplicité des immeubles neufs construits en copropriété par des épargnants plus ou moins favorisés, ou avec l'aide de programmes mis en œuvre par les pouvoirs publics en vue de promouvoir l'accèsion à la propriété, vinrent s'ajouter les logements dépendant d'immeubles anciens et résultant de la vente fractionnée de ces immeubles. Ainsi la copropriété a pris tout naturellement depuis quelques années une extension considérable.

Dès lors, le législateur se devait d'établir un statut de la copropriété en complétant et en précisant les dispositions légales existantes.

Depuis 1960, professionnels et spécialistes de la copropriété ont souligné l'impérieuse nécessité de procéder à une refonte d'ensemble de la loi de 1938, afin d'assurer le développement et le succès d'une institution dont le sort est étroitement lié à l'avenir de l'habitat urbain.

Si l'on avait pu concevoir le moindre doute sur l'urgence de l'œuvre législative à entreprendre, il aurait été levé par l'acuité et l'importance des problèmes posés depuis une dizaine d'années par la création de vastes ensembles immobiliers devenus souvent de véritables cités satellites des grandes villes françaises. Par ailleurs, beaucoup d'organismes concernés par la copropriété ou assurant la défense des copropriétaires ont marqué que ce régime connaissait depuis quelque temps un certain malaise.

Le projet de loi que le Gouvernement propose au vote de l'Assemblée nationale a pour principal objet de mettre un terme à ce malaise et de donner à l'institution de la copropriété les facilités juridiques nécessaires afin qu'elle prenne un nouvel essor et s'inscrive dans une politique dynamique de la construction.

Mettre un terme au malaise actuel consiste, pour l'essentiel, à donner un caractère impératif à un certain nombre de dispositions légales, dans le but de défendre les souscripteurs d'appartements et les candidats à la copropriété contre les dangers de clauses parfois abusives contenues dans certains contrats d'adhésion qui leur sont souvent remis sans la moindre possibilité de discussion.

C'est aussi permettre, par une extension raisonnable des pouvoirs reconnus aux syndicats, à la fois l'amélioration et la valorisation d'un patrimoine immobilier dont il ne suffit plus d'assurer seulement la stricte administration.

C'est enfin, grâce à une plus grande précision des définitions et à une meilleure prévision des hypothèses de litiges, pallier les difficultés révélées par l'expérience et parfois soulignées par la doctrine et la jurisprudence des tribunaux.

Sans pour autant apporter d'innovations de nature à révolutionner le régime de la copropriété, le projet de loi qui vous est soumis a réalisé en grande partie la réforme des structures souhaitée par les praticiens et les spécialistes du droit immobilier. Sur ce plan, le travail constructif du projet de loi se manifeste par l'énonciation d'un certain nombre de règles protectrices des droits de chaque propriétaire lors de son adhésion à la copropriété ainsi que pendant l'existence de cette dernière.

On peut citer à cet égard les dispositions permettant à chaque propriétaire d'exiger dans certains délais la modification des bases de répartition des charges en cas de lésion de plus du quart. On peut citer également l'obligation faite de publier le règlement de copropriété au fichier immobilier, la caducité sous certaines conditions de la réserve faite au profit d'un ou plusieurs propriétaires de droits accessoires aux parties communes, la suppression implicite de la clause compromissoire en matière de copropriété et l'application de la nouvelle loi aux conventions et règlements de copropriété qui lui sont antérieurs.

Parmi les lacunes de la loi de 1938 auxquelles la jurisprudence avait, dans une certaine mesure, apporté remède, on peut citer en particulier l'incertitude dans laquelle cette loi laissait la notion de personnalité morale, indispensable au bon fonctionnement du

syndicat de copropriété. En disposant expressément que le syndicat est doté de la personnalité civile, le projet de loi rendra plus claires et plus évidentes les conséquences juridiques que cette reconnaissance implique, tant en ce qui concerne la conservation de l'immeuble, l'administration des parties communes, le droit d'acquérir et d'aliéner, que le droit pour le syndicat d'ester en justice, aussi bien en demande qu'en défense.

Mais ce qui est sans doute le plus important dans ce projet, c'est la manifestation de la volonté évidente exprimée par ses auteurs d'étendre les pouvoirs du syndicat en permettant à la majorité des copropriétaires de réaliser et d'exécuter des travaux dont la nature exigeait jusqu'à ce jour, sous l'empire de la loi de 1938, la volonté unanime.

On s'accorde généralement à reconnaître que cette loi du 28 juin 1938 avait institutionnalisé le régime juridique de la copropriété; en revanche, elle ne lui avait pas donné les moyens de réaliser les opérations correspondant à la fonction qui doit désormais être reconnue au groupement légal des copropriétaires dont le souci doit être, non seulement de conserver leur patrimoine, mais encore de le moderniser et de le revaloriser.

C'est ainsi que le projet considère comme essentielle la faculté reconnue à la majorité des copropriétaires de promouvoir les améliorations, adjonctions et transformations appelées par l'évolution des techniques modernes en matière d'habitat. Comme le rappelait fort justement une note d'information du ministre de la construction que j'ai d'ailleurs reproduite dans mon rapport écrit, l'ascenseur, le vide-ordures, la salle d'eau, les W. C. particuliers dans chaque appartement, le chauffage central ne sont plus un luxe réservé aux immeubles de grande classe, mais sont devenus, à l'époque actuelle, des besoins largement répandus qu'il est normal de pouvoir satisfaire.

Il importait donc de modifier la règle traditionnelle de l'unanimité et d'autoriser le syndicat, à des majorités variables, non seulement à entreprendre des constructions nouvelles, à compléter des éléments d'équipement ou même à embellir l'immeuble, mais encore à acquérir ou à aliéner certains biens immobiliers, et des droits réels portant sur les parties communes ou des droits accessoires à ces parties communes.

Dans cette perspective nouvelle, les décisions des assemblées générales pourront être prises à des majorités différentes dont la relative importance se trouve déterminée par la nature des mesures envisagées par les copropriétaires. Sous cet angle, le nouveau texte constituera un progrès certain en vue de permettre l'amélioration des immeubles en copropriété et il est appelé à marquer une étape importante dans la rénovation de notre patrimoine immobilier.

Mais il importait, ainsi que je l'ai rappelé dans mon rapport, de tempérer ce que pouvait avoir d'exorbitant l'atteinte portée à la loi des contrats. C'est pourquoi, et afin de protéger les copropriétaires contre d'éventuels abus de majorité, le projet contient des dispositions qui viendront modérer les initiatives qui pourraient entraîner des copropriétaires majoritaires à engager des dépenses trop considérables au détriment des copropriétaires moins fortunés.

Parmi ces dispositions nous citerons particulièrement celles qui ont pour objet de permettre : aux copropriétaires opposants de différer le paiement du coût des travaux et des indemnités pouvant en découler et de s'acquitter de la part leur incombant en plusieurs annuités révisées proportionnellement à la variation de l'indice du coût de la construction, d'accorder un recours judiciaire au copropriétaire opposant lorsque celui-ci invoque le caractère somptuaire de l'amélioration contestée par lui; de prévoir l'indemnisation des copropriétaires subissant un préjudice par suite de l'exécution des travaux; de soumettre impérativement à la règle de l'unanimité la surélévation de bâtiments aux fins de créer de nouveaux locaux à usage privatif; et enfin de régler minutieusement les conditions dans lesquelles peuvent être exercés par le syndicat le droit de surélever un bâtiment à usage commun, ainsi que celui de disposer des droits accessoires aux parties communes, soit d'affouillement du sol, soit d'édification de bâtiments dans les cours, parcs ou jardins constituant des parties communes.

Cependant, sur divers autres points, le nouveau texte apporte encore des précisions intéressantes. C'est ainsi que le syndicat de copropriété pourra désormais acquérir ou aliéner des parties communes et même acquérir des parties privatives sans que, pour autant, celles-ci perdent leur caractère de parties privatives. Ainsi, désormais, le syndicat pourra-t-il acquérir des locaux pour abriter les services communs et même, nous le pensons, des locaux dont la location permettrait d'alléger les charges de l'administration des parties communes, à la seule condition, évidemment, que ces parties privatives dépendent de l'immeuble en copropriété.

Le syndicat pourra aussi — la réforme était vivement souhaitée par les praticiens — aliéner un droit de mitoyenneté ou

une servitude de cour commune sans pour autant se trouver dans l'obligation d'obtenir l'unanimité préalable des copropriétaires.

Toujours dans l'esprit de faciliter la gestion de la copropriété, le projet permet désormais la révision et l'adaptation du règlement de copropriété à la double majorité des voix et des trois quarts des copropriétaires.

Le problème des charges a été et demeure l'un des plus difficiles à résoudre. Une innovation du projet tel qu'il a été amendé par la commission des lois constitutionnelles et accepté par le Gouvernement, a consisté à ventiler les charges en distinguant entre celles qui correspondent à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes — dont la répartition demeure proportionnelle aux valeurs relatives des parties privatives, c'est-à-dire au nombre de millièmes détenus dans l'immeuble par chaque copropriétaire — et celles qui constituent la contrepartie des services collectifs et des équipements communs, dont la répartition s'effectuera en fonction de l'utilité présentée par les prestations et fournitures pour chacun des copropriétaires.

La commission a ainsi espéré, après le Gouvernement, résoudre le délicat problème de la répartition des frais de chauffage central, de l'ascenseur et de l'eau chaude notamment.

Il reste cependant que le projet de loi comporte encore certains points qui devraient être élucidés ou complétés. Il apparaît, par ailleurs, que le règlement d'administration publique devra apporter des précisions indispensables et organiser rationnellement le fonctionnement des principaux rouages de gestion, d'administration et de contrôle du syndicat.

Il en sera ainsi notamment de la mission reconnue au syndicat, de sa responsabilité, sans doute aussi des règles d'ordre applicables aux syndicats professionnels. Il en sera ainsi aussi du conseil syndical à l'existence duquel certains souhaiteraient voir attribuer un caractère obligatoire.

La tenue des assemblées générales, leur mode de convocation devront être précisés. Enfin, un grand nombre de personnes autorisées ont demandé la réduction du nombre de voix et de copropriétaires susceptibles d'être représentés aux assemblées générales par un seul et même mandataire. Sur tous ces points nous aurons, monsieur le garde des sceaux, certaines assurances et certains apaisements à solliciter.

Amendé sur des dispositions secondaires, le projet de loi paraît réaliser une synthèse particulièrement heureuse entre le respect du droit de propriété en ce qu'il a d'essentiel et l'impérieuse nécessité devant laquelle se trouve maintenant le législateur, dans de nombreux domaines, de fléchir le principe déclaré pendant fort longtemps intangible de la convention qui faisait la loi des parties et qui ne pouvait être modifiée autrement que par le consentement mutuel de chacune.

Le maintien d'une institution aussi importante que celle de la copropriété, les impératifs d'une politique du logement saine et dynamique obligent les pouvoirs publics et le législateur, à une époque de mutations économiques et sociales profondes, à s'écarter d'une doctrine juridique et de principes dont l'application trop étroite risquerait d'empêcher des solutions sollicitées par la pratique.

En donnant à la copropriété une vocation plus collective sans cependant ruiner la conception que se font nos concitoyens de la propriété exclusive de leur logement, le projet de loi permettra une évolution du droit immobilier dans une direction plus sociale et mieux adaptée aux réalités concrètes de notre époque.

Lors du dernier recensement statistique il existait en France 808.560 appartements en copropriété servant de résidence principale. Des mesures gouvernementales récemment annoncées viendront encore accroître l'importance de cette fraction de notre patrimoine immobilier.

Une proposition de loi déposée par le groupe de l'U. N. R. - U. D. T. devrait, si elle était finalement adoptée, permettre l'accession à la propriété d'occupants de locaux H.L.M.

C'est dire l'importance extrême qui s'attache au vote par l'Assemblée nationale du projet en discussion. La copropriété apparaît ainsi, à plus d'un point de vue, comme un moyen de démocratiser la propriété en permettant aux couches sociales les moins favorisées d'y accéder en plus grand nombre.

Ce projet de loi — et j'en aurai terminé — s'inscrit aussi, monsieur le garde des sceaux, dans ce grand corps de lois fondamentales dont vous avez entrepris, au cours de cette législature, de faire voter les principes nouveaux et essentiels par le Parlement.

Cette tâche, dans laquelle vient s'inscrire le statut de la copropriété, ne manquera pas de marquer d'une pierre blanche toute l'œuvre de cette législature. Et je dois me faire l'interprète de la commission des lois pour vous remercier, ainsi que

les fonctionnaires de votre chancellerie, de cette collaboration qui, au cours des semaines écoulées, s'est montrée si féconde et qui permettra encore, dans cet hémicycle, j'en suis certain, d'apporter au texte des améliorations, fruit d'un travail continu et de la parfaite objectivité avec laquelle la commission des lois a examiné le projet.

Pour ces motifs et pour les considérations que j'ai eu l'honneur de développer tant par écrit qu'à cette tribune, je me permets, au nom de la commission des lois constitutionnelles qui m'en a chargé, de proposer à l'Assemblée nationale d'adopter le projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, dans le texte du Gouvernement, modifié par les amendements de la commission. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Doize.

M. Pierre Doize. Mesdames, messieurs, mes chers collègues, l'exposé des motifs du projet de loi soumis à notre examen insiste surtout sur le caractère juridique du texte qui devrait normalement assurer aux copropriétaires de plus grandes garanties.

Outre qu'il n'est nullement établi que ceux que la force des choses contraint à envisager la copropriété pour s'assurer un toit — notamment les plus petits — ne continueront pas à être victimes de ceux qui trouvent une source de profits dans l'acquisition de logements en copropriété, le groupe communiste considère qu'en plus des moyens juridiques devant garantir les copropriétaires familiaux, d'autres mesures doivent être prises afin d'empêcher qu'à la faveur de la crise du logement ne se poursuive une spéculation honteuse.

En premier lieu, nous estimons que devraient être consacrés à la construction de logements H. L. M. des crédits suffisants, et à des conditions telles qu'ils permettent de pratiquer des taux de loyers accessibles aux travailleurs.

En second lieu, nous estimons que des crédits particuliers, à un faible taux d'intérêt, devraient, dans une proportion suffisante, être consentis aux différentes catégories de travailleurs désirant accéder à la propriété de leur toit, soit sous la forme individuelle, soit sous celle de la copropriété.

La crise du logement — et l'exposé des motifs du projet de loi ne le conteste pas — fait qu'à l'heure présente la copropriété des immeubles, surtout dans la région parisienne, dans la région marseillaise, ainsi que dans les grandes villes, s'est considérablement développée. Quant à considérer, comme le font les auteurs du projet de loi, que les anciens propriétaires d'immeubles ainsi que leurs locataires ont trouvé un intérêt commun à la division de la propriété des appartements de chaque immeuble, ni les occupants des lieux dans leur grande majorité, ni nous-mêmes ne pouvons nous ranger à cet argument.

Il est vrai qu'à la base des difficultés que rencontrent un grand nombre de copropriétaires de condition modeste se trouve en premier lieu l'insuffisance des logements offerts à la location par les organismes H. L. M.

Il est évident qu'un grand nombre de copropriétaires qui ont été placés dans l'obligation d'acquérir un logement vétuste, auraient de beaucoup préféré obtenir un logement H. L. M. en location à des taux de loyer abordables.

Or, malgré les fréquents communiqués optimistes de M. le ministre de la construction sur la construction des logements en France, notre pays accumule des retards considérables depuis ces dernières années par rapport à l'Allemagne fédérale et à l'Italie qui ont construit en 1964 respectivement 623.900 et 446.800 logements alors que, durant la même année, la France n'en construisait que 368.000.

Il en résulte que l'Italie, qui figurait en troisième position, devance maintenant la France dans la construction de logements.

On ne contestera pas les intérêts divergents existant entre certains copropriétaires selon la position qu'ils occupent dans le syndicat des copropriétaires, qu'ils soient propriétaires de leur appartement ou, au contraire, de plusieurs appartements, dont ils retirent des profits appréciables par la location qu'ils consentent, ou qu'ils destinent à la vente.

Dans le premier cas et tout en procédant aux travaux d'entretien nécessaires, les copropriétaires habitant sur place s'efforcent de limiter, autant que faire se peut, les charges communes relevant de la copropriété.

En revanche, s'il s'agit de copropriétaires uniquement guidés par le profit, ils s'emploient à faire décider par l'assemblée des copropriétaires des travaux d'amélioration qu'ils se défendent toujours de vouloir somptueux, dans le but soit d'augmenter le

loyer des appartements dont ils ont la copropriété, soit de revendre à un prix plus élevé les appartements dont ils sont propriétaires.

On invoquera que l'article 24 du projet de loi qui, en se référant à l'article 20, institue le système de la double majorité pour la validité des décisions de l'assemblée générale pour l'exécution de certains travaux, offre toutes garanties aux copropriétaires occupant les lieux et, ainsi, supprime tout abus.

En ce qui nous concerne, nous ne pensons pas que la rédaction de l'article 24 puisse, en se référant à l'article 20, assurer les garanties souhaitables aux copropriétaires de condition modeste.

C'est pourquoi nous avons déposé à l'article 24 un amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa : « L'assemblée générale des copropriétaires, statuant à la majorité des copropriétaires habitant effectivement l'immeuble, pour eux-mêmes, leurs ascendants ou descendants, peut décider toute amélioration de l'immeuble... ».

Il nous semble, en effet, indispensable de garantir certains copropriétaires qui peuvent fort bien avoir décidé d'acheter des immeubles d'un confort réduit mais correspondant à leurs possibilités.

La construction d'immeubles en copropriété correspond à l'optique gouvernementale et à celle de M. le ministre de la construction qui n'abandonne pas l'idée de faire procéder — comme l'a rappelé M. le rapporteur — à la vente en copropriété des immeubles locatifs H. L. M. Pourtant, son rôle devrait, à notre sens, s'exercer d'une autre manière. Il devrait surtout consister à procurer aux offices et aux organismes d'H. L. M. des crédits permettant de construire au moins 300.000 logements locatifs auxquels s'ajouterait la construction de logements en copropriété bénéficiant de la législation H. L. M.

Une politique conforme aux intérêts de la nation et à ceux des travailleurs de différentes conditions s'orienterait dans cette voie et constituerait une aide appréciable pour eux. Elle permettrait, en particulier, d'apporter une aide efficace à de nombreux petits propriétaires expropriés par suite d'opérations d'aménagement entreprises dans les grandes villes, notamment dans la région parisienne. Je veux mentionner, à cet égard — à la demande de notre collègue M. Barbet actuellement souffrant — l'ampleur de l'opération d'aménagement dite de la Défense.

Dans cette région, qui s'étend du pont de Neuilly à Saint-Germain, des milliers de familles sont, à différents titres, déjà évincées ou expropriées des lieux qu'elles occupaient ou menacées de l'être dans des délais proches.

De nombreuses personnes âgées, aux ressources insuffisantes, ne peuvent faire face aux loyers des logements de remplacement qui leur sont offerts.

Des centaines de petits propriétaires qui ont construit leur maison familiale au prix de grands sacrifices ne peuvent reconstruire leur bien, les indemnités de dépossession qui leur sont allouées ne compensant que très partiellement le préjudice subi.

C'est pourquoi un très grand nombre de petits propriétaires expropriés, pour qui l'abandon de la petite maison individuelle constitue un grand sacrifice, en sont réduits à envisager leur réinstallation en copropriété avec tous les inconvénients et les charges qui en résultent.

Le groupe communiste ne pouvait pas, à l'occasion de ce débat, passer sous silence des questions aussi importantes que celles que j'ai abordées à cette tribune, car il considère qu'une autre politique menée sous un régime réellement démocratique permettrait d'aider la copropriété en faveur des différentes catégories de travailleurs en fonction de leurs revenus, et de les garantir contre toutes les mesures spéculatives dont ils sont actuellement victimes.

La crise du logement fait que la copropriété des immeubles, surtout dans la région parisienne et dans les grandes villes, s'est considérablement développée.

Dans les immeubles anciens notamment, cette modification des modes d'occupation n'a pas été aussi bénéfique pour les locataires ayant accédé à la copropriété que le Gouvernement le prétend.

A la base des difficultés que rencontrent un grand nombre de copropriétaires de condition modeste est l'insuffisance des logements sociaux locatifs, et spécialement des H. L. M., car il est évident que ces copropriétaires auraient eu intérêt, plutôt que d'être placés dans l'obligation d'acquérir chèrement un logement vétuste, à se loger dans un H. L. M. à loyer abordable.

Mais la construction d'immeubles en copropriété s'inscrit dans l'optique gouvernementale qui rogne les crédits des H. L. M., ne publie jamais de façon précise la statistique annuelle des

logements terminés et destinés à la location et qui envisage même de faire procéder à la vente en copropriété des appartements locatifs H.L.M.

Dans cette orientation officielle générale, la spéculation des sociétés immobilières et des promoteurs peut se donner libre cours.

Les scandales de la construction sont nombreux et l'on a pu voir, dans une récente instance, le représentant de l'Etat judiciaire voler au secours de la tristement fameuse société immobilière Lambert.

S'il est donc utile d'améliorer le statut de la copropriété, le fond du problème est celui de la crise du logement et des moyens d'y remédier pour permettre à chaque famille d'opter pour le mode d'occupation correspondant à ses ressources.

Il faut, en premier lieu, consacrer à la construction de logements H.L.M. des crédits suffisants et à des conditions telles qu'ils permettent de pratiquer des taux de loyers accessibles aux travailleurs. Tout le secteur du logement verrait alors diminuer la tension favorable à la spéculation. En second lieu, il faut accorder des crédits particuliers à un faible taux d'intérêt et dans une proportion suffisante aux différentes catégories de travailleurs désirant acquérir la propriété de leur toit soit sous la forme individuelle, soit en copropriété.

La récente réforme des prêts à la construction ne saurait suffire, car son résultat le plus net sera la diminution du nombre des bénéficiaires de prêts.

De même, les logements en copropriété bénéficiant de la législation sur les H.L.M. devraient être financés et construits.

Enfin, il faut apporter une aide efficace, allouer des indemnités valables aux très nombreux petits propriétaires expropriés, aux locataires évincés par suite des opérations d'aménagement entreprises dans les grandes villes et dont beaucoup sont réduits à envisager leur réinstallation en copropriété.

Je rappelle Pampléur et la gravité de l'opération d'aménagement dite de la Défense; à ce propos, mon ami Raymond Barbel a posé une question orale le 12 septembre 1964. Nous demandons son inscription rapide à l'ordre du jour.

C'est avec une telle politique du logement, dont j'ai esquissé les grandes lignes, dans le cadre d'un régime réellement démocratique que les mesures les plus efficaces pourraient être prises pour aider la copropriété en faveur des différentes catégories de travailleurs en fonction de leurs revenus, et en les garantissant contre toutes les menées spéculatives dont ils sont le plus souvent les victimes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Au ... motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

CHAPITRE I^{er}

Définition et organisation de la copropriété.

« Art. 1^{er}. — La présente loi régit tout immeuble bâti dont la propriété est répartie, entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes, même lorsque ledit immeuble comprend plusieurs bâtiments.

« A défaut de convention contraire créant une organisation différente, la présente loi est également applicable aux ensembles immobiliers qui comportent des parcelles de terrain faisant l'objet de droits de propriété privatifs et des terrains, des aménagements et des services communs.

« Sauf dans le cas où la construction est réalisée par une société de construction, la présente loi est également applicable, pendant la période de construction des bâtiments, aux immeubles destinés à être dès leur achèvement soumis au régime défini à l'alinéa premier du présent article. »

M. le rapporteur et MM. Costé-Floret, Peretti et Dejean ont présenté un amendement n° 1 corrigé qui, dans le premier alinéa, après les mots : « immeuble bâti... » tend à insérer les mots : « ... ou groupe d'immeubles bâtis... ».

En conséquence, à la fin de cet alinéa, supprimer les mots : « ... même lorsque ledit immeuble comprend plusieurs bâtiments ».

La parole est à **M. Zimmermann, rapporteur.**

M. le rapporteur. Le premier alinéa de l'article 1^{er} du projet de loi contient *in fine* l'expression suivante : « même lorsque ledit immeuble comprend plusieurs bâtiments ». L'amendement présenté par **M. Costé-Floret** et accepté par la commission vous propose une rédaction sensiblement équivalente et qui consiste à supprimer ce membre de phrase, tout en ajoutant après les mots « tout immeuble bâti » les mots « ou groupe d'immeubles bâtis ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1 corrigé présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. **M. le rapporteur** a présenté un amendement n° 2 rectifié qui tend, après les mots « ensembles immobiliers », à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « ... qui outre des terrains, des aménagements et des services communs, comportent des parcelles, bâties ou non, faisant l'objet de droits de propriété privatifs ».

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. le rapporteur. Il s'agit d'un amendement de forme qui ne modifie pas essentiellement la teneur du deuxième alinéa de l'article 1^{er}. Il a paru bon à la commission de préciser que les parcelles faisant partie des ensembles immobiliers visés par cet alinéa pouvaient être bâties ou non bâties.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2 rectifié, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. **M. le rapporteur** a présenté un amendement n° 3 qui tend à supprimer le 3^e alinéa de cet article.

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. le rapporteur. Cet amendement tend à supprimer le troisième alinéa de l'article 1^{er} qui était ainsi conçu :

« Sauf dans le cas où la construction est réalisée par une société de construction, la présente loi est également applicable, pendant la période de construction des bâtiments, aux immeubles destinés à être dès leur achèvement soumis au régime défini à l'alinéa premier du présent article. »

La commission a proposé cette suppression et, sans se prononcer sur le fond, elle estime, en outre, qu'une telle disposition ne doit pas figurer dans le projet de loi mais qu'elle trouverait plutôt sa place dans le projet n° 633 relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction et qui a été retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée pendant sa deuxième lecture.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3, adopté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'article 1^{er} modifié par les amendements adoptés.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Sont privatives les parties des bâtiments et des terrains réservées à l'usage exclusif d'un copropriétaire déterminé.

« Sont communes les parties des bâtiments et des terrains affectées à l'usage ou à l'utilité, soit de la totalité des copropriétaires, soit de plusieurs d'entre eux.

« A défaut de convention contraire, ainsi que dans le silence ou la contradiction des titres :

« — le sol, les cours, les parcs et jardins, les voies d'accès, le gros œuvre des bâtiments, les éléments d'équipement commun, y compris les parties de canalisations y afférentes qui

traversent des locaux privatifs, les coffres, gaines et têtes de cheminées, les locaux des services communs, les passages et corridors sont présumés parties communes ;

« — les cloisons ou murs, séparant des parties privatives et non compris dans le gros œuvre, sont présumés mitoyens entre les locaux qu'ils séparent ;

« — les quotes-parts des parties communes sont proportionnelles aux valeurs relatives des parties privatives, telles que ces valeurs résultent, lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots, sans égard à leur utilisation. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 4 qui tend à substituer aux 2°, 3°, 4°, 5° et 6° alinéas de cet article, l'alinéa suivant :

« Les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque copropriétaire. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement constitue une mesure d'ordre et de regroupement des textes. La commission a estimé préférable d'insérer à l'article 2 uniquement les dispositions concernant les parties privatives.

Quant aux dispositions contenues dans les alinéas supprimés, elles sont reprises aux articles 2 bis, 3 bis et 3 quater.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, modifié par l'amendement n° 4.

(L'article 2, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Après l'article 2.]

M. le président. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 5 qui tend après l'article 2, à insérer le nouvel article suivant :

« Sont communes les parties des bâtiments et des terrains affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les copropriétaires ou de plusieurs d'entre eux.

« Dans le silence ou la contradiction des titres sont réputés parties communes le sol, les cours, les parcs et jardins, les voies d'accès, le gros œuvre des bâtiments, les éléments d'équipement commun, y compris les parties de canalisations y afférentes qui traversent des locaux privatifs, les coffres gaines et têtes de cheminées, les locaux des services communs, les passages et corridors.

« Sont aussi réputés parties communes dans le silence ou la contradiction des titres :

« — le droit de surélever un bâtiment affecté à l'usage commun ou comportant plusieurs locaux qui constituent des parties privatives différentes, ou d'en affouiller le sol ;

« — le droit d'édifier des bâtiments nouveaux dans des cours, parcs ou jardins constituant des parties communes ;

« — le droit d'affouiller de tels cours, parcs ou jardins ;

« — le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit, là encore, d'une opération d'ordre et de regroupement. Il a paru nécessaire d'inclure, à l'article 2 bis, toutes les définitions relatives aux parties communes. C'est ainsi qu'on retrouve dans le nouveau texte de l'article 2 bis les dispositions figurant aux troisième et quatrième alinéas de l'article 2 et les alinéas 3 à 7 de l'article 3 du projet de loi.

M. le président. Je suis saisi d'un sous-amendement n° 46 présenté par M. Collette qui tend à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement n° 5 :

« Dans le silence ou la contradiction des titres, sont présumées affectées à l'usage de tous les copropriétaires toutes les parties de l'immeuble qui ne sont pas expressément réservées à l'usage exclusif de l'un d'eux ou affectées à l'usage collectif de certains d'entre eux. »

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Ce sous-amendement a pour objet d'obtenir la suppression de l'alinéa prévoyant la détermination de toutes les parties communes.

J'estime, en tant que praticien, qu'il est préférable d'éviter une énumération limitative des parties communes. Celle-ci risque, en effet, d'être incomplète et d'ouvrir un contentieux gênant pour l'ensemble des copropriétaires.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission des lois n'a pas adopté le sous-amendement de M. Collette.

L'article 2 bis, dans sa nouvelle rédaction, comporte un alinéa premier ainsi conçu : « Sont communes les parties des bâtiments et des terrains affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les copropriétaires ou de plusieurs d'entre eux. »

Il nous est apparu qu'il n'était pas souhaitable, après cette définition claire et précise, d'apporter, par la voie d'une présomption, une définition nouvelle qui aurait, d'autre part, un caractère quelque peu négatif puisque seraient « présumées affectées à l'usage de tous les copropriétaires les parties de l'immeuble qui ne sont pas expressément réservées à l'usage exclusif de l'un d'eux. »

Il nous a semblé qu'il s'agissait là d'une vérité d'évidence n'ayant pas un caractère proprement juridique.

En outre, la même énumération figurait déjà dans la loi du 28 juin 1938. Le deuxième alinéa de l'article 2 bis n'est que la reproduction d'une disposition antérieure qui n'avait jamais suscité de difficultés particulières devant les tribunaux. Cette énumération qui n'est d'ailleurs pas limitative, paraît au contraire constituer un élément favorable pour la rédaction des règlements de copropriété, car elle permettra aux rédacteurs de ces règlements de se référer à la loi et d'éviter ainsi des interprétations contestables.

Enfin, la commission n'a pas accepté le sous-amendement parce que ce texte ne mentionnait pas toutes les hypothèses dans lesquelles des parties communes pourraient appartenir à un copropriétaire ou à un syndicat.

Nous verrons, en effet, en poursuivant l'examen du statut de la copropriété que le projet prévoit la possibilité pour le syndicat d'acquiescer lui-même et à titre exclusif des parties privatives de l'immeuble sans que celles-ci perdent pour autant leur caractère privatif.

Il aurait donc été quelque peu hasardeux d'adopter un texte qui, sur ce point également, paraissait incomplet.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Dans le texte du projet de loi, comme dans celui de l'amendement de M. Zimmermann, au nom de la commission, ou dans celui du sous-amendement de M. Collette, il s'agit toujours, au premier alinéa, de donner une définition, c'est-à-dire de poser une règle de fond, et, au deuxième alinéa, de poser une règle de preuve, sous la forme d'une présomption.

Or la rédaction proposée par M. Collette risque, à l'expérience, de soulever beaucoup de difficultés.

En effet, le premier alinéa, que personne ne propose d'amender, donne de la partie commune une définition positive en déclarant que sont communes les parties des bâtiments et des terrains affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les copropriétaires ou de plusieurs d'entre eux. Le sous-amendement n° 46 de M. Collette établit au contraire une présomption qui, elle, s'exprime négativement, puisqu'il est dit que « sont présumées affectées à l'usage de tous les copropriétaires toutes les parties de l'immeuble qui ne sont pas expressément réservées à l'usage exclusif de l'un d'eux ou affectées à l'usage collectif de certains d'entre eux ».

Je crains donc, en comparant ces diverses rédactions, que nous ne tournions quelque peu en rond. C'est pourquoi j'ai le regret de ne pas accepter le sous-amendement de M. Collette.

En revanche, j'accepte l'amendement n° 5 de M. le rapporteur, observant après lui que ce texte institue une présomption simple qui souffre la preuve contraire et que le caractère de parties communes peut, bien entendu, être reconnu à des dépendances autres que celles qui sont énumérées. L'énumération incluse dans le nouvel alinéa deuxième n'a pas, en effet, de caractère limitatif, certainement pas plus dans l'esprit de ses auteurs que dans celui de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 46.

(Le sous-amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis également saisi d'un sous-amendement n° 47 présenté par MM. Collette et Dejean qui tend à rédiger comme suit le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement n° 5 :

« Sont réputés droits accessoires aux parties communes dans le silence ou la contradiction des titres : »

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Nous sommes surpris de la rédaction du troisième alinéa de l'article 2 bis. En effet, ce texte est ainsi conçu :

« Sont aussi réputées parties communes dans le silence ou la contradiction des titres :

« — le droit de surélever un bâtiment affecté à l'usage commun ou comportant plusieurs locaux qui constituent des parties privatives différentes... »

Cette définition d'un droit nous a paru curieuse et nous avons préféré obtenir de la commission la précision qu'il s'agissait plutôt de droits accessoires. C'est pourquoi nous avons proposé une rédaction différente.

Nous voudrions en outre obtenir de M. le garde des sceaux quelques explications en ce qui concerne ce « droit de surélever un bâtiment affecté à l'usage commun ou comportant plusieurs locaux qui constituent des parties privatives différentes. »

Nous venons en effet de voter à l'article 2, alinéa 2, une disposition précisant que « les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque copropriétaire. »

Nous allons donc permettre, considérant qu'il s'agit de droits accessoires, que des constructions soient édifiées sur des copropriétés horizontales. Vous savez, en effet, qu'il peut y avoir deux sortes de copropriétés, l'une verticale et l'autre horizontale.

Or, supposons que, dans un syndicat, certains copropriétaires soient à la fois propriétaires d'un appartement dans un immeuble et d'un garage dans une cour. On conçoit parfaitement que l'immeuble dans lequel ils possèdent un appartement puisse être surélevé ; mais comment pourrait-on construire au-dessus de garages, c'est-à-dire au-dessus de propriétés individuelles, un immeuble qui deviendrait la propriété de la collectivité ?

Il paraît y avoir là une contradiction entre les deux articles.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a adopté le sous-amendement n° 47 de M. Collette. Elle souhaite d'ailleurs, elle aussi, obtenir quelques éclaircissements sur le point qui vient d'être évoqué.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. J'accepte également le sous-amendement n° 47.

Je réponds à la question posée par M. Collette en disant qu'à mon sens, dans l'exemple indiqué, le texte du projet de loi qui a d'ailleurs été maintenu par la commission ne donnerait pas le droit de surélever ces garages.

M. le président. La parole est à M. Boscher pour répondre au Gouvernement.

M. Michel Boscher. Je voudrais poser une question à M. le garde des sceaux et à M. le rapporteur.

Le second alinéa de l'article 2, repris d'ailleurs dans l'amendement n° 5, est ainsi rédigé : « Sont communes les parties des bâtiments et des terrains affectés à l'usage... » — ce qui va de soi — «... ou à l'utilité... » — ce qui me laisse rêveur : comment un terrain peut-il être affecté à « l'utilité » des copropriétaires ?

Je n'ai pas le dictionnaire Larousse sous les yeux, mais la formule employée me paraît peu compréhensible.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je vais prendre un exemple pour vous montrer dans quel sens s'entend cette expression.

Je suppose qu'à l'intérieur d'un jardin, on dispose un massif de fleurs pour l'agrément des copropriétaires. Ce massif n'est pas à l'usage commun, car les copropriétaires n'ont pas le droit d'aller piétiner les plates-bandes. (Sourires.) Mais dans ce cas, il est correct de dire que le massif est destiné à l'utilité commune.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 47. (Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5 modifié par le sous-amendement n° 47. (L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque copropriétaire.

« Les parties communes font l'objet d'une propriété indivise entre l'ensemble des copropriétaires ; leur administration et leur jouissance sont organisées conformément aux dispositions de la présente loi, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 de l'article premier ci-dessus.

« Les parties communes ne peuvent faire l'objet, séparément des parties privatives, d'une action en partage ni d'une licitation forcée.

« Il en est de même des droits accessoires aux parties communes tels que :

« — le droit de surélever un bâtiment affecté à l'usage commun ou comportant plusieurs locaux qui constituent des parties privatives différentes, ou d'en affouiller le sol ;

« — le droit d'édifier des bâtiments nouveaux dans des cours, parcs ou jardins constituant des parties communes ;

« — le droit d'affouiller de tels cours, parcs ou jardins ;

« — le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes ».

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 6 qui tend à rédiger comme suit cet article :

« Les parties communes sont l'objet d'une propriété indivise entre l'ensemble des copropriétaires ; leur administration et leur jouissance sont organisées conformément aux dispositions de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit, encore une fois, d'un amendement de regroupement et d'ordre. Il supprime tout ce qui, dans l'ancien article 3 du projet, concernait les parties privatives dont les définitions viennent d'être données à l'article 2 précédemment voté.

Sont ainsi supprimés le premier et le troisième alinéa ainsi que les alinéas suivants.

La nouvelle teneur de l'article 3 est donc relative uniquement à la définition des parties communes. La modification intervenue est une modification de pure forme juridique puisqu'elle a consisté à remplacer le verbe « font » par le verbe « sont ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6. (L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 3.

[Après l'article 3.]

M. le président. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 7 qui tend, après l'article 3, à insérer le nouvel article suivant :

« Dans le silence ou la contradiction des titres, les quotes-parts des parties communes sont proportionnelles aux valeurs relatives des parties privatives, telles que ces valeurs résultent, lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots, sans égard à leur utilisation. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'alinéa unique de l'article 3 bis ne fait que reprendre les dispositions des troisième et sixième alinéas de l'article 2 du projet où disparaissent seulement les mots : « A défaut de convention contraire, ainsi que... ».

La commission des lois n'a pas jugé utile de répéter, avant les mots : « dans le silence ou la contradiction des titres », l'expression « A défaut de convention contraire », puisqu'on se trouve dans des situations juridiques semblables.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7. (L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. René Capitant, président de la commission. Monsieur le président, afin de permettre à la commission d'examiner les nombreux amendements qui ont été déposés depuis sa réunion de ce matin, je demande une suspension de séance.

M. le président. Pour combien de temps ?

M. le président de la commission. Si vous le voulez bien, jusqu'à vingt et une heures trente. (*Mouvements divers.*)

Il est seize heures vingt-cinq et nous avons environ soixante-dix amendements à examiner. C'est dire que la commission devra consacrer la fin de l'après-midi à cet examen.

M. le président. La séance est suspendue jusqu'à vingt et une heures trente.

(*La séance, suspendue à seize heures vingt-cinq minutes, est reprise à vingt et une heures trente minutes sous la présidence de Mme Thome-Patenôtre, vice-présidente.*)

PRESIDENCE DE Mme JACQUELINE THOME-PATENOTRE, vice-présidente.

Mme la présidente. La séance est reprise.

— 3 —

RENVOI POUR AVIS

Mme la présidente. La commission de la défense nationale et des forces armées demande à donner son avis sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires étrangères. (N° 1307.)

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le renvoi pour avis est ordonné.

— 4 —

STATUT DE LA COPROPRIETE

Suite de la discussion d'un projet de loi.

Mme la présidente. Nous poursuivons la discussion du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. Cet après-midi l'Assemblée a abordé l'examen des articles.

[Après l'article 3.]

Mme la présidente. M. Zimmermann, rapporteur, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, a présenté un amendement n° 8 qui tend, après l'article 3, à insérer le nouvel article suivant :

« Les parties communes ne peuvent faire l'objet, séparément des parties privatives, d'une action en partage ni d'une licitation forcée. »

M. Collette a présenté un sous-amendement n° 48, qui tend, dans le texte proposé par l'amendement n° 8 après les mots : « Les parties communes », à insérer les mots : « et les droits qui leur sont accessoires... ».

M. Collette a déjà soutenu ce sous-amendement cet après-midi. La parole est à M. le rapporteur.

M. Raymond Zimmermann, rapporteur. L'objet de ce sous-amendement est de mettre sur un pied d'égalité les « parties communes » et les droits accessoires aux parties communes.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Le Gouvernement accepte ce sous-amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 48 accepté par le Gouvernement.

(*Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur pour soutenir son amendement n° 8.

M. le rapporteur. Cet amendement répond au souci de regroupement de textes qui a déjà été expliqué lors de la discussion des articles précédents.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8 modifié par le sous-amendement n° 48, et accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.*)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 9 qui tend, après l'article 3, à insérer le nouvel article suivant :

« Les cloisons ou murs, séparant des parties privatives et non comprises dans le gros œuvre, sont présumés mitoyens entre les locaux qu'ils séparent. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit simplement de déplacer un texte, opération effectuée toujours dans le souci du regroupement des divers articles tendant les uns à traiter des parties privatives, les autres des parties communes.

Le texte en discussion traite des parties présumées mitoyennes.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9 accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

[Article 4.]

Mme la présidente. « Art. 4. — Un règlement de copropriété, qui fait l'objet d'une convention générale ou de l'engagement successif de chacun des intéressés, détermine la destination des parties tant privatives que communes, ainsi que les conditions de leur jouissance ; il fixe également, sous réserve des dispositions de la présente loi, les règles relatives à l'administration des parties communes.

« Chacun des copropriétaires peut, dans les conditions ainsi fixées, user librement, suivant leur destination, des parties privatives comprises dans son lot ainsi que des parties communes, à condition de ne pas faire obstacle aux droits des autres copropriétaires et de ne pas porter atteinte à leur droit de jouissance paisible des lieux. »

M. le rapporteur et M. Collette ont présenté un amendement n° 92 tendant à rédiger comme suit le début de cet article :

« Un règlement conventionnel de copropriété, incluant ou non l'état descriptif de division, détermine... (le reste sans changement). »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'objet de cet amendement, qui a été adopté par la commission des lois, est de donner au règlement de copropriété une origine très générale, mais en insistant sur le caractère conventionnel du règlement.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. Collette avait souhaité que des précisions fussent données sur les diverses manières dont le règlement de copropriété pouvait être établi.

Le Gouvernement a été tout à fait d'accord avec la commission cet après-midi pour admettre que de telles dispositions avaient un caractère d'ordre plus réglementaire que législatif. Je prends l'engagement qu'elles figureront dans le règlement d'administration publique prévu par le présent texte.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 92 accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 11 qui tend à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 4 :

« Le règlement de copropriété ne peut imposer aucune restriction aux droits des copropriétaires en dehors de celles qui seraient justifiées par la destination de l'immeuble, telle qu'elle est définie aux actes, par ses caractères ou sa situation ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Le texte de cet amendement a été justifié par la nécessité d'indiquer les limites que le règlement de copropriété ne pouvait pas franchir sans porter atteinte aux droits essentiels des copropriétaires.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 11 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4 modifié par les amendements n° 92 et 11.

(L'article 4, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 5.]

Mme la présidente. « Art. 5. — Toute limitation, dans les contrats et règlements de copropriété, des droits qui résultent pour chaque intéressé de sa qualité de copropriétaire, est nulle s'il est établi qu'elle n'est pas justifiée par la destination de l'immeuble, telle qu'elle résulte desdits contrats et règlements ainsi que des caractéristiques et de la situation de l'immeuble.

« Sont notamment autorisées, si elles sont justifiées par la destination de l'immeuble, les clauses par lesquelles un copropriétaire s'interdit d'aliéner séparément une fraction des parties privatives, soumet à autorisation leur occupation par un tiers, ou subordonne à l'autorisation du syndicat l'exécution, dans ses parties privatives, de travaux pouvant avoir une répercussion sur les parties communes. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 12 rectifié qui tend à rédiger comme suit cet article :

« Chaque copropriétaire dispose des parties privatives comprises dans son lot ; il use et jouit librement des parties privatives et des parties communes sous la condition de ne porter atteinte ni aux droits des autres copropriétaires, ni à la destination de l'immeuble. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission estime que les dispositions de l'article 5 du projet de loi sont incluses dans le deuxième alinéa qu'elle a proposé pour l'article 4.

Elle propose donc de reprendre les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 4 du projet de loi à l'article 5.

Cet article définit les droits des copropriétaires à l'égard des parties privatives et des parties communes.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord sur cette rédaction.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 12 rectifié.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 5.

[Article 6.]

Mme la présidente. « Art. 6. — Chacun des copropriétaires est tenu de participer conformément aux stipulations du règlement de copropriété, ou, à défaut, en proportion de sa quote-part dans les parties communes, aux charges de la conservation, de l'entretien et de l'administration des parties communes ainsi qu'aux dépenses entraînées par le fonctionnement des services collectifs. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 13 qui tend à rédiger comme suit cet article :

« Les copropriétaires sont tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipe-

ment commun en fonction de l'utilité que ces services et éléments présentent à l'égard de chacun d'eux, et aux charges de la conservation, de l'entretien et de l'administration des parties communes proportionnellement aux valeurs relatives des parties privatives comprises dans leurs lots, telles que ces valeurs résultent des dispositions de l'article 3 bis.

« Le règlement de copropriété fixe la quote-part afférente à chaque lot dans chacune des catégories de charges. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission propose un système de répartition des charges. Celles qui correspondent à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes doivent être proportionnelles aux valeurs relatives des lots. Les autres, qui sont la contrepartie des services collectifs et des équipements communs, doivent être réparties en fonction de l'utilité que ces services et ces équipements représentent pour chaque copropriétaire.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement qui introduit certainement beaucoup plus d'équité dans la répartition des charges que le texte antérieur.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 13.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, le texte de l'amendement devient l'article 6.

[Article 7.]

Mme la présidente. « Art. 7. — Indépendamment de la rectification des erreurs matérielles, un copropriétaire peut, dans un délai de cinq ans à partir de l'établissement de la copropriété, exiger la modification pour l'avenir des bases de répartition des charges de conservation, d'entretien et d'administration, si la part afférente à son lot est supérieure de plus d'un quart ou si celle d'un autre copropriétaire est inférieure de plus d'un quart à celle qui résulterait de la répartition des charges proportionnellement aux valeurs relatives des parties privatives dudit lot, telles qu'elles sont prévues à l'article 2 ci-dessus.

« Pour les copropriétés antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'action prévue par le présent article est ouverte pendant un délai de deux ans à compter de cette entrée en vigueur. »

MM. Barbet, Lolive, Doize, Bustin et les membres du groupe communiste ont présenté un amendement n° 82 qui tend à supprimer cet article.

La parole est à M. Lolive.

M. Jean Lolive. Dans sa rédaction, l'article 7 tend à instituer une forclusion pour les copropriétaires qui désirent faire modifier les bases de répartition en établissant un délai de cinq ans pour l'action à entreprendre. Or, la découverte de la mauvaise répartition peut apparaître après un délai de cinq ans. C'est la raison pour laquelle nous demandons la suppression de cet article.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas adopté l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement ne l'accepte pas davantage ; considérant que cet amendement propose la politique du pire puisque, sous prétexte que le délai ouvert pour l'exercice de l'action ne serait pas suffisant, il tend au rejet total d'un article qui institue une action que le droit positif ne prévoit pas encore.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 82 repoussé par le Gouvernement et la commission.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 73 qui tend à rédiger comme suit le premier alinéa de l'article 7 :

« Dans les cinq ans de la publication du règlement de copropriété au fichier immobilier, chaque propriétaire peut poursuivre en justice la revision de la répartition des charges si la part correspondant à son lot est supérieure de plus d'un quart, ou si la part correspondant à celle d'un autre copropriétaire est inférieure de plus d'un quart, dans l'une ou l'autre des catégories de charges, à celle qui résulterait d'une répartition conforme aux dispositions du premier alinéa de l'article précédent. »

Je suis également saisie d'un sous-amendement n° 93 présenté par MM. Doize, Raymond Barbet, Bustin et les membres du groupe communiste qui, dans l'amendement n° 73 du Gouvernement proposant un nouveau texte pour le premier alinéa de l'article 7, tend à substituer aux mots : « un quart », les mots : « un dixième ».

La parole est à M. le garde des sceaux, pour soutenir l'amendement n° 73.

M. le garde des sceaux. Cet amendement apporte au texte en discussion quelques modifications rédactionnelles sur lesquelles je ne m'étendrai pas.

Quant au fond, il introduit une modification et apporte une précision. Dans le texte primitivement proposé, le délai d'exercice de l'action en revision était de cinq ans « à partir de l'établissement de la copropriété ». Comme cette date peut être incertaine, le Gouvernement propose que le délai commence à courir du jour « de la publication du règlement de copropriété au fichier immobilier ».

Mme la présidente. La parole est à M. Doize pour défendre le sous-amendement n° 93.

M. Pierre Doize. Mesdames, messieurs, le sous-amendement n° 93 reprend l'amendement n° 83, que j'avais déposé au texte initialement proposé pour l'article 7.

Ce sous-amendement n° 93, présenté en commission comme l'amendement n° 83 par M. Barbet, a pour objet de permettre la revision des bases de répartition des charges pour un préjudice supérieur à un dixième.

La disposition prévoyant que cette revision n'est possible que si la part correspondant au lot est supérieure de plus d'un quart est restrictive et risque de léser la plus grande partie des copropriétaires.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur sur l'amendement n° 73 et sur le sous-amendement n° 93.

M. le rapporteur. La commission a accepté l'amendement n° 73 présenté par le Gouvernement, estimant que la nouvelle rédaction proposée pour le premier alinéa de l'article 7 était préférable à la rédaction initiale, notamment en ce qui concerne le point de départ fixé pour ce délai de cinq ans pendant lequel chaque copropriétaire peut poursuivre en justice la revision de la répartition des charges.

En revanche, elle a repoussé le sous-amendement n° 93, estimant que le droit accordé par la nouvelle rédaction de l'article 7 du projet de loi est déjà très largement ouvert et qu'il convient de ne pas multiplier les causes de litiges.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 93 ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement émet un avis identique à celui de la commission.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix le sous-amendement n° 93, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(Le sous-amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 73 présenté par le Gouvernement et accepté par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 15 qui tend, dans le deuxième alinéa de l'article 7, à substituer aux mots : « à compter de » les mots : « à partir de ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit d'un amendement de pure forme.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 15 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'article 7, modifié par les amendements n° 73 et 15.

(L'article 7, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 8.]

Mme la présidente. « Art. 8. — Le règlement de copropriété oblige les copropriétaires et leurs ayants cause à titre universel.

« A l'égard de leurs ayants cause à titre particulier, le règlement n'est obligatoire qu'après avoir été publié au fichier immobilier. Cette publication est faite du chef du syndicat des copropriétaires.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux actes constatant les modifications apportées au règlement de copropriété. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 74 qui tend à rédiger comme suit cet article :

« Le règlement de copropriété et les modifications qui peuvent lui être apportées ne sont opposables aux ayants cause à titre particulier des copropriétaires qu'à dater de leur publication au fichier immobilier ».

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Cet amendement a simplement pour but de supprimer, à l'article 8, des dispositions inutiles, étant donné qu'elles vont de soi.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a adopté le même point de vue.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 74.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 8.

[Article 9.]

Mme la présidente. « Art. 9. — Le syndicat, constitué par l'ensemble des copropriétaires, est doté de la personnalité civile. Il a la charge de la conservation de l'immeuble, de l'administration des parties communes, suivant leur destination, et des opérations d'intérêt commun.

« Il établit ou modifie le règlement de copropriété.

« Tous actes d'acquisition ou d'aliénation des parties communes ou de constitution de droits réels immobiliers au profit ou à la charge de ces dernières, à la condition qu'ils aient été décidés conformément aux dispositions des articles 3, 19 et 20, sont valablement passés par le syndicat lui-même et de son chef.

« Le syndicat peut acquérir lui-même des parties privatives sans que celles-ci perdent pour autant leur caractère privatif ».

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 75 qui tend à rédiger comme suit cet article :

« La collectivité des copropriétaires est constituée en un syndicat qui a la personnalité civile.

« Le syndicat peut revêtir la forme d'un syndicat coopératif régi par les dispositions de la présente loi.

« Il établit, s'il y a lieu, et modifie le règlement de copropriété.

« Il a pour objet la conservation de l'immeuble et l'administration des parties communes. Il est responsable des dommages causés aux copropriétaires ou aux tiers par le vice de construction ou le défaut d'entretien des parties communes, sans préjudice de toutes actions récursoires ».

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Cet amendement, quant au fond, n'apporte pas de modification au projet. Il tend simplement à regrouper, dans un ordre différent, des dispositions contenues dans les articles 9 et 11.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a accepté l'amendement présenté par le Gouvernement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 75, accepté par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 9 et les amendements n° 60 et 61 qui avaient été déposés par M. Zimmermann deviennent sans objet.

[Article 10.]

Mme la présidente. « Le syndicat a qualité pour agir en justice, tant en demandant qu'en défendant, même contre certains des copropriétaires; il peut notamment agir, conjointement ou non avec un ou plusieurs de ces derniers, en vue de la sauvegarde des droits afférents à l'immeuble.

« Tout copropriétaire peut néanmoins exercer seul les actions concernant la propriété ou la jouissance de son lot, à charge d'en informer le syndic. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 10.

(L'article 10, mis aux voix est adopté.)

[Article 11.]

Mme la présidente. « Art. 11. — Le syndicat est responsable, tant à l'égard des tiers que de chaque copropriétaire, des dommages causés par le défaut d'entretien ou par le vice de construction des parties communes. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 76 qui tend à rédiger comme suit cet article :

« Tous actes d'acquisition ou d'aliénation des parties communes ou de constitution de droits réels immobiliers au profit ou à la charge de ces dernières, à la condition qu'ils aient été décidés conformément aux dispositions des articles 3, 19 et 20, sont valablement passés par le syndicat lui-même et de son chef.

« Le syndicat peut acquérir lui-même des parties privatives sans que celles-ci perdent pour autant leur caractère privatif. »

Je suis saisi également de deux sous-amendements présentés par M. Zimmermann :

Le premier, n° 94, tend, dans le dernier alinéa du texte proposé par le Gouvernement pour l'article 11, après les mots : « peut acquérir », à insérer les mots : « à titre onéreux ou gratuit ».

Le deuxième, n° 95, tend à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante :

« Il peut les aliéner dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. »

La parole est à M. le garde des sceaux pour soutenir l'amendement n° 76.

M. le garde des sceaux. Cet amendement est la conséquence logique de l'amendement n° 75 que l'Assemblée vient d'adopter à l'article 9.

Il transfère dans la nouvelle rédaction proposée pour l'article 11 une partie des dispositions de l'ancien article 9.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur sur l'amendement présenté par le Gouvernement et sur les deux sous-amendements déposés par M. Zimmermann.

M. le rapporteur. La commission a adopté l'amendement présenté par le Gouvernement.

J'estime cependant qu'il convient de donner au syndicat la faculté d'acquérir non seulement à titre onéreux, mais également à titre gratuit, bien que cette hypothèse, à l'expérience, puisse se révéler peu fréquente.

J'ai également estimé utile d'apporter une précision tendant à prévoir, dans le texte même de la nouvelle loi, la faculté pour le syndicat d'aliéner les parties privatives qu'il aurait acquises lui-même soit à titre gratuit soit à titre onéreux et sans que celles-ci aient perdu pour autant leur caractère privatif.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux sous-amendements ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement les accepte l'un et l'autre.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 94.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 95.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 76 modifié par les sous-amendements n° 94 et 95.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 11.

[Article 12.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 12 :

CHAPITRE II

Administration de la copropriété.

« Art. 12. — Les décisions du syndicat sont prises en assemblée générale des copropriétaires; leur exécution est confiée à un syndic placé éventuellement sous le contrôle d'un conseil syndical.

« Dans les cas où, avant la réunion de la première assemblée générale, un syndic a été désigné par le règlement de copropriété ou par tout autre accord des parties, cette désignation doit être soumise à la ratification de l'assemblée générale.

« A défaut de nomination dans les conditions prévues aux deux alinéas ci-dessus, le syndic est désigné par le président du tribunal de grande instance. »

M. le rapporteur a déposé un amendement n° 20 qui tend à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article :

« ... à la ratification de cette première assemblée générale. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La modification proposée consiste à définir de quelle assemblée générale devrait dépendre la ratification du syndic. Notre amendement précise que celle-ci devrait intervenir dès la première assemblée générale.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 20.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 21 tendant à compléter le 3° alinéa de cet article par les mots suivants :

« ... saisi de la requête d'un ou de plusieurs copropriétaires. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Le troisième alinéa de l'article 12 a prévu que, « à défaut de nomination dans les conditions prévues aux deux alinéas ci-dessus, le syndic est désigné par le président du tribunal de grande instance ». Nous proposons d'ajouter : « ... saisi de la requête d'un ou de plusieurs copropriétaires. »

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 21 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 22 tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Dans le cas où l'administration de la copropriété est confiée à un syndicat coopératif, la constitution d'un conseil syndical est obligatoire et le syndic est élu par les membres de ce conseil et choisi parmi ceux-ci. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement innove en ce qu'il prévoit que le syndicat pourrait revêtir le caractère coopératif.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 22 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12 modifié par les amendements n° 20, 21 et 22.

(L'article 12, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 13.]

Mme la présidente. « Art. 13. — Le syndic représente le syndicat en vue d'assurer, indépendamment des pouvoirs qui lui sont reconnus par d'autres dispositions de la présente loi ou par une des délibérations spéciales de l'assemblée générale, l'exécution des missions qui seront définies par le règlement d'administration publique prévu à l'article 39 ci-dessous.

« Il a notamment qualité pour signer au nom du syndicat, sans que l'intervention à l'acte de chaque copropriétaire soit nécessaire, les actes de disposition.

« Au cas de carence du syndic, tout copropriétaire est recevable à exercer en son lieu et place les droits et actions du syndicat ».

M. Zimmermann a présenté un amendement n° 62 rectifié qui tend, après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« Seul responsable de sa gestion, il ne peut se faire substituer. L'assemblée générale peut seule autoriser à la majorité de l'article 19 une délégation de pouvoir à une fin déterminée ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement se justifie par son texte.

Il prévoit, d'une part, que le syndic ne peut pas se faire substituer dans sa gestion et que, d'autre part, seule l'assemblée générale peut l'autoriser, à la majorité prévue à l'article 19, à donner une délégation de pouvoir, et seulement pour une fin bien déterminée.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. J'accepte cet amendement, mais je serais tenté de suggérer une modification de pure forme tendant à remplacer les mots « à la majorité de l'article 19 » par les mots « à la majorité prévue par l'article 19 ».

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission sur cette modification ?

M. le rapporteur. La commission accepte cette nouvelle rédaction.

Mme la présidente. L'amendement n° 62, après cette deuxième rectification, est donc ainsi conçu :

« Après le premier alinéa de l'article 13, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Seul responsable de sa gestion, il ne peut se faire substituer. L'assemblée générale peut seule autoriser à la majorité prévue par l'article 19, une délégation de pouvoir à une fin déterminée ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 62 ainsi rédigé.

(L'amendement, ainsi rédigé, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 23 qui, dans le deuxième alinéa de l'article 13, après les mots : « soit nécessaire », tend à rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

« ... les actes d'acquisition immobilière et de disposition des parties communes ou des parties privatives acquises conformément au dernier alinéa de l'article 9 ci-dessus ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cette modification a pour objet de prévoir que les actes d'acquisition immobilière et de disposition des parties communes ou des parties privatives acquises conformément au dernier alinéa de l'article 9 pourront être passés par le syndic au nom du syndicat sans que l'intervention à l'acte de chaque copropriétaire soit nécessaire.

Il s'agit là d'une innovation très utile réclamée depuis longtemps par les praticiens et par la doctrine. La signature du syndic suffira pour les actes de disposition du syndicat alors que, jusqu'à ce jour, tous les copropriétaires devaient participer à l'acte.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est, bien entendu, d'accord, cet amendement étant la conséquence naturelle de la reconnaissance de la personnalité morale accordée expressément par le texte au syndicat.

Le règlement d'administration publique ajoutera une précision, à savoir que la signature du syndic suffira pour toutes les formalités hypothécaires.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 23 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Collette a présenté un amendement n° 52 qui tend à compléter le deuxième alinéa de l'article 13 par la phrase suivante :

« Il a aussi qualité pour établir et signer seul l'état descriptif de division prévu par l'article 7 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ».

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Puisque M. le ministre nous donne l'assurance que le syndic aura seul qualité pour signer l'état descriptif de division ainsi prévu, je retire mon amendement.

Mme la présidente. L'amendement n° 52 est retiré.

M. le rapporteur a déposé un amendement n° 24 tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de l'article 13 :

« Le règlement de copropriété détermine les règles applicables en cas de carence du syndic à exercer les droits et actions du syndicat. A défaut de stipulation du règlement de copropriété, un administrateur provisoire peut être désigné dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 12 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission a estimé que la rédaction initiale du troisième alinéa, dans le texte du projet de loi, était dangereuse.

En effet, en prévoyant la possibilité, pour chaque copropriétaire, d'introduire une action, on risquait de provoquer l'anarchie au sein même de la copropriété.

En conséquence, la commission a adopté l'amendement n° 24 qui renvoie au règlement de copropriété.

A défaut de stipulation du règlement à cet égard, un administrateur provisoire doit donc pouvoir être nommé par le président du tribunal de grande instance saisi à la requête d'un ou de plusieurs copropriétaires.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement de M. le rapporteur dans son principe. Il considère que, effectivement, la solution proposée est préférable à celle du texte en discussion.

Mais il est un point sur lequel ma conviction n'est pas complètement formée ; il s'agit de la procédure de désignation de l'administrateur provisoire.

L'amendement de M. le rapporteur nous renvoie à la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 12 qui a été adopté il y a quelques instants, c'est-à-dire à la procédure de l'ordonnance sur requête.

Or, il semble que, dans notre hypothèse, une procédure contradictoire — je veux parler de celle du référé — serait plus justifiée que la procédure unilatérale qu'est la procédure de l'ordonnance sur requête.

En effet, l'hypothèse est celle dans laquelle un syndic a été désigné, syndic dont l'un des copropriétaires estime qu'il demeure abusivement dans l'inaction. Il semble donc qu'il serait préférable de mettre en cause le syndic devant le président du tribunal selon la procédure du référé ; le syndic pourrait alors faire connaître, le cas échéant, les raisons de son inaction.

Si nous n'agissons pas ainsi, il est vraisemblable que, une fois l'ordonnance sur requête rendue, le syndic n'hésitera pas à en référer au président du tribunal et, de toute manière, nous reviendrons à cette procédure contradictoire que nous pourrions, plus simplement, adopter dès le départ.

Monsieur le rapporteur, accepteriez-vous de modifier votre amendement dans ce sens ?

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. J'accepte très volontiers de modifier mon amendement sur le point qui vient d'être indiqué par M. le garde des sceaux. Il est exact que le président du tribunal de grande instance peut être amené à prendre des dispositions très importantes. Il paraît dès lors nécessaire de pouvoir appeler dans la procédure tous les copropriétaires qui, éventuellement, ne seraient pas d'accord sur l'exercice des droits et actions dont la carence est reprochée au syndic.

Je modifie donc mon amendement en remplaçant *in fine* les mots « dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 12 » par les mots « par une ordonnance de référé ».

Mme la présidente. Le Gouvernement et la commission sont donc d'accord sur la nouvelle rédaction ci-après du troisième alinéa de l'article 12 :

« Le règlement de copropriété détermine les règles applicables en cas de carence du syndic à exercer les droits et actions du syndicat. A défaut de stipulation du règlement de copropriété, un administrateur provisoire peut être désigné par une ordonnance de référé. »

Je mets aux voix l'amendement n° 24 dans cette nouvelle rédaction.

(L'amendement, ainsi rédigé, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 13, modifié par les amendements n° 62 rectifié, 23 et 24.

(L'article 13, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 14.]

Mme la présidente. « Art. 14. — Indépendamment de l'application de la loi du 4 juillet 1957 relative au recouvrement de certaines créances, le paiement par chaque copropriétaire de sa participation aux dépenses de toute nature, qu'il s'agisse de provision ou de règlement définitif, est garanti par une hypothèque légale sur son lot dans l'immeuble.

« Le syndic a qualité pour faire inscrire cette hypothèque au profit du syndicat ; il peut valablement en consentir et requérir la mainlevée en cas d'extinction de la dette sans intervention de l'assemblée générale.

« Le copropriétaire défaillant peut, même en cas d'instance au principal, sous condition d'une offre de paiement suffisante ou d'une garantie équivalente, demander mainlevée totale ou partielle au président du tribunal de grande instance statuant comme en matière de référé.

« Aucune inscription ou inscription complémentaire ne peut être requise pour des créances liquides depuis plus de cinq ans.

« Les créances visées à l'alinéa premier bénéficient, en outre, du privilège prévu par l'article 2102-1° du code civil en faveur du bailleur. Ce privilège porte sur tout ce qui garnit les lieux, sauf si ces derniers font l'objet d'une location non meublée.

« Dans ce dernier cas, il est reporté sur les loyers dus par le locataire. »

Le Gouvernement a déposé un amendement n° 98 qui, au début du premier alinéa de l'article 14, tend à supprimer les mots : « Indépendamment de l'application de la loi du 4 juillet 1957 relative au recouvrement de certaines créances... »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Dans le premier alinéa de l'article 14 du projet de loi — lequel a déjà près d'un an d'âge — la référence à la loi du 4 juillet 1957 avait été insérée en vue d'éliminer certaines controverses qui s'étaient introduites dans la jurisprudence sur l'applicabilité de la procédure d'injonction de payer en matière de copropriété.

Depuis lors, la question a quelque peu évolué et le Gouvernement prépare un décret qui apportera diverses modifications aux règles de la procédure civile et dont l'une des dispositions aura pour objet d'étendre la procédure de l'injonction de payer.

Par conséquent, mieux vaut laisser cette question au domaine du règlement, qui est la forme normale d'édiction des règles de procédure civile dans le droit constitutionnel actuel.

J'observe au surplus que les mots dont je demande la suppression par l'amendement n° 98 n'ont guère leur place dans un texte qui crée une hypothèque légale.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission, partageant l'avis du Gouvernement, a accepté cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 98.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Zimmermann a présenté un amendement n° 63 rectifié qui tend, dans le premier alinéa de l'article 14, après les mots : « dépenses de toute nature », à insérer les mots : « et notamment au remboursement par chaque copropriétaire de la part des travaux et indemnités prévus à l'alinéa premier de l'article 27 et à l'article 30 ci-après, ».

La parole est à M. Zimmermann.

M. Raymond Zimmermann. Cet amendement tend à compléter l'article 14, qui prévoit que le paiement par chaque copropriétaire de sa participation aux dépenses de toute nature, qu'il s'agisse de provision ou de règlement définitif, est garanti par une hypothèque légale sur son lot dans l'immeuble.

Or, le texte initial du projet de loi laissait en dehors du champ d'application de cette disposition, et notamment de l'hypothèque légale, le remboursement par chaque copropriétaire de la part des travaux et indemnités prévus à l'article 27 et à l'article 30.

Ce sont précisément ces articles qui permettront dorénavant d'exécuter des travaux d'amélioration dont le remboursement peut être différé. Dans le texte adopté par la commission, le délai de paiement est de cinq ans. Lorsque ce paiement est différé, il importe que les copropriétaires majoritaires, qui ont accepté de payer, à la place des minoritaires, la part incombant à ces derniers dans le coût des travaux et des indemnités de toute nature qui en découlent, soient garantis de leurs avances par une hypothèque légale au même titre que le syndicat est garanti pour les dépenses de toute nature concernant les charges de la copropriété.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Il est identique à celui qui vient d'être exprimé.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 63 rectifié.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 25 qui, dans le quatrième alinéa de l'article 14, tend à substituer au mot « liquides » le mot « exigibles ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit d'employer un terme juridique mieux approprié que celui qui figure dans le projet.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 25.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 14, modifié par les amendements n° 98, 63 rectifié et 25.

(L'article 14, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Après l'article 14.]

Mme la présidente. Je suis saisie de deux amendements pouvant être soumis à discussion commune.

Le premier, n° 53, présenté par M. Collette, tend à insérer, après l'article 14, un nouvel article ainsi rédigé :

« Lors de la mutation à titre onéreux d'un lot, avis de cette mutation doit être donné au syndic de la copropriété par lettre recommandée avec avis de réception, à la diligence du nouveau propriétaire. Dans les quinze jours de la réception de cet avis, le syndic peut former, au domicile élu, par simple acte extrajudiciaire, opposition au paiement du prix pour obtenir paiement des charges de copropriété dues par l'ancien propriétaire. Cette opposition, à peine de nullité, énoncera le montant et les causes de la créance et contiendra élection de domicile dans le ressort du tribunal de grande instance de la situation de l'immeuble. Aucun paiement ou transport amiable ou judiciaire du prix ou de partie du prix ne sera opposable au syndic ayant fait opposition dans ledit délai. »

Le deuxième amendement, n° 70 rectifié, présenté par M. Zimmermann, tend à insérer, après l'article 14, le nouvel article suivant :

« Tout acte constatant le transfert total ou partiel d'un lot ou d'une quelconque partie privative ne pourra, à peine de nullité, intervenir avant l'expiration d'un délai de quatre jours francs à dater de la réception par le syndic de l'immeuble ou par tout organisme en faisant fonction d'une lettre recommandée avec avis de réception à lui adressée par le notaire du contrat et l'avisant du projet de transfert.

« Les parties pourront se libérer de ce délai en produisant au notaire une attestation délivrée par le syndic déclarant que l'auteur du transfert est libéré de ses obligations envers le syndicat. »

La parole est à M. Collette, pour soutenir l'amendement n° 53.

M. Henri Collette. La disposition que je propose s'inspire de celle de la loi du 17 mars 1909 en matière de vente de fonds de commerce, procédé qui a fait ses preuves. Il est exclu que puisse être créée, pour le paiement des charges arriérées, une solidarité entre vendeur et acquéreur ; ce serait créer un super-privilège au profit de la copropriété.

Il paraît donc opportun d'introduire dans la loi un tel article qui garantirait, en cas de mutation d'un lot de l'immeuble en copropriété, le paiement des charges arriérées qui seraient dues à la copropriété par le cédant du lot.

Ce que nous avons voulu, au fond, c'est qu'il y ait un échange de correspondance entre le notaire chargé de la vente de l'appartement et le syndic. Le notaire, au nom de l'acquéreur, prévient le syndic de la mutation de propriété. Par retour du courrier ou presque, le syndic pourra alors faire opposition sur le montant du prix de vente pour obtenir le paiement des sommes qui seraient dues à la copropriété.

Il paraît, en effet, nécessaire d'apurer les comptes et de ne pas susciter des difficultés à l'acquéreur de l'appartement au moment où il va entrer pour la première fois dans le syndicat des copropriétaires.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur. À la fois pour soutenir son amendement personnel n° 70 rectifié et pour donner son avis sur l'amendement n° 53 de M. Collette.

M. le rapporteur. L'amendement n° 53 de M. Collette a fait l'objet cet après-midi d'une longue discussion en commission des lois. Celle-ci a émis un avis somme toute favorable étant donné que cet amendement ne crée pas de nouveaux privilèges mais prévoit uniquement un cas d'indisponibilité d'un prix de vente ou d'un prix de transfert d'un lot de copropriété.

Mais la commission souhaite — avec, je le crois, le Gouvernement — que soit réduit quelque peu le délai de quinze jours pendant lequel le syndic pourrait former opposition, à seule fin de ne pas prolonger abusivement les délais et les formalités de cession de parts de copropriété.

Quant à mon amendement n° 70 rectifié, étant donné que la commission paraissait dans l'ensemble souhaiter l'adoption de l'amendement de M. Collette, sous le bénéfice des précisions que je viens de fournir, je suis disposé à en retirer le premier alinéa, tout en maintenant le second alinéa qui, avec l'accord de M. Collette et éventuellement celui du Gouvernement, pourrait compléter l'amendement de M. Collette.

Je rappelle que ce deuxième alinéa est ainsi conçu :

« Les parties pourront se libérer de ce délai en produisant au notaire une attestation délivrée par le syndic déclarant que l'auteur du transfert est libéré de ses obligations envers le syndicat. »

Il paraît en effet utile que, dans les cas où le copropriétaire vendeur a satisfait à toutes ses obligations, il puisse se libérer de formalités d'opposition qui n'auraient aucun sens.

Mme la présidente. Ainsi, monsieur Zimmermann, le premier alinéa de votre amendement est retiré et le second devient un sous-amendement à l'amendement de M. Collette ?

M. Raymond Zimmermann. Oui, madame la présidente.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Sur le fond, le Gouvernement est d'accord avec M. le rapporteur.

Tout d'abord, il doit être bien entendu — M. Zimmermann l'a dit et je suis certain que c'est également la pensée de M. Collette — que la procédure prévue dans l'amendement n° 53 équivaut à une saisie-arrêt qui rend une certaine somme indisponible, mais que cet amendement ne tend nullement à conférer au syndicat un privilège qui s'ajouterait à la garantie que constitue déjà pour lui l'hypothèque légale, laquelle est soumise à publicité.

Par conséquent, le syndic, dans l'hypothèse où il forme opposition au paiement du prix, se trouve dans la situation d'un créancier saisissant, et le privilège du premier saisissant n'existe pas plus dans cette hypothèse qu'il n'existe en règle générale dans le droit français. Nous sommes tous bien d'accord sur cette interprétation.

En second lieu, je suis d'accord avec M. Zimmermann pour souhaiter que le délai de quinze jours laissé par M. Collette au syndic pour former son opposition soit réduit. Un délai de huit jours me paraîtrait suffisant. Le délai de quinze jours a été emprunté à la matière des cessions de fonds de commerce ; mais, dans ce cas, le délai a pour point de départ une insertion dans un journal d'annonces légales, destinée à joindre des créanciers que l'acheteur du fonds de commerce ignore.

En l'espèce, le délai a pour point de départ un avis donné à un éventuel créancier qui est parfaitement déterminé.

En troisième lieu, je crois que la suggestion faite par M. Zimmermann de compléter l'amendement n° 53 par le second alinéa de son amendement n° 70 rectifié est bonne. Effectivement, si le vendeur présente une attestation du syndic selon laquelle il n'a aucune dette envers le syndicat, il est inutile de pratiquer des formalités superflues.

Toutefois, j'avoue que je n'aime pas beaucoup les termes de la rédaction proposée : « Les parties pourront se libérer de ce délai... ». Je préférerais la formule suivante : « La procédure prévue à l'alinéa premier ci-dessus n'aura lieu d'être suivie lorsque le vendeur aura représenté au notaire un certificat attestant que le vendeur est libre de toute obligation à l'égard du syndicat ».

M. Raymond Zimmermann. J'accepte la proposition du Gouvernement.

M. Henri Collette. Moi de même, y compris la réduction du délai de quinze jours à huit jours.

Mme la présidente. Le Gouvernement dépose donc un sous-amendement qui se substitue au sous-amendement n° 70 rectifié de M. Zimmermann et qui tend à compléter l'amendement n° 53 de M. Collette par l'alinéa suivant :

« La procédure prévue à l'alinéa premier ci-dessus n'aura pas lieu d'être suivie lorsque le vendeur aura présenté au notaire un certificat attestant qu'il est libre de toute obligation à l'égard du syndicat ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je me permets de rappeler à M. Collette que le droit d'opposition, tel qu'il est prévu dans son amendement ; concerne le paiement des charges de copropriété. Or nous avons vu, en étudiant le texte du projet de loi, qu'il existe des hypothèses où certains copropriétaires devront au syndicat des sommes infiniment plus importantes que des charges d'administration puisqu'il s'agira du remboursement de leurs parts dans le paiement différé du coût des travaux.

M. Collette voudrait-il préciser son amendement sur ce point ?

M. Henri Collette. Je m'en tiens à mon texte, avec la seule modification du délai.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 53 de M. Collette.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Collette accepte de substituer, dans la deuxième phrase de son amendement, aux mots « quinze jours », les mots « huit jours ». Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 53 ainsi modifié de M. Collette complété par le sous-amendement du Gouvernement.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Zimmermann a présenté un amendement n° 64 tendant à insérer, après l'article 14, le nouvel article suivant :

« Si un copropriétaire ne remplit pas ses obligations telles que celles-ci sont prévues par les conventions et le règlement de copropriété ou omet de payer les charges définies à l'article 6, ses droits de toute nature dans la copropriété y compris ceux afférents aux parties privatives de son lot pourront être, trois mois après une sommation de payer ou d'exécuter restée sans effet, mis en vente publique à la requête du syndic autorisé par une décision prise par l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la double majorité de l'article 20.

« Les conditions et les modalités de la mise en vente seront fixées par le décret prévu à l'article 39. »

La parole est à M. Zimmermann.

M. Raymond Zimmermann. Cet amendement n'a pas été accepté par la commission.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Si cet amendement n'a pas été adopté par la commission, c'est, je crois, à la suite de mes objections.

Ce texte, en effet, et son auteur l'a reconnu, institue une nouvelle procédure de saisie immobilière particulièrement draconienne puisque, pour le recouvrement de certaines dettes des copropriétaires à l'égard du syndicat, il autoriserait le syndic à pratiquer une saisie immobilière, même en l'absence de titre exécutoire, saisie qui conduirait à la vente, sans l'intervention d'aucune formalité judiciaire.

Assurément la procédure de la saisie immobilière, telle qu'elle est actuellement régie par un décret-loi de juin 1938, est-elle encore beaucoup trop lente et beaucoup trop lourde. Aussi le

Gouvernement, au cours d'un comité interministériel réuni il y a quelques jours, a-t-il décidé de constituer un groupe d'études afin d'améliorer et de simplifier le crédit hypothécaire, et la réforme de la saisie immobilière sera l'une des pièces maîtresses de cet ensemble de mesures.

Dans ces conditions, tout en faisant entièrement mienne la préoccupation de M. Zimmermann de rendre plus pratique la réalisation du gage immobilier, je lui demande de ne pas insister pour l'adoption de cet amendement, lui représentant de surcroît que la saisie immobilière relève de la procédure civile et qu'à ce titre elle appartient au domaine réglementaire.

Mme la présidente. La parole est à M. Rousselot, pour répondre au Gouvernement.

M. René Rousselot. Monsieur le garde des sceaux, je profite de l'occasion qui m'est offerte pour vous poser une question.

Il s'agit, je le précise tout de suite, de location et non pas d'achat de logements. J'ai reçu hier le directeur d'un office d'H. L. M. qui faisait état devant moi du cas de locataires d'H. L. M. qui ne payent pas leur loyer, tout en percevant l'allocation de logement, et qui refusent même de rétrocéder ladite allocation. Dans de tels cas que doit faire le directeur de l'office ?

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. La question que vient de me poser M. Rousselot est certes fort intéressante, mais elle ne se rattache pas directement au texte en discussion. C'est pourquoi je lui répondrai par écrit et de façon aussi détaillée que possible.

M. René Rousselot. Je vous remercie, monsieur le ministre.

Mme la présidente. Monsieur Zimmermann, maintenez-vous l'amendement n° 64 ?

M. Raymond Zimmermann. Me rangeant à l'avis du Gouvernement et me rappelant l'adage bien connu et qui, je pense, lui est cher : *De minimis non curat praetor*, je retire l'amendement.

M. le garde des sceaux. Je réponds à mon tour : *Gracias tibi ago !* (Sourires).

Mme la présidente. L'amendement n° 64 est retiré.

[Article 15.]

Mme la présidente. « Art. 15. — Un conseil syndical peut à tout moment être institué, en vue d'assister le syndic et de contrôler sa gestion.

« En l'absence de disposition particulière du règlement de copropriété, il est désigné par l'assemblée générale à la majorité prévue à l'article 19, et sa mission est déterminée dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique ci-dessus mentionné. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 26 qui tend à substituer au 2^e alinéa de cet article, les 3 alinéas suivants :

« En l'absence de disposition particulière du règlement de copropriété, il est désigné par l'assemblée générale à la majorité prévue à l'article 19.

« A défaut de désignation dans les conditions prévues à l'alinéa précédent le conseil syndical peut être désigné par le président du tribunal de grande instance sur requête d'un ou plusieurs copropriétaires.

« Quel que soit son mode de désignation, la composition et la mission du conseil syndical sont déterminées dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique ci-dessus mentionné. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La modification proposée par cet amendement permet la nomination d'un conseil syndical même si le règlement de copropriété ne contient aucune disposition en ce sens.

A l'article 12, la commission a d'ailleurs proposé de rendre cette création obligatoire quand le syndicat est coopératif.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 26.
(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15 modifié par l'amendement n° 26.
(L'article 15, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 16.]

Mme la présidente. « Art. 16. — Le règlement de copropriété détermine les règles de fonctionnement et les pouvoirs des assemblées générales, sous réserve des dispositions du présent article, ainsi que de celles des articles 18 à 20 ci-dessous.

« Chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix correspondant à sa quote-part dans les parties communes.

« Le syndic et ses préposés ne peuvent présider l'assemblée ni recevoir mandat pour représenter un copropriétaire. »

M. Fossé a fait déposer un amendement n° 88. Mais cet amendement n'est pas soutenu.

M. Zimmermann a présenté un amendement n° 66 qui tend, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « Le syndic » à insérer les mots : « , son conjoint, ».

La parole est à M. Zimmermann.

M. Raymond Zimmermann. La commission a adopté cet amendement estimant qu'il convenait d'étendre l'interdiction de présider l'assemblée et de recevoir mandat pour représenter les copropriétaires, non seulement aux préposés du syndic, mais également à son conjoint.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 66.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 modifié par l'amendement n° 66.

(L'article 16, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 17.]

Mme la présidente. « Art. 17. — Lorsqu'un même lot appartient en indivision à plusieurs personnes, celles-ci doivent, sauf stipulation contraire du règlement de copropriété, être représentées par un mandataire commun qui sera, à défaut d'accord entre les intéressés, désigné par décision de justice. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 27 qui tend, en tête de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« Lorsque plusieurs lots sont attribués à des personnes qui ont constitué une société propriétaire de ces lots, chaque associé participe néanmoins à l'assemblée et y dispose d'un nombre de voix égal à la quote-part dans les parties communes correspondant à son lot. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement propose de régler les difficultés qui se présentent lorsque, dans un immeuble en copropriété, coexistent un syndicat et une société de construction conformément à la loi du 28 juin 1938.

Cette nouvelle disposition tend à créer une transparence juridique qui n'est pas sans rappeler la transparence fiscale. Elle permettra aux membres d'une société de construction de participer à l'assemblée, sans y être seulement représentés par le gérant ou par l'organe de représentation légale de cette société et de pouvoir disposer ainsi d'un nombre de voix égal à la quote-part de chacun dans les parties communes correspondant à son lot, bien qu'il s'agisse en réalité de parts sociales ou d'actions dans une société de construction.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord sur le principe de cet amendement qui réagit contre les excès de la personnalité morale, mais il serait peut-être opportun de lever certaines ambiguïtés qui paraissent subsister dans la rédaction proposée.

Je relis ce texte : « Lorsque plusieurs lots sont attribués à des personnes qui ont constitué une société propriétaire de ces lots, ... ». Peut-être conviendrait-il de dire : « à des personnes qui les ont apportés à une société ». Le texte poursuit : « ... chaque associé participe néanmoins à l'assemblée... » — Il est bien évident qu'il s'agit de l'assemblée du syndicat — « ... et y dispose d'un nombre de voix égal à la quote-part dans les parties communes correspondant à son lot ». Il serait bon d'ajouter qu'il s'agit de la quote-part dans les parties communes qu'il a au sein de la société.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission sur la proposition du Gouvernement ?

M. le rapporteur. La commission se rallie à la modification de forme proposée par le Gouvernement, qui permet une rédaction plus précise.

Le texte deviendrait donc le suivant : « Lorsque plusieurs lots sont attribués à des personnes qui ont constitué une société propriétaire de ces lots, chaque associé participe néanmoins à l'assemblée du syndicat et y dispose d'un nombre de voix égal à la quote-part dans les parties communes correspondant à son lot dans la copropriété. »

M. le garde des sceaux. Je propose plutôt « correspondant au lot qu'il a apporté à la société ».

M. le rapporteur. Il peut ne pas s'agir forcément d'un apport, par exemple dans le cas d'une constitution initiale.

M. le garde des sceaux. Disons alors : « correspondant au lot dont il a la jouissance. »

M. le rapporteur. Je me rallie à cette formule.

Mme la présidente. Le texte définitif de l'alinéa à insérer en tête de l'article 17 deviendrait donc le suivant :

« Lorsque plusieurs lots sont attribués à des personnes qui ont constitué une société propriétaire de ces lots, chaque associé participe néanmoins à l'assemblée du syndicat et y dispose d'un nombre de voix égal à la quote-part dans les parties communes correspondant au lot dont il a la jouissance. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 27 ainsi rédigé.

(L'amendement, ainsi rédigé, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur et M. Collette ont présenté un amendement n° 96 rectifié qui tend à rédiger comme suit l'article 17 :

« En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, les intéressés doivent, sauf stipulation contraire du règlement de copropriété, être représentés par un mandataire commun qui sera, à défaut d'accord, désigné par le président du tribunal de grande instance à la requête de l'un d'entre eux ou du syndic. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a été rédigé à la suite du dépôt d'un amendement initialement présenté par M. Collette. Il apporte une solution à la fois au problème de la représentation des indivisaires et à celui de la représentation de l'usufruitier d'un lot de copropriété.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. J'accepte cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 96 rectifié.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 17 constitué par les amendements n° 27 et 96 rectifié.

(L'ensemble de l'article 17, mis aux voix, est adopté.)

[Article 18.]

Mme la présidente. « Art. 18. — Les décisions de l'assemblée générale relatives à l'administration et à la conservation de l'immeuble, ainsi qu'au fonctionnement des équipements et services collectifs de ce dernier, sont prises à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés. »

Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 77, qui tend à rédiger comme suit cet article :

« Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés, s'il n'en est autrement ordonné par la loi. »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Il s'agit d'un amendement de pure forme qui ne change rien à la solution proposée.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Cet amendement a été adopté par la commission.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 17.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 30 tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Lorsque le règlement de copropriété met à la charge de certains copropriétaires seulement les dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble ou celles d'entretien et de fonctionnement d'un élément d'équipement, il peut être prévu par ledit règlement que ces copropriétaires seuls prennent part au vote sur les décisions qui concernent ces dépenses. Chacun d'eux vote avec un nombre de voix proportionnel à sa participation auxdites dépenses. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement apporte un complément utile dans le cas précis de dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble mises à la charge uniquement de certains copropriétaires.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. J'accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 30, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18 tel qu'il résulte du vote des amendements n° 77 et 30.

(Ce texte, mis aux voix, est adopté.)

[Article 19.]

Mme la présidente. « Art. 19. — Sont prises à la majorité des voix de tous les copropriétaires les décisions concernant :

« a) Toute délégation du pouvoir de prendre l'une des décisions visées à l'article précédent ;

« b) L'autorisation donnée à certains copropriétaires d'effectuer à leurs frais des travaux affectant les parties communes ou l'aspect extérieur de l'immeuble ;

« c) La désignation ou la révocation du ou des syndics et des membres du conseil syndical ;

« d) Les conditions auxquelles sont réalisés les actes de disposition sur les parties communes ou sur des droits accessoires à ces parties communes, lorsque ces actes résultent d'obligations légales ou réglementaires telles que celles relatives à l'établissement de cours communes, d'autres servitudes ou à la cession de droits de mitoyenneté ;

« e) Les modalités de réalisation et d'exécution des travaux rendus obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

« A défaut de décision prise dans les conditions prévues au présent article, une nouvelle assemblée générale statue dans les conditions prévues à l'article 18. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 78 qui tend à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Ne sont adoptées qu'à la majorité des voix de tous les copropriétaires les décisions concernant : ».

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Il s'agit d'un amendement de pure forme.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Cet amendement a été adopté par la commission.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 78.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Delachenal a déposé un amendement n° 44 rectifié tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa (c) de l'article 19 :

« La désignation ou la révocation des membres du conseil syndical et la révocation du syndic. »

La parole est à M. Delachenal.

M. Jean Delachenal. Mon amendement tend à faire en sorte que le syndic ne soit pas désigné par la majorité des voix telle qu'elle est prévue par l'article 19 mais par la majorité qualifiée prévue par l'article 20.

On sait le rôle important que le syndic est appelé à jouer non seulement parce qu'il est chargé d'exécuter les décisions du syndicat des copropriétaires, mais parce qu'il peut faire preuve d'initiative pour des missions qui seront définies par un règlement d'administration publique. Il est donc normal qu'il ait la confiance des copropriétaires et non pas seulement d'une majorité simple. Un seul copropriétaire pourrait en effet avoir la majorité des voix et imposer ainsi un syndic à la minorité.

Si la majorité qualifiée n'était pas acquise après deux scrutins, alors la majorité simple pourrait être retenue après une nouvelle réunion des copropriétaires. C'est une solution analogue à celle prévue par l'article 19 du texte qui nous est présenté.

La nouvelle convocation pourra inciter les copropriétaires à se mettre d'accord sur le nom d'un syndic, ce qui permettra de donner à ce dernier davantage d'autorité.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a repoussé l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement repousse cet amendement.

Je considère tout d'abord qu'il est peu satisfaisant de fixer des règles de majorité différentes pour l'élection du syndic, d'une part, et pour sa révocation, d'autre part.

J'observe de surcroît que, *mutatis mutandis*, le rôle du syndic est comparable à celui d'un administrateur de société anonyme ou d'un gérant de société à responsabilité limitée. La nomination des administrateurs dans une société a toujours été considérée comme étant un acte de gestion — j'allais dire courante — entrant dans les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire et non pas soumise aux règles de quorum ou de majorité renforcée des assemblées générales extraordinaires.

Le syndic, la lecture du texte le démontre à un rôle de pure gestion ; il ne peut guère faire seul que des actes d'administration. Je ne crois pas qu'il soit très périlleux de prévoir sa nomination à la majorité des voix de tous les copropriétaires, majorité qui, je l'observe, est déjà renforcée par rapport à la règle générale posée à l'article 18 qui se contente de la majorité des suffrages exprimés. Il s'agit, dans le texte du Gouvernement, de la majorité absolue des inscrits. Cela me paraît suffisant et l'amendement de M. Delachenal me semble aller troy loin.

Mme la présidente. La parole est à M. Fanton contre l'amendement.

M. André Fanton. J'avais demandé la parole pour combattre l'amendement mais, le Gouvernement l'ayant fait à ma place, je n'ai rien à ajouter.

Mme la présidente. La parole est à M. Delachenal.

M. Jean Delachenal. Je voudrais simplement préciser que la commission a repoussé cet amendement à égalité de voix. C'est dire la faiblesse de la « majorité ».

J'indiquerais par ailleurs à M. le garde des sceaux qu'assimiler les fonctions d'un administrateur de société à celles de syndic ne me paraît pas justifié.

Chacun exerce des fonctions différentes. Il me semble que le syndic, contrairement à ce que vous indiquez, monsieur le ministre, a un rôle important à jouer dans la copropriété. Il est, à mon sens, absolument indispensable qu'il puisse jouir de la confiance de la plupart des copropriétaires. S'il ne peut bénéficier de la majorité qualifiée que je demande, cela n'empêchera pas qu'il soit désigné ensuite à la majorité relative. Mais il importait d'essayer de le faire choisir par le plus possible de copropriétaires.

Mme la présidente. Monsieur Delachenal, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jean Delachenal. Oui, madame la présidente.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 44 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. A l'article 19, M. Fossé a présenté deux amendements. Le premier, n° 89, tend, à la fin du cinquième alinéa d à supprimer les mots : « ou à la cession de droits de mitoyenneté » ; le deuxième amendement, n° 90, tend à supprimer le sixième alinéa e.

Ces amendements ne sont pas soutenus.

M. Zimmermann a présenté un amendement n° 67 rectifié, qui tend, après le sixième alinéa e, à insérer le nouvel alinéa suivant : « f la modification de la répartition des charges rendue

nécessaire par un changement de l'usage d'une ou plusieurs parties privatives ».

La parole est à M. Zimmermann.

M. Raymond Zimmermann. Cet amendement se justifie par l'hypothèse suivante : dans une copropriété, des locaux initialement réservés à l'usage d'habitation peuvent être transformés en locaux à usage commercial ou à usage professionnel à condition que le règlement de copropriété le permette.

Il semble équitable, dans ce cas, de prévoir également une modification de la répartition des charges, particulièrement pour tenir compte de la distinction, dégagée par un amendement présenté à un article précédent, entre les charges d'administration et celles des services et des équipements : il s'agit, en l'occurrence, de la nouvelle répartition de celles-ci, qui peut être affectée par changement de l'usage d'une ou de plusieurs parties privatives.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 67 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19 modifié par les amendements n° 78 et 67 rectifié.

(L'article 19, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 20.]

Mme la présidente. « Art. 20. — Sont prises à la double majorité de la moitié des membres du syndicat et des trois quarts des voix les décisions concernant :

« a) Les actes d'acquisition immobilière et les actes de disposition autres que ceux visés à l'article 19 d) ;

« b) La modification, ou éventuellement l'établissement, du règlement de copropriété dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes ;

« c) Les travaux comportant transformation, addition ou amélioration, à l'exception de ceux visés à l'article 19 e) ci-dessus.

« L'assemblée générale ne peut, à quelque majorité que ce soit, imposer à un copropriétaire une modification à la destination de ses parties privatives ou aux modalités de leur jouissance, telles qu'elles résultent du règlement de copropriété.

« Elle ne peut, sauf à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires, décider l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble. »

M. Zimmermann a présenté un amendement n° 68 rectifié qui tend à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Sont prises à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les trois quarts des voix les décisions concernant : »

La parole est à M. Zimmermann.

M. Raymond Zimmermann. Il s'agit presque d'un amendement de forme.

Le début du premier alinéa de l'article 20 du projet de loi est ainsi conçu : « Sont prises à la double majorité de la moitié des membres du syndicat et des trois quarts des voix... ».

Bien que cette formule ait des antécédents et des répondants, notamment dans le droit des sociétés, il est apparu que la « majorité de la moitié » ne constituait pas effectivement une majorité...

M. le garde des sceaux. A la lettre, cela voulait dire le quart !

M. le rapporteur. ... et qu'il convenait de la fixer à la moitié des membres plus un.

Le nouveau texte paraît infiniment plus clair pour pallier des difficultés d'interprétation.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement a par avance accepté cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 68 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Fossé a déposé un amendement n° 91 tendant, après le quatrième alinéa (c) de l'article 20, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« d) La modification des bases de répartition des charges en application de l'article 7 ci-dessous. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'amendement de M. Fossé a été repris par la commission et adopté par elle, pour les motifs suivant indiqués par son auteur :

L'article 7 du projet de loi, modifié par la commission des lois, ne semble avoir prévu qu'un recours judiciaire pour réaliser la modification pour l'avenir des bases de la répartition des charges des copropriétaires qui seraient supérieures ou inférieures à celles qui résulteraient d'une répartition effectuée conformément aux dispositions de l'article 6, modifié par la commission.

Pour pallier cet inconvénient, il est proposé de préciser à l'article 20 que la modification des bases de répartition des charges en application de l'article 7 modifié peut être prise à la double majorité de la moitié des membres du syndicat et des trois quarts des voix.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 91, repris par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Delachenal a déposé un amendement n° 45 rectifié tendant, après le 4^e alinéa (c) de l'article 20, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« d) La désignation du ou des syndics. Pour le cas où la majorité requise par le présent article ne serait pas atteinte après deux tours de scrutin, une nouvelle assemblée générale sera convoquée et la majorité prévue à l'article 19 sera alors suffisante pour désigner le syndic. »

La parole est à M. Delachenal.

M. Jean Delachenal. Mon amendement à l'article 19 ayant été repoussé par la commission, il ne me paraît plus possible maintenant de soutenir celui-ci devant l'Assemblée.

Mme la présidente. L'amendement n° 45 rectifié est retiré. M. Collette a présenté un amendement n° 55 qui tend à supprimer le dernier alinéa de l'article 20.

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. En effet, cet alinéa s'oppose au paragraphe a du même article, qui lui-même permet de décider à la double majorité les actes de disposition soit sur les parties privatives que le syndicat aurait acquises en vertu du dernier alinéa de l'article 9, soit sur les parties communes lorsque cette aliénéation ne résulte pas d'obligations légales ou réglementaires.

Exiger par ailleurs l'unanimité pour l'aliénéation des parties communes « dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble » aboutirait à maintenir le risque de paralysie lorsque se posera une question d'aliénéation, car il se trouvera trop souvent un propriétaire processif pour soutenir que la conservation des parties communes que l'on se propose d'aliéner est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble ; on risque de créer ainsi un contentieux abondant et difficile.

Telle est la raison de mon amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas adopté cet amendement. Elle a considéré, en effet, que le dernier alinéa de l'article 20 apportait aux copropriétaires minoritaires, dans le cas d'une décision d'aliénéation des parties communes, des garanties auxquelles il paraît difficile de renoncer.

En effet on ne peut admettre que la majorité des copropriétaires puisse décider l'aliénéation des parties communes lorsque cette aliénéation porte atteinte au respect de la destination de l'immeuble.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement partage le même sentiment, et il tient à insister auprès de l'Assemblée pour qu'elle n'adopte point l'amendement de M. Collette.

C'est la destination normale des parties communes, non pas d'être aliénées, mais de ne pas l'être, puisqu'elles concourent à l'utilité de l'ensemble.

Le projet de loi n'a pas formulé une interdiction générale d'aliéner les parties communes, mais le Gouvernement estime indispensable de rappeler expressément que celles d'entre elles dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble ne sauraient être aliénées en vertu d'une décision prise à la majorité, cette majorité fût-elle renforcée : une telle aliénéation ne doit pouvoir intervenir que par une décision des copropriétaires unanimes.

M. Henri Collette. Je retire mon amendement.

Mme la présidente. L'amendement n° 55 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20, modifié par les amendements n° 68 rectifié et 91.

(L'article 20, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 21.]

Mme la présidente. « Art. 21. — Lorsque le règlement de copropriété met à la charge de certains copropriétaires seulement les dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble ou celles d'entretien et de fonctionnement d'un élément d'équipement, il peut être prévu par ledit règlement que ces copropriétaires seuls prennent part au vote sur les décisions qui concernent ces dépenses. Chacun d'eux vote avec un nombre de voix proportionnel à sa participation auxdites dépenses. »

La parole est à M. Pierre Bas, sur l'article.

M. Pierre Bas. Le Gouvernement a-t-il retiré son amendement n° 79 qu'il avait prévu d'ajouter à l'article 21 ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement a transféré son amendement n° 79 de l'article 21 à l'article 24.

Nous allons donc le retrouver dans quelques instants.

M. Pierre Bas. Dans ces conditions, madame la présidente, je prendrai la parole à ce moment-là.

Mme la présidente. M. le rapporteur a déposé un amendement n° 31 tendant à supprimer l'article 21.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La matière de l'article 21 ayant été transférée à l'article 18, 2^e alinéa, cette disposition n'a plus d'objet.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 31.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 21 est supprimé.

[Article 22.]

Mme la présidente. « Art. 22. — Lorsque l'immeuble comporte plusieurs bâtiments, les copropriétaires dont les lots composent l'un ou plusieurs de ces bâtiments peuvent, réunis en assemblée spéciale, décider, aux conditions de majorité prévues à l'article 20, la constitution entre eux d'un syndicat, dit secondaire.

« Ce syndicat a pour objet d'assurer la gestion, l'entretien et l'amélioration interne de ce ou ces bâtiments, sous réserve des droits résultant, pour les autres copropriétaires, des dispositions du règlement de copropriété. Cet objet peut être étendu avec l'accord de l'assemblée générale de l'ensemble des copropriétaires statuant à la majorité prévue à l'article 18.

« Le syndicat secondaire est doté de la personnalité civile. Il fonctionne dans les conditions prévues par la présente loi. »

M. Collette a présenté un amendement n° 56 tendant à compléter l'article 22 par le nouvel alinéa suivant :

« Les membres du syndicat secondaire sont valablement représentés par leur syndic aux assemblées générales du syndicat principal, à moins que, réunis en assemblée et statuant à la majorité prévue pour la modification des règlements de copropriété, ils ne décident d'y assister personnellement. »

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Cette disposition, tout en sauvegardant la liberté des parties par l'admission d'une décision contraire, pose en principe que les membres du syndicat secondaire sont repré-

sentés par leur syndic dans les délibérations du syndicat principal. Cette solution peut être nécessaire au fonctionnement normal du syndicat principal.

On ne voit pas, en effet, dans un tel cas pour quelle raison les membres du syndicat secondaire n'auraient pas le droit de donner une délégation de pouvoirs au syndic afin d'assister aux délibérations du syndicat principal.

M. le rapporteur. La commission a accepté cet amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement estime que l'amendement de M. Collette ne soulève pas d'objection de principe.

Mais peut-être dans l'application fera-t-il naître certaines difficultés et probablement sera-t-il nécessaire de compléter les dispositions du nouvel article 22 dans le règlement d'administration publique.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 56, accepté par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22 complété par l'amendement n° 56.

(L'article 22, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 23.]

Mme la présidente. « Art. 23. — Lorsque l'immeuble comporte plusieurs bâtiments, et que la division en propriété du sol est possible, les copropriétaires dont les lots composent un ou plusieurs de ces bâtiments peuvent, réunis en assemblée spéciale et statuant à la double majorité prévue à l'article 20, demander que le ou les bâtiments en question soient retirés de la copropriété initiale pour constituer une copropriété séparée.

« L'assemblée générale statue à la majorité prévue à l'article 19 sur la demande formulée par l'assemblée spéciale.

« Le règlement de copropriété relatif à l'ensemble immobilier reste applicable jusqu'à l'établissement d'un nouveau règlement de copropriété par chacun des syndicats.

« Le syndicat initial ne peut être dissous tant qu'il existe des parties communes ou des ouvrages d'intérêt commun à l'ensemble des copropriétaires à moins qu'il ne soit pourvu d'une autre manière à l'entretien, à la gestion et éventuellement à l'exécution de ces ouvrages.

« Le transfert de propriété de ces éléments communs peut être décidé au profit de l'organisme qui en reprend la charge, par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité prévue à l'article 19. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23.

(L'article 23, mis aux voix, est adopté.)

[Après l'article 23.]

Mme la présidente. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 80 qui tend, après l'article 23, à insérer le nouvel article suivant :

« Les sociétés de construction et les syndicats coopératifs qui existent dans le cadre d'un même ensemble immobilier peuvent constituer entre eux des unions. »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Il a paru au Gouvernement que cette rédaction rendait plus claire une solution qui entrainait, je crois, dans l'esprit de la commission.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a accepté l'amendement du Gouvernement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 80 accepté par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 24.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 24 :

CHAPITRE III

Améliorations, additions de locaux privatifs et exercice du droit de surélévation.

« Art. 24. — L'assemblée générale des copropriétaires, statuant à la double majorité prévue à l'article 20, peut décider toute amélioration de l'immeuble, telle que la transformation d'un ou plusieurs éléments d'équipement existants, l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'usage commun ou la création de tels locaux.

« Elle fixe alors, à la même majorité, la répartition du coût des travaux et de la charge des indemnités prévues à l'article 30 ci-après, en proportion des avantages qui résulteront des travaux envisagés pour chacun des copropriétaires, sauf à tenir compte de l'accord de certains d'entre eux pour supporter une part de dépenses plus élevée.

« Elle fixe, à la même majorité, la répartition des dépenses de fonctionnement, d'entretien et de remplacement des parties communes ou des éléments transformés ou créés. »

MM. Lolive, Barbet, Balmigère et les membres du groupe communiste ont présenté un amendement n° 84 qui tend, dans le premier alinéa de cet article, à substituer les mots : « double majorité », les mots : « majorité des propriétaires habitant effectivement l'immeuble pour eux-mêmes, leurs ascendants ou descendants. »

La parole est à M. Lolive.

M. Jean Lolive. Notre texte se suffit à lui-même.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas adopté cet amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement repousse l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 84 repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le rapporteur et M. Massot ont présenté un amendement n° 33 qui tend, dans le deuxième alinéa de l'article 24, après le mot « avantages », à insérer les mots : « effectifs et directs ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour objet d'établir plus fermement le lien qui doit exister entre la répartition du coût des travaux et les avantages effectifs et directs qui en résulteront pour les copropriétaires.

Ainsi, par exemple, le copropriétaire du rez-de-chaussée n'aura pas à participer aux frais d'installation, de réparation, de transformation, d'amélioration ou d'entretien de l'ascenseur. Il s'agit donc surtout d'une précision de texte.

Mme la présidente. La parole est à M. Fanton, pour répondre à la commission.

M. André Fanton. Je demande à la commission ce que l'amendement ajoute au texte du projet qui fait déjà allusion aux « avantages qui résulteront des travaux envisagés pour chacun des copropriétaires ».

Je crains que les adjectifs « effectifs et directs » ne provoquent des discussions, qui risqueront de se prolonger, sur les caractères de l'avantage retiré par chacun. Ne pas les introduire dans la rédaction éviterait des procédures et, partant, des difficultés.

Prenez un exemple. Si l'on décide de poser un tapis dans l'escalier d'un immeuble, à quoi bon discuter pour savoir si l'avantage est effectif et direct pour tous les copropriétaires ; il l'est incontestablement.

M. René Capitant, président de la commission. Et l'ascenseur ?

M. André Fanton. Le cas est tout à fait différent, puisqu'il est prévu dans le texte du Gouvernement. La répartition du coût des travaux étant fixée « en proportion des avantages qui résulteront des travaux envisagés pour chacun des copropriétaires », celui du rez-de-chaussée n'aura pas besoin de se demander si ces avantages sont effectifs et directs pour lui.

C'est pourquoi je suis contre l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement s'en rapporte à la sagesse de l'Assemblée.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 33.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je suis saisie de deux amendements pouvant être soumis à discussion commune.

Le premier, n° 71, est présenté par MM. Pierre Bas et tend à compléter l'article 24 par le nouvel alinéa suivant :

« Dans le cas où la double majorité n'aurait pas été atteinte, l'assemblée générale ne pourra s'opposer à l'installation dans une partie commune d'éléments de confort nouveaux, ne pouvant qu'accroître la valeur de l'immeuble, à la seule condition que cette installation ne porte aucune atteinte aux parties privatives et sous réserve des dispositions de l'article 26, alinéa 2 ».

Le second amendement, n° 79 rectifié, présenté par le Gouvernement, tend à compléter l'article 24 par le nouvel alinéa suivant :

« En cas de refus de l'assemblée générale, tout copropriétaire ou groupe de propriétaires peut être autorisé par le tribunal de grande instance à exécuter à ses frais exclusifs et aux conditions fixées par le tribunal, des travaux d'amélioration affectant les parties communes, à la condition que ces travaux soient compatibles avec la destination de l'immeuble ».

La parole est à M. Pierre Bas pour soutenir l'amendement n° 71.

M. Pierre Bas. Le dépôt de cet amendement, de même que celui de l'amendement n° 72 est motivé par le désir de plus en plus fréquent, à Paris, des copropriétaires — et notamment ceux des étages supérieurs — de voir installer un ascenseur dans les immeubles anciens, construits sous le Second Empire ou au début de la III^e République, et vendus par appartements.

Or, cette modernisation ne présente pas d'intérêt pour les copropriétaires du rez-de-chaussée et peu d'intérêt pour ceux du premier et du deuxième étage. La double majorité de la moitié des membres et des trois quarts des voix, exigée par l'article 20, ne sera donc jamais atteinte, car les copropriétaires des étages inférieurs donneront rarement, pour ne pas dire jamais, leur accord pour l'amélioration projetée.

L'article 26 rend la solution encore plus difficile. En effet, les décisions prises à la double majorité obligent tous les copropriétaires, même ceux qui ne sont pas d'accord, à participer à la charge de l'installation et du fonctionnement de l'ascenseur. Et l'on verra les copropriétaires du rez-de-chaussée et du premier étage, qui à eux seuls disposent d'environ 30 p. 100 des voix, empêcher une modernisation pourtant indispensable.

C'est pourquoi mon amendement n° 71 à l'article 24 tend à dispenser de la nécessité de la double majorité lors de l'installation d'éléments de confort nouveaux ne pouvant qu'accroître la valeur de l'immeuble, à la seule condition que cette installation ne porte aucune atteinte aux parties privatives.

Mais cette exception à la règle de la double majorité a une conséquence qui est explicitée par mon amendement n° 72 à l'article 26 : « même si les copropriétaires qui prennent l'initiative de l'installation représentent la majorité des voix, il ne pourra être imposé aux autres propriétaires aucune participation non volontaire tant aux frais de réalisation que d'exploitation des installations, mais la jouissance de celles-ci sera limitée aux seuls copropriétaires participants ».

Ce texte est d'une grande importance pour Paris, et ne pas l'adopter équivaldrait à stopper la modernisation de certains immeubles vendus actuellement en copropriété.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux pour défendre l'amendement n° 79 rectifié présenté par le Gouvernement, ainsi que pour donner son avis sur l'amendement n° 71 de M. Pierre Bas.

M. le garde des sceaux. L'esprit qui a animé le Gouvernement lorsqu'il a déposé l'amendement n° 79 — qui vous est maintenant soumis dans sa forme rectifiée — est exactement le même que celui qui a animé M. Bas et nos préoccupations sont identiques.

La différence entre ces deux amendements réside dans le fait que le Gouvernement a cru nécessaire de subordonner l'autorisation donnée à une minorité de copropriétaires, qui se sont heurtées à un refus de l'assemblée générale, à un certain nombre de conditions de fond et de forme qui doivent être, à son sens, explicitées par le texte de la loi.

Comme garantie de procédure et de forme, l'amendement du Gouvernement, à la différence de celui de M. Bas, exige une décision du tribunal de grande instance et prévoit que cette

décision judiciaire déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés. En ce qui concerne le fond, le texte du Gouvernement précise, d'une part que les travaux qui seront autorisés doivent être compatibles avec la destination de l'immeuble, et d'autre part que ces travaux doivent être exécutés aux « frais exclusifs », et par conséquent sans aucun recours du copropriétaire ou du groupe de copropriétaires qui auront été autorisés à les faire exécuter.

Ces précisions ne sont pas inutiles et je demande à M. Bas, qui obtient ainsi satisfaction sur le principe, de bien vouloir se rallier au texte du Gouvernement.

Mme la présidente. Monsieur Bas, maintenez-vous votre amendement ?

M. Pierre Bas. Monsieur le garde des sceaux, j'obtiens certes satisfaction, mais sur le principe seulement et non dans la pratique. Que va-t-il en effet se passer ?

Les copropriétaires vont aller devant le tribunal. Celui-ci va nommer un expert et dans deux ou trois ans on envisagera la possibilité d'installer un ascenseur. Aux termes de la procédure prévue par l'article 28 du projet « la décision n'est pas opposable au copropriétaire opposant qui a, dans le délai prévu à l'article 36, alinéa 2, saisi le tribunal de grande instance... ».

Par conséquent, il n'y a qu'à laisser jouer la procédure de l'article 28 et à installer d'abord l'ascenseur, quitte au copropriétaire à faire opposition et à se pourvoir devant le tribunal de grande instance. Ainsi les immeubles de Paris pourront-ils être modernisés.

Je crains fort qu'ils ne le soient jamais en vertu de votre texte et que l'opposition d'un copropriétaire habitant le rez-de-chaussée ou le premier étage ne stoppe toute la procédure, comme cela se produit déjà dans certains cas.

C'est pourquoi j'ai le regret, monsieur le garde des sceaux, de maintenir mon amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement maintient quant à lui sa position. Il observe tout d'abord que l'article 28 est parfaitement inapplicable dans la situation visée par l'amendement de M. Bas, aussi bien que dans celle qui est visée par l'amendement du Gouvernement, ces deux situations étant du reste identiques.

L'article 28 suppose qu'une décision positive a été prise par l'assemblée générale des copropriétaires. Or, l'hypothèse sur laquelle nous raisonnons est exactement l'inverse, celle dans laquelle l'assemblée générale, à la majorité qualifiée, a précisément refusé d'autoriser les travaux.

La deuxième observation que je veux présenter, c'est que de toute façon l'amendement de M. Bas, s'il était adopté, n'éviterait pas en toute hypothèse qu'un contentieux intervienne. Il est encore préférable de l'instituer de façon générale à titre préventif, en gagnant ainsi du temps, plutôt que de laisser commencer des travaux dont on demandera immédiatement l'interruption au juge des référés, cette procédure étant elle-même suivie d'une instance au principal. C'est tout de même quelque chose d'assez grave que d'autoriser des travaux qui risquent de bouleverser sensiblement la consistance de l'immeuble et dans l'hypothèse où, à la majorité, les copropriétaires ont refusé qu'un tel travail s'accomplisse, une décision du juge pour suppléer ce défaut de consentement de la majorité est indispensable.

Mme la présidente. La parole est à M. Fanton, pour répondre au Gouvernement.

M. André Fanton. Monsieur le garde des sceaux, votre argumentation ne me paraît pas très convaincante.

Vous estimez que l'amendement de M. Bas n'empêchera pas les procédures. Mais c'est bien son mérite, car il permettra justement à la minorité, si vraiment elle se considère brimée et si les travaux qui sont entrepris ne correspondent pas au but de l'article 24 nouveau et de l'amendement de M. Bas, de s'en remettre à la décision du tribunal.

Au contraire, votre amendement n° 79 rectifié prévoit systématiquement le recours au tribunal. Il n'est désagréable pour personne de dire que ce recours implique une attente de deux ans, des frais considérables, ce qui risque de décourager les propriétaires déjà en minorité obligés de demander au tribunal une autorisation supplémentaire.

Le système préconisé par M. Bas est meilleur. Dans l'hypothèse où les travaux ne correspondent pas à leur définition, c'est-à-dire où ils n'apportent pas les éléments de confort nouveaux — ce qui est tout de même important — et n'accroissent pas la valeur de l'immeuble, le syndic, au nom de la majorité, peut s'opposer à ces travaux et ensuite il appartiendra au tribunal de juger.

Mais cela permet de renverser l'ordre des choses. Les travaux seront exécutés la plupart du temps et il faudra que le syndic soit assuré de gagner son procès devant le tribunal pour qu'il

engage des frais au nom des copropriétaires, alors que ceux qui voudront engager des frais pour des éléments de confort de l'immeuble s'adresseront d'abord au tribunal, ce qui découragera la plupart d'entre eux.

C'est pourquoi je préfère le système prévu par l'amendement de M. Bas.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission n'a pas adopté l'amendement de M. Bas ; en revanche, elle a retenu celui présenté par le Gouvernement pour les motifs qui viennent d'être exposés par M. le garde des sceaux.

Il a paru en outre à la commission que l'article 24, dans la rédaction proposée par M. Bas, laisserait la porte ouverte à un certain arbitraire de copropriétaires minoritaires, qui pourraient prendre des mesures très graves, de nature à affecter les parties communes.

C'est ainsi que dans un immeuble comportant un certain nombre d'étages, il suffirait que les copropriétaires des deux derniers étages décident d'installer un ascenseur pour que le refus leur ayant été opposé par l'assemblée générale, ils puissent passer outre à ce refus et modifier complètement la cage d'escalier et réduire d'autant les parties communes des autres étages. Le texte de l'article 24 ne permettrait d'ailleurs pas le recours devant le tribunal, ou, en tout cas, si ce recours était permis — puisque le recours judiciaire est toujours autorisé — on ne voit pas comment la juridiction saisie pourrait justifier une interdiction des travaux alors que l'article 24 disposerait lui-même que l'assemblée générale ne peut pas s'opposer à l'installation d'éléments de confort nouveaux.

Le texte de l'article 24, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, prévoit effectivement un recours judiciaire qui, avec les lenteurs que nous lui connaissons tous, malheureusement, risque d'éterniser quelque peu la situation. Mais ce recours est cependant nécessaire étant donné la gravité des dispositions à prendre.

Il faut bien voir que nous venons de la loi du 28 juin 1938, c'est-à-dire de règles qui exigeaient à l'époque soit l'unanimité, soit la majorité absolue. Maintenant, il suffirait tout simplement de la volonté d'un groupe minoritaire de propriétaires ou même d'un seul propriétaire pour qu'il soit passé outre au refus opposé par une assemblée générale qui, elle, statue à la majorité et peut-être même à la double majorité de la moitié des membres du syndicat et des trois quarts des voix.

Dans ces conditions, la commission n'a pas voulu aller jusqu'au texte de M. Bas et s'est ralliée au texte présenté par le Gouvernement.

Mme la présidente. La parole est à M. Fanton, pour répondre à la commission.

M. André Fanton. J'aimerais poser une question à la commission. Puisqu'il semble que les tribunaux n'auront pas d'éléments pour s'opposer aux travaux, ces tribunaux disposeront-ils, dans le système proposé par le Gouvernement, d'une jurisprudence pour s'y opposer ?

Si j'ai bien saisi le texte gouvernemental, il suffira d'aller devant le tribunal et de faire constater que les travaux que l'on veut effectuer sont conformes à la loi pour que le tribunal désigne un expert chargé de faire un rapport. En réalité, ce sera l'architecte qui prendra la direction des travaux.

Cela ne signifie rien d'autre et ce sera la seule conséquence car « à la condition que ces travaux soient compatibles avec la destination de l'immeuble ». M. le rapporteur voudra bien m'accorder que l'installation d'un ascenseur dans un escalier très large est conforme à la destination de l'immeuble. Même s'il n'y a qu'un copropriétaire, sous quel prétexte lui refuserait-on ce droit ? S'il y a un jugement, je serais curieux de le connaître.

Pour éviter d'attendre deux ans ou plus, je préfère le système préconisé par l'amendement de M. Pierre Bas.

Mme la présidente. Monsieur Pierre Bas, maintenez-vous votre amendement ?

M. Pierre Bas. Oui, madame la présidente.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je maintiens également le mien. Je crois que, pratiquement, le système de M. Bas se retournera contre les copropriétaires auxquels il veut être favorable.

D'abord son amendement est beaucoup plus dangereux que celui du Gouvernement car — je réponds en cela à M. Fanton, la commission m'excusera de le faire à sa place — la vérification que mon amendement demande au tribunal de faire n'est pas très complexe. Elle consiste simplement à estimer si le travail envisagé est compatible ou non avec la destination

de l'immeuble. L'amendement de M. Bas l'invitera à faire beaucoup plus que cela dans le cas inévitable d'un contentieux ; il faudra chercher alors si ce qu'on propose d'ajouter est vraiment un élément de confort nouveau capable d'accroître la valeur de l'immeuble et l'on passera de considérations techniques à des considérations économiques. Surtout, étant donné que dans des cas de cette nature, il s'agit par hypothèse de gens qui habitent dans un même immeuble et qui ne s'entendent pas, nous allons vers des chicanes inévitables.

Selon le système préconisé par M. Bas, on commencera le travail, après quoi on s'adressera au juge des référés et on obtiendra fréquemment qu'il ordonne la suspension des travaux déjà commencés et qui vont donc rester en l'état pendant des mois...

M. André Fanton. On se retrouve dans la même situation qu'avec votre système.

M. le garde des sceaux. ... tandis qu'avec mon système, comme il est nécessaire d'obtenir la décision judiciaire avant de commencer les travaux, on évitera l'ouverture d'un chantier qui restera en souffrance pendant des mois ou des années, ce qui est une hérésie économique. Dans ces conditions, je persiste à maintenir mon amendement.

Mme la présidente. Je suis saisie d'un sous-amendement n° 100 présenté par M. de Grailly qui tend, dans le texte proposé par l'amendement n° 71, à remplacer les mots : « d'éléments de confort nouveaux ne pouvant qu'accroître la valeur de l'immeuble » par les mots : « d'éléments de confort nouveaux conformes à la destination de l'immeuble et ne pouvant qu'accroître sa valeur ».

La parole est à M. de Grailly.

M. Michel de Grailly. Mes chers collègues, le texte de l'amendement de M. Pierre Bas est préférable à celui que propose le Gouvernement. Je ne reviendrai pas sur la discussion très complète qui vient de se dérouler, mais je présenterai simplement quelques observations.

Certainement, monsieur le garde des sceaux, un contentieux judiciaire peut s'élever dans les deux systèmes ; dans ce cas, les tribunaux seront toujours compétents pour contrôler si un abus peut ou non être commis. Mais il existe une très grande différence.

Dans le système proposé par M. Pierre Bas, une majorité de copropriétaires ne pourra s'opposer aux mesures auxquelles vous faisiez allusion, monsieur le garde des sceaux, et ne pourra en demander l'application en référé que si ces copropriétaires ont des motifs sérieux de s'opposer à ces installations, sinon ils risqueront d'être frappés de dommages et intérêts pour procédure abusive ; ils s'exposeront ainsi à certaines sanctions dont ils ne prendront pas le risque à la légère.

Au contraire, dans l'hypothèse inverse, vous aboutirez dans tous les cas à des procédures, non pas seulement à des procédures en référé, mais à des procédures au fond dont vous connaissez comme moi la durée.

Je propose cependant que l'amendement de M. Pierre Bas soit complété, précisément pour donner une garantie supplémentaire à la majorité des copropriétaires et pour imposer une condition de plus à l'exécution de tels travaux.

J'espère que vous obtiendrez ainsi satisfaction, monsieur le garde des sceaux et que, dans ces conditions, vous accepterez l'amendement de M. Pierre Bas.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je n'accepte rien et, au contraire, j'observe que le copropriétaire ou le groupement de copropriétaires minoritaires qui aura entrepris des travaux et qui sera obligé de les interrompre, définitivement dans ce cas, subira un préjudice bien supérieur aux frais de procédure qu'entraînerait l'adoption de l'amendement du Gouvernement.

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Monsieur le garde des sceaux, je ne comprends pas pourquoi cette procédure risque de présenter des inconvénients, étant donné que les oppositions que vous concevez se présentent rarement.

En effet, les copropriétaires du rez-de-chaussée et du premier étage n'ont pas en justice et ne s'opposent pas aux travaux. Ils n'auraient que des ennuis à craindre et de l'argent à perdre, puisque je précise implicitement, dans mon amendement à l'article 26, qu'ils n'auront pas à participer aux frais d'installation, ni aux frais de fonctionnement. Par conséquent ils n'engageront pas de procédure. Or, par votre système vous nous obligez à y avoir recours et vous faites perdre trois ans à tous les copropriétaires parisiens. Voilà ce que je n'accepte pas. C'est pourquoi j'ai proposé un système qui — je m'en félicite — a recueilli l'accord de juristes éminents de cette Assemblée.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je n'ai pas la prétention d'être un juriste éminent (*Sourires!*) mais simplement celle d'avoir un minimum de bon sens.

Il faut tout de même s'entendre. Dans l'hypothèse considérée, il y a eu une délibération de l'assemblée générale qui devait être acquise dans certaines conditions de majorité.

Si les copropriétaires sont disposés à laisser exécuter le travail sans qu'il ne leur en coûte rien, alors ils autorisent les minoritaires à construire leur ascenseur et à exécuter le travail. Dans ce cas il n'y a pas de problème et il n'y a donc pas lieu de saisir le tribunal.

Dans l'hypothèse où nous raisonnons, ils sont opposés, pour une autre raison, à l'exécution de tel travail qui ne leur convient pas. Dans ce cas, je persiste à croire qu'il est plus simple de commencer par obtenir une autorisation plutôt que de commencer des travaux avec le risque de devoir les suspendre, voire dans certains cas à les interrompre définitivement.

Mme la présidente. La parole est à M. de Grailly.

M. Michel de Grailly. L'argumentation de M. le garde des sceaux serait parfaite si son texte n'était pas équivoque.

« En cas de refus de l'assemblée générale », cela ne veut pas dire du tout, en tout cas pas obligatoirement, le refus d'autoriser les travaux, mais cela signifie le refus de les prendre au compte du syndicat. Dans ces conditions, vous obligez au contentieux dans tous les cas. Vous pourriez, dans une certaine mesure, avoir raison.

M. le garde des sceaux. Tel que je viens de l'interpréter, il n'y a plus aucun doute possible.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement de M. de Grailly, repoussé par le Gouvernement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 100.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le sous-amendement, mis aux voix par assis et levé, est adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 71, modifié par le sous-amendement n° 100.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'amendement n° 79 recité du Gouvernement devient sans objet.

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 24, modifié par l'amendement n° 71.

(L'article 24, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 25.]

Mme la présidente. « Art. 25. — Aucun des copropriétaires ou de leurs ayants droit ne peut faire obstacle à l'exécution, nième à l'intérieur de leurs parties privatives, des travaux régulièrement décidés par l'assemblée générale. »

M. le rapporteur et M. Dejean ont présenté un amendement n° 34 qui tend, après les mots : « parties privatives », à rédiger ainsi la fin de cet article :

« ... des travaux régulièrement et expressément décidés par l'assemblée générale en vertu de l'article 24 ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'obligation qu'institue l'article 25 est indispensable pour que les travaux puissent être réalisés.

La commission a adopté cet amendement de M. Dejean qui limite l'application de l'article 25 aux travaux expressément décidés par l'assemblée générale. Celle-ci doit donc disposer de documents détaillés pour prendre sa décision.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 34, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 25, modifié par l'amendement n° 34.

(L'article 25, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 26.]

Mme la présidente. « Art. 26. — Sous réserve des dispositions de l'article 28, la décision prise oblige les copropriétaires à participer, dans les proportions fixées par l'assemblée, au paiement des travaux, à la charge des indemnités prévues à l'article 30, ainsi qu'aux dépenses de fonctionnement d'administration, d'entretien et de remplacement des parties communes ou des éléments transformés ou créés. »

M. Pierre Bas a présenté un amendement n° 72 qui tend à compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« Toutefois, dans le cas prévu à l'article 24, alinéa 4, et même si les copropriétaires qui prennent l'initiative de l'installation représentent la majorité des voix, il ne pourra être imposé aux autres propriétaires aucune participation non volontaire tant aux frais de réalisation que d'exploitation des installations, mais la jouissance de celles-ci sera limitée aux seuls copropriétaires participants.

« Cependant, un copropriétaire pourra, à tout moment, acquérir le droit à utilisation des installations réalisées en acquittant sa quote-part des installations — évaluées au moment du rachat en fonction des coefficients de la série de prix des architectes, et en participant à compter de son rachat, aux frais d'exploitation. »

La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Cet amendement est le complément de celui que j'ai présenté à l'article 24 et que vous avez bien voulu voter. Il réserve aux seuls copropriétaires participant aux charges de réalisation et d'exploitation la jouissance des installations, mais il permet à tout moment à un copropriétaire non participant de racheter le droit à utilisation en acquittant sa quote-part des frais de la réalisation et, bien entendu, à partir de la date de rachat, sa quote-part des frais de fonctionnement.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement?

M. le rapporteur. La commission n'a pas adopté cet amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement se pose des questions au propos du fonctionnement pratique de ces dispositions.

Supposons qu'un ascenseur ait été installé dans les conditions qui viennent d'être décrites et qu'il y ait deux appartements sur chaque palier de l'immeuble. A un étage déterminé, l'un des copropriétaires a participé à la construction de l'ascenseur tandis que son voisin s'y est refusé. Comment ferait-on la discrimination entre les visiteurs de celui qui a contribué à la construction de l'ascenseur et qui, en vertu du texte, aurait le droit d'emprunter l'ascenseur, et les visiteurs de celui qui a refusé de participer aux charges de la construction et qui devront monter l'escalier?

Toutes sortes de questions se posent au propos de l'application de ce texte qui, je l'espère, n'incitera pas les utilisateurs de ces éléments de confort nouveaux de nature à accroître la valeur de l'immeuble, à en venir aux mains dans les parties communes. (*Sourires.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Je regrette beaucoup que les services du ministère de la justice ne se soient pas sérieusement renseignés avant d'élaborer ce texte, car ils auraient vu des ascenseurs fonctionner de la manière que je viens de décrire.

Je connais des immeubles où les copropriétaires utilisent des clés pour prendre l'ascenseur. Ce ne sont pas en effet, les visiteurs qui les intéressent, mais leur propre confort. Très souvent aussi ce sont des personnes âgées qui habitent aux étages supérieurs et ce sont elles qui ont surtout besoin quotidiennement de l'ascenseur. D'autre part, ces personnes peuvent très bien ne recevoir que fort peu de visiteurs et, de toute façon, ce n'est pas là l'essentiel pour elles.

Chaque membre de la famille possède donc la clé de l'ascenseur qu'il peut ainsi emprunter à sa guise.

Lorsque, ayant vu l'ascenseur installé, quelqu'un se résout à adhérer à l'association, il paie sa quote-part et on lui donne une clé.

Allez, par exemple, monsieur le garde des sceaux, au 34, boulevard Arago et vous verrez ce système fonctionner parfaitement. Je m'étonne que vous ayez cru devoir discuter dans l'abstrait, alors qu'il s'agit au contraire de quelque chose de très concret que les députés de Paris, au contact de leurs électeurs, ont appris à connaître.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je suppose que l'habitant d'un étage supérieur soit une personne appelée par sa profession à recevoir de nombreux clients, par exemple un médecin ou un avocat.

Je pense que ce qui l'intéresse, ce n'est pas seulement d'utiliser l'ascenseur pour descendre de son appartement ou y remonter, mais encore de permettre à sa clientèle d'emprunter ce mode de locomotion intérieur. La première fois qu'il recevra un client, il lui donnera donc une clé pour lui permettre d'accéder à son étage chaque fois qu'il sera obligé de lui rendre visite.

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Il s'agit généralement d'immeubles ayant un appartement par étage. Mais même si le voisin d'un avocat refuse l'installation de l'ascenseur, je vous assure que cet avocat ne fermera pas à clé la porte de l'ascenseur. Il permettra certainement à son voisin de l'utiliser gratuitement, pour que ses clients puissent également en bénéficier.

Ce ne sont pas là des problèmes graves. Ils se résolvent facilement dans la vie courante. C'est une affaire de bon sens.

Mme la présidente. La parole est à M. Fanton pour répondre au Gouvernement.

M. André Fanton. M. le garde des sceaux a certes très bien fait d'attirer notre attention sur le grave problème que poserait l'adoption de l'amendement de M. Pierre Bas. Mais le vote de l'amendement du Gouvernement aurait-il beaucoup changé les choses ? Je ne pense pas qu'un tribunal eût pris une position différente en fonction de ce genre d'argument.

M. le garde des sceaux. L'amendement du Gouvernement ne semblait pas dans de telles précisions.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 72 repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 26, complété par l'amendement n° 72.

(L'article 26, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 27.]

Mme la présidente. « Art. 27. — La part du coût des travaux et des indemnités incombant aux copropriétaires qui n'ont pas donné leur accord à la décision prise peut n'être payée que par annuités égales au cinquième de cette part, révisées proportionnellement à la variation de l'indice du coût de la construction.

« Toutefois, les sommes visées au précédent alinéa deviennent immédiatement exigibles lors de la première mutation entre vifs du lot de l'intéressé, même si cette mutation est réalisée par voie d'apport en société. »

M. le rapporteur et M. Delachenal ont présenté un amendement, n° 97, qui tend, dans le premier alinéa de l'article 27, 1° après les mots : « des travaux », à insérer les mots : « des charges financières y afférentes » ; 2° à supprimer les mots : « révisées proportionnellement à la variation de l'indice du coût de la construction ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La première partie de cet amendement se justifie par son texte même. Quant à la deuxième partie, elle traduit la volonté exprimée par la commission de ne pas mettre à la charge de copropriétaires quelquefois peu fortunés la variation de valeur de leur quote-part lorsque le paiement des travaux a été différé.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 97.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Collette a présenté un amendement, n° 57, qui tend, dans le premier alinéa de l'article 27, à substituer au mot : « cinquième », le mot : « dixième ».

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Il s'agit là d'un point important.

Nous avons estimé que le délai de cinq ans était trop court. Un délai de dix ans nous a paru plus conforme à l'équité, surtout à l'égard de ceux qui, peu fortunés, seront obligés, bien que minoritaires, de prendre part à des travaux qu'ils paieront avec les plus grandes difficultés et pour lesquels ils auront même beaucoup de mal à trouver des prêts.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas adopté cet amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement repousse, lui aussi, cet amendement.

L'Assemblée, en adoptant l'amendement n° 97 de la commission, vient de faire à ces débiteurs un cadeau qui n'est pas négligeable. Elle a, en effet, supprimé la révision du montant de la dette pour laquelle un terme aura été consenti, révision que le texte du Gouvernement liait à la variation de l'indice du coût de la construction.

Dès lors, c'est à une somme fixe qu'est désormais arrêtée la contribution des copropriétaires qui vont bénéficier de ce délai de paiement.

On ne peut vraiment pas tout exiger du créancier. Dès l'instant que vous lui avez retiré le bénéfice de la révision ou, pour appeler les choses par leur nom, de l'indexation, ce serait vraiment aller trop loin que de doubler la durée maximale des délais de paiement et de la porter de cinq à dix ans.

Le délai de cinq ans doit véritablement constituer un maximum et l'amendement de M. Collette nous conduirait à une générosité excessive.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 57, repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement, n° 35, tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsqu'il s'agit de travaux imposés par le respect d'obligations légales ou réglementaires. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'article 27 prévoit la possibilité pour les copropriétaires minoritaires qui n'ont pas donné leur accord à la réalisation de travaux d'amélioration de différer le paiement de la part du coût des travaux et des indemnités leur incombant.

Or, certaines de ces améliorations peuvent résulter d'obligations légales ou réglementaires. Les dispositions en cause ne devraient donc pas être applicables lorsqu'il s'agit de travaux de cette nature que les copropriétaires ne peuvent pas refuser.

Mme la présidente. La parole est à M. Fanton pour répondre à la commission.

M. André Fanton. En réalité, je crois que la commission a voulu viser les opérations de ravalement qui résultent d'obligations légales et réglementaires. Or, de telles opérations s'imposent souvent pour des immeubles modestes et il semble bien sévère d'obliger les assemblées générales à exclure du bénéfice de l'article 27 les copropriétaires qui se trouvent dans une situation très difficile.

Personnellement, je pense que cet amendement ne permet pas à l'article 27 de remplir le rôle social que lui attribue l'exposé des motifs.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Il partage l'avis de la commission.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 35.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 27, modifié par les amendements n° 97 et 35.

(L'article 27, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 28.]

Mme la présidente. « Art. 28. — La décision n'est pas opposable au copropriétaire opposant qui a, dans le délai prévu à l'article 36, alinéa 2, saisi le tribunal de grande instance en vue de faire reconnaître que l'amélioration décidée présente un caractère somptuaire eu égard à l'état, aux caractéristiques et à la destination de l'immeuble. »

M. le rapporteur et M. Coste-Floret ont présenté un amendement n° 36, tendant à rédiger ainsi le début de cet article :

« La décision prévue à l'article 24 n'est pas opposable... » (le reste sans changement).

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit d'une précision de pure forme.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 36.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 28, modifié par l'amendement n° 36.

(L'article 28, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 29.]

Mme la présidente. « Art. 29. — La surélévation ou la construction de bâtiments aux fins de créer de nouveaux locaux à usage privatif ne peut être réalisée par les soins du syndicat que si la décision en est prise à l'unanimité de ses membres.

« La décision d'aliéner aux mêmes fins le droit de surélever un bâtiment existant exige, outre la majorité prévue à l'article 20, l'accord des copropriétaires de l'étage supérieur du bâtiment à surélever, et, si l'immeuble comprend plusieurs bâtiments, la confirmation par une assemblée spéciale des copropriétaires des lots composant le bâtiment à surélever, statuant à la majorité indiquée ci-dessus.

« Si le règlement de copropriété stipule une majorité supérieure pour prendre la décision prévue à l'alinéa précédent, cette clause ne peut être modifiée qu'à cette même majorité. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 37 ainsi conçu :

« I. — Rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article :

« La décision d'aliéner aux mêmes fins le droit de surélever un bâtiment existant exige la même unanimité. »

« II. — En conséquence, supprimer le dernier alinéa de cet article. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Nous avons voulu améliorer ce texte qui, auparavant, exigeait seulement la majorité pour décider l'aliénation.

S'agissant d'une opération aussi importante et aussi grave, la commission a estimé nécessaire d'exiger l'unanimité pour aliéner le droit de surélever un bâtiment.

L'amendement a donc pour objet de mettre sur un pied d'égalité l'opération de surélévation ou la construction de bâtiments aux fins de créer de nouveaux locaux à usage privatif et la décision d'aliéner à ces mêmes fins le droit de surélever un bâtiment existant.

En conséquence, le dernier alinéa de l'article devrait être supprimé.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Pour une fois, ce soir, le Gouvernement va se séparer de la commission.

C'est aller trop loin que d'exiger l'accord unanime des copropriétaires lorsqu'il s'agit, pour le syndicat, d'aliéner le droit de surélever l'immeuble, puisque, de cette aliénation, résultera, pour les intéressés, non pas une dépense, mais une recette.

Les multiples conditions que le texte du Gouvernement a prévues — la majorité imposée par l'article 20, la confirmation par une assemblée spéciale des copropriétaires du bâtiment à surélever, le cas échéant, l'accord des copropriétaires de l'étage supérieur, l'indemnisation des préjudices particuliers et la possibilité, en tout état de cause, par le règlement de copropriété, d'exiger des conditions plus strictes encore — garantissent que l'opération sera bien conforme à la destination de l'immeuble.

C'est pourquoi le Gouvernement demande à l'Assemblée de s'en tenir au texte qui lui a été proposé et de rejeter l'amendement de la commission.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 37, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 29.

(L'article 29, mis aux voix, est adopté.)

[Article 30.]

Mme la présidente. « Art. 30. — Les copropriétaires qui subissent un préjudice par suite de l'exécution des travaux, en raison soit d'une diminution définitive de la valeur de leur lot, soit d'un trouble de jouissance grave, même s'il est temporaire, ont droit à une indemnité.

« Cette indemnité, qui est à la charge de l'ensemble des copropriétaires, est répartie, s'il s'agit de travaux décidés dans les conditions prévues à l'article 24, en proportion de la participation de chacun au coût des travaux et, s'il s'agit de travaux de surélévation prévus à l'article 29 selon la proportion initiale des droits de chacun dans les parties communes. »

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 30.

(L'article 30, mis aux voix, est adopté.)

[Article 31.]

Mme la présidente. « Art. 31. — Toute convention par laquelle un propriétaire ou un tiers se réserve l'exercice de l'un des droits accessoires visés à l'article 3 autre que le droit de mitoyenneté devient caduque si ce droit n'a pas été exercé dans les dix années qui suivent ladite convention.

« Si la convention est antérieure à la promulgation de la présente loi, le délai de dix ans court de ladite promulgation.

« Avant l'expiration de ce délai, le syndicat peut, statuant à la majorité prévue à l'article 19, s'opposer à l'exercice de ce droit, sauf à en indemniser le titulaire dans le cas où ce dernier justifie que la réserve du droit comportait une contrepartie à sa charge.

« Toute convention postérieure à la promulgation de la présente loi, et comportant réserve de l'un des droits visés ci-dessus, doit indiquer, à peine de nullité, l'importance et la consistance des locaux à construire et les modifications que leur exécution entraînerait dans les droits et charges des copropriétaires. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 38 qui, dans le premier alinéa de cet article, tend à substituer aux mots : « article 3 », les mots : « article 2 bis ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit simplement d'un amendement de coordination.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est du même avis que la commission.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 38.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 31 modifié par l'amendement n° 38.

(L'article 31, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 32 à 35.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 32 :

CHAPITRE IV

Reconstruction.

« Art. 32. — En cas de destruction totale ou partielle, l'assemblée générale des copropriétaires dont les lots composent le bâtiment sinistré peut décider à la majorité des voix de ces copropriétaires, la reconstruction de ce bâtiment ou la remise en état de la partie endommagée. Dans le cas où la destruction affecte moins de la moitié du bâtiment, la remise en état est obligatoire si la majorité des copropriétaires sinistrés la demande. Les copropriétaires qui participent à l'entretien des

bâtiments ayant subi les dommages sont tenus de participer dans les mêmes proportions et suivant les mêmes règles aux dépenses des travaux. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 32.

(L'article 32, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 33. — En cas d'amélioration ou d'addition par rapport à l'état antérieur au sinistre, les dispositions du chapitre III sont applicables. » — (Adopté.)

« Art. 34. — Les indemnités représentatives de l'immeuble détruit sont, sous réserve des droits des créanciers inscrits, affectées par priorité à la reconstruction. » — (Adopté.)

« Art. 35. — Si la décision est prise, dans les conditions prévues à l'article 32 ci-dessus, de ne pas remettre en état le bâtiment sinistré, il est procédé à la liquidation des droits dans la copropriété et à l'indemnisation de ceux des copropriétaires dont le lot n'est pas reconstitué. » — (Adopté.)

[Article 36.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 36 :

CHAPITRE V

Dispositions d'ordre général.

« Art. 36. — Sans préjudice de l'application des textes spéciaux fixant des délais plus courts, les actions personnelles nées de l'application de la présente loi entre des copropriétaires, ou entre un copropriétaire et le syndicat, se prescrivent par un délai de dix ans.

« Toutefois, et sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-dessus, les actions qui ont pour objet de contester les décisions des assemblées générales doivent, à peine de déchéance, être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants, dans un délai de quatre mois à compter de la notification desdites décisions. »

M. le rapporteur et M. Peretti ont déposé un amendement n° 39 qui tend, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « quatre mois » les mots : « deux mois ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement, présenté par M. Peretti, a été adopté par la commission.

Il nous a semblé que le délai de quatre mois prévu par le projet de loi, en ce qui concerne la contestation des décisions des assemblées générales de copropriétaires, était trop long et qu'il convenait de le réduire à deux mois.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement partage l'avis de la commission.

Il estime que le délai de deux mois — qui est celui du recours contentieux en matière administrative — est suffisant et je pense que les éminents juristes parisiens que nous avons entendus au cours de cette nuit qui a ressemblé en quelque sorte à celle du 4 août, puisque ceux qui vivent du contentieux l'ont maudit et rejeté, seront les premiers à se rallier à l'amendement de la commission. (Sourires.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 39.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. MM. Bustin, Barbet, Lolive et les membres du groupe communiste ont déposé un amendement n° 85 qui tend, dans le deuxième alinéa de l'article 36, après les mots : « un délai de quatre mois », à insérer les mots : « chaque fois que les décisions ont été prises à la majorité des lots ».

La parole est à M. Bustin.

M. Georges Bustin. Nous estimons que le délai de quatre mois pendant lequel peuvent être contestées les décisions des assemblées générales est tout à fait insuffisant et c'est pourquoi nous avons déposé cet amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a repoussé l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement repousse également cet amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 85.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 36 modifié par l'amendement n° 39.

(L'article 36, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 37.]

Mme la présidente. « Art. 37. — La présente loi sera applicable aux immeubles et ensembles immobiliers définis et visés à son article 1^{er} dans un délai que fixera le règlement d'administration publique prévu à l'article 38 ci-dessous.

« Toutes conventions et tous règlements de copropriété seront nuls ou, s'ils sont antérieurs à ladite date, cesseront d'avoir effet dans la mesure où ils sont contraires aux dispositions des articles 3 à 12, 14 à 31 et 36, et à celles des dispositions du règlement d'administration publique qui seront prises pour l'application desdits articles.

« Les délais prévus à l'article 36 ci-dessus courront à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 81 qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Toutes clauses contraires aux dispositions des articles 3 ter à 12, 14 à 31 et 36, et à celles du règlement d'administration publique prises pour leur application sont réputées non écrites. »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Cet amendement apporte deux sortes de modifications au texte du projet de loi.

La première a trait à la date de mise en vigueur des dispositions nouvelles.

La seconde vise la sanction des clauses des conventions et spécialement des règlements de copropriété, qui seraient en contradiction avec certaines dispositions de la loi.

En outre, l'article 37 du projet de loi subordonnait l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions nouvelles à l'intervention d'un règlement d'administration publique, et encore celui-ci ne devait-il pas suffire. Il devait fixer un délai au terme duquel l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires seraient entrées en vigueur.

La commission avait déjà proposé une amélioration en fixant elle-même le délai qui s'ouvrirait à la publication du règlement d'administration publique.

A la réflexion, il est apparu que bon nombre des dispositions du projet de loi pouvaient d'ores et déjà s'appliquer sans que le règlement d'administration publique soit encore intervenu.

Dans ces conditions, l'amendement que je défends maintenant par préférence écarte les clauses qui auraient pour effet de retarder l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, de telle sorte que, dès la promulgation de celle-ci, celles de ses dispositions qui sont applicables en l'absence de règlement d'administration publique puissent immédiatement s'appliquer. Il en sera ainsi, par exemple, des dispositions relatives aux travaux à l'exécution desquels la majorité de l'assemblée d'un syndicat se sera opposée.

Enfin, l'article 37 du projet de loi prévoyait que, en cas d'inclusion de toute clause de convention et de tout règlement de copropriété contraires aux articles 3 à 12, 14 à 31 et 36, la sanction serait la nullité de la convention ou du règlement de copropriété.

Une telle sanction ne semble ni pratique, ni bien appropriée et nous avons estimé préférable de restreindre la nullité aux seules clauses contraires aux dispositions de la loi, en les réputant non écrites, le surplus de la convention pouvant au contraire subsister.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission a adopté cet amendement qui allait exactement dans le sens de ses préoccupations.

Elle se félicite particulièrement du travail constructif qui a permis de mettre au point cet important projet de loi et du dialogue fructueux qui s'est instauré au cours des nombreuses séances qu'elle a tenues et qui aboutit à un texte immédiatement applicable, comme l'a déclaré M. le garde des sceaux.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 81.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 37.

Mes chers collègues, il va être minuit, mais l'Assemblée voudra sans doute mener cette discussion jusqu'à son terme, car il ne reste que peu d'articles et trois amendements à examiner.

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement demande à l'Assemblée de bien vouloir poursuivre cette discussion jusqu'à son terme.

Il renoncera, pour sa part, à lui demander de siéger demain après-midi.

Mme la présidente. Nous poursuivons donc la discussion.

[Après l'article 37.]

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 41 rectifié qui tend, après l'article 37, à insérer le nouvel article suivant :

« Les associations syndicales existantes sont autorisées à se transformer en unions de syndicats coopératifs définies à l'article 23 bis ci-dessus, sans que cette opération entraîne création d'une nouvelle personne morale. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement est la conséquence de la reconnaissance, qui est déjà acquise par le vote d'une disposition précédente, du caractère coopératif qui peut être accordé aux syndicats de copropriété.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement partage l'opinion de la commission.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 41 rectifié.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 38.]

Mme la présidente. « Art. 38. — Tous actes portant transfert de droits de copropriété devront préciser si les conventions et règlements de copropriété ont été ou non rendus conformes aux dispositions des articles de la présente loi énumérés à l'alinéa 2 de l'article précédent. »

Je suis saisie par le Gouvernement d'un amendement n° 87 qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Tous actes portant transfert de droits de propriété devront préciser que les conventions et règlements de copropriété antérieurs en date à la publication de la présente loi sont conformes à ses dispositions. »

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Cet amendement est de pure forme.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 87.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 38.

[Article 39.]

Mme la présidente. « Art. 39. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application de la présente loi.

« La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer. Des règlements d'administration publique préciseront les modalités de leur application dans ces territoires. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 43 tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Un règlement d'administration publique fixera, dans le délai de six mois suivant la promulgation de la loi, les conditions de son application. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission a exprimé le désir que soit fixé un certain délai pour la parution du règlement d'administration publique.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 43.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 39, modifié par l'amendement n° 43.

(L'article 39, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 40.]

Mme la présidente. « Art. 40. — Le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartement est abrogé. L'article 664 du code civil demeure abrogé. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 40.

(L'article 40, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Sur l'ensemble du projet de loi, la parole est à M. Dejean pour expliquer son vote.

M. René Dejean. Mesdames, messieurs, mes explications seront brèves, mais je veux apporter l'appui des votes de mes amis du groupe socialiste au projet de loi tel qu'il vient d'être adopté dans ses articles par l'Assemblée, tel qu'il avait été amendé par la commission.

La raison en est que nous sommes depuis longtemps convaincus que la loi de 1938 ne peut plus répondre aux problèmes que pose le développement de la copropriété, développement qui ne fait que s'étendre et qui s'étendra encore après le vote de cette loi, à en juger par les initiatives dont on entend beaucoup parler actuellement.

Cette loi était essentiellement fondée sur la liberté des contrats et sur l'application d'une règle d'unanimité dont il résulte que les opérations qui nous intéressent au premier chef — je n'en veux pour preuve que ce que j'ai entendu dans ce débat — c'est-à-dire l'équipement, la modernisation des appartements collectifs et des grands ensembles ont été, jusqu'à présent, dangereusement freinées.

C'est pourquoi nous sommes favorables à un statut légal plus précis, plus détaillé, tel que celui qui nous est proposé.

Nous y trouvons des dispositions excellentes, notamment celles qui, en ce qui concerne les grandes décisions, substituent à la règle de l'unanimité la règle de la majorité des copropriétaires.

Nous y trouvons également la création d'un conseil syndical qui doit permettre aux copropriétaires de participer plus activement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent à l'administration de la chose commune, qui est leur chose. Je pense que cette innovation peut avoir d'excellentes conséquences.

Certes, notre travail de premier jet n'est pas parfait. Il se perfectionnera sans doute, d'abord à la faveur de la navette, ensuite par l'application et par le contrôle de la jurisprudence.

Je manquerais à mon devoir si je ne complimentais pas, à mon tour, les membres de la commission, et plus particulièrement M. le rapporteur, pour l'excellent travail qu'ils ont accompli.

Je crois que les adaptations du projet de loi, généreusement acceptées par le Gouvernement, constituent un excellent exemple de travail parlementaire et je souhaite qu'il se renouvelle.

En tout cas, j'ai la conviction que nous avons fait œuvre utile. Telle est la raison de notre vote favorable. (Applaudissements.)

Mme la présidente. La parole est à M. Lolive.

M. Jean Lolive. Mesdames, messieurs, le groupe communiste a fait connaître, au cours de la discussion générale, sa position à l'égard du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Nous avons déposé et soutenu plusieurs amendements tendant à améliorer ce texte, dans l'intérêt des personnes qui ont eu recours à l'accession à la copropriété pour obtenir un logement. Nous enregistrons que le Gouvernement et sa majorité les ont repoussés.

Ce projet de loi est loin de nous donner entière satisfaction car il ne garantit pas suffisamment les copropriétaires contre les menées spéculatives des sociétés immobilières.

Cependant, nous considérons qu'il améliore quelque peu la législation qui régit actuellement la copropriété des immeubles bâtis, ce qui constitue un progrès par rapport à la loi du 28 juin 1938 relative à la gestion des immeubles en copropriété.

C'est pourquoi le groupe communiste, après avoir formulé ces réserves et soutenu des amendements afin d'améliorer le

texte dans l'intérêt des copropriétaires, votera finalement le projet de loi.

Nous sommes persuadés que l'action des intéressés permettra une application de la nouvelle loi dans l'intérêt des familles qui, je le répète, ont eu recours à l'accession à la copropriété pour se loger. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(*L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.*)

— 5 —

DEPOT DE RAPPORTS

Mme la présidente. J'ai reçu de M. de Grailly un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1258).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1332 et distribué.

J'ai reçu de M. Zimmermann un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifiant l'article 23 du code pénal (n° 1172).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1333 et distribué.

J'ai reçu de M. Chalopin un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Herman, et plusieurs de ses collègues, relative au calcul des pensions de vieillesse (n° 615).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1334 et distribué.

J'ai reçu de M. Chalopin un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de Mme Launay et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre, pendant une période de six mois, la révision des pensions de retraite de la sécurité sociale, liquidées entre 60 et 65 ans (n° 1054).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1335 et distribué.

— 6 —

ORDRE DU JOUR

Mme la présidente. Mardi 27 avril, à seize heures, séance publique :

Discussion du projet de loi n° 1258 modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (rapport n° 1332 de M. de Grailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Discussion du projet de loi n° 1079 modifiant et complétant l'article 38 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés ;

Discussion du projet de loi n° 1083 portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur-kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier (rapport n° 1331 de M. Becker, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Discussion du projet de loi n° 1172 modifiant l'article 23 du code pénal (rapport n° 1333 de M. Zimmermann, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

La séance est levée.

(*La séance est levée le vendredi 23 avril, à zéro heure cinq minutes.*)

*Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.*

Erratum

au compte rendu intégral de la deuxième séance du 9 avril 1965.

Page 748, 1^{re} colonne, Dépôt de propositions de loi, sixième alinéa :

A la fin de cet alinéa, ajouter les mots : « relatif à la gestion des officines pharmaceutiques ».

Nomination de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Fagot a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. André Beauguitte tendant à l'extension des avantages résultant des lois sociales aux artisans (n° 169).

Mme Ploux a été nommée rapporteur de la proposition de loi (n° 441) de M. Tony Larue et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 130 du code de la sécurité sociale concernant les dispenses de cotisations d'allocations familiales des travailleurs indépendants, en remplacement de M. Degraeve, démissionnaire.

Mme Ploux a été nommée rapporteur de la proposition de loi (n° 442) de M. Tony Larue et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales aux familles des apprentis jusqu'à l'âge de vingt ans, en remplacement de M. Degraeve, démissionnaire.

M. Darchicourt a été nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 564) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser l'indemnité journalière de l'assurance maladie des jeunes travailleurs et apprentis, en remplacement de M. Evrard, démissionnaire.

M. Becker a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 1083) portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier, en remplacement de M. Albrand, démissionnaire.

M. Bordage a été nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 1118) de M. Delong et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1017 du code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, en remplacement de M. Lepage, démissionnaire.

M. Lepage a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Westphal tendant à compléter l'article L. 328 du code de la sécurité sociale (n° 1176).

M. Escande a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Vivien et Tricon tendant à favoriser la décoration artistique des espaces publics des grands ensembles et des constructions effectuées dans les Z. U. P. (n° 1227).

Mme Launay a été nommée rapporteur de la proposition de loi de M. Fanton tendant à compléter l'article L. 285 du code de la sécurité sociale (n° 1228).

Mme Launay a été nommée rapporteur de la proposition de loi de M. Herman et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L. 253 du code de la sécurité sociale en vue d'assurer le maintien des prestations de l'assurance maladie aux veuves n'exerçant aucune activité professionnelle (n° 1232).

Mme Ploux a été nommée rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 285, 2^e, du code de la sécurité sociale en faveur des lycéens et collégiens âgés de plus de vingt ans (n° 1234).

M. Derency a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à l'indemnisation des donneurs de greffons en cas de greffes subies par les victimes d'accidents du travail (n° 1235).

M. Becker a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Delorme et plusieurs de ses collègues tendant à instituer en faveur des étudiants une allocation d'études (n° 1278).

M. Macquet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 536 du code de la sécurité sociale et instituant la tutelle de l'allocation de logement (n° 1280).

M. Grenier a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Debré visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques (n° 1281).

M. Becker a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une allocation d'études en faveur des étudiants et des élèves des grands lycées remplissant certaines conditions universitaires et sociales (n° 1282).

M. Becker a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. de Montesquion et Vivien tendant à la création de prestations d'études en faveur des étudiants de l'enseignement supérieur (n° 1283).

M. Boutard a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la prophylaxie anticonceptionnelle (n° 1285).

M. Faget a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Cassagne et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une assurance couvrant les risques maladie, accidents, invalidité, décès et les charges de maternité au profit des commerçants, industriels et travailleurs non salariés (n° 1286).

M. Ribedeau-Dumas a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un droit de réponse à l'O. R. T. F. et à assurer l'expression « des principales tendances de pensées » et des « grands courants d'opinion » par l'intermédiaire de l'O. R. T. F. (n° 1289).

M. Hermen a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Guillon tendant à favoriser dans toutes les branches d'activité la conclusion de conventions collectives (n° 1291).

Ordre du jour établi par la conférence des présidents.

(Réunion du mercredi 21 avril 1965.)

M. le président de l'Assemblée nationale a convoqué pour le mercredi 21 avril 1965 la conférence des présidents constituée conformément à l'article 48 du règlement.

En conséquence, la conférence des présidents s'est réunie et a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 30 avril 1965 inclus :

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement.

Judi 22 avril 1965, après-midi et soir,
et vendredi 23 avril 1965, après-midi.

Discussion du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 1074-1311), la discussion devant en être poursuivie jusqu'à son terme.

Mardi 27 avril 1965, après-midi,
et mercredi 28 avril 1965, après-midi.

Discussions :

Du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1258) ;

Du projet de loi modifiant et complétant l'article 38 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés (n° 1079) ;

Du projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur-kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier (n° 1083) ;

Du projet de loi modifiant l'article 23 du code pénal (n° 1172).

Judi 29 avril 1965, après-midi.

Discussions :

Éventuellement, des conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi concernant les baux commerciaux ;

De la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires (n° 1288).

II. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents.

Vendredi 30 avril 1965, après-midi.

Quatre questions jointes avec débat, celles de MM. Mitterrand (n° 13330), Odru (n° 13333), Ballanger (n° 13567), Maurice Faure (n° 13658) sur la propagande électorale pendant les élections municipales.

Trois questions jointes avec débat, celles de MM. Ballanger (n° 13461), Maurice Faure (n° 13659), Chandernagor (n° 13738), sur le respect du statut de l'O. R. T. F.

Le texte de ces questions est reproduit ci-après en annexe.

III. — Ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée.

La conférence des présidents propose d'inscrire en tête de l'ordre du jour de la séance du mercredi 28 avril 1965, après-midi :

La nomination, éventuellement par scrutin dans les salles voisines de la salle des séances, d'un représentant de la France au Parlement européen.

La date limite du dépôt des candidatures est fixée au mardi 27 avril 1965, à dix-huit heures.

ANNEXE

QUESTIONS ORALES VISÉES AU PARAGRAPHE II

Questions orales avec débat inscrites à l'ordre du jour de la séance du vendredi 30 avril 1965, après-midi :

Question n° 13330. — M. Mitterrand signale à M. le Premier ministre, pour le cas où il n'en aurait pas été informé, qu'un certain nombre de candidats aux élections municipales appartenant aux partis de la majorité, et notamment plusieurs membres du Gouvernement, n'hésitent pas à déclarer par voie de presse que la commune où ils souhaitent exercer un mandat aura à pâtir de son choix si elle montre moins de bonne grâce à les élire qu'eux-mêmes n'en mettent à se présenter. Il lui demande de préciser à l'Assemblée nationale : 1° par qui les candidats en question ont été autorisés à violer de la sorte la liberté de vote ; 2° s'il entre dans les intentions du Gouvernement de mettre à exécution les menaces proférées à l'encontre des communes qui ne s'inclinent pas devant pareille pression ; 3° s'il lui paraît convenable et conforme à l'exercice de la démocratie de répartir les communes de France en deux catégories, l'une qui bénéficiera de subventions et d'investissements parce que, soit par préférence politique, soit par crainte d'être sacrifiée à l'arbitraire gouvernemental, elle aura voté pour l'actuelle majorité, l'autre qui sera frappée d'interdit parce qu'elle aura voté pour une liste d'opposition.

Question n° 13333. — M. Odru expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les industriels de Montreuil (Seine) reçoivent une circulaire signée, les invitant à souscrire en faveur d'une liste de candidats aux élections municipales. On les prie de faire parvenir un chèque à l'ordre d'un périodique local, et on leur indique qu'un reçu leur sera ensuite adressé pour leur permettre de porter cette somme en frais généraux, au poste « publicité ou abonnement de soutien ». Ainsi, les industriels, s'ils répondent à cette circulaire, porteront dans les frais de leur entreprise une dépense d'ordre politique, qui n'a rien à voir avec les charges normales de cette entreprise. Cela constitue une fraude fiscale qui a comme conséquence de procurer aux chefs d'entreprise une économie d'impôts au détriment du Trésor public, tout en favorisant les activités électorales d'un parti politique donné. Il lui demande s'il ne compte pas intervenir d'urgence pour interdire ces pratiques illégales et, en accord avec M. le ministre de l'intérieur et M. le garde des sceaux, engager une procédure contre cette organisation publique de la fraude fiscale. D'autre part, on peut se demander comment seront traitées, du point de vue fiscal, les recettes ainsi effectuées par le périodique intéressé. C'est pourquoi il lui demande s'il n'a pas l'intention de faire vérifier la comptabilité de ce journal, qui se prête ainsi à l'organisation de la fraude fiscale.

Question n° 13567. — M. Robert Ballanger rappelle à M. le ministre de la justice les dispositions des articles L. 108 et L. 110 du code électoral qui prévoient : 1° que « quinconque, en vue d'influencer le vote d'un collège électoral ou d'une fraction de ce collège, aura fait des dons ou libéralités, des promesses de libéralités ou de faveurs administratives, soit à une commune, soit à une collectivité quelconque de citoyens, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.800 francs à 18.000 francs » ; 2° que les poursuites seront exercées dès après la proclamation du scrutin. L'article L. 109 prévoit, en outre, que la peine sera double si le coupable est un fonctionnaire public. Ces dispositions ont pour but d'assurer un

minimum de moralité aux opérations électorales. Or, le 9 mars 1965, à quelques jours du scrutin municipal du dimanche 14 mars, M. le Premier ministre se permettait de déclarer à la télévision : « ... l'intervention de l'Etat est presque toujours nécessaire pour permettre la réussite d'une active gestion municipale... La seule chose qu'il puisse désirer, c'est qu'à ces élections... , préside l'esprit de la V^e République ». La veille, au cours d'une conférence de presse, M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, candidat, tête d'une liste U. N. R. dans un secteur électoral de Lyon, répondait à la question d'un journaliste qui lui demandait s'il était exact qu'il avait déclaré que les subventions d'Etat seraient moindres pour la ville de Lyon dans le cas d'une défaite de l'U. N. R. aux élections municipales : « Il ne peut en être question. Cependant, il est certain que si la ville se séparait de la majorité, elle serait pénalisée ». Cette déclaration a été rapportée par l'Agence centrale de presse et publiée dans plusieurs journaux. Le rapprochement de la déclaration du Premier ministre et de celle du secrétaire d'Etat enlève toute équivoque à celle-ci. Il lui demande s'il n'estime pas que la déclaration du candidat gouvernemental à Lyon tombe sous le coup des dispositions pénales précitées, et s'il entend donner des instructions en conséquence au parquet, l'appartenance au parti majoritaire et au Gouvernement ne mettant aucun citoyen au-dessus de la loi.

Question n° 13658. — M. Maurice Faure demande à M. le Premier ministre s'il n'estime pas opportun d'ouvrir un débat sur les formes qu'a revêtues la pression officielle lors des dernières élections municipales, au cours duquel il recueillerait certainement de la part de nombreux députés des précisions intéressantes. Il aurait en outre l'occasion de confirmer ou d'infirmer les allégations des candidats de la majorité prétendant qu'il y aurait désormais deux catégories de communes, traitées différemment par l'Etat selon l'orientation de leurs suffrages, ce qui éclairerait le point de savoir s'il y a deux sortes de Français, ceux « à part entière » et ceux « à part réduite » ou si, au contraire, subsiste le principe républicain selon lequel tous les citoyens continueraient à être traités de la même manière par l'Etat, quels que soient leur opinion, leur philosophie, leur religion et, par voie de conséquence, leur suffrage.

Question n° 13461. — M. Robert Ballanger élève une solennelle protestation auprès de M. le Premier ministre contre l'intrusion dans la campagne pour les élections municipales à laquelle il a cru devoir se livrer sur les écrans de la télévision nationale le 9 mars 1965, cinq jours avant le scrutin. Dans cette intervention, annoncée initialement comme un commentaire officiel sur les problèmes économiques et sociaux, M. le Premier ministre, conjuguant les vertus lénitives de la « causerie au coin du feu » aux effets escomptés de la sollicitation du bon sens populaire et du recours à des figures de style d'un aloi discutable, n'a pas hésité à s'attaquer ouvertement aux listes qui s'opposent à celles où se retrouvent les candidats de l'U. N. R., en général sous une étiquette camouflant la présence du parti gouvernemental. Multipliant les promesses dans tous les domaines pour faire oublier le bilan des sept années de pouvoir gaulliste, il n'a pas plus hésité à laisser sous-entendre une attitude discriminatoire de la part de l'Etat à l'encontre des communes qui ne « marcheraient pas au même rythme que lui ». Enfin, pour justifier l'adage selon lequel « qui peut le plus peut le moins », il a estimé compatible avec la dignité de ses fonctions d'assurer de ses bons sentiments, au moyen de la télévision nationale, les électeurs d'une commune du département du Lot dont il sollicite les suffrages. Certes, le bon sens des Français n'est pas à la merci du plus patelin des discours, et les électeurs sauront mesurer à l'expérience des dures réalités du régime institué en 1958 la réponse que par leurs suffrages ils feront tenir les 14 et 21 mars 1965. Il n'en reste pas moins que l'utilisation unilatérale par le Gouvernement, à la veille d'élections, du moyen d'expression qu'est la télévision nationale constitue une atteinte particulièrement grave aux conditions démocratiques d'exercice des libertés politiques. Déjà à travers notamment les actualités régionales télévisées, l'O. R. T. F. avait fait preuve d'une totale absence d'objectivité dans la campagne électorale, contrairement aux affirmations officielles qui accompagnèrent la création de l'Office, en s'efforçant systématiquement de mettre en valeur les seules activités des membres de la majorité. Avec le discours de M. le Premier ministre, alors que les forces d'opposition sont privées de tout droit de réponse, de toute possibilité d'exprimer leur opinion à la radio et à la télévision, une étape nouvelle dans la tentative de mise en condition progressive des citoyens est franchie. La protestation scandalisée des démocrates est unanime. La revendication d'un droit d'expression régulier sur les antennes de l'O. R. T. F., pour les partis disposant d'un groupe parlementaire, pour les syn-

dicats, celle d'un droit de réponse, l'institution, toujours sur les antennes de l'O. R. T. F., d'une tribune des journaux représentant les principaux courants de l'opinion française, prennent le caractère d'un impératif urgent pour la sauvegarde d'un minimum de démocratie. Il lui demande si son Gouvernement entend cesser de faire un usage unilatéral, illégal et antidémocratique de l'O. R. T. F., et permettre enfin aux divers secteurs de l'opinion publique française de s'y exprimer.

Question n° 13659. — M. Maurice Faure demande à M. le ministre de l'information s'il maintient, après l'épisode des élections municipales, les affirmations qu'il avait proférées avec force à la tribune de l'Assemblée nationale, lors du débat sur la ratification du statut de l'O. R. T. F., concernant la nécessaire objectivité politique de ce service et son ouverture impartiale aux diverses tendances de l'opinion. Il lui serait reconnaissant de préciser si, dans sa pensée, le conseil d'administration, qui était destiné à les garantir, conserve encore quelque raison d'être.

Question n° 13738. — M. Chandernagor expose à M. le Premier ministre que, pendant la campagne électorale pour les élections municipales, différents membres du Gouvernement sont apparus sur les chaînes de télévision de l'O. R. T. F., que, dans les émissions d'information régionales, les candidats de la majorité ont été fréquemment télévisés et qu'enfin, dans une « causerie au coin du feu », il a lui-même cru devoir prendre violemment parti contre les candidats de l'opposition sans qu'à aucun moment la moindre possibilité d'expression ait été donnée à ces derniers. Cette propagande à sens unique en faveur des seuls candidats du pouvoir est en contradiction absolue avec l'obligation d'impartialité qui devrait être la règle de l'O. R. T. F. Etant donné qu'aux termes de l'article 3 de la loi n° 64-621 du 27 juin 1964 portant statut de l'O. R. T. F., « il peut être mis fin, à tout moment, au mandat des membres du conseil d'administration représentant l'Etat », il lui demande s'il entend maintenir plus longtemps en fonction les représentants de l'Etat, qui ont failli gravement à leur mission en n'assurant pas la possibilité « d'expression des principales tendances de pensée et des grands courants de l'opinion ».

Commission mixte paritaire.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER ET A COMPLÉTER LE DÉCRET N° 53-960 DU 30 SEPTEMBRE 1953 RÉGLANT LES RAPPORTS ENTRE LES BAILLEURS ET LES LOCATAIRES EN CE QUI CONCERNE LES BAUX A LOYER D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale dans sa séance du jeudi 8 avril 1965, et par le Sénat dans sa séance du jeudi 22 avril 1965, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Hoguet. Kaspereit. Neuwirth. Zimmermann. de Grailly. Sabatier. Pezé.	MM. Lavigne. Duperier. Dejean. Krieg. Collette. Sanson. Baudouin.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Abel-Durand. Molle. Le Bellegou. Delalande. Dailly. Fosset. Robert Chevalier.	MM. Jozeau-Marigné. Rabouin. Zussy. Geoffroy. Namy. Héon. Emile Dubois.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

14088. — 22 avril 1965. — **M. Manceau** rappelle à **M. le Premier ministre** que le 8 avril 1965, 3.000 délégués de neuf départements de l'Ouest, soutenus par l'immense majorité des travailleurs qui avaient financé par collectes leur déplacement, sont venus à Paris défendre le mot d'ordre : « l'Ouest veut vivre », et demander des usines, du travail, des logements, des écoles. Il lui signale en effet que, malgré les promesses faites en matière d'expansion économique, au moment de la discussion des options du V^e plan, la situation s'est aggravée et continue de s'aggraver en Bretagne et dans la région des pays de la Loire, du Maine, de la Vendée. Au moment où la poussée démographique et l'exode rural jettent vers le marché du travail de nombreux jeunes gens, des usines ferment leurs portes, d'autres ralentissent leur activité, licencient du personnel ou réduisent les heures de travail avec diminution de salaire. Pour échapper au chômage et à la misère, de nombreux travailleurs sont contraints de s'expatrier vers d'autres régions moins défavorisées, et notamment les régions dont l'économie est orientée vers le Marché commun. D'autre part, cette situation du marché du travail permet aux patrons de s'attaquer plus facilement au pouvoir d'achat des salariés en prenant argument des prétendus impératifs du « plan de stabilisation », ce qui aggrave encore la situation économique et sociale dans l'Ouest. Enfin, il semble que les dispositions envisagées jusqu'à présent n'apportent aucune solution au problème posé. Il en est ainsi lorsque, pour parer au plus pressé, on transfère, par exemple, les fonderies de la Régie nationale des usines Renault au Mans dans le but de renflouer les forges d'Hennebont. On répartit ainsi la misère et on crée des illusions en Bretagne, mais on ne règle pas le problème de l'expansion et de l'industrialisation de l'Ouest. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures son gouvernement compte prendre : 1° pour maintenir et développer les activités et les industries déjà existantes dans toutes les régions de l'Ouest ; 2° pour reviser certaines options du V^e plan, afin de promouvoir un plan d'industrialisation et d'expansion économique des régions sous-développées, et notamment de l'Ouest de la France, en tenant compte des disponibilités en main-d'œuvre et en utilisant les ressources régionales de matières premières et d'énergie ; 3° pour relancer l'économie des départements de l'Ouest ; a) par une augmentation générale des salaires — qui sont en moyenne inférieurs de 30 p. 100 à ceux de l'ensemble de la France — des traitements, des prestations familiales, des retraites et pensions, et par la suppression des zones de salaire ; b) par la réduction du temps de travail sans diminution de salaire et l'abaissement de l'âge de la retraite, qui sont des moyens efficaces de réduire le chômage ; 4° pour développer massivement l'enseignement public, l'enseignement professionnel et agricole, afin d'assurer une véritable formation à tous les niveaux ; 5° pour promouvoir une politique d'équipements et d'investissements publics, notamment en matière de logements.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

14087. — 22 avril 1965. — **M. Pidjet** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il n'envisage pas d'engager les négociations nécessaires avec le Gouvernement britannique pour que le statut de condominium qui régit actuellement les Nouvelles-Hébrides soit aménagé, de telle sorte que les habitants de ce territoire puissent jouir des droits politiques et civiques leur permettant d'être consultés sur les problèmes les concernant.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas

de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

14089. — 22 avril 1965. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° quelles mesures il compte prendre pour que soient respectés les protocoles intervenus entre les professions intéressées, établissant les règles contractuelles jugées indispensables à l'organisation des productions betteravière et sucrière et à la sauvegarde des intérêts des planteurs ; 2° comment les pouvoirs publics envisagent de dédommager les planteurs de betteraves qui avaient terminé leurs semis avant que soient connues les décisions gouvernementales fixant l'objectif de la production à 1.570.000 tonnes au lieu de 1.870.000 tonnes.

14090. — 22 avril 1965. — **M. Denvers** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans sa réponse du 23 janvier 1965 à la question n° 11298, il lui a précisé que toutes les opérations réalisées par une société d'économie mixte, soit dans le cadre de l'aménagement de zones à urbaniser en priorité ou de zones d'habitation ordinaires, soit dans le cadre d'opérations de rénovation, et qui concourent à la production ou à la livraison d'immeubles dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont destinés à être affectés à l'habitation, sont, en principe, soumises à la taxe sur la valeur ajoutée en application de l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, et que le régime fiscal institué par ce texte s'applique aux groupes d'immeubles dans lesquels les immeubles affectés ou destinés à un usage autre que l'habitation constituent le complément normal de l'habitation, sous réserve que soient remplies les conditions prévues à l'article 1^{er} du décret n° 63-874 du 9 juillet 1963. Il lui demande si les ventes de terrains consenties par des sociétés d'économie mixte dans le cadre des aménagements et opérations ci-dessus et destinés à un usage autre que l'habitation (par exemple garage, station-service, transformateur de l'E. D. F., poste de gaz, groupes scolaires, centres commerciaux, centres culturels, centres médicaux, etc.) et formant le complément normal de celle-ci sont bien, elles aussi, soumises au régime de la taxe sur la valeur ajoutée.

14091. — 22 avril 1965. — **M. Laurin** expose à **M. le ministre de la construction** que le décret n° 64-624 du 27 juin 1964 a modifié les conditions de détermination de la surface corrigée des locaux d'habitation, notamment les parties du tableau de l'article 14 du décret n° 48-1766 du 22 novembre 1948 relatives aux appareils sanitaires, aux postes d'eau chaude, aux W.C. et au chauffage central. Il lui demande : 1° si ces dispositions s'appliquent rétroactivement de plein droit au 1^{er} juillet 1964, sans aucune notification préalable ou si, au contraire, pour en bénéficier, il convient de faire la notification d'un nouveau décompte pour ces éléments dits d'équipement, dans les formes et conditions prévues par la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 ; 2° dans ce dernier cas, si le décret susvisé n° 64-624 du 27 juin 1964 aura un effet rétroactif au 1^{er} juillet 1964 ou seulement à partir de ladite notification et, dans cette seconde hypothèse, si le loyer ne devrait pas subir l'augmentation catégorielle prévue par le décret n° 64-627 du 27 juin 1964.

14092. — 22 avril 1965. — **M. Poncelet** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les enfants de familles nombreuses cessent d'ouvrir droit au bénéfice des réductions sur la S. N. C. F. dès l'âge de dix-huit ans, c'est-à-dire au moment où nombre d'entre eux — notamment les étudiants — sont encore à la charge de leur famille et sont appelés à effectuer des déplacements plus fréquents. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable de maintenir le bénéfice des dites réductions au titre des enfants pouvant être considérés comme à charge, au moins jusqu'à l'âge de vingt et un ans.

14093. — 22 avril 1965. — **M. Georges Bourgeois** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il lui paraîtrait possible de consentir aux géomètres des Mines domaniales de potasse d'Alsace le bénéfice d'une déduction supplémentaire de 10 p. 100 pour frais professionnels en vue de la détermination du revenu imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui fait valoir que les géomètres employés dans les

entreprises de travaux publics et du bâtiment travaillent de façon quasi permanente sur des chantiers et supportent, de ce fait, des frais supplémentaires de nourriture et de déplacement du même ordre d'importance que ceux exposés par les ouvriers du bâtiment qui, eux, bénéficient d'une déduction supplémentaire de 10 p. 100 pour frais professionnels. Ces géomètres peuvent, certes, opter pour la déduction de leurs frais réels, mais la justification de ces frais représente une telle sujétion que l'octroi de la déduction forfaitaire de 10 p. 100 constituerait une réelle simplification. Les géomètres des mines estiment, en tous cas, qu'ils devraient bénéficier de la déduction supplémentaire de 10 p. 100 au même titre que les chefs de chantier et ingénieurs des entreprises de travaux publics et du bâtiment.

14094. — 22 avril 1965. — M. Rossi expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation d'un locataire par bail authentique d'une ferme comprenant bâtiments d'habitation et d'exploitation, ainsi que 278 hectares de terres, et qui, le 3 octobre 1963, s'est rendu acquéreur du corps de ferme et de 150 hectares. Bénéficiant du droit de préemption, l'intéressé a pu faire enregistrer sans frais cette acquisition. S'étant rendu acquéreur, le 27 novembre 1963 et le 10 octobre 1964, du reste de la ferme et de ses bâtiments, l'intéressé a vu ses deux nouvelles acquisitions supporter le droit ordinaire de mutation à titre onéreux du fait qu'il était devenu propriétaire par la première vente d'une superficie supérieure à la superficie maxima prévue par l'article 188 du code rural. L'administration prétendant remettre en cause les perceptions effectuées et n'admettre l'immunité qu'à concurrence de 150 hectares, il lui demande si, s'agissant de trois acquisitions nettement distinctes dans le temps, il est possible de revenir sur une indemnité parfaitement acquise à l'époque de la première mutation et s'il peut être soutenu que l'immunité s'applique sur une superficie de 150 hectares au prix moyen des trois acquisitions réalisées.

14095. — 22 avril 1965. — M. Boisson attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la rémunération insuffisante des inspecteurs départementaux des services d'incendie et de secours, des officiers, sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers professionnels. La commission paritaire de la protection contre l'incendie avait adopté à l'unanimité un projet de reclassement, qui n'a pas été pris en considération par le secrétaire d'Etat au budget. Or, depuis le mois de mai 1964, de nombreuses catégories de fonctionnaires ont obtenu en partie satisfaction dans le cadre des mesures dites « Catégorielles ». Egalement l'adoption du projet intéresse « les volontaires », qui bénéficieraient d'une augmentation des vacations horaires, augmentation qui s'avère indispensable pour favoriser leur recrutement, de plus en plus difficile. Il lui demande, compte tenu des tâches multiples qui sont confiées à la profession, du rejet très regrettable des propositions, pourtant très modestes, concernant les nouvelles échelles proposées, quelles mesures de reclassement il compte prendre, susceptibles de donner satisfaction aux intéressés.

14096. — 22 avril 1965. — M. Boisson attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la rémunération insuffisante des inspecteurs départementaux des services d'incendie et de secours, des officiers, sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers professionnels. La commission paritaire de la protection contre l'incendie avait adopté à l'unanimité un projet de reclassement, qui n'a pas été pris en considération par le secrétaire d'Etat au budget. Or, depuis le mois de mai 1964, de nombreuses catégories de fonctionnaires ont obtenu en partie satisfaction dans le cadre des mesures dites « catégorielles ». Egalement l'adoption du projet intéresse « les volontaires », qui bénéficieraient d'une augmentation des vacations horaires, augmentation qui s'avère indispensable pour favoriser leur recrutement, de plus en plus difficile. Il lui demande, compte tenu des tâches multiples qui sont confiées à la profession, du rejet très regrettable des propositions, pourtant très modestes, concernant les nouvelles échelles proposées, quelles mesures de reclassement il compte prendre, susceptibles de donner satisfaction aux intéressés.

14097. — 22 avril 1965. — M. Louis Dupont expose à M. le ministre des armées qu'un jeune soldat de la base aérienne 904 de Romilly (Aube) a été muté sans motif. Appelé au service militaire dans l'armée de l'air, ce jeune soldat de Romilly avait suivi un stage d'opérateur radio à Dijon. Il en était sorti premier, avec 16,40 de moyenne et les félicitations de ses chefs instructeurs. Affecté d'abord au radar de Prunty-Belleville, ce poste lui fut interdit sans raison et il dut rejoindre sa base pour y travailler comme maçon. Le 13 avril un message est arrivé à la base ordon-

nant sa mutation. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons de cette mesure car, si aucune raison officielle n'a été signifiée à l'intéressé, il lui fut reproché d'être le fils d'un membre du parti communiste français. Il paraît donc s'agir d'une sanction discriminatoire et arbitraire, prise pour des raisons politiques, en violation des principes démocratiques les plus élémentaires ; 2° s'il entend rapporter cette mesure.

14098. — 22 avril 1965. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que de jeunes patriotes, déportés par l'ennemi hitlérien, ont sollicité le bénéfice du statut des déportés, internés résistants et se sont vu notifier un refus parce qu'ils étaient trop jeunes, c'est-à-dire âgés de dix-sept ans avant l'accomplissement des actes patriotiques qui leur valurent d'être arrêtés, souvent torturés, puis déportés. Ce refus est la source de sérieuses injustices. Les intéressés sont revenus malades de la déportation, pour la plupart d'entre eux, mais ils ne bénéficient que d'une pension civile au lieu d'avoir une pension militaire d'invalidité avec les avantages supérieurs qu'elle confère. Le jeune âge de ces patriotes, qui furent arrêtés et déportés, ne devrait pas faire obstacle à la reconnaissance de leurs droits. Au contraire, dans certains cas, leur exemple devrait être exalté. Il lui demande : 1° pour quelles raisons le fait qu'un résistant avait moins de dix-sept ans quand il fut arrêté et déporté l'empêche d'être reconnu comme tel avec les conséquences de droit ; 2° ce qu'il compte décider pour mettre un terme à une situation anormale, préjudiciable à des citoyens qui, très jeunes, surent déterminer et assumer leurs responsabilités devant la nation.

14099. — 22 avril 1965. — M. Tourné demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelle a été, au cours des dix dernières années, l'évolution des impôts et taxes que subissent : a) les vins de consommation courante ; b) les vins classés Vins délimités de qualité supérieure ; c) chacune des catégories de vins bénéficiaires d'une appellation contrôlée, cités nommément.

14100. — 22 avril 1965. — M. Roger Roucaute rappelle à M. le ministre du travail que, par lettre du 18 mars 1965 (référence RM 3410) adressée aux ingénieurs en chef des mines, il indiquait que les personnels des sociétés de secours minières et unions régionales ne pouvaient prétendre au versement de la somme de 40 F correspondant au reliquat de l'avance de 80 F dont ont bénéficié les agents des houillères après la grève de mars 1963. Les personnels des houillères, compte tenu des dernières discussions intervenues, ont perçu cette somme. Il est anormal qu'il n'en soit pas de même pour les agents des sociétés de secours minières et unions régionales qui doivent, en vertu de leur statut réglementaire, bénéficier des mêmes primes que le personnel de même grade de l'exploitation minière. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour donner satisfaction aux personnels des sociétés de secours minières et unions régionales.

14101. — 22 avril 1965. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation des officiers et sapeurs-pompiers professionnels communaux. Ces agents ont une situation nettement défavorisée par rapport à l'ensemble des autres agents communaux. Le 4 mai 1964, la commission nationale paritaire a émis, à l'unanimité, un avis favorable au reclassement de neuf agents par assimilation aux emplois communaux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, afin que les officiers et sapeurs-pompiers professionnels communaux obtiennent le reclassement auquel ils sont en droit de prétendre, et qu'ils n'ont pu obtenir jusqu'à ce jour.

14102. — 22 avril 1965. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre de l'intérieur la situation des officiers et sapeurs-pompiers professionnels communaux. Ces agents ont une situation nettement défavorisée par rapport à l'ensemble des autres agents communaux. Le 4 mai 1964, la commission nationale paritaire a émis, à l'unanimité, un avis favorable au reclassement de neuf agents par assimilation aux emplois communaux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les officiers et sapeurs-pompiers professionnels communaux obtiennent le reclassement auquel ils sont en droit de prétendre et qu'ils n'ont pu obtenir jusqu'à ce jour.

14103. — 22 avril 1965. — M. Balmigère demande à M. le Premier ministre : 1° s'il est exact que les Etablissements Lesieur, à Montpellier (Hérault), qui viennent de licencier leur personnel, se sont vu attribuer sur crédits gouvernementaux une subvention de un mil-

lion de francs au titre de l'implantation d'usines nouvelles; 2° dans l'affirmative, si l'octroi de ces primes est compatible avec les décisions de licenciement prises par cette société; 3° quelles dispositions son gouvernement compte prendre pour sauvegarder l'emploi des 180 salariés atteints par les licenciements.

14104. — 22 avril 1965. — **M. Balmigère** demande à **M. le ministre du travail**: 1° s'il est exact que les Etablissements Lesieur, à Montpellier (Hérault), qui viennent de licencier leur personnel, se sont vu attribuer sur crédits du gouvernement une subvention de un million de francs au titre de l'implantation d'usines nouvelles; 2° dans l'affirmative, si l'octroi de ces primes est compatible avec les décisions de licenciement prises par cette société; 3° quelles dispositions il compte prendre pour sauvegarder l'emploi des 180 salariés atteints par les licenciements.

14105. — 22 avril 1965. — **M. Balmigère** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**: 1° s'il est exact que les Etablissements Lesieur, à Montpellier (Hérault), qui viennent de licencier leur personnel, se sont vu attribuer sur crédits gouvernementaux une subvention de un million de francs au titre de l'implantation d'usines nouvelles; 2° dans l'affirmative, si l'octroi de ces primes est compatible avec les décisions de licenciement prises par cette société; 3° quelles dispositions il compte prendre pour sauvegarder l'emploi des 180 salariés atteints par les licenciements.

14106. — 22 avril 1965. — **M. Neuwirth** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que certaines informations permettent de penser que le secrétariat d'Etat à la marine marchande aurait l'intention d'interdire la réouverture de la chasse de certains gibiers qui se pratique habituellement sur le littoral des départements à côtes sableuses. Les dates de réouverture avaient été fixées par les organismes officiels réglementant la chasse française, et plus spécialement par le comité consultatif du gibier d'eau au conseil supérieur de la chasse, lors de sa séance du 10 mars 1965. Elles concernaient la méditerranée du 18 avril au 9 mai, le Sud du Finistère du 25 avril au 16 mai, le Nord du Finistère du 2 mai au 23 mai. Il lui demande si ces informations sont exactes et quelles sont les raisons qui auraient pu amener le secrétariat d'Etat à la marine marchande à prendre une décision en contradiction avec les dispositions arrêtées récemment par l'institution la plus hautement qualifiée en la matière.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

ARMÉES

13799. — **M. Salleneuve** demande à **M. le ministre des armées** si les veuves de retraités militaires, dont le mari était titulaire d'une pension d'ancienneté basée sur la durée des services, ont droit, au même titre que les veuves de fonctionnaires civils, à pension de réversion lorsque le mariage, contracté postérieurement à la cessation de l'activité, a duré au moins six années, dans le cas où les dispositions de l'ancien code des pensions leur sont applicables, ou quatre années dans le cas où le militaire a pris sa retraite dans les conditions fixées par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle une réponse affirmative.

13811. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des armées** que sa réponse du 20 mars 1965 à sa question écrite n° 12570 ne fait que souligner davantage l'anomalie que constitue l'interdiction de cumul de deux indemnités de nature différente (en l'espèce la prime de qualification et l'indemnité de sujétions spéciales de police). Il maintient que les officiers de gendarmerie brevetés sont lésés par rapport aux autres brevetés, et il lui demande s'il n'envisage pas de reconsidérer cette question compte tenu au surplus de la modicité de ses incidences budgétaires. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — En l'absence d'éléments nouveaux, le ministre des armées ne peut que confirmer la réponse faite à la question écrite n° 12570 (Journal officiel, débats A. N., du 20 mars 1965, p. 476).

CONSTRUCTION

12993. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de la construction** que la Société centrale immobilière de la caisse des dépôts (S. C. I. C.), propriétaire de la cité des Chênes, à Ermont (Seine-et-Oise) qui compte 1.700 logements, a prétendu récemment augmenter de 12,50 p. 100 les loyers de ses locataires. Cette augmentation était motivée par la S. C. I. C., d'une part, à concurrence de 5 p. 100 par l'intervention des décrets de juin 1964 ayant autorisé la majoration des loyers des H. L. M., d'autre part, pour 7,50 p. 100 par l'incorporation dans le loyer des frais de gardiennage. Une nouvelle fois est ainsi soulignée, dans les ensembles d'habitations construits avec l'aide financière de l'Etat et le fonds du « 1 p. 100 à la construction », notamment dans les groupes dépendant de la S. C. I. C., la nécessité que les locataires participent directement aux décisions, dans les conseils d'administration, par les représentants des amicales de locataires. Par ailleurs, l'augmentation que la S. C. I. C. entend imposer ne peut qu'aggraver la situation des budgets familiaux de travailleurs, qui subissent les amères conséquences du plan dit de stabilisation. Il lui demande s'il entend enfin prendre l'initiative d'une réglementation conforme aux intérêts et aux suggestions des locataires dans ce secteur du logement des Français et, dans l'immédiat, faire annuler la hausse décidée par la S. C. I. C. pour la cité des Chênes à Ermont. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — Les renseignements suivants ont été recueillis sur les faits signalés: l'augmentation appliquée par la Société centrale immobilière de la caisse des dépôts aux loyers des logements de la cité des Chênes à Ermont n'excède pas 5 p. 100. Il est exact qu'à l'occasion de cette augmentation la société en cause a incorporé dans ses loyers les frais de gardiennage qui étaient jusque là intégrés dans les charges; cette mesure, qui répond aux vœux de nombreux locataires, doit permettre de leur éviter des versements complémentaires importants au moment de la régularisation annuelle des dépenses figurant sous cette rubrique, mais n'a, par contre, pas entraîné d'augmentation de la contribution globale mise à leur charge; elle a, en outre, l'avantage de faire légitimement prendre en compte les dépenses en question pour le calcul de l'allocation de logement. Les représentants des locataires de la cité des Chênes ont été consultés sur ces dispositions. La S. C. I. C. a précisé par ailleurs qu'elle se préoccupait de mettre au point un système de consultation permanente des locataires de ses ensembles immobiliers et qu'elle pensait qu'un dialogue constructif devait pouvoir s'engager dans un proche avenir, selon des modalités inspirées des conclusions d'un groupe de travail qui a étudié cet important problème. Il est, pour conclure, rappelé que la S. C. I. C. est une emanation de la Caisse des dépôts et consignations, dont l'activité est placée sous le contrôle d'une commission de surveillance qui tient son mandat de l'autorité législative, à qui elle rend compte directement. Il semble donc que l'honorable parlementaire ait toutes facilités pour faire prévaloir ses suggestions.

12995. — **M. Trémolières** demande à **M. le ministre de la construction** s'il ne lui semble pas souhaitable d'adresser des instructions à **M. le préfet de la Seine** pour inviter les offices d'H. L. M. du département à aviser toutes les familles inscrites dans ces organismes qu'elles doivent, depuis décembre 1963, renouveler leur demande en s'adressant non plus à l'office, mais au fichier départemental des mal-logés, 50, rue de Turbigo, à Paris, de telle façon que soit évitée à ces familles la désagréable surprise d'apprendre que leur inscription à l'office n'est plus valable actuellement. (Question du 13 février 1965.)

2° réponse. — A la suite de la première réponse publiée aux débats parlementaires du 13 mars 1965, les précisions suivantes sont données à l'honorable parlementaire. Un arrêté préfectoral en date du 30 mars 1962 a fait obligation aux offices et sociétés d'H. L. M. d'adresser, avant le 31 mai 1962, au fichier central des mal-logés du département de la Seine, la liste de toutes les inscriptions recueillies par les organismes. L'arrêté en cause a été publié au Bulletin municipal officiel des 1^{er} et 2 avril 1962. Par ailleurs, une note du 2 décembre 1963, destinée à tous les présidents d'office d'H. L. M. du département de la Seine, leur a rappelé les dispositions relatives à l'inscription unique et leur a demandé de veiller à ce que leur organisme ne recueille plus directement aucune inscription. Enfin, ces prescriptions ont été portées à la connaissance du public par voie d'affiches apposées dans les locaux des offices d'H. L. M. et dans les mairies de Paris; des notices ont été également mises à la disposition des intéressés. On peut donc affirmer que toutes les précautions souhaitables ont été prises pour que les candidats à un logement H. L. M. soient informés. Leur attention a, en outre, été appelée sur la nécessité de faire connaître directement au fichier

central des mal-logés toute modification affectant la composition du foyer, le volume des ressources, les conditions de travail; là encore, des imprimés à cette intention ont été laissés en dépôt dans les mairies.

13113. — **Mme Veillant-Couturier** expose à **M. le ministre de la construction** le cas des 1.600 locataires des « Lozaita » à Villejuif et des 500 locataires de la « Plaine » de Cachan, dont le propriétaire est la S. C. I. C. dépendant de la caisse des dépôts et consignations. Ces locataires se voient infliger une augmentation de loyer de 7,37 p. 100 pour Villejuif et de 5 p. 100 pour Cachan, et sont dans l'obligation de signer un avenant à leur contrat, leur stipulant d'avoir à avaliser d'autres augmentations éventuelles, sous menace d'éviction des lieux loués. Elle lui signale que les logements de cet ensemble sont régis par le « droit commun » et que l'engagement de location est reconductible chaque mois. Or, le financement de la construction de ces ensembles immobiliers a été opéré en grande partie au moyen du versement dit du 1 p. 100 des entreprises, ce qui indique clairement que ces logements ont un caractère social. Elle lui demande : a) s'il ne pense pas devoir réglementer toutes hausses abusives des loyers pour des logements dont le coût de construction a été payé depuis longtemps, et qui ont été financés par des fonds à caractère public en fait, ceci spécialement en période dite de stabilisation; b) quelle suite il entend réserver aux propositions qui ont été faites par les locataires et leur fédération, de conclure par accord débattu entre les représentants des locataires et la S. C. I. C. pour tous les logements régis par le « droit commun », un bail 3-6-9 ans qui assureraient aux locataires le maintien dans les lieux pour une période d'au moins neuf années; c) quelles mesures il compte prendre, compte tenu de la réglementation en vigueur et du contrôle de la caisse des dépôts et de ses filiales par l'Etat, pour mettre un terme aux méthodes de la S. C. I. C. consistant à inclure unilatéralement, au mépris de ses obligations contractuelles et du droit des locataires à voir justifier les charges récupérées, les frais de gardiennage dans le montant du loyer proprement dit. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — Les renseignements suivants ont été recueillis sur les faits signalés : a) les loyers des logements des groupes de Villejuif « Les Lozaita » et de Cachan « La Plaine », gérés par la Société centrale immobilière de la caisse des dépôts, n'avaient subi aucune augmentation depuis 1958 pour le premier groupe et 1960, époque de la mise en location, pour le second. Celles qui ont été récemment appliquées n'excèdent pas les taux autorisés pour les logements H. L. M.; b) la Société centrale immobilière de la caisse des dépôts poursuit actuellement l'étude d'un projet tendant à proposer à ses locataires un bail de longue durée indexé. L'opération ne pourra toutefois être réalisée qu'après une remise en ordre d'un certain nombre de loyers dont les taux sont actuellement anormalement bas; c) l'incorporation dans les loyers des frais de gardiennage qui étaient jusque-là intégrés dans les charges répond aux vœux de nombreux locataires. Elle doit permettre de leur éviter des versements complémentaires importants au moment de la régularisation annuelle des dépenses correspondant à l'affectation précédente mais n'a, par contre, pas entraîné d'augmentation de la contribution globale mise à la charge des locataires; elle a, en outre, l'avantage de faire légitimement prendre en compte les dépenses en question pour le calcul de l'allocation logement. Il est, pour conclure, rappelé que la S. C. I. C. est une émanation de la caisse des dépôts et consignations, dont l'activité est placée sous le contrôle d'une commission de surveillance qui tient son mandat de l'autorité législative, à laquelle elle rend compte directement. Il semble donc que l'honorable parlementaire ait toutes facilités pour faire étudier ses suggestions.

13244. — **M. Krepplé** expose à **M. le ministre de la construction** que les sociétés immobilières dont les statuts prévoient le réinvestissement des bénéfices dans la construction de logements (art. 2, 4^e alinéa, du décret du 9 août 1953) sont autorisées à collecter l'investissement obligatoire du 1 p. 100. Il lui demande : 1^o si ces sociétés immobilières peuvent, à l'aide des fonds ainsi collectés, édifier des appartements de cadres dépassant les normes H. L. M.; 2^o dans la négative, de préciser le ou les textes législatifs et réglementaires régissant cette question. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — Les sociétés immobilières dont les statuts contiennent les dispositions de l'article 2, alinéa 4, du décret du 9 août 1953 sur l'incessibilité des titres pendant dix ans, la limitation à 6 p. 100 de la rémunération des capitaux engagés et le réinvestissement du surplus des bénéfices dans la construction ont effectivement la faculté de réaliser, à l'aide des sommes collectées au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, des logements de cadres dépassant les normes H. L. M. (circulaire du

15 décembre 1953, publiée au Journal officiel du 16 décembre 1953, paragraphe 21). L'investissement pris en compte correspond au coût effectif des logements et des dépenses annexes. Sont cependant exclues la marge bénéficiaire, s'il en est prélevé une, ainsi que les dépenses qui ne se rapporteraient pas à l'habitation proprement dite, mais, par exemple, à la construction de garages ou à l'installation de parkings et d'aires de jeux. Il convient toutefois de préciser que les dispositions réglementaires actuellement à l'étude, en vue de la réforme des textes relatifs à la participation des employeurs à l'effort de construction, envisagent la suppression des sociétés à statuts spéciaux en tant qu'organismes collecteurs. Cette mesure interviendra de manière progressive, puisque des dispositions transitoires sont prévues qui leur permettront de continuer à recevoir les fonds de la participation des employeurs pour assurer le financement des programmes en cours. Les sociétés immobilières de construction pourront d'ailleurs s'adapter aux nouvelles dispositions en vue de poursuivre leur action dans le domaine de la construction puisqu'elles pourront envisager de se placer sous le contrôle d'un organisme collecteur, selon d'ailleurs des formules souples de caractère contractuel entre la société contrôlée et l'organisme collecteur. La réforme dont il est fait état s'est également préoccupée du logement des cadres : les directeurs départementaux de la construction pourront accorder des dérogations par lesquelles sera autorisée la réalisation de logements dépassant les normes de prix et de surface applicables aux H. L. M. du secteur locatif; l'investissement pris en compte restant limité par lesdites normes. En outre, les organismes collecteurs de la participation pourront consacrer, au cours de chaque exercice, 20 p. 100 de la moyenne annuelle des sommes recueillies par eux au cours des cinq précédents exercices au financement de logements dont les normes répondent aux caractéristiques fixées pour l'octroi des primes à la construction.

13477. — **M. Boscher** rappelle à **M. le ministre de la construction** que l'article 13 de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964 stipule la réglementation des loyers dans les logements économiques et familiaux, mais renvoie, pour son application effective, à des textes réglementaires. Il lui demande : 1^o sous quel délai ces textes, faute desquels la loi reste lettre morte, seront publiés; 2^o quelle attitude peuvent prendre depuis la promulgation de la loi et jusqu'à la publication des textes d'application, les locataires qui se voient imposer — sous peine de réiliation de la location — de nouvelles hausses abusives par leurs propriétaires et, en particulier, s'ils sont en droit de refuser ces hausses ou, à la rigueur, de consigner provisoirement le montant de celles-ci. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — 1^o Les textes réglementaires prévus par l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1964 sont actuellement à l'étude, le loyer maximum devant être fixé par arrêté conjoint du ministre de la construction et du ministre des finances et des affaires économiques. On peut espérer que leur parution interviendra dans des délais relativement brefs. 2^o L'autorité judiciaire, saisie par la partie la plus diligente, est seule qualifiée pour trancher les désaccords pouvant survenir entre le propriétaire et le locataire sur les points évoqués.

13663. — **M. Bissen** demande à **M. le ministre de la construction** si le coût de travaux commandés en mars 1957 par un entrepreneur de travaux publics à un autre entrepreneur de corps d'état secondaire, sur des prix de base d'une soumission de décembre 1953, peut être revalorisé ou doit être bloqué à sa valeur à « D. O. ». Si la revalorisation est possible, il lui demande comment elle doit être calculée. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Le texte de la question écrite donne des indications beaucoup trop succinctes pour permettre de prendre position quant au fond. Il n'est notamment pas précisé s'il s'agit, en l'occurrence, de la construction de logements et, dans l'affirmative, si une aide financière a été accordée par l'Etat. En conséquence, l'honorable parlementaire est invité à exposer directement par lettre le cas d'espèce qui se trouve à l'origine de sa question écrite, qui pourra ainsi faire l'objet d'une étude approfondie.

EDUCATION NATIONALE

13242. — **M. Gilbert Faure** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de lui indiquer quel a été le montant de la prime de rendement perçue en 1964 par : un administrateur de classe exceptionnelle; un administrateur de 1^{re} classe; un administrateur de

2^e classe ; un inspecteur général ; un recteur d'académie ; un inspecteur d'académie ; un inspecteur de l'enseignement primaire ; un professeur certifié ; un instituteur. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — En 1964, le montant moyen annuel des primes de rendement a été de : 5.600 F pour un inspecteur général de l'Instruction publique ; 1.450 F pour un administrateur civil hors classe ; 1.250 F pour un administrateur civil de 1^{re} classe ; 870 F pour un administrateur civil de 2^e classe. Les autres fonctionnaires appartenant aux catégories citées par l'honorable parlementaire ne perçoivent pas de primes de rendement mais bénéficient de régimes indemnitaires particuliers et différents.

13245. — M. Ansquer demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, à la suite de la réforme de l'enseignement concernant la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans : 1^o cette réforme va être effectivement appliquée en 1967 ou si, au contraire, cette mesure sera reportée à une date ultérieure ; 2^o si cette mesure est reportée, à quelle date entrerait-elle en application ; 3^o si les maisons familiales d'apprentissage rural, les centres d'apprentissage et de formation professionnelle continueront à recevoir des élèves de quatorze à seize ans. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — Bien qu'étroitement liées, l'application de l'ordonnance n^o 59-45 du 6 janvier 1959 portant prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans et celle de la réforme de l'enseignement public qui a fait l'objet du décret n^o 59-57 du 6 janvier 1959, doivent être dissociées pour permettre de répondre à la question posée par l'honorable parlementaire. La prolongation de la scolarité est une mesure de principe : les enfants atteignant l'âge de quatorze ans en 1967 seront soumis à une obligation scolaire supplémentaire de deux années ; cette mesure n'emporte pas, par elle-même, de conséquences déterminées sur les conditions de scolarisation des enfants concernés, qui pourraient, par hypothèse et si aucune réforme n'était envisagée en la matière, être accueillis dans les structures traditionnelles. Mais parallèlement à cet allongement de la scolarité et en relations étroites avec lui, il a été décidé de réformer ces structures traditionnelles et de créer de nouvelles conditions d'accueil, donnant sa pleine valeur à l'allongement de la scolarité : l'application en a été entreprise dès 1960 par l'organisation du cycle d'observation, puis étendue par diverses mesures, notamment l'extension de l'observation et de l'orientation des élèves au cours des quatre années du premier cycle, ainsi que la création des collèges d'enseignement secondaire au sein desquels l'orientation peut se réaliser dans les meilleures conditions. D'autres mesures font actuellement l'objet d'enseignements expérimentaux : par exemple, les classes de transition, les classes terminales pratiques, l'enseignement technique court conduisant à l'obtention des certificats d'aptitude professionnelle en deux ans à l'issue du premier cycle. Le troisième point soulevé relève de la compétence de M. le ministre de l'Agriculture. En effet, les maisons familiales d'apprentissage rural et les centres d'apprentissage et de formation professionnelle sont des établissements privés placés sous la tutelle de ce département ministériel. Ces établissements seront susceptibles d'accueillir des élèves de quatorze à seize ans dans la mesure où ils assureront un enseignement à temps complet.

13369. — M. Vanier appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le douloureux problème des enfants infirmes mixtes (aveugles et infirmes moteurs). Il lui expose à cet égard, qu'il n'existe en France que très peu d'établissements qualifiés destinés à prendre en charge l'éducation et l'Instruction, en même temps que les soins spécialisés demandés par ces enfants. Il n'existe, à sa connaissance, en effet, qu'une maison dans la région parisienne (37 places) et une maison libre religieuse (5 places). Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, avec M. le ministre de la santé publique et de la population pour : 1^o promouvoir l'édification d'établissements spécialisés ; 2^o prendre totalement en charge l'enseignement dispensé aux enfants infirmes mixtes ; 3^o accorder la gratuité de transport, aller et retour, pour les enfants ainsi que pour leurs parents accompagnant ceux-ci, dans les centres spécialisés. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — Le problème posé par les enfants souffrant de handicaps associés, et particulièrement ceux qui sont à la fois déficients visuels et déficients moteurs, est actuellement étudié avec la plus grande attention par le ministère de l'éducation nationale. La création d'établissements spéciaux munis d'internats où ces enfants recevraient sous surveillance médicale les soins, les rééducations et, dans la mesure du possible, une formation pré-professionnelle et professionnelle qui leur permettrait d'accéder à une certaine autonomie, est envisagée. L'intergroupe « Enfance inadaptée » constitué par le commissariat général au plan et réunissant des représentants

du ministère de l'éducation nationale et de celui de la santé publique a mis ce problème à l'ordre du jour de ses travaux et déterminera les moyens à mettre en œuvre pour le résoudre. Sans anticiper sur les conclusions de cette commission, il est permis d'envisager qu'une des solutions pourrait consister en écoles nationales de jeunes handicapés, créées par l'Etat, où, naturellement l'enseignement serait gratuit ainsi que celles des rééducations qui pourraient être assurées par des fonctionnaires de l'éducation nationale et où, par ailleurs, des exonérations de frais de pension pourraient être accordées aux familles, comme il est d'usage de le faire dans les écoles nationales. En ce qui concerne les dépenses engagées par les familles pour le transport de ces enfants et de leurs accompagnateurs, il est admis que les projets déposés seront examinés avec la plus grande bienveillance par les services intéressés, notamment en ce qui concerne le montant de la dépense subventionnable. Par ailleurs, les familles ne bénéficiant pas de l'allocation d'éducation spécialisée, pourront, sur proposition de la commission départementale créée à cet effet, si elles remplissent les conditions requises, bénéficier des bourses d'adaptation instituées par l'arrêté du 16 décembre 1964. Les déplacements imposés pour suivre les enseignements d'adaptation entrent dans le champ d'application de ces bourses. On peut toutefois avancer que la plupart des enfants souffrant à la fois de cécité et de handicaps moteurs relèveront d'un placement en internat, non seulement pour des raisons géographiques, mais aussi pour des raisons psychologiques et pédagogiques.

13373. — M. Paul Coste-Floret se référant à la réponse donnée à sa question écrite n^o 12443 (Journal officiel, débats Assemblée nationale du 13 février 1965, page 256) et aux instructions contenues dans la circulaire n^o 65-53 du 4 février 1965 autorisant désormais le passage du second degré traditionnel au technique, et réciproquement, demande à M. le ministre de l'éducation nationale, si en attendant la promulgation d'un nouveau statut des personnels de direction et d'éducation, qui doit doter les lycées techniques d'Etat d'un corps de censeurs, et faute de l'existence de ce cadre dans ces établissements, il ne peut être envisagé : 1^o de permettre aux surveillants généraux appartenant au cadre des lycées techniques de postuler, comme leurs homologues « du second degré », leur inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de censeur des lycées classiques et modernes, sous réserve qu'ils remplissent les conditions figurant au paragraphe 1 b et c de la réponse ministérielle susvisée ; 2^o à défaut de la solution visée au 1^o ci-dessus, et à titre de mesure transitoire, d'intégrer les surveillants généraux ; 2^o ordre, des lycées techniques, qui rempliraient lesdites conditions, dans le cadre des surveillants généraux premier ordre, de ces mêmes établissements ; 3^o ou, tout au moins, d'intégrer d'office dans le corps des surveillants généraux, premier ordre, des lycées techniques les surveillants généraux, deuxième ordre, de ces mêmes établissements remplissant les conditions indiquées ci-dessus et qui, en plus de la licence, sont titulaires d'un diplôme de doctorat de troisième cycle qui permet l'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître assistant des facultés. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — 1^o Ne peuvent postuler les fonctions de censeur des lycées classiques et modernes que : a) les professeurs agrégés ; b) les professeurs et surveillants généraux des lycées classiques et modernes âgés d'au moins trente ans justifiant de la possession d'une licence. Les intéressés doivent en outre avoir exercé au moins cinq ans en qualité de professeur titulaire ou de surveillant général titulaire ou stagiaire. Les instructions contenues dans la circulaire n^o 65-53 du 4 février 1965 n'autorisent le passage du second degré au technique ou vice versa, que pour les professeurs. Les surveillants généraux appartenant au cadre des lycées techniques et dont les conditions de recrutement sont différentes de celles des surveillants généraux des lycées classiques et modernes, ne peuvent en l'état actuel des textes postuler les fonctions de censeur ; 2^o les surveillants généraux, premier ordre, des lycées techniques ne peuvent être recrutés que parmi les candidats remplissant les conditions requises pour être nommés professeurs certifiés, c'est-à-dire en l'état actuel des textes, les candidats titulaires du C. A. P. E. S. ou du C. A. P. E. T. ; 3^o un surveillant général, deuxième ordre, de lycée technique, ne justifiant pas de la possession du C. A. P. E. S. ou du C. A. P. E. T. ne peut être nommé surveillant général de premier ordre. Toutefois, la transformation en emplois de censeurs des postes occupés par des directeurs d'études et des surveillants généraux de premier ordre des lycées techniques est actuellement envisagée. Parallèlement des études sont conduites en vue de définir les conditions dans lesquelles seraient recrutés les titulaires de ces nouveaux postes.

13481. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le problème que pose, pour la formation scientifique des élèves de seconde et de première des lycées, l'insuffisance de l'enseignement de la biologie et de la géologie. Il serait, d'autre

part, souhaitable d'envisager dans le projet de réforme de l'enseignement secondaire d'étendre à l'ensemble des quatre sections prévues l'étude de la biologie et de la géologie. En effet, l'enseignement des sciences biologiques et géologiques contribue particulièrement à la formation et à l'enrichissement de l'esprit, et il semble possible d'aborder en trois ans (deuxième, première et première terminale), sans créer de surcharge d'horaires, ce qui est essentiel dans l'étude des phénomènes de la vie. Il lui demande s'il a l'intention de prendre en considération ces suggestions. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire fera l'objet d'un examen approfondi dans le cadre des travaux de réforme de l'enseignement du second degré actuellement entrepris avec le concours des personnalités appelées à siéger dans les commissions spéciales constituées à cet effet.

13482. — M. Tomasini appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des directeurs des collèges d'enseignement technique dont le statut, qui date de 1953, ne comporte aucun élément de comparaison ou de liaison avec les chefs d'autres établissements scolaires. Il lui fait remarquer, en outre, l'urgence d'une revalorisation des charges administratives assumées par les directeurs des collèges d'enseignement technique, celles-ci n'ayant pas été révisées depuis plusieurs années et demeurant à un taux extrêmement bas. Compte tenu du malaise qui pèse actuellement sur ce personnel chargé de la direction morale, pédagogique, technique et administrative d'établissements souvent encore mal équipés, il lui demande s'il envisage, dans le cadre de l'étude, actuellement poursuivie, des conditions de recrutement et de rémunération de l'ensemble des personnels enseignants appelés à diriger des établissements scolaires, l'intervention rapide d'un statut particulier pour les directeurs des collèges d'enseignement technique. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — L'intervention d'un nouveau statut des directeurs de collège d'enseignement technique est liée à la révision, actuellement à l'étude, de l'ensemble des dispositions statutaires applicables au personnel de direction des établissements scolaires. D'autre part, il est exact que les taux des indemnités de charges administratives des directeurs de collège d'enseignement technique ont été fixés en dernier lieu à compter du 1^{er} mai 1961 par le décret n° 62-64 du 5 juin 1962. Le ministère de l'éducation nationale étudie actuellement avec les départements ministériels intéressés une réadaptation des taux fixés par ce texte.

13484. — M. Houël informe M. le ministre de l'éducation nationale que la réponse qui lui a été faite à propos de la situation des instituteurs et instituteurs détachés au centre régional d'enseignement par correspondance (*Journal officiel*, débats A. N., du 25 janvier 1964, question écrite n° 5351) ne peut le satisfaire entièrement. En effet, il est anormal, pour ne pas dire inadmissible, que les maîtres détachés au centre régional d'enseignement par correspondance subissent un préjudice aussi important, notamment en ce qui concerne : 1° le non-remboursement des frais de voyage. Tenu, par un engagement qu'ils ont signé, de se présenter au centre à intervalles réguliers, ils ne touchent aucune indemnité couvrant leurs frais de voyage. Ceux-ci sont le plus souvent élevés, du fait soit de la répétition des voyages (jusqu'à trois dans le mois), soit de la longueur des trajets (certains maîtres viennent ou sont venus du Bas-Rhin ou du Var, à Lyon, régulièrement). Dans ces conditions, le non-remboursement des frais de voyage prend le caractère d'une importante retenue sur le traitement. Cela est d'autant plus inadmissible que les institutrices et instituteurs détachés au C. R. E. C. effectuent un travail d'enseignement qui leur laisse, certes, la latitude des horaires, mais qui nécessite un effort soutenu, compte tenu de son volume et du soin à apporter aux corrections comme aux préparations. Il faut ajouter que souvent la maladie, justifiant l'octroi d'un tel poste, a été contractée ou aggravée par les conditions actuelles de travail dans les classes — même si la législation ne le reconnaît pas et si cela n'a pas été constaté d'une façon formelle. Les maîtres anciens malades ne se sont donc pas rendus coupables de fautes appelant une sanction pécuniaire et rien ne justifie le non-paiement des frais de voyages ; 2° le non-paiement de l'indemnité de logement. L'instituteur est par définition un fonctionnaire logé. Mais les maîtres attachés au C. R. E. C. ne bénéficient plus de l'indemnité de logement, et ce dès le premier jour de leur affectation. Cette carence illégale leur est gravement préjudiciable. Depuis des années, la question est, paraît-il, à l'étude des commissions ministérielles. Il serait souhaitable que cette étude puisse être terminée au plus vite et que les maîtres affectés au C. R. E. C. bénéficient enfin légitimement de l'indemnité représentative de logement ; 3° les maîtres faisant fonction de maîtres de C. E. G. sans en toucher les émoluments : la plupart des maîtres du C. R. E. C. de Lyon sont appelés à assurer la prépa-

ration au brevet élémentaire. Ils s'acquittent de cette tâche en toute conscience et font de gros efforts pour que l'enseignement donné soit d'une qualité satisfaisante. Les résultats obtenus par leurs élèves dans les diverses sessions d'examens montrent que l'adaptation des maîtres à ces nouvelles tâches a été correcte. Néanmoins, ces enseignants qui effectuent un travail de maître de C. E. G. sont, mis à part quelques exceptions, payés comme des maîtres de classes primaires. Il y a là aussi une anomalie qui devrait être réparée. C'est pourquoi il lui demande de nouveau s'il ne lui paraît pas opportun de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation et permettre aux institutrices et instituteurs détachés au C. R. E. C. de bénéficier des mêmes droits et avantages que leurs autres collègues de l'enseignement et de bénéficier aussi des légitimes compensations auxquelles ils peuvent prétendre, eu égard à leur situation. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — 1° Les instituteurs et institutrices détachés dans un centre de télé-enseignement sont affectés administrativement à ce centre et sont censés résider dans la ville où il est géographiquement situé. D'ailleurs, les intéressés perçoivent à ce titre l'indemnité de résidence au taux afférent à la zone de salaires dont dépend le centre et non à celui de la zone de salaires de leur domicile réel. La facilité qui leur est laissée de conserver un domicile distinct du lieu de leur résidence administrative, même s'il en est très éloigné, emporte en contrepartie leur acceptation de supporter les frais de déplacement qui peuvent leur incomber, notamment pour leur assistance aux conseils d'orientation ; 2° les instituteurs ou institutrices titulaires ou stagiaires bénéficient d'un logement en nature ou, à défaut, reçoivent une indemnité représentative de logement. Toutefois, ces avantages sont imputés sur les budgets municipaux à condition qu'un enseignement soit donné aux enfants de la commune prestataire. Dès lors que cette dernière condition n'est plus remplie, il n'est pas possible d'accorder aux intéressés le bénéfice des avantages corrélatifs. Les instituteurs ou institutrices affectés dans un centre de télé-enseignement ne l'ignorent pas au moment où ils formulent leur demande. Toutefois, cette perte est en partie compensée par le fait que les tâches effectuées au centre de télé-enseignement ont un caractère moins astreignant que celles qu'ils auraient à accomplir normalement dans une classe par suite de la non-obligation de respecter un horaire fixe de présence. 3° Le problème de la rémunération des instituteurs ou institutrices faisant fonction dans les centres de télé-enseignement de maîtres de C. E. G. fait l'objet d'un examen attentif. Les études entreprises devraient permettre de rétribuer les instituteurs ou institutrices en exercice dans les centres de télé-enseignement en fonction du niveau de l'enseignement qu'ils sont tenus de dispenser.

13505. — M. Dellaune attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la proposition de loi n° 171 déposée à l'Assemblée nationale et relative à l'organisation de la profession comptable. Il semble que les mesures envisagées par ce texte appartiennent au domaine réglementaire et non à celui de la loi. Dans ce cas, il lui demande si son intention est de prendre un décret organisant la profession de comptable. Dans l'affirmative, il lui semblerait souhaitable que le texte à intervenir reprenne les dispositions prévues à l'article 2 de la proposition de loi n° 171, lesquelles prévoient que pourront être assimilés aux titulaires du certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de comptable agréé, en vue de leur inscription sur la liste des professionnels autorisés à exercer, les titulaires d'une attestation de compétence technique délivrée par les conseils régionaux de l'ordre sur décision de commissions régionales saisies d'un dossier justifiant leur demande. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Un groupe interministériel de travail composé des représentants des ministres cosignataires de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts comptables et comptables agréés étudie actuellement la suite qu'il convient de réserver, par voie réglementaire, à la proposition de loi citée par l'honorable parlementaire. Bien que le groupe de travail n'ait pas encore déposé ses conclusions, il ne semble pas que les dispositions figurant à l'article 2 de la proposition de loi n° 171 répondent à une nécessité immédiate, la récente réforme des études comptables permettant désormais un large accès à la profession de comptable agréé. Les articles 5 et 6 du décret n° 63-890 du 24 août 1963 disposent, en effet, que peuvent être inscrits en cette qualité au tableau de l'ordre, en dispense du diplôme d'études comptables supérieures : a) les titulaires de l'examen préliminaire au diplôme d'expert comptable régi par le décret du 24 mai 1956 ; b) les titulaires du brevet professionnel régi par l'arrêté du 21 février 1949 ; c) à titre transitoire, et s'ils justifient de deux années de pratique professionnelle comptable jugée suffisante par le conseil de l'ordre et acquise chez un expert comptable ou un comptable agréé ou dans une entreprise publique ou privée, les

titulaires du brevet de technicien supérieur de la comptabilité régi par le décret n° 62-216 du 28 février 1962 et les titulaires du brevet de technicien de la comptabilité régi par le décret n° 52-178 du 19 février 1952. Il y a lieu d'ajouter que les examens conduisant à la délivrance des brevets susvisés sont accessibles aux adultes désireux de se perfectionner et que des cours de promotion sociale, tant oraux que par correspondance, y préparent.

13586. — M. Hauret attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour organiser la profession comptable. La proposition de loi n° 171 qui a été déposée à l'Assemblée nationale envisageait un certain nombre de dispositions, mais il semble que les décisions à intervenir ne soient pas du domaine législatif, mais appartiennent au domaine réglementaire. Il lui demande si tel est bien le cas. Il souhaiterait alors savoir si, dans cette éventualité, un décret doit prochainement intervenir à ce sujet et si celui-ci contiendra, plus particulièrement, des dispositions permettant aux titulaires d'une attestation de compétence technique délivrée par les conseils régionaux de l'ordre, sur décision de commissions régionales, d'être assimilés aux titulaires d'un certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de comptable agréé, en vue de leur inscription sur la liste des professionnels autorisés à exercer. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Un groupe interministériel de travail composé des représentants des ministres cosignataires de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts comptables et comptables agréés étudie actuellement la suite qu'il convient de réserver, par voie réglementaire, à la proposition de loi citée par l'honorable parlementaire. Bien que le groupe de travail n'ait pas encore déposé ses conclusions, il ne semble pas que les dispositions figurant à l'article 2 de la proposition de loi n° 171 répondent à une nécessité immédiate, la récente réforme des études comptables permettant désormais un large accès à la profession de comptable agréé. Les articles 5 et 8 du décret n° 63-890 du 24 août 1963 disposent, en effet, que peuvent être inscrits en cette qualité au tableau de l'ordre, en dispense du diplôme d'études comptables supérieures : a) les titulaires de l'examen préliminaire au diplôme d'expert comptable régi par le décret du 24 mai 1956 ; b) les titulaires du brevet professionnel régi par l'arrêté du 21 février 1949 ; c) à titre transitoire, et s'ils justifient de deux années de pratique professionnelle comptable jugée suffisante par le conseil de l'ordre et acquise chez un expert comptable ou un comptable agréé ou dans une entreprise publique ou privée, les titulaires du brevet de technicien supérieur de la comptabilité régi par le décret n° 62-216 du 28 février 1962 et les titulaires du brevet de technicien de la comptabilité régi par le décret n° 52-178 du 19 février 1952. Il y a lieu d'ajouter que les examens conduisant à la délivrance des brevets susvisés sont accessibles aux adultes désireux de se perfectionner et que des cours de promotion sociale, tant oraux que par correspondance, y préparent.

13845. — M. de Sesmaisons expose à M. le ministre de l'éducation nationale que son arrêté du 9 septembre 1964, fixant la date des vacances scolaires pour la zone B du 10 juillet au 27 septembre a profondément ému un certain nombre d'associations de parents d'élèves et d'organismes d'occupant de tourisme populaire. Ceux-ci l'ont, en effet, remarqué que ces dates vont créer des difficultés pour un certain nombre de familles de travailleurs, car le mois de juillet sera en partie perdu et le mois de septembre ne pourra être employé en totalité. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas possible d'aligner la date des vacances pour la zone B sur celle de la zone A, c'est-à-dire de fixer le départ le 30 juin et la rentrée le 17 septembre. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Le Gouvernement ayant décidé de prendre toutes mesures utiles pour favoriser un étalement des congés qui, en 1964, furent pris en août dans la proportion de 90 p. 100, le ministre de l'éducation nationale a procédé à la répartition des vacances entre deux groupes A et B d'académies. Par application des mesures prises, la période d'ensemble des vacances scolaires s'ouvrira dès le 1^{er} juillet pour le groupe A et elle s'achèvera le 1^{er} octobre pour le groupe B. Il s'ensuit que le mois d'août peut, en ce qui concerne les congés payés, être dégagé au profit des mois de juillet et de septembre. Dans le cas particulier du groupe B d'académies, les vacances vont soit du 7 juillet au 1^{er} octobre pour le second degré, soit du 10 juillet au 27 septembre pour le premier degré. L'on ne peut donc considérer qu'il y a impossibilité d'une part à terminer l'année scolaire dans de bonnes conditions climatiques, d'autre part à organiser à la belle saison à la fois ou même consécutivement des vacances familiales ou des colonies de vacances.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

2969. — M. de La Malène demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques étant donné la situation pénible dans laquelle se trouvent de nombreuses veuves de guerre âgées et sans famille, s'il ne serait pas possible d'envisager que la somme de 1 p. 100, qui est retenue sur leur pension lorsqu'elles touchent celle-ci à l'avance, ne soit pas supprimée pour celles d'entre elles qui sont dans une situation économique des plus difficiles. (Question du 28 mai 1963.)

Réponse. — En vertu de l'article R. 85 du code des pensions civiles et militaires, la commission de 1 p. 100 prélevée sur les avances consenties aux titulaires de pensions de l'Etat est destinée à couvrir le montant des intérêts et frais afférents à ces avances. En fait, ce prélèvement est inférieur au prix de revient des opérations faites par les établissements prêteurs. Dans ces conditions et compte tenu des taux auxquels lesdits établissements se procurent l'argent dont ils disposent ensuite pour les avances en cause, il ne paraît pas possible de retenir la suggestion présentée par l'honorable parlementaire.

4278. — M. Mondon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi du 28 décembre 1959 a exclu du champ d'application de la taxe complémentaire les revenus appartenant à la catégorie des bénéfices des professions non commerciales et provenant de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire, en vertu des articles 240, 241 et 1994 du code général des impôts. En application de ce dernier article, les caisses de sécurité sociale sont tenues de fournir au service des contributions directes un relevé récapitulatif par médecin, dentiste, sage-femme, des feuilles de maladie et notes de frais remises par les assurés. L'obligation ne concerne pas, en revanche, les actes effectués par les laboratoires. Il en résulte que les praticiens ne peuvent bénéficier de l'exonération de la taxe complémentaire pour la rémunération des actes effectués dans ces laboratoires. On comprend mal cette discrimination, d'autant plus que, très généralement, les caisses de sécurité sociale déclarent au service des contributions directes les honoraires versés par les assurés aux laboratoires. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, dans ces conditions, de faire bénéficier les honoraires correspondant aux actes effectués par les laboratoires de l'exonération de la taxe complémentaire. (Question du 10 décembre 1963.)

Réponse. — Conformément aux dispositions expresses de l'article 204 bis-1 (4^e) du code général des impôts, les produits et revenus appartenant à la catégorie des bénéfices des professions non commerciales au sens de l'article 92 du même code ne sont exclus du champ d'application de la taxe complémentaire que s'ils proviennent de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire en vertu des articles 240, 241 et 1994 dudit code. Or, ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, il résulte des dispositions de l'article 1994 précité que les caisses de sécurité sociale et les organismes assimilés visés audit article ne sont pas tenus d'établir le relevé des actes effectués par les laboratoires d'analyses médicales. D'autre part, les exploitants de ces laboratoires ne sont pas soumis à l'obligation — imposée aux médecins, dentistes et sages-femmes par le dernier alinéa du même article — d'indiquer sur les feuilles de maladie ou de soins le montant des honoraires qui leur sont versés par les assurés. Il n'est donc pas possible, en l'état actuel des textes régissant la matière, d'exonérer les intéressés de la taxe complémentaire à moins qu'il ne s'agisse de bénéfices provenant de sommes versées par un établissement hospitalier, une clinique et, d'une façon plus générale, par toute personne physique ou morale tenue de produire la déclaration prévue à l'article 240 du code général susvisé et à la condition, bien entendu, que ces sommes aient réellement figuré sur ladite déclaration. Les relevés qui pourraient être établis par certaines caisses de sécurité sociale ou organismes assimilés, en dehors de toute obligation légale, ne sauraient entraîner le bénéfice de l'exonération prévue à l'article 204 bis-1 (4^e) précité. Toutefois, il est actuellement procédé à des échanges de vues entre l'administration fiscale et les services du département du travail en vue de pallier les inconvénients de cette situation dans le cas où le laboratoire d'analyses est dirigé par un médecin.

9322. — M. René Caille expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société civile particulière a été constituée en 1961 pour l'achat d'une propriété, qu'elle a louée ensuite à un organisme à caractère à la fois culturel et éducatif. Cette société envisage sa transformation en société anonyme, sans création d'un être moral nouveau, l'opération étant prévue par les statuts d'origine. Compte tenu notamment de l'élévation de la valeur des

terrains constatée depuis 1961, cette transformation serait accompagnée d'une nouvelle estimation de la propriété. D'après la théorie de l'administration, la transformation dans ces conditions serait considérée comme entraînant constitution d'une société nouvelle. Il lui demande si les associés de cette société seraient, dans cette éventualité, soumis aux impositions instituées par l'article 3 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963, à raison des plus-values ainsi constatées. (Question du 28 mai 1964.)

Réponse. — Bien que le changement du type juridique de la société visée dans la question posée par l'honorable parlementaire ne doive pas comporter la création d'un être moral nouveau, les associés seront, cependant, susceptibles d'être soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 à raison des plus-values qui seront constatées à l'occasion de cette opération du chef d'immeubles entrant dans les prévisions de ce texte dès lors que ces immeubles seront repris à l'actif de la société issue de la transformation pour une valeur supérieure à celle pour laquelle ils figuraient à l'actif de la société initiale.

9776. — M. Dejong appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le cas suivant : les employés retraités des mutuelles agricoles, et qui à ce titre sont pensionnés par la caisse de secours mutuels, se voient refuser le droit à la réduction de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur cette pension, alors que les pensionnés du régime général des assurances sociales bénéficient d'une telle réduction. Il lui demande quelles mesures il pourrait prendre pour remédier à cette injustice. (Question du 27 juin 1964.)

Réponse. — La réduction d'impôt de 5 p. 100 prévue à l'article 198 du code général des impôts à l'égard des traitements, salaires et pensions concerne les seules rémunérations de cette nature qui entrent dans le champ d'application du versement forfaitaire prévu à l'article 231 de ce code. Le problème relatif aux conditions dans lesquelles les caisses agricoles visées par la question pourraient être autorisées à effectuer le versement forfaitaire fait actuellement l'objet d'un examen attentif et si l'autorisation est accordée les pensionnés intéressés bénéficieraient, comme le souhaite l'honorable parlementaire, de la réduction susvisée de 5 p. 100.

9798. — M. Herman expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un examen approfondi du texte de l'article 112 bis du code des impôts directs avait permis de conclure, dans une première étude, que les droits dans les bénéfices sociaux doivent avoir excédé 25 p. 100 pendant toute la période des cinq dernières années. La direction générale des impôts avait implicitement admis que l'expression « au cours de la même période » devait s'entendre comme « pendant toute la période des cinq années précédant celle de la cession ». M. Francis Gay avait demandé à M. le ministre des finances si l'exigibilité de l'impôt général sur le revenu frappant les plus-values était pratiquement subordonnée à la condition, d'une part, que le vendeur des titres, son conjoint, ses ascendants ou ses descendants aient exercé des fonctions d'administrateur ou de gérant dans la société à un moment quelconque des cinq années précédant celle de la cession et, d'autre part, que les droits de ces mêmes personnes dans les bénéfices sociaux aient dépassé ensemble 25 p. 100 pendant toute la période de ces cinq années. La réponse avait été affirmative (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 21 avril 1948, p. 2135, question n° 4518). Cette solution administrative appelle la conséquence que si, à un moment donné, au cours des cinq dernières années, les droits de l'actionnaire dans les bénéfices sociaux ont été inférieurs à 25 p. 100, la surtaxe progressive n'est pas due ; il est en fait indéniable que, pendant toute cette période, les droits aient été continuellement supérieurs à 25 p. 100. En 1953, le régime des plus-values sur cession de droits sociaux était le suivant : 1° avoir été gérant et posséder plus de 25 p. 100 dans le capital pendant les cinq années précédant la cession ; 2° la plus-value devait dépasser 100.000 francs (1.000 francs 1963). Ces conditions étaient formelles suivant la réponse à M. F. Gay. Il appelle son attention sur le cas d'un associé, qui ne possédait plus que 25 p. 100 des parts depuis le 23 décembre 1949, et qui a vendu le 22 décembre 1953 (quatre ans après) une partie de ses parts. En octobre 1957, un inspecteur des contributions a imposé à la plus-value cette cession, sous le motif suivant : « l'intéressé possédait plus de 25 p. 100 des parts, compte tenu des parts possédées par l'intermédiaire d'une autre société ». Le tribunal administratif a donné raison à l'administration et maintenu la contribution pour le même motif, et le Conseil d'Etat a jugé de la même façon, mais pour un motif différent. En effet, il a

appliqué la nouvelle doctrine administrative au sujet des cinq années pendant lesquelles les parts devaient être possédées. Dans cette affaire, on relève plusieurs anomalies : 1° l'inspection se base sur le pourcentage possédé par l'intéressé, en y intégrant des parts d'une autre société. La loi n'a jamais fait mention de pareille situation. De plus, cette façon de tenir compte des droits possédés dans une autre société ne peut être invoquée, car cette possession ne relève pas d'un droit administratif, mais d'un droit civil. Partant de ce principe, qui change la nature des actes liant les associés à une société, la direction des contributions directes devait demander l'avis du comité consultatif, chose qu'il a estimé inutile ; 2° le jugement du Conseil d'Etat, abandonnant cette façon de calculer, déboute l'intéressé sous le motif qu'à un moment des cinq ans précédant la cession, celui-ci possédait plus de 25 p. 100 des parts. Cela est exact, mais n'est devenu doctrine administrative que depuis 1962, et la date d'application a été fixée aux actes postérieurs au 1^{er} janvier 1962 à la suite d'une réponse de M. le ministre des finances à M. Miriol, député (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 21 avril 1962, p. 699, question n° 13875). En fait, il y a eu : 1° calcul illégal du pourcentage des parts, ce calcul changeant la position des associés vis-à-vis d'une société ; 2° non-soumission au comité consultatif pour avis (voir Conseil d'Etat 23323 du 5 novembre 1955 et 38021 du 27 juin 1958) ; 3° jugement du Conseil d'Etat avec un argument qui, d'après la réponse ministérielle, ne devait trouver son application que pour des opérations effectuées après le 1^{er} janvier 1962. Dans ces conditions, et sur les points soulevés dans cette question, soit par ordre chronologique : 1° la position administrative diffère entièrement des lois et décrets d'application ; 2° le changement de nature d'un acte (intervention des parts possédées dans une autre société) n'ayant pas donné lieu à soumission au conseil consultatif ; 3° les arrêtés du Conseil d'Etat en contradiction formelle avec la circulaire ministérielle. M. Herman demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques comment il peut se faire qu'une opération légale, faite en 1953, reçoive seulement dix ans après une solution contraire, en se basant sur un décret modifiant la loi et applicable seulement en 1962, soit neuf ans après l'opération. (Question du 29 juin 1964.)

Réponse. — Le Conseil d'Etat juge souverainement et il est évident qu'il n'est pas lié par l'interprétation d'un texte législatif contenue dans une circulaire administrative ou une réponse ministérielle. Le cas du contribuable visé dans la question posée par l'honorable parlementaire ayant été jugé par la Haute Assemblée doit être considéré d'ailleurs comme définitivement réglé.

11113. — M. Dejong attire la bienveillante attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le cas des conseillers municipaux de bourgs distants quelquefois de plusieurs kilomètres de la ville siège du conseil municipal. Ces conseillers municipaux, d'ailleurs peu nombreux, sont contraints d'utiliser des moyens de transport en commun ou autres relativement coûteux, à l'occasion des nombreuses séances de conseil municipal ou de commissions où ils doivent aller représenter leur bourg. Il lui demande s'il ne serait pas possible que des instructions soient données aux directeurs départementaux des contributions directes pour que, sur proposition du préfet du département, par exemple, ces frais pussent au moins être déduits de leurs revenus. (Question du 9 octobre 1964.)

Réponse. — L'article 74 de la loi du 5 avril 1884 — inséré sous l'article 84 du code de l'administration communale — a posé le principe de la gratuité des fonctions électives municipales. Ce principe a été confirmé par la loi du 24 juillet 1952 — reprise sous les articles 87 à 95 du code précité — qui a codifié les règles fixant les indemnités de différente nature accordées aux titulaires de ces fonctions. La mesure suggérée, qui aurait pour effet de faire bénéficier les intéressés d'un avantage en argent, consenti par l'Etat, sous la forme d'une atténuation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dont ils sont redevables, serait en opposition avec les dispositions légales ci-dessus visées. Elle serait, en outre, contraire au principe général posé par l'article 13 du code général des impôts selon lequel seules les dépenses effectuées en vue de l'acquisition ou de la conservation du revenu peuvent être admises en déduction pour la détermination du revenu imposable. Or, les frais visés dans la question n'entrent pas dans cette catégorie de dépenses. Pour ces divers motifs, il n'est pas possible d'envisager l'adoption de la mesure souhaitée par l'honorable parlementaire. Il est rappelé toutefois que les remboursements de frais de transport et de séjour dont bénéficient, en application de l'article 12 de la loi du 24 juillet 1952 précitée, les conseillers municipaux invités de mandats spéciaux entrent dans la catégorie des allocations spécialement destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction et à l'emploi et sont, à ce titre, exclus du champ d'application de l'impôt.

11353. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation anormale d'une personne ayant à sa charge un frère ou une sœur déficient. La loi ne tient pas compte des frères et des sœurs comme personnes à charge dans la détermination du quotient familial servant au calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui demande s'il ne lui paraît pas injuste de maintenir cette disposition, d'autant plus que la pension alimentaire, versée en nature à un frère ou à une sœur en pourvoyant à ses besoins, n'est pas davantage admise en déduction du revenu imposable. (Question du 27 octobre 1964.)

Réponse. — Contrairement à ce que paraît penser l'honorable parlementaire, la loi fiscale comporte diverses dispositions en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques dont le bénéfice peut être demandé par les contribuables supportant la charge de personnes infirmes. Il en est ainsi notamment de la disposition du premier alinéa (2°) de l'article 196 du code général des impôts qui, sans distinguer suivant qu'ils sont unis, ou non, à lui par les liens de parenté ou d'alliance, permet de considérer comme étant à la charge du contribuable dans les mêmes conditions que s'il s'agissait de ses propres enfants, les enfants recueillis par lui à son foyer. Dès lors, si les enfants ainsi recueillis sont titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale, ils donnent droit, conformément aux dispositions de l'article 81 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963, à une part entière au lieu d'une demi-part pour la détermination du quotient familial. Enfin, le dernier alinéa de l'article 196 susvisé du code général des impôts, tel qu'il a été modifié par l'article 76 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, permet à la femme seule dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 8.000 F de considérer comme étant à sa charge ses frères et sœurs gravement invalides à condition que les revenus imposables de chaque personne ainsi considérée à charge n'excèdent pas 2.000 F par an et que ces dernières habitent exclusivement sous le toit du contribuable. Ces diverses mesures permettent, dans un grand nombre de cas, de tenir compte, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des charges entraînées par l'entretien d'un frère ou d'une sœur infirme. Dans les cas où ces mesures ne trouvent pas leur application, l'administration ne manque pas d'examiner avec toute la largeur de vues désirable les demandes qui peuvent lui être présentées par les personnes qui, en raison de la charge supportée du fait qu'elles ont recueilli un collatéral infirme et sans ressources, éprouvent des difficultés à s'acquitter en totalité des cotisations dont elles sont redevables.

11381. — **M. Kasperoit** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 2 de la loi du 15 mars 1963 a étendu le régime des cessions de droit au bail aux conventions, de toutes natures, ayant pour effet de transférer le droit à la jouissance d'immeubles. Or, l'apparat qui tout bail, présenté à l'enregistrement, fait l'objet d'une demande d'évaluation du droit au bail pour déterminer l'assiette des droits de 16 p. 100. En effet, toute convention ayant pour effet de transférer le droit à un tiers est visée par le nouveau texte. Le fait de vouloir assujettir à l'impôt un nouveau bail consenti par le propriétaire d'un immeuble ancien resté vacant depuis six mois lui paraissant cependant excessif, il lui demande s'il peut préciser la doctrine administrative sur ce point, de telle sorte que le texte puisse être appliqué sans équivoque. (Question du 28 octobre 1964.)

Réponse. — L'article 2 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 (code général des impôts, art. 687, 3° alinéa) soumet au régime fiscal des cessions de droit à un bail d'immeuble tous actes ou conventions, quelles qu'en soient la nature, les modalités, la forme ou la qualification, qui ont pour effet, direct ou indirect, de transférer le droit à la jouissance d'immeubles ou de locaux entrant dans les prévisions du titre 1° du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953. Cette disposition, de portée très générale, est susceptible de s'appliquer dans tous les cas où le droit à la jouissance des immeubles ou locaux considérés change de titulaire, sans qu'il soit nécessaire, le cas échéant, d'établir l'existence d'un lien entre les diverses phases de l'opération. Il a seulement été admis, par mesure de tempérance, et pour tenir compte de la volonté du législateur, que l'application du texte précité serait écartée, en cas de première location d'un local neuf ou d'un local occupé jusqu'alors par le propriétaire lui-même, ainsi qu'en cas de résiliation ou de non-renouvellement du bail d'un local dont le propriétaire veut se réserver la jouissance. Il en est de même, en principe, pour les transferts de droits de jouissance qui résultent d'un apport fait à titre pur et simple à une société à l'occasion de sa constitution, de l'augmentation de son capital, d'une fusion ou d'une opération assimilée. Il n'en demeure pas moins que l'article 2 de la loi du 15 mars 1963 peut être invoqué par l'administration toutes les fois qu'à la suite de la résiliation, du non-renouvellement ou de la cessation d'un bail pour un motif quelconque, un nouveau bail est concédé au profit d'un tiers, que les

deux opérations soient simultanées ou qu'elles soient séparées par un délai, comme c'est le cas dans l'espèce visée par l'honorable parlementaire, la durée de ce délai ne pouvant, de son côté, que rester sans influence sur l'exigibilité de l'impôt.

11403. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le ministère de la santé publique ignore ou condamne les activités des guérisseurs, également appelés « magnétiseurs », mais que, dans le même temps, son ministère impose ces professionnels pour les mêmes activités. Il lui demande ce qu'il pense de cette anomalie et comment il entend procéder à l'arbitrage qui semble nécessaire en la circonstance entre ces deux ministères. (Question du 29 octobre 1964.)

Réponse. — Le fait que les activités exercées par les guérisseurs ou magnétiseurs visés par l'honorable parlementaire seraient contraires à la législation sur la santé publique reste sans influence sur leur caractère lucratif, et c'est dès lors à bon droit que les intéressés sont passibles, à raison de ces activités, des impôts de droit commun.

11552. — **M. Labiguerie**, constatant que le nombre de touristes étrangers pour la saison d'été 1964 n'a pas répondu aux prévisions officielles, demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il envisage de rétablir en leur faveur les bons d'essence à tarif réduit pour l'année 1965. Il lui suggère de prévoir une disposition en ce sens dans le projet de loi de finances rectificative (collectif) dont le dépôt a été annoncé par le Gouvernement au cours de la présente session, ainsi que toute autre disposition de nature à alléger les charges qui pèsent sur l'hôtellerie française. (Question du 9 novembre 1964.)

Réponse. — Divers avantages fiscaux ont été consentis aux hôteliers en vue d'encourager leurs efforts d'adaptation. Ainsi le versement forfaitaire à la charge de l'employeur est calculé, non pas sur la rémunération totale des salariés rémunérés au pourboire, mais seulement sur la base, généralement très inférieure, du salaire minimum qui leur est garanti. En ce qui concerne les impôts sur le revenu, les entreprises hôtelières bénéficient de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 1960, du régime de l'amortissement dégressif institué par l'article 37 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 pour les biens d'équipement meubles ou immeubles dont la durée normale d'utilisation n'est pas inférieure à trois années. D'autre part, les entreprises hôtelières de tourisme, qui répondent aux normes prévues par la loi du 4 avril 1962, bénéficient du remboursement, au taux forfaitaire de 10 p. 100, des taxes sur le chiffre d'affaires ayant grevé les dépenses de construction, d'agrandissement, d'aménagement et de modernisation effectuées dans leurs établissements et, pour l'assiette des impôts sur le revenu, sont autorisées, conformément à l'article 42 septies du code général des impôts, à étaler sur les différents exercices en cours les sommes ainsi reversées. Ces diverses dispositions paraissent de nature à favoriser, comme le souhaite l'honorable parlementaire, la modernisation de l'hôtellerie. Au reste, la situation de l'industrie hôtelière fera l'objet d'un examen particulier à l'occasion de l'élaboration de la réforme d'ensemble des taxes sur le chiffre d'affaires. En ce qui concerne le régime des chèques essence qui permettrait aux touristes étrangers d'obtenir pendant leur séjour en France une quantité limitée d'essence partiellement détaxée, il y a lieu de préciser que les motifs d'ordre financier qui avaient conduit à l'institution de cette détaxe ont aujourd'hui perdu de leur valeur. Au surplus, l'avantage qui résultait en dernier lieu de ce régime, pour une famille de touristes étrangers venant visiter notre pays, s'élevait au maximum à 100 francs par véhicule et par an. Cet avantage ne saurait être considéré comme déterminant pour favoriser le développement du tourisme. Il ne paraît donc pas souhaitable de revenir sur les dispositions de l'arrêté du 2 octobre 1963 qui a supprimé le système des chèques essence.

11599. — **M. Catroux** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société anonyme exerçant une profession commerciale a réalisé, au cours de l'exercice 1962, des plus-values provenant de la cession de son actif immobilisé. Le 28 août 1963, elle a fait le remploi de ces plus-values en acquisition d'actions d'une société anonyme immobilière de copropriété de la loi du 28 juin 1938, fonctionnant depuis 1959, et qui était passible de l'impôt sur les sociétés. Le pourcentage de la participation acquise dans le capital de cette société immobilière est inférieur à 20 p. 100. Il lui demande si les acquisitions effectuées le 28 août 1963 par cette société anonyme immobilière, qui rentre dans la catégorie des sociétés visées à l'article 30-1 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, peuvent être considérées comme un remploi valable, au regard de l'article 40 du code général des impôts, des plus-values réalisées au

cours de l'exercice 1962. Il lui signale que l'exercice de la société qui a réalisé les plus-values coïncide avec l'année civile et que son dernier exercice a été clos le 31 décembre 1963. (Question du 13 novembre 1964.)

Réponse. — L'acquisition d'actions visée dans la question constitue un réinvestissement valable au sens de l'article 40 du code général des impôts si la société immobilière émettrice de ces actions remplissait antérieurement au 28 août 1963 toutes les conditions prévues à l'article 30-I de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 et si, d'autre part, cette date du 28 août 1963 se trouve incluse dans le premier exercice arrêté par la société en cause postérieurement au 1^{er} septembre 1963, date d'entrée en vigueur dudit article 30-I.

12155. — M. René Pieven demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est exact qu'en vertu d'instructions émanant de ses services, les bases d'imposition appliquées aux campings, au titre de la contribution foncière et de la patente, sont déterminées de façon identique dans toute la France, c'est-à-dire sans tenir compte des différences climatiques qui font que, dans certaines régions de France, les campings sont fréquentés durant quatre mois de l'année, alors que, dans d'autres, l'activité est limitée à six ou huit semaines par année. Il lui demande s'il n'estimerait pas équitable que, dans la détermination des bases d'imposition, il soit tenu compte de la durée d'ouverture des campings, qui résulte des conditions climatiques. (Question du 16 décembre 1964.)

Réponse. — Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les terrains de camping sont imposables, suivant la nature de leurs aménagements et le caractère de leur exploitation, soit à la contribution foncière des propriétés non bâties, soit à la contribution foncière des propriétés bâties. La valeur locative des emplacements de camping imposables à la contribution foncière des propriétés non bâties est proportionnée à l'importance de l'équipement de ces terrains sans pouvoir dépasser le double du tarif assigné aux meilleurs prés ou terres labourables de la commune. Cette évaluation forfaitaire est modérée. En ce qui concerne les terrains de camping passibles de la contribution foncière des propriétés bâties, la valeur locative est déterminée pour chaque terrain par comparaison avec celle des hôtels saisonniers de troisième ordre de la commune ou, à défaut, des communes avoisinantes, et en faisant en outre l'application d'abattements destinés à tenir compte, d'une part, de l'influence des conditions climatiques et de la durée de la saison touristique, d'autre part, de situations particulières propres à influencer sur cette valeur locative (mauvais emplacement du camp, cadre peu attrayant, etc.). Pour le calcul de la contribution des patentes — laquelle ne porte pratiquement que sur les terrains de camping soumis à la contribution foncière des propriétés bâties — on retient comme base du droit proportionnel la valeur locative cadastrale déterminée comme il est dit ci-dessus, majorée des deux tiers, cette majoration étant destinée à tenir compte de l'augmentation des loyers intervenue entre la date de référence prévue pour la dernière révision des évaluations des propriétés bâties et celle du 31 décembre 1947. Par ailleurs les exploitants de terrain de camping sont admis à bénéficier, le cas échéant, des dispositions de l'article 1462 du code général des impôts qui prévoient que lorsqu'une profession est exercée de façon saisonnière le droit fixe est réduit de moitié si la période d'exercice de la profession ne dépasse pas six mois. Les conditions dans lesquelles les terrains de camping sont soumis tant à la contribution foncière qu'à la contribution des patentes répondent donc pleinement aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

12172. — M. Billotte rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu du paragraphe 3 de l'article 22 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 portant réforme du contentieux fiscal et divers aménagements fiscaux, sont exclus du champ d'application de la taxe complémentaire, instituée par le même article de la même loi, les revenus appartenant à la catégorie des bénéfices des professions non commerciales et provenant de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire au service des contributions directes par la partie versante. Il s'agit notamment, aux termes de l'article 1994 du code général des impôts, des revenus des médecins, dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux qui font l'objet, de la part des caisses de sécurité sociale, d'un relevé récapitulatif. Il lui demande quels obstacles s'opposent à l'extension des dispositions de l'article 1994 du code aux laboratoires qui, bien qu'ils rendent des services d'une nature très voisine de ceux fournis par les actuels bénéficiaires de l'article susvisé, sont à l'heure actuelle soumis à la taxe complémentaire. (Question du 16 décembre 1964.)

Réponse. — Conformément aux dispositions expresses de l'article 204 bis 1-4° du code général des impôts — issues de l'article 22 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 rappelé par l'honorable par-

lementaire — les produits et revenus appartenant à la catégorie des bénéfices des professions non commerciales au sens de l'article 92 du même code ne sont exclus du champ d'application de la taxe complémentaire que s'ils proviennent de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire en vertu des articles 240, 241 et 1994 dudit code. Or, il résulte des dispositions de ce dernier article que les caisses de sécurité sociale et les organismes assimilés visés audit article ne sont pas tenus d'établir le relevé des actes effectués par les laboratoires d'analyses médicales. D'autre part, les exploitants de ces laboratoires ne sont pas soumis à l'obligation — imposée aux médecins, dentistes et sages-femmes par le dernier alinéa du même article — d'indiquer sur les feuilles de maladie ou de soins le montant des honoraires qui leur sont versés par les assurés. Il n'est donc pas possible, en l'état actuel des textes qui régissent la matière, d'exonérer les intéressés de la taxe complémentaire, sauf en ce qui concerne les bénéfices provenant de sommes versées par un établissement hospitalier, une clinique et, d'une façon plus générale, par toute personne, physique ou morale, tenue de produire la déclaration prévue à l'article 240 du code général susvisé et à la condition, bien entendu, que ces sommes aient réellement figuré sur ladite déclaration. Toutefois, il est actuellement procédé à des échanges de vues entre l'administration fiscale et les services du département du travail en vue de pallier les inconvénients de cette situation dans le cas où le laboratoire d'analyses est dirigé par un médecin.

12176. — M. Catry rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que lorsqu'un industriel soumis à la taxe sur la valeur ajoutée revend, en cours d'utilisation, un bien d'exploitation ayant donné lieu à déduction, le cédant doit : 1° réintégrer la taxe déduite lors de l'acquisition, atténuée d'un cinquième par année ou fraction d'année écoulée depuis la date d'acquisition ; 2° remettre à l'acquéreur une attestation mentionnant le montant de la taxe ayant grevé le bien lors de son acquisition, atténuée d'un cinquième par année ou fraction d'année écoulée ; ce montant est déductible chez l'acquéreur dans les conditions ordinaires, et notamment après application de son propre pourcentage de déduction. Il lui expose le cas suivant : un industriel fait apport pur et simple à une société à responsabilité limitée d'un matériel acquis depuis moins de cinq ans. En vertu d'une convention entre l'apporteur et la société, cette dernière s'est engagée à rembourser le montant de la taxe que l'apporteur a dû reverser au Trésor en application du principe susénoncé. Il lui demande si l'administration de l'enregistrement est bien fondée à réclamer le droit de mutation à titre onéreux sur le montant de cette somme, au motif qu'il s'agit d'une dette personnelle à l'apporteur prise en charge par la société. La société fait remarquer, en effet, que le montant de cette taxe lui sera remboursé par le Trésor, au vu de l'attestation, sous forme de déduction sur les taxes dont elle se trouvera redevable à raison de ses propres opérations. Il s'agirait en l'espèce d'une opération blanche. (Question du 17 décembre 1964.)

Réponse. — Il ne pourrait être utilement répondu à la question posée par l'honorable parlementaire que si, par l'indication de la dénomination et du siège de la société en cause, l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête sur le cas d'espèce. Néanmoins, il peut d'ores et déjà être signalé que le reversement prévu à l'article 69 D de l'annexe III au code général des impôts en cas de transfert d'un bien et afférent à la taxe sur la valeur ajoutée déduite au titre de ce bien incombe à l'auteur du transfert, le droit à déduction dont bénéficie l'acquéreur étant la contrepartie de ce reversement.

12196. — M. Sellenave rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation des porteurs de l'emprunt 3,5 p. 100 1952-1958, tranche algérienne, qui sont, depuis plus de dix-huit mois, victimes de la non-cotation en Bourse et du non-paiement de cette valeur. Persuadé qu'il serait vain d'escompter une application des accords d'Evian, l'Etat algérien assume la charge de l'amortissement de cet emprunt, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les engagements pris à l'égard de ces créanciers soient honorés par l'Etat français, qui les a contractés en 1952 et en 1958. (Question du 17 décembre 1964.)

Réponse. — L'emprunt 3,5 p. 100 1952-1958, comme tous les autres emprunts de l'ancien gouvernement général de l'Algérie, a été émis sous la signature de la collectivité algérienne et a, en conséquence, été pris en charge par la République algérienne en application des accords d'Evian (art. 18 de la déclaration de principes du 19 mars 1962 relative à la coopération économique et financière). Cette prise en charge n'a entraîné aucune modification des conditions de garantie du capital, ni des modalités d'amortissement. Les retards qui sont constatés dans le règlement de certaines échéances d'emprunts algériens résultent de l'insuffisance des provisions dont dispose l'éta-

blissement bancaire chargé par les autorités algériennes de centraliser le service des emprunts de l'Algérie en France. Chaque fois que de tels retards ont été constatés, des démarches ont été effectuées, en vue d'y mettre fin, auprès des autorités algériennes. L'expérience néanmoins ayant montré combien reste irrégulier dans le cadre de cette procédure le service des emprunts en intérêts comme en capital, de nouvelles conversations ont été engagées avec le Gouvernement algérien en vue de mettre en œuvre une procédure différente, de nature à permettre la reprise, aux échéances prévues, du service régulier de l'emprunt.

12254. — M. Cerneau rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques la réponse donnée le 12 septembre 1964 à sa question écrite n° 9354 en date du 28 mai 1964, concernant l'unification du taux du creux de route pour les rhums contingentés expédiés des Antilles et de la Réunion vers la métropole. Il appelle son attention sur la nécessité d'une rapide publication du décret modifiant le régime actuel, en raison du prochain déblocage des tranches de la campagne rhumière 1964-1965. Il lui demande quand paraîtra ce décret. (Question du 18 décembre 1964.)

Réponse. — La mesure visée par l'honorable parlementaire a fait l'objet du décret n° 65-223 du 25 mars 1965, publié au Journal officiel du 28 mars 1965, page 2443.

12359. — M. Lucien Richard appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'ordonnance n° 60-907 du 30 août 1960 relative à la suppression du privilège des bouilleurs de cru à leurs descendants. L'article 4 prévoyait que des décrets fixeraient les conditions d'octroi, dans les limites des crédits ouverts, des prêts aux récoltants et aux distillateurs ambulants, en vue de la fabrication, à partir des fruits, de produits non alcoolisés destinés à l'alimentation humaine ou animale. Il lui demande à quelle date doivent paraître ces décrets. (Question du 9 janvier 1965.)

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire a trouvé sa solution dans le cadre plus général de la réforme qui a été récemment apportée au régime des aides aux industries agricoles et alimentaires. En effet, l'évolution particulièrement rapide, aussi bien sur le plan technique que sur le plan économique, des industries de transformation des produits agricoles et alimentaires a conduit les pouvoirs publics à s'engager dans une politique d'incitation en faveur des entreprises de ce secteur. Cette politique s'est traduite par l'institution de primes à l'investissement dont peuvent bénéficier toutes les entreprises, qu'elles revêtent ou non la forme coopérative, dans la mesure où leurs programmes correspondent à la politique jugée souhaitable par le Gouvernement. L'étendue du champ d'application de ces aides, qui peuvent notamment s'appliquer aux programmes d'investissement ayant pour objet le traitement des fruits en vue de leur transformation en jus de fruits, et leur caractère particulièrement avantageux, a rendu inutiles les mesures spécifiques qui avaient été envisagées à une époque où n'existait pas ce régime général d'aide aux industries agricoles et alimentaires, en vue de régler des problèmes particuliers, tels que ceux relatifs à la reconversion des bouilleurs de cru. Bien entendu l'aide ainsi accordée ne saurait aboutir à la constitution d'unités marginales à la rentabilité mal assurée, mais devrait au contraire tendre à la création d'entreprises compétitives, à la fois sur le plan national et dans le cadre du Marché commun, de façon à offrir aux producteurs de fruits un débouché assurant dans les meilleures conditions la valorisation de leur production.

12386. — M. Schloesing demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quand paraîtra l'arrêté prévu au troisième alinéa du paragraphe I de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, et quelles mesures il compte prendre pour que le retard dans la parution de cet arrêté ne soit pas préjudiciable aux intéressés, puisque ce retard les prive d'une possibilité de rempli prévue par la loi. (Question du 9 janvier 1965.)

Réponse. — L'arrêté visé par l'honorable parlementaire a été publié au Journal officiel du 7 avril 1965. De ce fait, les entreprises disposent d'un délai raisonnable pour procéder, dans les conditions fixées par ce texte, au rempli des plus-values qu'elles ont réalisées depuis l'entrée en vigueur de l'article 28-I de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 et qui répondent aux prévisions de cet article. Par suite, et sans qu'il y ait lieu d'envisager l'adoption de mesures particulières, ces entreprises ne subiront aucun préjudice tenant à la date de publication de l'arrêté dont il s'agit.

12458. — M. Davlaud expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant : M. X... a constitué en dot à titre personnel et par contrat de mariage à son fils, le 15 mars 1951, la moitié indivise d'une propriété rurale, dont il se réserve l'autre moitié. Cet immeuble est évalué dans le contrat à 250.000 anciens francs. Le 14 novembre 1964, M. X... et son épouse font donation par préciput et hors part avec dispense de rapport en nature à leur même enfant de l'autre moitié de la propriété ainsi que du cheptel mort et vif et meubles meublants, à savoir : 15.000 francs pour les immeubles, 6.100 francs pour le cheptel agricole et 550 francs pour les meubles meublants, soit ensemble 21.650 francs. Il est précisé dans l'acte que le rapport des biens présentement donnés se fera en moins prenant et pour la valeur fixée au contrat, soit 21.650 francs. Le même jour (14 novembre 1964) et par acte distinct, les époux X... font donation-partage à leur fils et à des petits-enfants venant en représentation de leur second enfant, décédé le 15 mars 1960, des biens ayant fait l'objet des deux libéralités précédentes. Ce partage d'ascendant comprend uniquement : 1° le rapport en moins prenant effectué par le fils, des biens donnés le 15 mars 1951, mais pour la valeur conventionnelle fixée dans l'acte par les parties à 8.350 francs ; 2° le rapport en moins prenant de la donation préciputaire du 14 novembre 1964 pour 21.650 francs ; total de la masse 30.000 francs, dont la moitié revenant au fils et l'autre moitié aux petits-enfants indivisément, 15.000 francs. Les donateurs décident d'attribuer à leur fils, à titre préciputaire, un tiers de la masse et à titre de réserve l'autre tiers, par imputation sur ses rapports, soit : 20.000 francs ; les petits-enfants recueillent le surplus par imputation sur les rapports de leur oncle, soit : 10.000 francs. Pour désintéresser ces derniers, le fils avantage leur verse une somme de 10.000 francs correspondant à leurs droits, provenant de ses deniers personnels suivant emprunt effectué auprès du crédit agricole, donc en dehors de la masse. Il lui demande : 1° quels droits d'enregistrement seraient exigibles sur cette donation-partage, qui présente la particularité de comprendre uniquement des rapports effectués par un seul enfant qui conserve malgré les apparences l'intégralité en nature des biens donnés et désintéresse les autres descendants en espèces, observation faite qu'il a été jugé que, lorsque le donataire à titre de préciput de la quotité disponible reçoit tous les biens donnés à charge de payer des sommes d'argent aux autres donataires, le droit de soufte est dû sur l'intégralité de ces sommes (Quimper, 15 juillet 1914, R. C. 6171) ; 2° si, dans l'éventualité où le caractère de partage avec soufte, ou de licitation, du contrat serait retenu, le bénéfice de l'article 710 du code général des impôts pourrait être sollicité, toutes autres conditions étant supposées remplies ; 3° si, dans la même éventualité, mais au cas où l'article 710 pourrait s'appliquer, le rapport à la masse par le fils de M. X... de la somme de 10.000 francs qu'il doit à ses neveux pour les désintéresser de leurs droits, puis l'attribution de cette somme dans le lot de ceux-ci, permettrait d'échapper au droit de mutation à titre onéreux éventuellement exigible sur ces 10.000 francs. (Question du 16 janvier 1965.)

Réponse. — Compte tenu de la complexité des conventions intervenues entre les intéressés, il ne pourrait être pris parti sur les questions posées par l'honorable parlementaire que si l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête. A cet effet, il serait nécessaire de connaître les noms et prénoms des parties, ainsi que les nom et résidence du notaire qui a reçu la donation-partage du 14 novembre 1964.

12604. — M. Cousté expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société de capitaux, qui cède un élément de son actif immobilisé, est imposable à l'impôt sur les sociétés, à raison de la plus-value dégagée par cette cession (cette plus-value étant formée par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable de l'élément cédé). Toutefois, elle peut bénéficier de l'exonération, sous condition de rempli, prévue par l'article 40 du code général des impôts. Aux termes de l'article 5 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963, les sociétés qui allèvent un terrain à bâtir (ou un immeuble assimilé au sens de l'article 3, I, de la loi) ne sont admises à ce bénéfice, à défaut d'agrément particulier, que si le réinvestissement est fait en éléments définis par décret. Le décret n° 64-443 du 21 mai 1964 a prévu, dans son article 1^{er}, 4^e, que le réinvestissement pouvait notamment être fait en « immeubles acquis ou construits par les sociétés dont l'activité principale est de donner en location ou d'affecter à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social ou culturel des immeubles qui, eu égard à leur nature, à la spécialisation de leur construction, à leur aménagement sont spécialement adaptés à la réalisation de l'objet de ces organismes ». La question se pose donc de savoir si les dispositions du décret du 21 mai 1964 visent également les organismes ayant une activité sportive. Il serait souhaitable de le préciser en déclarant que le rempli peut être effectué en immeubles acquis ou construits par des sociétés dont l'activité principale est de donner lesdits immeu-

bles en location ou de les affecter à des organismes ayant un but sportif. En raison de l'extension croissante des agglomérations urbaines, de nombreuses sociétés, ayant l'un des buts relatifs ci-dessus, sont dans l'obligation d'aliéner (volontairement ou non) leur actif immobilier et de transférer le lieu de leurs activités en dehors de ces agglomérations. Or, si le réinvestissement est fait au moyen de l'acquisition d'immeubles, la société acquéreur devra acquitter les droits de mutation au taux de 16 p. 100. Il paraît donc opportun de prévoir que le remploi par une société ayant pour objet principal de donner ses immeubles en location, ou de les affecter à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social, culturel ou sportif, peut être effectué en l'acquisition de parts sociales ou d'actions de société dont l'actif est composé à raison de 75 p. 100 au moins de sa valeur par des terrains ou immeubles spécialement adaptés à cet objet (acquisition assujettie au droit de 4,20 p. 100). Il pourrait être stipulé que les parts ou actions devraient demeurer dans le portefeuille de la société acquéreur pendant un certain délai, qui pourrait être de dix ans, à compter du jour de leur acquisition. Il lui demande de préciser son point de vue sur le problème ainsi exposé. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que les dispositions de l'article 1^{er}, 4^o, du décret n° 64-443 du 21 mai 1964 sont applicables aux sociétés dont l'activité principale est de donner en location ou d'affecter à des organismes ayant un but sportif des immeubles de la nature de ceux définis à cet article, à condition que le caractère social et éducatif desdits organismes puisse être regardé comme prédominant. Mais seules les acquisitions ou constructions d'immeubles effectuées directement par les sociétés visées ci-dessus peuvent être considérées comme constituant un réinvestissement valable au sens du décret n° 64-443 du 21 mai 1964, à l'exclusion, par suite, des acquisitions d'actions ou de parts sociales d'une tierce société, quand bien même l'actif de cette dernière serait constitué par des immeubles définis à l'article 1^{er}, 4^o, de ce décret. Toutefois, pour l'application de ce principe, il convient de considérer comme faites directement les acquisitions d'immeubles effectuées sous forme de souscriptions ou d'acquisitions d'actions ou parts de sociétés entrant dans le champ d'application de l'article 30-1 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1933, ainsi que les acquisitions ou les constructions d'immeubles réalisées par l'intermédiaire de telles sociétés.

12732. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le système de notation des employés du ministère des finances. Celle-ci se fait en fonction d'un contingent de points par cadre. Il en résulte que dans les départements à faible densité de population, où il y a peu d'employés de tel ou tel cadre, la répercussion de ce système ne permet aucune élasticité. Il n'est plus possible de noter à leur juste valeur les agents et il est évident que dans le cadre B, par exemple, dans des régions comme Paris, les agents de ces cadres peuvent avoir, à valeur égale, de meilleures notes que ceux de province. Il lui demande ce qui pourrait être envisagé pour pallier cet état de fait. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Il est exact qu'au moins dans un service du ministère des finances — la direction générale des impôts — auquel semble se référer l'honorable parlementaire, la péréquation des notations des agents, prévue dans le principe par le statut général des fonctionnaires, s'opère par le procédé des « contingents de points » attribués aux agents des différents grades, dans le cadre régional ; chaque contingent est lui-même égal au produit d'une moyenne de référence par l'effectif total des agents notés. Toutefois, ce système a été aménagé de telle sorte que la loi des grands nombres puisse jouer correctement et que les agents n'aient pas à souffrir de l'application, en ce domaine, de règles arithmétiques excessivement rigides. C'est ainsi, tout d'abord, qu'ont été exclues de ce régime les catégories de personnels à effectif trop restreint : directeurs départementaux, inspecteurs principaux, comptables supérieurs et conservateurs des hypothèques. D'autre part les « contingents de points » sont attribués, non au titre de chaque département, mais de circonscriptions régionales dont le ressort territorial étendu permet de rassembler des effectifs suffisamment importants, y compris en catégorie B. En outre, selon la même préoccupation, le système de notation a été conçu de telle sorte que, pour la confrontation des notes, tous les agents d'un même grade soient réunis sur une liste de mérite unique, sur le plan départemental ou régional, quel que soit le service spécialisé auquel ils sont affectés (contributions directes, contributions indirectes, enregistrement, hypothèques, recettes locales des impôts, services mixtes ou fusionnés). Ces dispositions permettent, d'une manière générale, de graduer convenablement la notation en fonction de la valeur des agents, tout en réalisant une péréquation satisfaisante des notes, sur le plan régional et national, sans que, a priori, les agents d'une catégorie ou d'une région particulière risquent d'être lésés. Au

surplus, ledit système n'est nullement figé : des corrections annuelles peuvent être apportées aux « contingents de points » attribués, notamment pour tenir compte des mutations intervenues. Enfin il y a lieu de rappeler par ailleurs que, dans le cas où un agent n'estime pas justifiée sa notation définitive, après péréquation, il lui est loisible, indépendamment des voies de recours contentieuses qui lui sont ouvertes, d'en faire appel devant la commission administrative paritaire compétente.

12754. — M. Tomassini attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur certaines dispositions tendant à limiter la spéculation sur les terrains à bâtir. L'une d'elles fait l'objet de l'article 22 de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962, qui modifie l'article 21 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 en précisant que les biens faisant l'objet d'une expropriation « sont estimés d'après la valeur qu'ils ont acquise en raison de leurs possibilités, dûment justifiées, d'utilisation immédiate ou an avant l'ouverture de l'enquête prévue à l'article 1^{er} ». Cette disposition est tempérée par un alinéa suivant qui prévoit que « cette valeur est révisée, compte tenu des variations du coût de la construction constatées par l'institut national de la statistique, entre la date de référence et celle du jugement fixant les indemnités ». L'intention du législateur, lorsqu'il adopta ces mesures, était sans équivoque ; il souhaitait que des spéculateurs éventuels ne bénéficient point d'une hausse de la valeur des terrains à exproprier pouvant intervenir dès le moment où circulaient des bruits relatifs à une opération d'urbanisme, par exemple, envisagée par une collectivité publique expropriatrice. Ce souci explique la précaution prise de fixer l'estimation des biens à la valeur qu'ils possédaient un an avant l'ouverture de l'enquête d'expropriation. En fait, il arrive fréquemment que cette mesure lèse gravement les propriétaires expropriés (malgré la révision ci-dessus rappelée), car la chambre de l'expropriation, prévue à l'article 12 nouveau de l'ordonnance du 23 octobre 1958, est obligée de tenir compte d'une estimation antérieure d'un an à l'ouverture de l'enquête, estimation souvent différente de la valeur qu'ont réellement acquise, même sans raison spéculative, les terrains en cause au moment où l'estimation est faite. Par ailleurs, l'application draconienne des dispositions prévues par l'article 3 de la loi de finances pour 1964 (n° 63-1241 du 19 décembre 1963) est un motif supplémentaire pour les propriétaires expropriés de subir un préjudice parfois considérable. Lui rappelant que le législateur, en adoptant les deux textes précités, s'il avait voulu supprimer la hausse spéculative sur les terrains, avait également entendu protéger les intérêts légitimes des propriétaires, il lui demande s'il compte mettre à l'étude des dispositions tendant à modifier ces textes en leur donnant plus de souplesse, de façon à ce qu'ils fassent disparaître les préjudices incontestables que subissent les propriétaires expropriés. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — 1^o En ce qui concerne l'application de l'article 21 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, l'honorable parlementaire est prié de bien vouloir se reporter à la réponse donnée par le ministre de la construction à sa question n° 12718 posée dans les mêmes termes (Journal officiel, Débats parlementaires, Assemblée nationale du 6 mars 1965, p. 388, n° 12718) ; 2^o les dispositions de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 visent la taxation de toutes les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de terrains non bâtis ou de biens assimilés sans qu'il y ait lieu de prendre en considération le caractère spéculatif ou non de l'opération. Il n'est pas possible, dès lors, d'envisager l'adoption d'une mesure de la nature de celle visée dans la question. Il est précisé toutefois que dans le cas d'expropriation, d'une part, les indemnités allouées en représentation des frais à exposer par l'exproprié pour se rétablir — et notamment l'indemnité de remploi — qui sont utilisées conformément à leur objet, ne sont pas retenues dans les bases de calcul de la plus-value imposable et, d'autre part, qu'une réduction de 10 p. 100 est appliquée pour déterminer le montant taxable de cette dernière. Ces mesures répondent, au moins en partie, aux préoccupations de l'honorable parlementaire.

12870. — M. Kasperoff expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le droit proportionnel de patente est calculé au 1/60 sur les locaux et Installations Industriels, et au 1/30 sur l'outillage. Il lui demande quel taux il convient d'appliquer à l'outillage fixe. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Dans le cas envisagé par l'honorable parlementaire — qui est celui où le droit proportionnel de patente comporte deux taux, l'un du 1/30 pour l'outillage, l'autre du 1/60 pour les

locaux et autres installations — l'outillage fixe est taxé d'après le taux du 1/30. Au sens du tarif des patentes, en effet, le terme « outillage » désigne tout outillage, qu'il soit fixe ou mobile, l'expression « locaux et autres installations » servant à désigner toutes les installations autres que l'outillage.

12876. — M. Fourvel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'exonération des droits de soultte et de retour dans les partages comportant attribution à un seul copartageant d'une exploitation agricole unique, prévue à l'article 710 du code général des impôts, ne joue, à concurrence de 50.000 francs, que si l'attributaire met personnellement en valeur l'exploitation pendant au moins cinq ans. Il lui demande si pour des raisons d'équité évidentes, il n'entend pas maintenir le bénéfice de l'exonération lorsque la cessation de la mise en valeur personnelle par l'attributaire ou la vente de l'exploitation intervient avant l'expiration de ce délai de cinq ans, par suite d'une invalidité reconnue à 80 p. 100 de l'attributaire. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — La cessation personnelle de la culture par l'attributaire avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'attribution ou la vente, réalisée dans le même délai, de la totalité de l'exploitation ou d'une fraction excédant le quart de la valeur de celle-ci au moment du partage, entraîne, en principe et quelle qu'en soit la cause, la déchéance du bénéfice de l'exonération des droits de soultte prévue au paragraphe 1 de l'article 710 du code général des impôts. Toutefois, l'administration ne se refuserait pas à un examen bienveillant des circonstances particulières de l'affaire évoquée par l'honorable parlementaire, si, par l'indication des nom et prénoms des parties, de la date de l'acte de partage et du nom et de la résidence du notaire qui l'a reçu, il lui était possible de faire procéder à une enquête.

12888. — M. Xavier Deniau attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur une situation particulière qui ne lui paraît pas prévue par l'article 784 du code général des impôts. Il s'agit d'un enfant né en 1958 de père et de mère non déclarés, recueilli à sa naissance par la sage-femme, célibataire majeure qui l'a adopté par acte de la même année, homologué par jugement du début de l'année 1959. L'adoptante a donné à cet enfant des secours et des soins ininterrompus, mais, hospitalisée en 1960, elle a dû confier sa garde à une personne habitant la même ville. Par testament authentique de 1960 l'adoptante a institué l'enfant son légataire universel. Atteinte d'une maladie incurable, elle est décédée en février 1961. L'administration de l'enregistrement, consultée à propos de cette situation, laisse prévoir qu'elle demandera le paiement des droits de mutation par décès suivant le tarif en vigueur entre personnes non parentes, la situation exposée ne correspondant pas exactement à l'une de celles prévues parmi les sept exceptions figurant à l'article 784 du code général des impôts. Il lui demande si le cas exposé ne peut entrer dans le cadre : 1° soit de l'exception prévue au 3° de cet article en faveur d'adoptés qui, dans leur minorité, et pendant six années au moins, auront reçu de l'adoptante des secours et des soins non interrompus. L'adoptante n'est occupée de l'enfant depuis sa naissance, mais n'a pu le faire pendant la durée de six années du fait de son décès ; 2° soit de l'exception prévue au 5° de l'article 784 en faveur d'adoptés, dont les liens de parenté avec la famille naturelle ont été déclarés rompus par le tribunal saisi de la requête d'adoption en exécution de l'article 354 du code civil. L'enfant né de père et mère non déclarés n'ayant de ce fait aucune famille naturelle, le tribunal ne pouvait déclarer rompus des liens de parenté qui n'existaient pas. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — L'administration, qui a pris pour règle d'appliquer d'une manière libérale les dispositions de l'article 784 du code général des impôts toutes les fois que, comme en l'espèce, tout risque de fraude est exclu, rechercherait volontiers une solution favorable et équitable à la situation exposée par l'honorable parlementaire, s'il lui était possible d'identifier la succession dont il s'agit. A cet effet, il serait nécessaire que les nom, prénoms et domicile de la *de cuius*, ainsi que la date du décès lui soient indiqués.

12893. — M. Chauvet rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les valeurs mobilières acquises en remploi dans les conditions prévues par l'article 40 du code général des impôts doivent avoir pour effet d'assurer à l'exploitant la pleine propriété de 20 p. 100 au moins du capital d'une tierce entreprise, mais que ledit exploitant n'est pas tenu — pour conserver le droit à exonération édictée par ce texte — de maintenir l'importance de cette participation et notamment de souscrire à une augmentation éventuelle de capital. Il lui demande si, dans

l'hypothèse où la participation de l'exploitant dans une tierce entreprise est devenue inférieure à 20 p. 100, la souscription ultérieure à une augmentation de capital pourrait être considérée comme un remploi au sens de l'article 40 du code, même si cette souscription n'avait pas pour effet de porter la participation totale à 20 p. 100. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Dans l'hypothèse envisagée par l'honorable parlementaire, la souscription ultérieure à une augmentation de capital de la tierce entreprise ne pourrait être considérée comme un remploi valable au sens de l'article 40 du code général des impôts que si cette souscription avait pour effet de porter le montant de la participation de l'exploitant à 20 p. 100 au moins du nouveau capital de cette tierce entreprise.

12902. — M. Palmaro expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les plus-values de cession réalisées, en fin d'exploitation, par les contribuables imposés forfaitairement échappent à toute taxation lorsque cette cession a lieu plus de cinq ans après la création ou l'achat du fonds de commerce. Il lui demande si un hôtelier, réunissant ces conditions et cessant toute activité, peut bénéficier de cette exonération pour la plus-value qu'il réalise sur la vente de l'immeuble dont il est propriétaire depuis moins d'un an, étant précisé : 1° que l'immeuble ne comprend, dans son ensemble, que le fonds de commerce, sans autre location ; 2° que ce commerçant, propriétaire depuis 1961 de 50 p. 100 des parts de la société civile propriétaire des murs, a acheté les parts restantes et prononcé la dissolution de ladite société civile immobilière avant sa cessation d'activité. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Il semble, a priori, que la plus-value visée dans la question puisse bénéficier des dispositions de l'article 152-1-a du code général des impôts aux termes duquel les plus-values provenant de la vente du fonds de commerce ou de la cessation des stocks et des éléments de l'actif immobilisé des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales imposées d'après le régime du forfait sont exonérées lorsque la cession ou la cessation de l'entreprise intervient plus de cinq ans après la création ou l'achat de celle-ci. Mais, s'agissant d'une situation d'espèce, il ne pourrait être répondu avec certitude à l'honorable parlementaire que si, par la désignation du contribuable intéressé, l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête sur le cas particulier.

13009. — M. Berger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les laboratoires d'analyses tenus par des docteurs en médecine ventilent leurs revenus entre « Actes médicaux » (en P. C.) et « Frais d'analyse ». La sécurité sociale déclare aux contributions directes le montant des actes en P. C., qui sont exonérés de l'imposition de 6 p. 100 sur les bénéfices, cette taxe étant uniquement appliquée aux bénéfices réalisés sur les analyses. Alors que, lorsqu'il s'agit de laboratoires d'analyses dirigés par un pharmacien, le prix de l'acte (en A. M.) se trouve englobé avec les frais d'analyses, l'imposition de 6 p. 100 sur les bénéfices s'appliquant à l'ensemble. Il semble qu'il y ait là une anomalie. Il lui demande s'il ne pourrait décider que les honoraires des pharmaciens ou aides médicaux pratiquant l'acte en A. M. soient déclarés au même titre que ceux des médecins et qu'ils jouissent, par ce fait même, de l'exonération de 6 p. 100 sur les bénéfices afférents. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — Conformément aux dispositions expresses de l'article 204 bis (1-4°) du code général des impôts, les produits et revenus appartenant à la catégorie des bénéfices des professions non commerciales au sens de l'article 92 du même code ne sont exclus du champ d'application de la taxe complémentaire que s'ils proviennent des sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire en vertu des articles 240, 241 et 1994 dudit code. Or, il résulte des dispositions de ce dernier article que les caisses de sécurité sociale et les organismes assimilés visés audit article ne sont pas tenus d'établir le relevé des actes effectués par les laboratoires d'analyses médicales. D'autre part, les exploitants de ces laboratoires ne sont pas soumis à l'obligation — imposée aux médecins, dentistes et sages-femmes par le dernier alinéa du même article — d'indiquer sur les feuilles de maladie ou de soins le montant des honoraires qui leur sont versés par les assurés. L'administration fiscale procède actuellement à des échanges de vues avec les services du département du travail en vue de pallier les inconvénients de cette situation dans le cas où le laboratoire d'analyse est dirigé par un médecin. Mais il n'est pas possible, en l'état actuel des textes qui régissent la matière, d'exonérer de la taxe complémentaire tous les exploitants de laboratoires d'analyses, sauf en ce qui concerne les bénéfices provenant de sommes versées par

un établissement hospitalier, une clinique et, d'une façon plus générale, par toute personne, physique ou morale, tenue de produire la déclaration prévue à l'article 240 du code général susvisé et à la condition, bien entendu, que ces sommes aient réellement figuré sur ladite déclaration.

13011. — M. Bernard Recher demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si un contribuable exonéré de l'impôt foncier, est susceptible d'être imposé au titre de la taxe sur l'équipement du district de Paris. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire, qu'en vertu de l'article 1609 quinquies du code général des impôts, le montant de la taxe spéciale d'équipement de la région de Paris est réparti entre les personnes assujetties aux contributions foncière, mobilière et des patentes. Pour les constructions nouvelles exonérées de contribution foncière, cette taxe n'est donc susceptible d'être établie que pour la part afférente à la contribution mobilière ou à la contribution des patentes.

13032. — M. Jean Valentin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la législation en vigueur ne permet pas de modifier les bases d'imposition de la contribution foncière des propriétés bâties, dans l'intervalle séparant deux révisions, dès lors qu'aucune dépréciation des immeubles, par suite de circonstances exceptionnelles, ne peut être invoquée. Il lui demande si une erreur d'imposition, du fait d'une évaluation manifestement exagérée, peut être considérée comme une circonstance exceptionnelle. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 1392 du code général des impôts et ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, les circonstances exceptionnelles qui, par dérogation au principe de la fixité des évaluations, sont susceptibles de motiver une réduction de la base d'imposition à la contribution foncière des propriétés bâties, doivent entraîner une diminution durable de la valeur locative de l'immeuble. Le fait qu'une évaluation serait exagérée ne peut donc constituer une circonstance exceptionnelle au sens dudit article dès lors qu'il n'en résulte aucune conséquence de cette nature. Mais l'administration ne manquerait pas d'examiner, avec toute la largeur de vue désirable, les cas particuliers qui pourraient lui être soumis et pour lesquels il apparaîtrait que la base d'imposition retenue est manifestement exagérée.

13136. — M. de La Malène demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager d'accorder à certains retraités modestes la possibilité de déduire, à titre de frais, 10 p. 100 de leurs revenus déclarés. En effet, il est difficile à ces salariés, une fois mis à la retraite, de comprendre pour quelle raison, lorsqu'ils étaient en activité et qu'ils percevaient un traitement plus élevé, ils pouvaient n'en déclarer que 90 p. 100, alors qu'une fois à la retraite, ils sont obligés de déclarer la totalité. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — La déduction forfaitaire de 10 p. 100 prévue à l'article 83 du code général des impôts est destinée à tenir compte de ceux des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi qui restent à la charge du salarié et constituent des dépenses liées à l'acquisition du revenu. Or, les dépenses supportées par les contribuables retraités représentent seulement des dépenses d'ordre personnel qui ne peuvent être admises en déduction du revenu global à raison duquel ils sont passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Par suite, on ne saurait, sans contrevenir aux principes qui régissent la détermination du revenu imposable, envisager l'adoption d'une mesure de la nature de celle souhaitée par l'honorable parlementaire. En tout état de cause, ceux des contribuables dont il s'agit qui se trouveraient réellement hors d'état d'acquitter tout ou partie des cotisations dont ils sont redevables peuvent en demander la remise ou la modération à titre gracieux en s'adressant au directeur départemental des impôts (contributions directes). Les demandes de l'espèce sont examinées avec toute l'attention désirable.

13137. — M. Bignon rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi de finances rectificative pour 1962 n° 62-873 du 31 juillet 1962 a, dans son article 24, étendu le champ d'application de l'amortissement dégressif aux bâtiments industriels des entreprises passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, au titre des bénéfices industriels ou commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, à la condition que ces constructions n'aient

pas une durée normale d'utilisation supérieure à quinze ans et soient achevées postérieurement à la date de publication de ladite loi. Dans une réponse, faite le 1^{er} août 1964, à une question portant le n° 9305, il précisait que : « A défaut de normes de construction, qu'il n'appartient pas à l'administration de définir ne varietur..., seuls les bâtiments de construction plus légers que la normale dans lesquels les matériaux de qualité inférieure, et notamment le bois et la tôle, tiennent une place prédominante, peuvent être admis au bénéfice de l'amortissement dégressif ». Il ne semble pas que cette définition puisse avoir un caractère absolu et définitif, mais qu'elle représente un exemple caractérisant les constructions légères, celles-ci devant avant tout, pour bénéficier d'amortissement dégressif, correspondre à l'utilisation normale de quinze ans. Il lui demande : 1° s'il considère qu'une construction à armature métallique, couverture en éverité, et dont les murs sont constitués par des parpaings ou des briquetages, peut être considérée comme répondant à la définition des constructions légères ; 2° plus généralement, dans le cadre de la relance des investissements absolus nécessaires au développement de l'économie française, s'il n'y aurait pas lieu de revoir et d'étendre le champ d'application de l'amortissement dégressif. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — 1° Question d'espèce à laquelle il ne pourrait être répondu que si, par la désignation de l'entreprise intéressée, l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête sur les circonstances de fait ; 2° sans méconnaître l'intérêt qui s'attache — pour l'économie française — à la relance des investissements, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'élargir le champ d'application de l'amortissement dégressif qui doit demeurer limité aux équipements qui, du fait de l'évolution rapide des techniques et de la conjoncture économique, sont appelés à être fréquemment renouvelés.

13142. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation défavorisée des crédiérentiers mariés sur le plan de la fiscalité. En effet, les rentiers viagers étant imposés (pour 80 p. 100) lorsque le montant de la rente dépasse 10.000 F, il en résulte que, pour des rentiers viagers mariés, le plafond est ramené, en somme, à 5.000 F. L'application de cette mesure défavorisant la famille, il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour remédier à cette iniquité. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — Remarque étant faite que la situation de famille du crédiérentier est prise en considération pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dont il est redevable, il n'apparaît pas, eu égard au montant annuel des arrérages dont bénéficie la généralité des rentiers-viagers, qu'il y ait lieu de modifier le plafond visé par l'honorable parlementaire. En tout état de cause, les nouvelles règles d'imposition des rentes viagères constituées à titre onéreux telles qu'elles résultent de l'article 75 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, reproduit sous l'article 158-6 du code général des impôts, ont pour effet, quelle que soit la situation de famille des intéressés, de diminuer très sensiblement la charge fiscale supportée par les bénéficiaires des revenus de l'espèce.

13144. — M. Chaze expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que son attention a été attirée par les sections locales du parti socialiste S. F. I. O., du parti communiste français et du P. S. U. sur la situation particulièrement grave dans laquelle se trouvent l'agglomération de Bellegarde (Ain) et sa région, tant en ce qui concerne l'emploi que les perspectives locales, d'avenir économique. Bellegarde est avant tout une cité industrielle en même temps qu'une importante gare frontalière. Or, depuis quelques années, une diminution importante de l'activité industrielle se manifeste, tandis que l'ensemble des services des douanes et de la S. N. C. F. est menacé sérieusement. C'est ainsi que depuis 1962 deux usines ont fermé leurs portes : la biscuiterie l'Amandier et les établissements Bouche-Valloton, provoquant le licenciement de 200 salariés environ. Actuellement, la société S. A. D. A. G. (héliogravure) se trouve en difficulté, la fermeture complète étant même envisagée pour le 10 février 1965. Plus encore, 105 licenciements viennent d'être effectués par la filature de la Lorde dont la fermeture risque de ne pouvoir être évitée. Par ailleurs, l'application de l'arrêté du 5 août 1964 relatif à la modification des formalités douanières à l'exportation entraînera une réduction massive des effectifs de la S. N. C. F., des douanes et des agences en douane. Plus de cent salariés seront touchés par cette mesure et devront être déplacés ou perdront leur emploi. Certaines usines, comme les fûts métalliques Gallay, ont dû réduire leurs horaires. Il apparaît donc que c'est tout l'avenir d'une agglomération de 10.000 habitants qui est en jeu.

A l'heure actuelle, près d'un millier de travailleurs, domiciliés à Bellegarde ou dans le canton, exercent un emploi à Genève et sont ainsi dans l'obligation d'effectuer chaque jour un déplacement de 80 kilomètres. Il s'agit là d'un palliatif précaire. Les causes de cette situation se trouvent à la fois dans la politique économique et sociale rétrograde pratiquée par le Gouvernement sous le couvert du plan dit de stabilisation, dans la concentration industrielle et bancaire accélérée depuis 1958 avec l'aide des pouvoirs publics et que les orientations arrêtées pour le V^e plan ne pourront qu'aggraver (les entreprises menacées sont en effet des entreprises anciennes, de moyenne ou petite importance, et qui dépendent des grosses firmes pour leurs fournitures et leurs marchés); dans l'insuffisance notoire des efforts gouvernementaux et locaux pour implanter de nouvelles usines à Bellegarde et assurer ainsi à cette cité sa part normale dans le cadre du développement régional. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, en accord avec les autres départements ministériels intéressés et en consultant les organisations démocratiques et syndicales locales, pour assurer le plein emploi et l'activité économique à Bellegarde, et notamment s'il entend suspendre l'application de l'arrêté du 5 août 1964 relatif aux formalités douanières pour éviter de catastrophiques suppressions d'emplois dans cette gare frontière. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — Les difficultés rencontrées par certaines firmes de Bellegarde n'avaient pas échappé à l'attention du département et dès le 23 novembre dernier l'inspecteur général de l'économie nationale chargé de la région Rhône-Alpes examinait avec le préfet de l'Ain et les dirigeants de la filature de la Lorze les problèmes posés à cette société. La situation financière de cette dernière se trouvait toutefois trop compromise à la suite de l'effort d'équipement réalisé pour reconvertir partiellement la filature de coton en filature de fibres synthétiques et d'une réduction sensible de commandes à compter d'avril 1964, pour qu'il puisse être fait appel aux organismes de crédit dont l'intervention aurait pu être envisagée. Aussi le licenciement de 105 personnes sur un effectif total de 180 ne put-il être évité. L'entreprise fonctionne actuellement au ralenti mais sera conduite à bref délai à la fermeture. D'ores et déjà le département a pris contact avec le centre interministériel d'information chargé de renseigner et d'orienter les industriels désireux de s'éloigner de la région parisienne afin que leur attention soit tout particulièrement appelée sur les possibilités susceptibles d'être offertes à Bellegarde. Par ailleurs a été prévue l'ouverture d'un fonds public de chômage groupant les communes de Bellegarde, Coupy et Arlod en vue de sécuriser les salariés de ces localités dont le reclassement pourrait exiger quelques délais. Quant à la société S. A. D. A. G. (héliogravure, 80 salariés) qui se trouvait également en difficulté et dont l'honorable parlementaire déclarait que la fermeture complète était envisagée pour le 10 février 1965, elle est toujours et restera en activité après modification de sa structure juridique. Un protocole d'accord est en effet intervenu entre la direction et les représentants du personnel le 19 février 1965 qui transforme l'entreprise en coopérative ouvrière de production. En ce qui concerne l'application de l'arrêté du 5 août 1964 relatif à la compétence et aux attributions des bureaux de douane, ce texte constitue un cadre juridique destiné à permettre à la direction générale des douanes de décongester un certain nombre de bureaux frontières souvent encombrés par suite d'installations matérielles insuffisantes, en reportant les opérations de dédouanement auprès des bureaux de douanes intérieurs créés dans les centres de destination ou d'expédition des marchandises. Si l'article 4 de l'arrêté en question a prévu la possibilité d'accorder des dérogations au principe de dédouanement dans les bureaux de douanes intérieurs, il est cependant exclu que ces dérogations portent sur un bureau déterminé, ce qui constituerait un précédent fâcheux. Ces dérogations porteront plutôt sur certaines catégories de marchandises ou certaines conditions de transport particulières. Quoi qu'il en soit, le ministère des finances entend appliquer ces nouvelles mesures avec souplesse de façon à ne pas bouleverser les circuits commerciaux existants et à limiter dans toute la mesure du possible les répercussions d'ordre social redoutées par l'honorable parlementaire. Enfin sans estimer nécessaire d'avoir à justifier une politique de stabilisation de prix il y a lieu de rappeler à l'honorable parlementaire qu'une telle stabilisation paraît encore le moyen le plus évident de préserver le pouvoir d'achat de la population.

13264. — M. Devoust, se référant à la réponse donnée par M. le ministre des travaux publics et des transports à la question écrite n° 9999 (J. O., débats Assemblée nationale, du 6 février 1965, p. 221), demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'a pas l'intention de donner son accord aux propositions qui lui ont été faites tendant à reporter, en faveur des étudiants, la limite d'âge prévue par l'article 8 de la loi du 29 octobre 1921 pour l'octroi de réductions sur les tarifs de la S. N. C. F. aux familles comptant au moins trois enfants de moins de dix-huit ans en raison

des charges exceptionnellement lourdes et prolongées qu'a représentée pour les familles nombreuses l'entretien des enfants poursuivant des études supérieures. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — Toute perte de recette imposée à la S. N. C. F. doit, en vertu de l'article 20 bis de la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la société nationale, lui être remboursée. En conséquence, la mesure évoquée par l'honorable parlementaire entraînerait une augmentallon très sensible de la charge déjà très lourde que représente pour le budget de l'Etat le montant des remboursements effectués au titre de cette convention. Elle ne peut donc être envisagée. Au demeurant, les enfants qui poursuivent leurs études bénéficient déjà par l'intermédiaire des groupements éducatifs et sportifs, de certaines facilités de transports sur le réseau national et le tarif commercial de la S. N. C. F. prévoit, d'autre part, en leur faveur, des abonnements comportant une réduction de 50 p. 100 sur le prix d'un abonnement ordinaire.

13363. — M. Jean Lainé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'une société anonyme, qui comprend des apporteurs d'espèces et un apporteur de terrain à bâtir, et qui se propose de construire un immeuble dont elle vendra les appartements à des acquéreurs. Il lui précise que cette société n'aura pas la transparence fiscale, qu'elle réalisera un bénéfice qu'elle distribuera, puis, après la réalisation de la vente du dernier appartement, qu'elle entrera en dissolution et qu'elle n'aura donc fait qu'une seule opération. Il lui demande, si dans ces conditions, elle peut prétendre obtenir la taxation de ses bénéfices commerciaux au taux de faveur de 15 p. 100, le permis de construire étant obtenu avant le 1^{er} janvier 1966. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle une réponse négative. En effet, l'application du taux réduit de 15 p. 100 prévu à l'article 28-III de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 est strictement limitée aux plus-values qui proviennent d'opérations présentant un caractère accessoire ou occasionnel pour la société cédante. Tel ne serait pas le cas de la société anonyme visée par l'honorable parlementaire, dès lors que la construction d'un immeuble en vue de la revente constituerait son unique objet.

13395. — M. Ansquer demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne pense pas souhaitable de modifier le 6^e alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 25-003 modifiant le complétant l'arrêté n° 24-995 du 13 novembre 1964 relatif aux marges commerciales du poulet de chair. En effet si l'arrêté avait comme objectif très louable d'éviter une hausse des prix du poulet de chair à la consommation, la taxation des marges des détaillants définie au 6^e alinéa de l'arrêté a eu pour effet d'inciter les détaillants à vendre des poulets à un prix inférieur à 4 F et pour conséquence fâcheuse de ne plus proposer aux consommateurs des poulets de qualité. Il semblerait important, par suite des difficultés actuelles rencontrées sur le marché du poulet de chair, de modifier la taxation pour promouvoir la vente des poulets de qualité. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — Il ne semble pas que les dispositions de l'arrêté en cause n° 25-003 du 7 décembre 1964 puissent nuire à la vente de poulets de qualité, puisque aux termes du 4^e alinéa de l'article 1^{er}, le taux limite de marque brute est applicable sans limitation de la marge qui en résulte, en cas de vente en l'état par le détaillant, des poulets de chair dénommés « poulet jaune des Landes », « poulet fermier du Périgord », « poulet fermier du Loué » (Sarthe) auxquels sont attribués les labels de qualité définis par le ministère de l'agriculture. Par ailleurs, l'article 2 de l'arrêté n° 24-995 du 13 novembre 1964 précise que les dispositions de l'article 1^{er} ne sont pas applicables dans le commerce des poulets bénéficiant de l'appellation « Volaille de Bresse » dans les conditions prévues par la loi n° 47-866 du 1^{er} août 1957.

13396. — M. Bérsrd expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants : les personnels du cadre militaire du service des poudres, dépendant du ministère des armées, sont dans la quasi-totalité des cas logés dans des immeubles construits par l'administration des poudres, compte tenu de ce que les poudreries sont généralement implantées dans des endroits isolés, et que les personnels se trouvent, pour des raisons techniques, dans l'obligation de loger à proximité. Lors du vote de la loi du 1^{er} septembre 1948, le montant des loyers demandé à ces personnels a été calculé sur la base des dites surfaces corrigées et prévues par le texte précité, et les faisait bénéficier d'abattements substantiels correspondant à la précarité d'occupation, au danger, à l'éloignement des grands centres, aux diverses obligations imposées aux cadres militaires. Le montant de ces loyers a donc fait l'objet

des hausses semestrielles prévues par cette loi. A compter du 1^{er} janvier 1962, la Société de gestion Immobilière pour les armées, dite Sogima, a pris en charge la gestion des logements domaniaux appartenant au service des armées et a mis en place un système de péréquation destiné à financer la construction de logements neufs, et la création de cette société s'est traduite par une augmentation brutale, 60 p. 100 environ, du montant du loyer, ce qui a créé une première différence de situation entre les personnels visés dans la présente question et les personnels des autres ministères dont le loyer a continué à être soumis au principe strict de la loi du 1^{er} septembre 1948. Par ailleurs, les intéressés ont été soumis, le 1^{er} janvier 1964, à une hausse de loyer de 12,50 p. 100. Par la suite, et dans le courant du mois de décembre 1964, ils ont été avisés qu'une nouvelle hausse de 9 p. 100 serait appliquée audit loyer à partir du 1^{er} janvier 1965, hausse qui était en réalité de 11 p. 100, puisque les baux se sont trouvés soumis à la taxe de 1,40 p. 100 à partir du 1^{er} octobre 1964. Les intéressés sont ainsi amenés à payer un loyer voisin des prestations mensuelles demandées aux citoyens français bénéficiant du système de l'accession à la propriété alors que, compte tenu des mutations nombreuses dont sont l'objet ces personnels, ils n'ont dans la pratique aucune possibilité de bénéficier de ce système d'accession à la propriété. Dans le même temps, les soldes des personnels visés n'ont été augmentés durant l'année 1964 que de 2 p. 100 le 1^{er} avril et de 2 p. 100 le 1^{er} octobre, si bien que le pouvoir d'achat des intéressés s'est ainsi trouvé indiscutablement diminué. Il lui demande : 1^o s'il estime que de telles mesures sont compatibles avec le plan de stabilisation actuellement en vigueur ; 2^o quelles mesures il compte prendre pour que ces augmentations successives ne neutralisent pas, sur le plan du pouvoir d'achat, les augmentations de soldes dont bénéficient périodiquement les intéressés. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — La Société de gestion Immobilière pour les armées (SOGIMA), société d'économie mixte à participation majoritaire de l'Etat, dont la création a été autorisée par le décret n° 61-697 du 30 juin 1961, a essentiellement pour objet, comme l'a demandé le ministère des armées, de fixer, en procédant à leur péréquation, d'une part, les redevances dues pour l'occupation des locaux d'habitation détenus par ce département ministériel, qui lui ont été donnés en gestion par arrêté interministériel du 31 décembre 1961, d'autre part, les loyers mis à la charge des personnels militaires logés dans des immeubles construits dans le cadre des dispositions de l'article 278-3 du code de l'urbanisme et de l'habitation par des organismes divers et plus spécialement par la Compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires (CILOF), locaux dont la SOGIMA assure également la gestion en vertu de conventions particulières. Les loyers dus pour l'occupation de ces derniers logements, établis en fonction de critères de rentabilité, étièrent en effet, très souvent, d'un montant bien supérieur à celui des redevances dues pour l'occupation des logements domaniaux, fixées en application des dispositions de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1948, et il en résultait de constantes difficultés, à l'occasion notamment des fréquents changements de résidence imposés aux personnels militaires, ces agents se trouvant assujettis à des charges de loyer très différentes suivant la situation juridique du local qui leur était attribué. La péréquation ainsi réalisée par la SOGIMA a eu, en conséquence, pour effet de réduire le montant des redevances incombant aux occupants des immeubles CILOF, mais, en contrepartie, elle a augmenté très sensiblement celles à verser par les personnels qui occupaient des immeubles détenus par l'Etat. Cette augmentation a néanmoins été compensée, dans une très large mesure, pour la plupart des intéressés, par une majoration corrélative de l'allocation logement. Elle se trouve, au surplus, actuellement beaucoup atténuée. Les augmentations appliquées depuis lors par la SOGIMA ayant été bien inférieures à celles qui auraient résulté de l'application de la réglementation de 1948. Depuis le 1^{er} janvier 1962, on peut noter en effet que les loyers de la catégorie 3 A, par exemple, ont subi quatre majorations successives et cumulatives de 7,5 p. 100 et une majoration de 3 p. 100, outre celles qui résultent tant des décrets du 1^{er} octobre 1960 relatifs à la révision du coefficient d'entretien des immeubles, non encore appliquées à l'époque en matière de concessions de logement, que des décrets du 27 juin 1964 qui ont majoré plus spécialement l'équivalence superficielle des éléments d'équipement. Il ne saurait au surplus être fait état, à cet égard, du droit au bail de 1,40 p. 100 dont le versement est réclamé, d'une façon absolument générale, à tous les bénéficiaires d'une concession de logement par utilité de service, ainsi qu'à tous les locataires. Les loyers péréqués restent dans ces conditions d'un montant relativement modéré. Ils sont dans l'ensemble nettement inférieurs à ceux que les intéressés auraient à acquitter s'ils devaient se loger par leurs propres moyens, de même d'ailleurs qu'aux charges qui leur incomberaient en cas d'accession à la propriété. Les agents du service des poudres, comme tous les autres personnels militaires qui bénéficient d'un logement de fonctions continuent donc à avoir une situation relativement privilégiée par rapport aux fonctionnaires non logés. Il est précisé enfin que dans la mesure où les redevances

d'occupation des logements militaires sont désormais fixées et révisées directement par la SOGIMA, après accord avec le ministère des armées, et eu égard aux impératifs qui s'imposent à cette société d'économie mixte en vue d'assurer son équilibre financier, il n'a pas été possible de leur appliquer les dispositions du décret n° 64-1353 du 30 décembre 1964 et de l'arrêté du même jour qui, dans le cadre des mesures prises en vue de parvenir à la stabilisation des prix, ont supprimé les majorations de loyers afférentes au premier semestre 1965 pour les locaux soumis aux dispositions de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1948, et pour les logements H. L. M. construits postérieurement au 3 septembre 1947.

13400. — M. Fontanet, se référant aux dispositions de l'article 6 (§ 1) de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 (loi de finances pour 1965), fait observer à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les emprunts des communes, émis par voie de souscription publique, ne sont pas admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs françaises et que, par conséquent, les exonérations d'impôts prévues à l'article 6 susvisé ne peuvent être appliquées aux revenus provenant de ces emprunts. Il serait cependant souhaitable que de telles exonérations soient accordées aux détenteurs de titres d'emprunts locaux, qui ont permis aux collectivités locales de réaliser des investissements n'ayant pu être financés par les caisses publiques (caisse des dépôts et consignations, Crédit foncier, caisse nationale de crédit agricole, etc.). Il lui demande s'il n'envisage pas de faire bénéficier cette catégorie de revenus d'exonérations analogues à celles prévues par l'article 6 (§ 1) de la loi de finances pour 1965 en faveur des revenus provenant des valeurs boursières. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — L'allègement du régime fiscal des revenus des valeurs mobilières à revenu fixe qui résulte de l'article 6 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 est applicable non seulement aux produits des emprunts émis directement dans le public par les communes, lorsque les titres représentatifs de ces emprunts sont cotés en bourse, mais également aux produits des emprunts unifiés des collectivités locales dont le service financier est assuré par le fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations. Eu égard aux termes formels de l'article 6 précité, il ne peut être envisagé d'étendre cette disposition aux revenus des emprunts dont les titres ne sont pas inscrits à la cote officielle d'une bourse de valeurs françaises.

13402. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, d'après les indications données par M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du tourisme dans la réponse à sa question écrite n° 10799 (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 30 janvier 1965, p. 174), une nouvelle réglementation concernant le plafond des redevances journalières dans chacune des quatre catégories de camping aménagé est actuellement à l'étude dans les services de la direction générale des prix et des enquêtes économiques, à la suite de la décision du Conseil d'Etat en date du 13 novembre 1964 annulant la circulaire ministérielle du 13 avril 1963. Il est profondément souhaitable que la nouvelle tarification envisagée permette de créer des camps nouveaux en nombre suffisant pour que la masse des campeurs et caravaniers soit largement répartie sur l'ensemble de nos régions touristiques, et pour que cessent les enlacements déplorables que l'on constate actuellement dans les zones d'affluence. Pour obtenir ce résultat, les prix devraient être fixés en fonction du coût réel des investissements nécessaires pour l'établissement et l'exploitation de camps. Il lui demande de préciser s'il a bien l'intention de prévoir une nouvelle tarification ainsi placée sous le signe de la « vérité des prix ». (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — Une nouvelle circulaire a remplacé celle de 1963 citée par l'honorable parlementaire et a été adressée le 31 mars 1965 aux préfets. Les directives générales qu'elle contient permettront de fixer, par arrêté préfectoral, dans le cadre de la délégation de compétence prévue par l'arrêté n° 22727 du 19 mai 1954 et dans les limites compatibles avec la politique de stabilisation des prix poursuivie par le Gouvernement, les redevances applicables, en 1965, sur les terrains de camping de chaque département. Les prix qui seront fixés après enquête pourront tenir compte, dans une large mesure, de l'importance et de la qualité des équipements mis à la disposition des usagers, ainsi que de toutes circonstances locales susceptibles d'être prises en considération, notamment celles ayant une incidence sur la fréquentation des terrains de camping. Les nouvelles mesures à intervenir sur le plan départemental paraissent donc de nature à permettre une amélioration des installations des camps existants en même temps qu'une meilleure répartition géographique des campeurs.

13491. — M. Abelin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître la disposition législative en vertu de laquelle les pensions alimentaires servies par un contribuable à un ascendant ou à un descendant, dans les conditions des articles 205 à 211 du code civil, doivent faire l'objet d'une déclaration à l'administration (état 2466). (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — Il est précisé, d'une part, que l'obligation d'effectuer la déclaration visée dans la question posée par l'honorable parlementaire résulte des dispositions de l'article 88 du code général des impôts, d'autre part, que cette obligation ne concerne que les pensions dont le montant annuel excède 300 F.

13499. — M. Poudevigne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret du 30 avril 1955 instituant l'imposition forfaitaire de certaines catégories de commerçants et d'artisans, prévoyait une durée de deux ans, pendant laquelle le forfait établi par l'administration et accepté par le contribuable était définitif et irrévocable, sauf modification importante apportée à l'exploitation du fonds. Il lui demande d'indiquer : 1° pour quelles raisons, certains commerçants voient, sans motif, leur forfait dénoncé au bout d'une année, et si cette initiative répond à une instruction particulière émanant du ministère des finances ; 2° quel recours a le commerçant ainsi visé, pour des forfaits dénoncés après le 31 janvier puis, passé cette date, ce dernier n'a plus la possibilité d'opter pour l'imposition, d'après le bénéfice réel ; 3° quelles mesures il compte prendre pour pallier des mesures qui apparaissent arbitraires à une masse de petits contribuables et jettent le discrédit sur cette procédure du forfait. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — 1° Conformément aux dispositions de l'article 52 du code général des impôts, le forfait de bénéfices industriels et commerciaux est établi pour deux ans et ne peut être dénoncé que pendant les trois premiers mois de la seconde année de chaque période biennale. Ainsi, sauf le cas de cessation d'activité suivie d'une nouvelle exploitation, aucun changement ne peut être apporté pendant ce délai aux bases d'imposition initialement fixées. De même, le forfait de taxes sur le chiffre d'affaires est, sauf en cas de changement d'activité ou de législation nouvelle, fixé pour deux ans et ne peut être dénoncé que pendant les trois premiers mois qui suivent cette période. Il est cependant précisé à l'honorable parlementaire que, pour un même contribuable, la période biennale d'application de l'un des deux forfaits peut ne pas correspondre à celle concernant l'autre forfait. Dans une telle éventualité, l'un ou l'autre de ces forfaits est susceptible de faire, chaque année, l'objet d'une dénonciation ; 2° et 3° si, contrairement à la règle, il advenait qu'un forfait de bénéfices industriels et commerciaux ou de taxes sur le chiffre d'affaires soit dénoncé en dehors des délais légaux, le nouveau forfait établi à la suite de cette dénonciation serait considéré comme irrégulier et le contribuable serait fondé à exercer un recours contentieux, après la mise en recouvrement des impositions correspondantes, en vue de faire reconnaître son droit au maintien du forfait antérieur.

13501. — M. René Pleven expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un conseil juridique et fiscal qui, jusqu'ici a limité son activité à l'exercice d'une profession libérale, telle qu'elle est définie par les textes fiscaux, est sollicité d'assumer à titre exceptionnel la gérance d'une société civile immobilière de construction, régie notamment par la loi du 28 juin 1938. Il lui demande quelle serait la situation fiscale de ce conseil, s'il venait à accepter la gérance qui lui est proposée ; en particulier continuerait-il à être taxé, sur ses revenus professionnels, à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux et à être affranchi de la taxe sur le chiffre d'affaires. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — Les opérations de gérance visées par l'honorable parlementaire caractérisant, en principe, l'exercice d'une activité commerciale au sens de l'article 34 du code général des impôts et les profits en résultant doivent, par suite, être rangés dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux pour l'établissement des impôts sur le revenu. Cette remarque étant faite, la circonstance que la gérance soit confiée à un conseil juridique et fiscal dont l'activité revêt normalement un caractère non commercial est, en application des dispositions de l'article 155 du code général des impôts, de nature à faire entrer les résultats de l'activité professionnelle dans les bases à retenir pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux lorsque l'exercice de la profession libérale peut être considérée, compte tenu des circonstances de fait, comme une simple extension de l'entreprise de gérance. Toutefois, le point de savoir si ces principes s'appliquent au cas particulier soulève une question de fait à laquelle il ne pourrait être répondu que si, par la désignation du redevable en cause, l'administration était en mesure de procéder à une enquête sur la situation d'espèce.

13521. — M. Houël expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il a été saisi par le comité de défense des exposants et acheteurs du salon du jouet de Lyon d'une protestation contre la décision de transférer à Paris, à compter de 1966, le salon international annuel du jouet. Les intéressés font valoir que les conditions financières, matérielles, et de date dont ils disposaient à Lyon ne sauraient leur être favorables à Paris, et que le transfert du salon irait à l'encontre d'une saine conception de la décentralisation. Il lui demande quelle est la doctrine, en la matière du Gouvernement auquel il appartient, et quelles interventions il envisage éventuellement d'effectuer. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — La décision de transférer à Paris, en 1966, le salon international du jouet, a été prise par les organisateurs après accord des principaux organismes professionnels intéressés et avec l'avis favorable des chambres syndicales étrangères. En dépit des arguments qui ont été développés par l'administration de tutelle en faveur du maintien, à Lyon, de cette manifestation, les responsables syndicaux ont maintenu leur décision. Conformément à la réglementation en vigueur, cette question sera soumise, pour avis, à la prochaine réunion du comité consultatif des foires et salons. Il sera fait état au cours de cette réunion de la protestation du comité de défense des exposants et acheteurs récemment constitué à Lyon. La décision finale d'autorisation du salon international du jouet en 1966 sera ensuite prise par le ministre des finances et des affaires économiques en considération de l'avis du comité consultatif, des intérêts en présence, et de la nécessité de promouvoir par ce moyen le développement de l'industrie du jouet en France.

13598. — M. Pasquini expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société fait construire des pavillons individuels sur un terrain dont elle est propriétaire. Ces pavillons étant « personnalisés », leur construction n'est entreprise qu'à la demande des acquéreurs. Or, les paragraphes 2 et 4 du décret n° 63-678 du 9 juillet 1963 et les paragraphes 133 et 141 de la circulaire du 14 août 1963 obligent les promoteurs à réaliser les fondations avant toute vente ou cession de parts. Mais, dans l'hypothèse envisagée, si la société réalise les fondations au vu d'une simple réservation et que le candidat acquéreur ne donne pas suite à ses projets, la société risque d'avoir effectué un travail inutile si le candidat acquéreur suivant désire une construction nécessitant des fondations différentes de celles exécutées pour le premier. Si la société remplit par ailleurs les exigences de garanties financières prévues par la loi (circulaire du 14 août 1963, § 133, alinéa 4 et § 141, alinéa c et d), on ne voit plus très bien quel est l'intérêt de la réalisation des fondations avant la passation du contrat. La note du 24 novembre 1964 (B. O. C. D. 64-11-2788) a déjà tenu compte, en matière de garanties financières, du caractère original des constructions de groupes d'immeubles ou de constructions individuelles. Il lui demande s'il ne lui paraît pas normal, dans le même esprit libéral et dans l'hypothèse ci-dessus exposée, de dispenser la société constructive de réaliser les fondations d'un pavillon avant la conclusion du contrat définitif de vente ou de cession alors que ces fondations ne bénéficieraient qu'à un seul candidat acquéreur. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Le décret n° 63-678 du 9 juillet 1963 subordonne le bénéfice des régimes d'exonération ou de taxation atténuée, édictés par l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 en faveur de certains profits de construction, à la condition que les ventes d'immeubles en l'état futur d'achèvement ou les cessions de titres représentatifs de logements à construire soient conclues postérieurement à l'achèvement des fondations. Cette mesure a notamment pour objet d'astreindre le constructeur à un commencement d'exécution et de donner ainsi à l'acquéreur la garantie que le logement souscrit sera effectivement réalisé. L'intérêt de cette garantie, qui ne se confond pas avec celui des garanties financières prévues par le même texte, paraît aussi grand dans le cas de constructions individuelles que dans les cas d'immeubles collectifs. Il n'est pas possible, dans ces conditions, de réserver une suite favorable à la suggestion présentée par l'honorable parlementaire.

13599. — M. Edouard Charret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une entreprise commerciale a acquis un immeuble affecté par destination à son exploitation, moyennant le paiement d'une rente viagère. A ce titre, elle considère que la somme des annuités versées jusqu'au décès du ou des créanciers constituera pour elle, à ce moment-là, le prix d'achat de ladite immobilisation. Dans l'intervalle de ce terme, donc de la consolidation du prix de l'immobilisation, cette dernière est exposée, comme tout autre bien, au risque de destruction par l'incendie : dans cette hypothèse, l'anéantissement du bien représentera une perte en capital pour l'entreprise qui l'a constituée par l'emploi de ses bénéfices, égale aux annuités versées, puisque l'indemnité d'assu-

rance, qui ne peut couvrir deux fois la valeur du bien assuré sera employée, en raison de la clause conventionnelle qui régit cette éventualité, à la constitution d'un capital devant assurer au créancier la continuation du paiement de sa rente. L'entreprise ne pouvant se constituer son propre assureur, il lui demande, dans le cadre des provisions pour risques, que tout entrepreneur est en droit de constituer sur ses produits pour parer aux risques commerciaux qui peuvent l'assaillir au cours de son exploitation, quelle sorte de provision — et sa quotité — il peut fiscalement constituer. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Il s'agit d'une question d'espèce à laquelle il ne pourrait être répondu que si, par la désignation de l'entreprise intéressée, l'administration était en mesure de faire procéder à une enquête sur le cas particulier.

13609. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la tarification appliquée aux camps de vacances, qui est contraire à l'étalement géographique des vacanciers. Les tarifs imposés actuellement ne tiennent pas compte de la valeur et de la rentabilité des terrains occupés. Alors les camps des zones d'affluence, qui devraient normalement être plus chers, en fonction de leurs investissements plus élevés, sont bloqués aux mêmes prix que les camps des régions touristiques moins cotées, privant ainsi les seconds de l'attrait de prix naturellement plus bas. Il lui demande s'il n'envisage pas d'établir une tarification, qui tienne compte du montant des capitaux engagés pour l'achat des terrains et les investissements nécessaires à leur équipement. Ainsi serait favorisé le développement du tourisme dans les régions desheritées, par la création possible de camps de vacances attirant les campeurs, en raison des prix demandés qui seraient moins élevés. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — L'arrêté ministériel n° 22727 du 22 mai 1954 a donné aux préfets délégation de compétence pour fixer les redevances à percevoir sur les terrains de camping situés dans leur département. Les nouvelles directives contenues dans la circulaire qui vient de leur être adressée le 31 mars 1965 leur permettront de tenir compte, après enquête, et dans les limites compatibles avec la politique de stabilisation des prix poursuivie par le Gouvernement, de l'importance et de la qualité des équipements mis à la disposition des usagers ainsi que de toutes circonstances locales susceptibles d'être prises en considération, notamment celles ayant une incidence sur la fréquentation des terrains de camping. Les nouvelles mesures à intervenir sur le plan départemental paraissent donc de nature à permettre une amélioration des installations des camps existants en même temps qu'une meilleure répartition géographique des campeurs.

13614. — M. Richet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un commerçant, propriétaire immobilier de deux magasins dans lesquels il vend des produits A, B, X, Y, désire réduire son activité, et trouve à céder un de ses magasins avec la clientèle des produits A et B, le matériel, des marchandises, et consentira un bail de location du magasin. Il s'engage à ne pas vendre, pendant un délai de cinq ans, les articles A et B. Par contre, il continue de vendre les articles X et Y dans le second magasin qu'il conserve pour lui. L'acheteur est d'accord pour cette acquisition, mais se réserve le droit de vendre d'autres articles que A et B pour lesquels il a acquis la clientèle et même d'abandonner, dans un délai non précisé, la vente des articles A et B s'il le juge utile. Il lui demande si, dans ce cas particulier, les plus-values de cession sont bien imposables aux droits réduits sur cessation partielle d'entreprise. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — A priori, la question posée par l'honorable parlementaire paraît devoir comporter une réponse affirmative. Toutefois, le point de savoir si la cession, en cours d'exploitation, d'éléments de l'actif immobilisé est effectuée dans le cadre d'une cession partielle d'entreprise soulevant essentiellement une question de fait, il ne pourrait être répondu avec certitude que si, par la désignation du contribuable visé dans la question, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête sur le cas particulier.

13699. — Mme Ploux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui indiquer si en fonction de l'allocation annuelle que leur a été attribuée le nouveau code des pensions, les veuves de retraités proportionnels n'ayant pas l'ancienneté du mariage pourront également être assujetties et bénéficier de l'affiliation à la sécurité sociale du régime de leur mari décédé. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Les allocataires visés par l'article 11 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraites seront soumis, dans les mêmes conditions que les titulaires de pensions de réversion, au régime de sécurité sociale des fonctionnaires. Il va de soi, cependant, que les intéressés ne pourront prétendre au bénéfice de l'assurance maladie que lorsqu'ils seront entrés effectivement en jouissance de l'allocation qui leur sera concédée.

INFORMATION

13164. — M. Houël, se référant à la réponse par lui donnée le 25 juillet 1964 à sa question écrite n° 9253 du 26 mai 1964, expose à M. le ministre de l'Information que les syndicats de l'O. R. T. F. à Lyon (service régional des redevances) viennent de lui signaler que les premières mutations d'office à Rennes sont fixées pour le 1^{er} juillet 1966, et qu'il est prévu d'achever les opérations en 1969 et non en 1973, aucun reclassement sur place n'étant envisagé. S'agissant d'un personnel essentiellement féminin, ces mutations portent une atteinte d'autant plus grave à la vie des familles touchées. Aussi, les intéressés demandent-ils instamment qu'une note soit établie pour préciser les solutions proposées dans le cadre de la note de service n° 1042/12699/P. 220 du 26 juin 1963 : 1° communication des emplois vacants au niveau des régions économiques et des départements ; 2° reclassement dans les administrations de la localité ; 3° reconversion du personnel à d'autres fonctions sur place ; 4° dédommagement du personnel. Il lui demande quelles sont les mesures actuellement arrêtées ou envisagées pour le service de Lyon, notamment eu égard aux conséquences pour le personnel du regroupement à Rennes des services de recouvrement des redevances perçues par l'O. R. T. F. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — L'Office de radiodiffusion-télévision française (O. R. T. F.) élabore actuellement un plan de regroupement des divers centres de redevance à Rennes qui tiendra le plus grand compte dans toute la mesure du possible de la situation de son personnel. Il entre en particulier dans ses intentions de communiquer aux agents intéressés la liste des localités et des emplois qui pourront leur être offerts dès que le détail des mesures à appliquer, et notamment leur calendrier, auront été définitivement établis. La publication des renseignements de cette nature serait, actuellement, prématurée puisque les mesures envisagées sont encore susceptibles d'être modifiées. Par ailleurs, l'Office se propose d'entreprendre des démarches afin que les personnels des centres de redevances dont la suppression a été décidée puissent être reclassés, le cas échéant, dans les administrations ou services publics de la même localité ; cependant, comme le reclassement dans d'autres administrations ou services publics de personnels des centres de redevance ne pourrait pas toujours être accepté dans l'immédiat sans nuire à la bonne marche du service, l'Office ne peut, dès maintenant, intervenir de façon concrète auprès desdites administrations et services publics. Enfin, il va de soi que les possibilités de reconversion des agents des services de la redevance dans d'autres activités de l'Office seront recherchées au maximum ; plusieurs propositions ont déjà été faites dans ce sens au personnel intéressé. Ainsi la mise en œuvre de l'ensemble de moyens actuellement étudiés devrait permettre de limiter les mutations d'office, dont le risque, encore très imprécis, semble en définitive devoir concerner, seulement, dans un avenir non immédiat, un nombre restreint d'agents.

INTERIEUR

13165. — M. Alduy, se référant à la réponse faite le 10 août 1963 à la question écrite n° 3442 relative à l'application des dispositions de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 et du décret n° 60-818 du 6 août 1960, textes relatifs à la réparation du préjudice de carrière subis par certains fonctionnaires et agents civils et militaires en service en Tunisie, demande à M. le ministre de l'Intérieur de leur faire connaître : a) le nombre de requêtes enregistrées tant à l'administration centrale qu'à la direction générale de la sûreté nationale et demandant le bénéfice de ladite ordonnance ; b) le nombre de décisions prononcées à ce jour et la date de notification de chacune des décisions ; c) le nombre de réunions de commissions de reclassement à tenir pour régler le reliquat des dossiers et la date à laquelle il envisage de convoquer lesdites commissions. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire comporte les réponses suivantes : a) nombre de requêtes tendant à l'application de l'ordonnance du 7 janvier 1959 : administration centrale, 1 ; services civils d'Algérie, 1 ; sûreté nationale, 29. b) Nombre de décisions prononcées à ce jour : administration cen-

trale, 1, notifiée en novembre 1962; services civils d'Algérie, 1, notifiée en janvier 1961; sûreté nationale, 13, elles concernent des gradés et gardiens de la paix et ont été notifiées en juin 1963. c) Les fonctionnaires de la sûreté nationale dont les requêtes restent à examiner se répartissent en trois catégories, il est nécessaire de réunir trois commissions de reclassement distinctes; elles sont envisagées à l'occasion des réunions des commissions administratives paritaires, en principe dans le courant du premier semestre 1965.

13337. — M. Robert Ballanger, se référant à la réponse faite au *Journal officiel*, débats A. N., du 16 janvier 1965 par M. le ministre de l'Intérieur aux questions écrites n° 11687 et 11688 du 18 novembre 1964 de MM. Martel et Ramette, lui expose que les sapeurs-pompiers professionnels attendent depuis des années la publication des nouvelles échelles indiciaires, pourtant approuvées le 4 mai 1964 par la commission paritaire du conseil supérieur de la protection civile. M. le ministre de l'intérieur, dans la réponse précitée affirmant que de nouvelles consultations interministérielles sont nécessaires, il lui demande s'il entend arbitrer cette différence de positions et à quelle date son gouvernement donnera satisfaction aux revendications légitimes d'un corps dont le mérite et le dévouement sont particulièrement incontestables. (Question du 6 mars 1965.)

1^{re} réponse. — M. le Premier ministre a transmis, pour attribution, au ministre de l'intérieur le texte de la question posée par l'honorable parlementaire relative à l'amélioration de la situation indiciaire des sapeurs-pompiers professionnels. Il est seulement possible de confirmer que cette affaire nécessite de nouvelles consultations avec le ministre des finances et des affaires économiques appelé à donner son avis aux termes du règlement d'administration publique du 7 mars 1953 portant statut des sapeurs-pompiers communaux.

13623. — M. Mondon demande à M. le ministre de l'Intérieur si, comme cela paraît logique, compte tenu de l'esprit du texte, la prime de technicité prévue par l'arrêté du 20 mars 1952 relatif à l'octroi de diverses indemnités aux fonctionnaires et agents des collectivités locales et dont les modalités d'application ont été précisées par la circulaire n° 327 AD/3 du 14 août 1952 peut être octroyée, pour des travaux de conception, à un architecte paysagiste, diplômé de l'école nationale d'horticulture de Versailles, occupant dans une commune les fonctions de directeur du service des plantations, parcs et jardins, d'ingénieur divisionnaire ou subdivisionnaire, ainsi qu'aux cadres techniques qui l'assistent. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Dès l'instant où un agent communal appartenant à un service technique est appelé, en raison des fonctions qui lui sont confiées, à élaborer un projet ou à procéder à l'étude de travaux neufs, il réunit les conditions prévues par l'arrêté du 20 mars 1952 pour l'octroi d'une prime de technicité.

13712. — M. Palmero expose à M. le ministre de l'Intérieur que la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 a pour effet de donner satisfaction aux vieux travailleurs rapatriés dépendant du régime de la sécurité sociale ou de pensions d'invalidité. Mais, à l'heure actuelle, les services payeurs déclarent toujours attendre la parution d'application de cette loi. Il lui demande si ce texte interviendra bientôt car, depuis le 1^{er} janvier 1961, aucune majoration n'a été appliquée aux allocations de vieillesse du régime algérien, bien qu'il s'agisse de personnes particulièrement modestes. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — La situation des travailleurs retraités rapatriés titulaires de pensions de vieillesse n'a pas échappé au Gouvernement et la préparation des décrets d'application de la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 est activement poursuivie par les ministères intéressés qui doivent se livrer à des études techniques approfondies compte tenu de la complexité des régimes algériens de vieillesse et de la multiplicité des situations individuelles en cause. Le comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale a étudié, le mardi 5 avril, huit de ces décrets concernant : les travailleurs salariés relevant du régime général; les travailleurs salariés relevant du régime des mines; les travailleurs non salariés des professions artisanales; les travailleurs non salariés relevant du régime d'assurance vieillesse des professions libérales; les travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales; les avocats rapatriés; les victimes d'accident du travail, et les adhérents de la caisse mutuelle agricole des retraités d'Alger. Cet important ensemble de textes sera soumis incessamment au Conseil d'Etat pour avis et paraîtra dans les meilleurs délais.

13758. — M. Odru demande à M. le ministre de l'Intérieur à partir de quels faits il a pu « constater la nullité de l'association dite « Communauté mondiale gitane », dont le siège social est à Montreuil (Seine), et sur quels arguments juridiques se base son arrêté du 26 février 1965 frappant cette association. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Conformément aux dispositions combinées des articles 26 et 30 de la loi du 1^{er} juillet 1901, complétée par le décret-loi du 12 avril 1939, sont réputées associations étrangères, quelle que soit la forme sous laquelle ils peuvent éventuellement se dissimuler, les groupements présentant les caractéristiques d'une association, qui ont leur siège à l'étranger, ou qui, ayant leur siège en France, sont dirigés en fait par des étrangers, ou bien ont soit des administrateurs étrangers, soit un quart au moins des membres étrangers. Ces associations sont nulles de plein droit si elles n'ont pas demandé au ministre de l'intérieur l'autorisation d'exercer leur activité en France. Cette nullité est constatée par arrêté du ministre de l'intérieur. Tel était le cas de l'association dite « Communauté mondiale gitane ».

JEUNESSE ET SPORTS

13836. — M. Barnieudy demande à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports : 1° quel était le montant théorique des travaux prévus dans le cadre de la première loi-programme d'équipement sportif et socio-éducatif; 2° quel a été le montant réel de la part des subventions de l'Etat pour la réalisation du programme prévu; 3° quel a été le montant réel et définitif de l'ensemble des travaux réalisés au titre de cette loi-programme. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — 1° Le montant théorique des travaux prévus dans le cadre de la première loi de programme d'équipement sportif et socio-éducatif (période quinquennale 1961-1965) était de 1.400 millions de nouveaux francs; 2° le montant réel de la part des subventions de l'Etat pour la réalisation du programme a été de 643 millions de nouveaux francs; 3° la gestion de la présente année budgétaire n'est pas assez avancée pour qu'il soit possible de faire un bilan définitif du montant réel de l'ensemble des travaux réalisés au titre de la loi de programme. Ce bilan sera inclus dans le rapport qui sera communiqué aux membres du Parlement au début de la session d'octobre, en application de l'article 3 de la loi n° 61-806 du 21 juillet 1961. Toutefois, il n'est pas douteux que le montant réel des travaux effectués sera très sensiblement supérieur à l'estimation théorique, en raison, notamment, du désir de réalisation des collectivités locales et d'un effort financier de leur part plus important que les prévisions initiales.

JUSTICE

13418. — M. Tricon expose à M. le ministre de la justice : 1° que la loi du 16 mars 1803, modifiée par la loi du 21 février 1926, dispose dans ses articles 15 et 16 fixant la forme des actes notariés, que les renvois et apostilles ne pourront être écrits qu'en marge, devront être signés ou paraphés, que les mots nuls devront être rayés de telle manière que l'on puisse les compter, et qu'à peine de nullité, il n'y aura dans le corps des actes ni surcharge, ni interligne, ni addition; 2° que, d'autre part, les notaires reçoivent trois sortes d'actes : a) les actes authentiques auxquels ils concourent et auxquels ce concours confère le caractère d'actes authentiques restant déposés au rang des minutes du notaire rédacteur de l'acte; b) les actes sous seing privé auxquels les notaires ne concourent pas, mais que les parties font transcrire dans un acte rédigé par le notaire et qui reste déposé au rang des minutes de ce notaire pour leur donner, sinon le caractère d'acte authentique, du moins un caractère d'authenticité. Tels sont les actes de société; c) les actes en brevets dont la minute ne reste pas dans les archives du notaire et dont il ne reste d'autre trace dans l'étude qu'une mention enregistrée. Il lui demande de préciser si les actes sous seing privé, visés au paragraphe 2° ci-dessus, qui ne sont ni des actes authentiques, ni des actes en brevets, mais qui restent au rang des minutes du notaire rédacteur de l'acte et qui sont donc visés par l'article 13 de la loi précitée, sont assujettis aux conditions de forme prévues par les articles 15 et 16 de la même loi, conditions exigées à peine de nullité pour les actes authentiques et pour les actes en brevets. Dans la négative, il lui demande si les renvois, apostilles, surcharges, interlignes, additions et autres altérations dont ila pourront être l'objet, sans que ces conditions de forme aient été respectées, feront loi. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — Les dispositions des articles 15 et 16 de la loi du 25 ventôse, an XI (16 mars 1803) modifiées par la loi du 21 février 1926, ne concernent que les actes établis par les notaires, soit en

minute, soit en brevet. L'acte sous seing privé remis à un notaire pour être déposé au rang de ses minutes n'est donc pas assujéti aux conditions de forme prévues par les dispositions susvisées, à la différence de l'acte, reçu en minute, par lequel le notaire constate le dépôt qui lui est fait d'un acte sous seing privé. Il est admis qu'un acte sous seing privé acquiert un caractère authentique si les parties à cet acte le déposent au rang des minutes d'un notaire en reconnaissant la sincérité de leurs écritures et signatures ; dans cette hypothèse, les renvois, apostilles, surcharges, interlignes et additions contenus dans un acte sous seing privé et transcrits ou visés dans l'acte notarié de dépôt, font foi jusqu'à inscription de faux ; hormis cette hypothèse il ne peut appartenir qu'aux tribunaux d'apprécier, en fonction des règles de preuve des obligations et surcharges, additions ou autres altérations contenus dans un acte sous seing privé.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

13292. — M. Gilbert Faure demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** de lui indiquer quel a été le montant de la prime de rendement perçue en 1964 par : un administrateur de classe exceptionnelle, un administrateur de 1^{re} classe, un administrateur de 2^e classe, un ingénieur général, un inspecteur général, un directeur régional des télécommunications, un directeur régional des services postaux, un directeur départemental des postes et télécommunications, un inspecteur principal, un inspecteur central, un contrôleur, un préposé des P. T. T., un agent technique des P. T. T. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — Les primes de rendement, essentiellement variables et personnelles, instituées par le décret n° 46-1810 du 13 août 1946, sont attribuées chaque année, compte tenu de la valeur et de l'action de chacun des agents appelés à en bénéficier sans que les intéressés puissent se prévaloir de la prime allouée au titre de l'année précédente. En raison du caractère individuel de ces primes, il n'est donc pas possible d'en indiquer un montant par catégorie.

13541. — M. Houël expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** la situation faite au personnel du centre de tri Lyon-Gare, situation ayant été la cause d'un certain nombre de débrayages légitimes, notamment les mouvements des 23, 24, 30 décembre 1964 et 13 et 14 janvier 1965, lesquels ont créé une importante perturbation dans l'acheminement et la distribution du courrier. Il lui rappelle que le personnel en question jouissait d'un certain nombre d'avantages acquis, avantages mérités et accordés lors des périodes de pointe ; que ces avantages ont été supprimés à Lyon alors que l'on peut penser qu'ils existent sous d'autres formes, dans d'autres régions, à Strasbourg et à Paris notamment, où la prime de transport est versée aux fonctionnaires des postes et télécommunications, contrairement aux autres régions. Il lui demande : 1° s'il est exact que des avantages, acquis de longue date ont été supprimés au personnel du centre de tri de Lyon-Gare ; 2° s'il est vrai qu'à Strasbourg, par décision de l'I. G. A. M. E., des avantages de même nature ont été accordés au personnel du centre de tri de cette ville ; 3° quels ont été les frais entraînés par la substitution de l'entreprise privée à l'administration des postes et télécommunications lors des mouvements de grève à Lyon, et s'ils ne sont pas plus importants que le montant des avantages réclamés par les postiers de Lyon-Gare ; 4° quelles sont, en définitive, les dispositions qu'il entend prendre pour rétablir une situation particulièrement obérée qui cause, non seulement un préjudice aux agents des postes et télécommunications, mais aussi aux usagers. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — 1° Les avantages accordés au personnel en ce qui concerne la période de fin d'année ont été calculés de la même façon au centre de tri de Lyon-Gare que dans les autres centres de tri de même importance ; 2° réponse négative, les fonctionnaires du centre de tri de Strasbourg-Gare n'ont pas bénéficié à l'occasion de la période susvisée d'avantages supérieurs à ceux des autres centres de tri de même importance ; 3° l'obligation pour l'administration de dégager le sacs postaux en souffrance au centre de tri de Lyon-Gare en raison de la grève l'a conduit à ouvrir un service annexe de transbordement dans des locaux extérieurs à la gare de Lyon-Perrache. La main-d'œuvre étrangère à l'administration employée sur ce chantier a varié, suivant les jours, de 18 à 60 personnes alors que l'effectif global du centre de tri de Lyon-Gare atteint 688 unités ; 4° les dispositions prises ont eu pour objet de limiter pour les usagers les conséquences des grèves du personnel de Lyon-Gare. Des mesures analogues seront prises chaque fois que la nécessité s'en fera sentir.

13632. — M. Le Theule attire l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur les conditions offertes aux agriculteurs pour un éventuel raccordement de leurs exploitations au réseau téléphonique. Le manque de moyens reporte très loin l'éventualité d'un raccordement par la voie administrative normale. Pour pallier cette insuffisance de moyens, il est proposé aux intéressés de prendre en charge la construction de la ligne les raccordant au bureau de poste le plus proche. Les frais de main-d'œuvre sont à la charge totale de l'intéressé. Les frais afférents à la fourniture du matériel sont remboursables sur dix ans, assimilés à une avance de la part de l'abonné sur ses frais de communications téléphoniques. Ce remboursement s'effectue sans intérêt et sans garantie sur la dévaluation du capital investi, ce qui représente une forme d'emprunt inhabituelle. Or, les frais à engager sont importants. Pour un agriculteur situé à 2,500 km du lieu de raccordement au réseau, l'investissement sera de l'ordre de 3.750 F pour le matériel et de 2.650 F pour la main-d'œuvre. Sur cette somme, les 3.750 F relatifs à la fourniture de matériel sont remboursables sur dix ans par l'administration des postes et télécommunications. Les 2.650 F correspondant à la main-d'œuvre et l'intérêt du capital restent à la charge de l'intéressé. Il est difficile d'admettre cette inégalité des ruraux et des citadins en face d'un service public, la taxe de raccordement pour moins de 200 mètres se montant à 486 F. Il est vraisemblable que les conditions ainsi offertes aux agriculteurs ont pour effet de ralentir le rythme des raccordements aux conditions normales, ce qui aboutit à isoler davantage encore les populations rurales des autres activités économiques. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour accélérer le développement du téléphone rural, tout en faisant disparaître les dispositions précédemment rappelées qui lui paraissent inéquitables. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — L'administration s'efforce d'accélérer le développement du téléphone dans les zones rurales, malgré les conditions de réalisation plus coûteuses que dans les villes, dues, d'une part, à la très grande dispersion des abonnés, d'autre part, à la longueur plus importante des lignes à construire. L'administration fait, en outre, un très gros effort pour doter les campagnes d'un très grand nombre de postes publics afin de vaincre l'isolement rural. D'une manière générale, les habitants des campagnes sont traités dans les mêmes conditions que ceux des villes, mais l'administration rencontre beaucoup de difficultés pour satisfaire les demandes des candidats abonnés isolés, compte tenu de l'insuffisance des moyens dont elle dispose. C'est pourquoi, dans le cas de lignes longues à construire, l'administration accepte le versement d'avances remboursables, sans intérêt, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi de finances n° 51-1506 du 31 décembre 1951. Ces avances confèrent une priorité pour la réalisation des installations. Mais l'administration souffre surtout actuellement de manque de personnel. Afin de réduire les délais d'attente, elle propose aux candidats abonnés de fournir de la main-d'œuvre pour hâter la construction de leur ligne. En contrepartie, un abattement est accordé sur la taxe de raccordement et les parts contributives. L'intéressé peut aussi faire exécuter par une entreprise privée, à ses frais, la totalité des travaux de construction de ligne ; il n'est alors perçu ni part contributive, ni taxe de raccordement. Cette procédure d'établissement des lignes, sans utilisation des crédits budgétaires, ne retarde en rien les rattachements normaux auxquels ces crédits restent affectés. La participation du candidat abonné n'est jamais obligatoire ; en cas de refus, la demande est satisfaite à son tour normal. Quant aux villes, elles sont moins avantagées qu'il n'y paraît. De nombreuses demandes y sont également en instance depuis des années, sans qu'il soit possible de faire la même offre aux candidats abonnés, les lignes étant constituées en câbles de grosse capacité et n'étant par conséquent pas individualisables pour les réaliser isolément les unes des autres.

13633. — M. de La Malène expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** la situation des commis principaux de classe exceptionnelle retraités depuis plus de deux ans et qui sont rentrés dans cette administration par concours national. Comme les fonctionnaires retraités depuis moins de deux ans ont obtenu la possibilité d'une modification de leur indices au vu de leurs livrets de pension, il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager l'extension de cette possibilité, qui est accordée à des personnes qui se trouvent dans l'administration au titre d'auxiliaires sans concours ni examen, aux retraités qui sont rentrés dans celle-ci, ayant passé le concours national et qui sont à la retraite depuis plus de deux ans. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Aucun fonctionnaire retraité des postes et télécommunications ne figurant sous l'appellation de commis principal de classe exceptionnelle, il est permis de présumer que l'honorable

parlementaire vise en fait la situation des anciens contrôleurs de classe exceptionnelle retraités avant la création du nouveau grade de chef de section. Sur le plan de l'activité, les contrôleurs de classe exceptionnelle peuvent certes accéder à ce grade de chef de section, créé à partir du 1^{er} juin 1961. Mais, cette promotion étant subordonnée à l'inscription à un tableau d'avancement, il n'est pas possible en conséquence de réviser les pensions des contrôleurs de classe exceptionnelle, retraités avant la création du nouveau grade précité, qui ne sont pas susceptibles d'une sélection au choix.

13634. — M. Fossé signale à l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications la situation des contrôleurs des installations électromécaniques employés par son département. Ils sont actuellement classés à l'échelle la plus défavorable de la catégorie B, alors que des emplois comportant des fonctions techniques analogues reçoivent un indice de début plus favorable. D'autre part, les possibilités d'avancement tant dans les emplois de contrôleur divisionnaire que dans ceux d'inspecteur, sont extrêmement réduites et soumises à une sévère sélection. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'assimiler les fonctions de contrôleur à celles de petite maîtrise, ce qui permettrait aux intéressés de bénéficier d'une échelle indiciaire 270-500, avec débouchés sur l'indice 645. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Compte tenu du niveau de leur recrutement, tous les contrôleurs, y compris ceux qui occupent des emplois de la branche « installations électromécaniques » sont classés, au sein de la fonction publique, dans la catégorie B et bénéficient de l'échelle type de traitements, ainsi que des durées de carrière, fixées par des décisions de portée interministérielle prises à l'initiative du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du ministre des finances et des affaires économiques. En ce qui concerne les débouchés, les contrôleurs de la branche « installations électromécaniques » disposent, comme l'ensemble des contrôleurs, des emplois de chef de section et de contrôleur divisionnaire. Ils ont, en outre, la faculté de devenir inspecteurs par la voie d'un concours interne ouvert pour la moitié des places d'inspecteur élève. Enfin les dispositions nouvelles du statut particulier des inspecteurs des postes et télécommunications leur permettront d'obtenir le grade d'inspecteur, sous certaines conditions, après un examen professionnel et inscription à un tableau d'avancement.

13635. — M. Commenay expose à M. le ministre des postes et télécommunications que la situation actuelle des contrôleurs des installations électromécaniques des postes et télécommunications reste préoccupante. En effet : 1^o ils sont classés dans l'échelle la plus défavorable de la catégorie B, alors que d'autres emplois de début de cette même catégorie ont des indices beaucoup plus avantageux et sont attribués à des fonctions techniques analogues ; 2^o Les 12,80 p. 100 de l'effectif de leur catégorie ont servi à la réforme d'un corps d'exploitation : 100 places pour 5.883 contrôleurs des installations électromécaniques, 2.366 pour 11.125 contrôleurs féminins d'exploitation (plus de 21 p. 100) auxquels s'ajoutent : a) 199 emplois de surveillance en chef de 2^e classe ; b) des emplois de surveillance en chef de 1^{re} classe ; c) des recettes ou centres de 4^e et 3^e classe dont les contrôleurs des installations électromécaniques sont frustrés en totalité ; 3^o le débouché offert par l'interpénétration dans le cadre d'inspecteur représente 200 places par an par concours à haut niveau de sélection, 22 places par an par tableau pour une durée transitoire de cinq ans, soit au total 222 places pour 45.599 contrôleurs des postes et télécommunications ; 4^o la remontée de 25 points des cinq premiers échelons de l'indice de début a été consécutive à la remontée de 65 points des agents du cadre C. Il lui demande s'il n'envisage pas à bref délai de faire bénéficier cette catégorie de fonctionnaires d'un statut qui leur permettrait, dans la perspective d'une carrière atteignant l'indice 845 en vingt-quatre ans : 1^o une échelle indiciaire 270-500 parcourue en quinze ans ; 2^o l'ouverture d'un emploi de débouché à l'indice 645 ; 3^o la prise en compte de l'ancienneté acquise dans le grade pour l'accès à cet emploi d'avancement. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — 1^o, 2^o et 3^o réponse négative. Compte tenu du niveau de leur recrutement, tous les contrôleurs, y compris ceux qui occupent des emplois de la branche « installations électromécaniques » sont classés, au sein de la fonction publique, dans la catégorie B et bénéficient de l'échelle type de traitements, ainsi que des durées de carrière, fixées par des décisions de portée interministérielle prises à l'initiative du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du ministre des finances et des affaires économiques. En ce qui concerne les débouchés, les contrôleurs de la branche « installations électromécaniques » disposent, comme l'ensemble des contrôleurs, des emplois de chef de section et de contrôleur divisionnaire. Ils ont, en outre, la faculté de devenir inspecteurs par la voie d'un concours

interne ouvert pour la moitié des places d'inspecteur élève. Enfin, les dispositions nouvelles du statut particulier des inspecteurs des postes et télécommunications leur permettront d'obtenir le grade d'inspecteur, sous certaines conditions, après un examen professionnel et inscription à un tableau d'avancement. Quant à la création d'un emploi « masculin » d'encadrement se situant hiérarchiquement au-dessus de l'emploi de contrôleur divisionnaire, celle-ci n'est pas justifiée car les services dans lesquels travaillent la grande majorité des contrôleurs des installations électromécaniques sont pourvus d'un nombre d'emplois d'inspecteur central, très largement suffisant pour assurer l'encadrement des intéressés.

13636. — M. Arthur Ramette demande à M. le ministre des postes et télécommunications de lui indiquer : 1^o les conditions d'obtention et le coût des abonnements téléphoniques résidentiels ; 2^o le nombre respectif des abonnés ordinaires et des abonnés « résidentiels » à Tourcoing (Nord) ; 3^o le nombre des demandes d'abonnement et des demandes de transfert en instance pour Tourcoing, et le délai moyen dans lequel il leur est donné satisfaction. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — 1^o Aux termes de l'article D 324 du code des postes et télécommunications, des abonnements téléphoniques résidentiels ne sont concédés que lorsque l'intérêt du service justifie la desserte de plusieurs postes principaux à faible trafic par l'intermédiaire d'une section de ligne commune et d'un dispositif de raccordement collectif installé à proximité de ces postes. Chaque abonné résidentiel ayant un numéro d'appel propre et le secret des conversations étant assuré, il faut installer au centre de rattachement (où l'abonné résidentiel immobilise les mêmes équipements qu'un abonné ordinaire) des équipements spéciaux permettant de discriminer les abonnés reliés au même dispositif de raccordement collectif. La mise en service d'un poste d'abonnement résidentiel revient donc plus cher que celle d'un poste ordinaire, si la section de ligne commune n'est pas suffisamment longue. A Tourcoing, le titulaire d'un abonnement résidentiel paie : a) lors de l'établissement de sa ligne, la taxe de raccordement au réseau de 243 francs, égale à 50 p. 100 de la taxe de raccordement applicable à une ligne d'abonnement principal ordinaire ; b) mensuellement, la redevance d'abonnement de 11,34 francs, égale à 75 p. 100 de la redevance d'abonnement principal ordinaire, ainsi que la location-entretien de l'appareil (1,89 francs). 2^o Le 1^{er} mars 1965, il existait à Tourcoing 6.001 abonnements principaux ordinaires et 18 abonnements résidentiels. 3^o A la même date, 503 demandes d'abonnement et 32 demandes de transfert étaient en instance dans cette ville. Au cours du premier trimestre 1965, les délais dans lesquels les demandes ont reçu satisfaction furent les suivants :

DÉLAI	NOMBRE DE DEMANDES satisfaites.	
	Nouveaux abonnements.	Transferts.
Moins d'un mois.....	9	15
1 à 3 mois.....	8	29
3 à 6 mois.....	22	2
6 à 12 mois.....	20	1
Plus de 12 mois.....	22	3

13715. — Mme Prin expose à M. le ministre des postes et télécommunications que la loi n^o 84-1339 du 28 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite a décidé que l'abattement du sixième opéré sur les annuités liquidables des agents classés en services sédentaires serait supprimé en quatre étapes à compter du 1^{er} décembre 1964. Or, paradoxalement, la première conclusion qu'en a tirée le Gouvernement a été de donner des instructions pour que jusqu'au 1^{er} décembre 1967, date de la suppression totale de l'abattement, celui-ci soit appliqué au personnel, dans les postes et télécommunications notamment, classé en service actif, mais ayant été employé en qualité d'auxiliaire pendant moins de dix ans, en ce qui concerne ces années de services auxiliaires considérés comme sédentaires. Auparavant, l'abattement, pour un agent ayant accompli plus de vingt-cinq ans de services actifs, dont quinze ans au moins en qualité de titulaire, ne frappait pour la liquidation de la retraite que les années d'auxiliarat excédant dix ans de services auxiliaires (ancien article L. 23, 4^e). Un avantage acquis est donc remis en question pour

des agents qui ont consacré plus de quinze ans d'activité au service public. Il s'agit là d'une mesure mesquine, hautement préjudiciable à des retraités parmi les plus modestes et contraire à la volonté du législateur de 1964. Elle lui demande s'il entend faire annuler les instructions ministérielles en cause. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Le problème évoqué n'a pas échappé à mon département qui en a saisi le ministère des finances et des affaires économiques, lequel procède actuellement à l'élaboration de l'ensemble des textes réglementaires indispensables à la mise en application du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite.

13716. — M. Jacson, se référant à des réponses faites à des questions de nombreux parlementaires, relatives à la situation des contrôleurs des installations électromécaniques des postes et télécommunications, attire à nouveau l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur ces fonctionnaires. Il lui fait remarquer qu'ils sont classés dans l'échelle la plus défavorable de la catégorie B, alors que d'autres emplois de début de cette même catégorie ont des indices beaucoup plus avantageux et sont attribués pour des fonctions techniques analogues. Par ailleurs, les emplois de contrôleurs divisionnaires, statutairement ouverts à 12,80 p. 100 de l'effectif de leur catégorie, ont servi à la réforme d'un corps d'exploitation. En effet, 100 places ont été réservées à 5.883 contrôleurs des installations électromécaniques, soit moins de 2 p. 100 de l'effectif. Par contre, 2.366 places l'ont été à 11.125 contrôleurs féminins d'exploitation, soit plus de 21 p. 100, postes auxquels s'ajoutent 199 emplois de surveillantes en chef de 2^e classe, des emplois de surveillantes en chef de 1^{re} classe, des recettes ou centres de 4^e ou 3^e classe, dont les contrôleurs des installations électromécaniques sont privés. En ce qui concerne le débouché offert dans le cadre d'inspecteur, celui-ci représente 200 places par an, par tableau pendant une durée transitoire de cinq ans, soit au total 222 places pour 45.599 contrôleurs des postes et télécommunications. L'augmentation de vingt-cinq points des cinq premiers échelons de l'indice de début a été consécutive à une augmentation de soixante-cinq points des agents du cadre C. Compte tenu des observations précédentes, il lui demande s'il ne peut envisager, en accord avec ses collègues, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le ministre des finances et des affaires économiques, de revoir sa position à l'égard de ces catégories de fonctionnaires afin que ceux-ci puissent bénéficier d'un statut leur permettant, dans la perspective d'une carrière atteignant l'indice 645 en vingt-quatre ans, de bénéficier d'une échelle indiciaire 270-500 parcourue en quinze ans, de l'ouverture d'un emploi de débouché à l'indice 645, de la prise en compte de l'ancienneté acquise dans le grade pour l'accès à cet emploi d'avancement. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Réponse négative. Il est rappelé que compte tenu du niveau de leur recrutement, tous les contrôleurs, y compris ceux qui occupent des emplois de la branche « installations électromécaniques » sont classés, au sein de la fonction publique, dans la catégorie B et bénéficient de l'échelle type de traitements, ainsi que des durées de carrière, fixées par des décisions de portée interministérielle prises à l'initiative du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du ministre des finances et des affaires économiques. En ce qui concerne les débouchés, il est précisé qu'aucun texte ne fixe de pourcentage pour l'accès au grade de contrôleur divisionnaire.

REFORME ADMINISTRATIVE

13543. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative qu'il lui arrive très souvent de recevoir les doléances de fonctionnaires qui sont mutés alors que leur femme continue à être titulaire d'un poste dans la localité où le mari ne se trouve plus. La situation se rencontre du reste inversement. Le cas est le même en cas de mariage. C'est ainsi que, personnellement, il connaît des fonctionnaires de l'Etat ou de collectivités locales qui ne peuvent travailler dans la même localité que leur épouse que plusieurs années après le mariage. Une telle situation est gravement préjudiciable à la bonne harmonie des foyers et aux saines conditions d'éducation des enfants. Il faut y ajouter les frais supplémentaires qu'occasionnent de telles situations pour l'un ou l'autre des conjoints, et dont les contributions directes ne tiennent pas compte dans l'établissement des revenus des fonctionnaires. Il lui demande : 1^o s'il n'estime pas qu'une révision du statut des fonctionnaires devrait permettre aux ménages de ne plus être séparés ; 2^o et, dans le cas d'une séparation à faible distance permettant aux époux de rentrer chez eux tous les soirs, les frais supplémen-

taires ainsi occasionnés ne devraient pas être déduits des revenus pour l'estimation de ceux-ci au regard de l'impôt sur les revenus. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — Le problème du rapprochement des époux fonctionnaires a toujours retenu particulièrement l'attention du législateur et du Gouvernement. La loi du 30 décembre 1921, dite loi Roustan, avait déjà prévu des réserves d'emploi dans la limite de 25 p. 100 des postes vacants en faveur des fonctionnaires qu'une affectation initiale tenait éloignés du domicile de leur conjoint. Cette législation est toujours en vigueur. De plus, l'article 48 du statut général des fonctionnaires a posé le principe que les affectations devaient tenir compte de la situation de famille des agents. Les administrations ont donc le devoir d'appliquer ces dispositions dans la mesure où elles sont compatibles avec l'intérêt du service. C'est ainsi que dans la pratique les tableaux de mutation sont dressés en fonction d'un ordre de priorité déterminé selon les règles fixées par le décret du 25 novembre 1923 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1921. Certes, le nombre des fonctionnaires bénéficiaires d'une priorité de mutation n'a cessé d'augmenter depuis la dernière guerre mondiale en raison de l'accroissement du travail féminin très sensible dans le domaine de la fonction publique. De ce fait, le nombre des postulants dépasse parfois largement celui des postes réservés chaque année à ces fonctionnaires et le délai des affectations sollicitées peut s'en trouver, dans certains cas, sensiblement prolongé, l'administration n'ayant pas la possibilité d'accroître parallèlement le pourcentage des réserves. En effet, les impératifs d'une stricte répartition des emplois selon les besoins des services, l'obligation d'assurer régulièrement le recrutement à la base dans les différents corps de fonctionnaires, le souci de pouvoir régler favorablement d'autres situations familiales ou sociales dignes d'intérêt sont autant de considérations qui paraissent s'opposer à l'intervention de nouvelles mesures dans ce domaine. Sur le plan individuel, toutes dispositions ont été prises pour que les administrations demeurent attentives aux situations de l'espèce. S'il apparaissait que certains services avaient néanmoins perdu de vue ces prescriptions, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative ne manquerait pas, ainsi que l'occasion lui en a déjà été offerte, de rappeler la nécessité de donner à cette législation sa plus large application. Enfin, en ce qui concerne le problème fiscal relatif à la déduction des revenus des frais supplémentaires consécutifs à la séparation des époux fonctionnaires, le ministre des finances et des affaires économiques est plus particulièrement compétent pour se prononcer sur la suite susceptible d'être réservée aux mesures sollicitées. Son attention sera attirée sur cette suggestion.

13637. — M. Lemaire expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que le décret n° 62-277 du 14 mars 1962 relatif au statut particulier des administrateurs civils prévoit, au chapitre 3, que les administrateurs civils inscrits au tableau d'avancement pour la 1^{re} classe appartenant au 8^e échelon de la 2^e classe ne conservent leur ancienneté, lorsqu'ils sont promus, que dans la limite de deux ans. Il serait conforme à l'équité de les placer sur le même pied que les administrateurs inscrits au tableau d'avancement pour le grade d'administrateur hors classe qui conservent, lors de leur promotion, l'ancienneté acquise dans le précédent échelon. Par ailleurs, des dispositions transitoires stipulent que les administrateurs civils du 8^e échelon de la 2^e classe, inscrits au tableau d'avancement pour la 1^{re} classe au titre de l'année 1961, conserveront leur ancienneté dans la limite de trois années. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder le bénéfice de cette mesure aux administrateurs civils de 2^e classe reclassés au 8^e échelon, inscrits aux tableaux d'avancement pour les années 1962 et 1963 établis comme celui de 1961, en adoptant la règle provisoire autorisant un nombre d'inscriptions calculées sur un pourcentage du nombre d'administrateurs civils de 2^e classe promouvables. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — L'avancement des administrateurs civils de la 2^e classe à la 1^{re} classe a lieu à indice égal ; si le report d'ancienneté, destiné à maintenir les intéressés dans la même position relative, peut, à la limite, leur permettre d'obtenir immédiatement l'échelon immédiatement supérieur, il ne doit en aucun cas leur permettre de franchir plusieurs échelons. C'est pourquoi l'ancienneté acquise dans le dernier échelon de la 2^e classe ne peut être conservée que dans la limite de deux ans. Cette règle est généralement appliquée dans tous les statuts qui comportent un avancement de même nature. Elle n'est pas contredite par les conditions d'avancement au grade d'administrateur civil hors classe, car le report dans ce grade de l'ancienneté acquise à l'échelon terminal de la 1^{re} classe ne permet de franchir, dans l'hypothèse la plus favorable, qu'un échelon supplémentaire, l'échelon terminal de la « hors-classe ». Sans doute une dérogation a-t-elle été admise, à titre transitoire, en faveur des administrateurs civils promus à la 1^{re} classe en 1961, qui ont pu conserver dans la limite de trois ans (au lieu de deux ans en régime

normal) l'ancienneté acquise au 8^e échelon de la 2^e classe. Mais cette mesure, justifiée uniquement par la modification du statut au 1^{er} janvier 1961, était techniquement nécessaire pour permettre aux administrateurs civils reclassés au 1^{er} janvier 1961 avec une majoration d'ancienneté d'utiliser cette majoration s'ils accédaient à la nouvelle première classe au minimum d'ancienneté, et pour les replacer ainsi dans la même situation que s'ils avaient accédé à l'ancienne première classe en 1961 au titre du statut antérieur. Mais la prorogation de cette mesure dérogatoire ne pourrait se justifier pour les agents qui, malgré l'assouplissement des conditions d'avancement à la 1^{re} classe, n'ont pas pu y être nommés en 1961.

13787. — M. Hoffer expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que le décret n° 64-1174 du 26 novembre 1964 réalise une heureuse interpénétration entre les différents corps d'administrateurs civils, et lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'en étendre le principe à l'ensemble des corps auxquels prépare l'école nationale d'administration afin de permettre à certains candidats, dont la vocation a pu être contrariée par les aléas d'un rang de classement à un concours, de s'orienter dans une voie plus conforme à leurs aspirations. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Le décret n° 64-1174 du 26 novembre 1964 a effectivement réalisé au 1^{er} janvier 1965 la fusion en un seul corps des vingt-deux corps d'administrateurs civils existant au 31 décembre 1964. Cette mesure était souhaitable et réalisable puisque les administrateurs civils étaient régis par des dispositions statutaires communes et assument des tâches d'administration générale analogues dans les différents ministères. La fusion doit permettre de les employer au mieux de leurs capacités en fonction des besoins de l'Etat. Il n'en est pas de même pour l'ensemble des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration. D'une part, leurs membres assument en effet des missions extrêmement diverses : fonctions de contrôle ou d'inspection, représentation de la France à l'étranger, exercice de la juridiction administrative. La nécessaire spécialisation des tâches est difficilement compatible avec le regroupement dans un corps unique des fonctionnaires chargés de missions aussi différentes. D'autre part, ces corps ne se situent pas tous au même niveau dans le classement hiérarchique de la fonction publique et leurs carrières sont organisées selon des modèles très différents. Une fusion poserait de sérieux problèmes techniques, sans convenir aux nécessités propres à chaque carrière. Cependant, une relative interpénétration, limitée, est souhaitable dans certains cas. Le décret n° 64-1172 du 26 novembre 1964 en a posé le principe et a prévu des modalités d'application. Son article 1^{er} impose à tous les membres des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration l'obligation d'exercer, pendant deux ans au moins, des activités différentes de celles normalement dévolues à leur corps ou à leur administration d'origine. Cette disposition favorisera une relative interpénétration entre les différents corps. De plus, l'article 3 du même décret stipule que « nonobstant toutes dispositions contraires, les membres de chacun des corps de fonctionnaires recrutés par la voie de l'école nationale d'administration peuvent être détachés dans un emploi normalement réservé aux membres d'un autre de ces corps. Toutefois, les détachements dans les corps dont les attributions sont d'ordre juridictionnel ne peuvent être prononcés qu'en vertu de dispositions expresses prévues aux statuts desdits corps ». Les mesures prises par le Gouvernement permettront une évolution conforme au vœu de l'honorable parlementaire.

13826. — M. Hubert Germain, se référant à la discussion de l'Assemblée nationale (séance du 3 juin 1964) des projets de loi tendant l'un à la modification du statut général des fonctionnaires, l'autre à l'attribution aux administrateurs civils d'une pension proportionnelle, rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que selon ses propres déclarations, il existe actuellement dans la fonction publique un déséquilibre évident du fait du nombre trop élevé d'administrateurs civils et de l'insuffisance du nombre d'attachés d'administration. Au cours de la même discussion, le rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République avait toutefois longuement insisté sur le fait que les fonctionnaires appartenant à ces deux corps permanents seraient en nombre insuffisant pour faire face à l'ensemble des tâches devant être assumées par les fonctionnaires de la catégorie A de l'administration centrale sans la présence du corps d'extinction des agents supérieurs de l'Etat (ceux-ci exécutant indifféremment les tâches normalement dévolues soit aux administrateurs civils, soit aux attachés d'administration). Il lui demande si, compte tenu de cette situation, il ne serait pas possible de permettre aux agents supérieurs de demeurer en fonctions au-delà de la limite d'âge, dans des conditions analogues à celles qui avaient été prévues à l'article 2 du décret n° 48-1907 du 18 décembre 1948, alors que l'âge de la retraite

était fixé en règle générale à soixante-trois ans. Une telle mesure intéresserait notamment ceux des agents supérieurs qui — pour la seule raison qu'ils sont entrés tardivement au service de l'Etat — seront atteints par la limite d'âge sans avoir eu le temps d'accomplir une carrière complète et d'accéder, pour ce qui est des meilleurs, à la classe terminale de leur corps. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — S'il existe effectivement, dans les cadres supérieurs des administrations centrales, un déséquilibre dû à l'excès des effectifs d'administrateurs civils anciens et à l'insuffisance des effectifs d'attachés d'administration, il n'est pas certain, en revanche, que le nombre total des fonctionnaires de catégorie A y soit insuffisant. Aussi la politique du Gouvernement a-t-elle tendu à favoriser le recrutement des jeunes attachés d'administration et la réduction des effectifs des administrateurs civils et des agents supérieurs, notamment par l'ouverture du congé spécial, dans un passé récent. D'autre part, il ne paraît pas possible d'envisager, pour des raisons de bonne gestion, de doter le corps des agents supérieurs d'une limite d'âge distincte de la limite d'âge de droit commun des corps de catégorie A, qui est d'ailleurs celle des administrateurs civils et des attachés. Cette limite d'âge est fixée à soixante-cinq ans, en vertu de la loi du 18 août 1936 modifiée par l'article 10 de la loi n° 46-195 du 15 février 1946 et par le décret n° 53-711 du 9 août 1953.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

13298. — M. Rivain attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur les dispositions de l'arrêté du 13 novembre 1964 portant validation de titres pour l'exercice de la profession d'infirmier et d'infirmière. Il lui demande s'il ne craint pas que la validation de certains titres — dont la qualité ne lui semble pas, par ailleurs, devoir être mise en question pour l'exercice d'une profession exigeant des connaissances précises et des qualités bien déterminées — ne risque pas de nuire à la fois au renom du titre d'infirmier ou d'infirmière diplômé d'Etat et aux garanties que les malades ont en droit d'attendre des personnes chargées de leur administrer les soins que nécessite leur état. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — L'arrêté du 13 novembre 1964 a eu pour objet essentiel de regrouper dans un texte unique des dispositions figurant dans quinze textes intervenus entre 1949 et 1960, dispositions ayant pour but, en application de l'article L. 477 du code de la santé publique, de sanctionner les formations professionnelles assurées par certains organismes. L'arrêté en question ne valide pas de nouveaux titres à la seule exception du certificat de l'assistance publique algérienne. En ce qui concerne ce certificat, mon administration a eu à résoudre les problèmes du reclassement des personnes rapatriées possédant ce titre. La réglementation alors en vigueur ne permettait que l'intégration de celles-ci dans le cadre des aides soignantes, leur qualification comme infirmières autorisées étant limitée à l'Algérie. Il a paru équitable de reconnaître la compétence des titulaires de ce certificat sur notre territoire étant donné qu'elles avaient suivi une formation agréée par le conseil de perfectionnement des études d'infirmières et apporté la preuve de leur valeur par l'exercice pendant de longues années en Algérie.

13299. — M. Vivien expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le problème du nombre de places d'externat qui sera offert en 1965 aux étudiants en médecine préoccupe beaucoup ces derniers. Il serait, en effet, prévu au total 900 places d'externes pour Paris, parmi lesquelles 135 pour les élèves de 4^e et 5^e année et 765 pour ceux de 2^e et 3^e année. Or, l'année dernière, il avait été procédé à 760 nominations en 3^e année seulement. La comparaison des chiffres semble annoncer une diminution des places en 2^e et 3^e année, ce qui ne manque pas d'inquiéter les étudiants. Il lui demande si ces renseignements sont exacts, et quelles mesures il compte prendre pour assurer aux étudiants en médecine la possibilité d'accéder dans des conditions normales aux postes d'externes des hôpitaux. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — Ainsi que le ministre de la santé publique et de la population l'a annoncé dans un communiqué à la presse, dans le courant du mois de février 1965, un contingent supplémentaire de deux cents postes d'externes sera mis en recrutement pour les hôpitaux de Paris en 1965. Ces postes supplémentaires seront attribués aux seuls étudiants de la faculté de médecine de Paris accédant pour la première fois cette année à l'externat, c'est-à-dire à ceux qui effectuent actuellement, pour la première fois, leur troisième année (suivant le régime d'études fixé par le décret du 28 juillet 1960) et leur deuxième année de médecine (suivant le régime d'études fixé par le décret du 24 août 1963).

13547. — M. Michel Jacquet demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** d'indiquer : 1° pour quelles raisons les infirmières donnant des « soins à domicile » n'ont bénéficié depuis cinq ans, d'aucun relèvement de leurs tarifs d'honoraires, alors que leurs organisations syndicales ont été les premières à passer des conventions avec les organismes de sécurité sociale en 1960 et que, depuis lors, les honoraires des professions médicales conventionnées ont tous subi des majorations ainsi d'ailleurs que l'ensemble des salaires de toutes les catégories de travailleurs ; 2° quelles mesures il envisage de prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications de cette catégorie d'infirmières, dont l'activité paraît de plus en plus nécessaire à l'heure où l'insuffisance de l'équipement hospitalier et le nombre restreint de maisons de vieillards entraînent une augmentation croissante des soins à domicile. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — Il n'est pas tout à fait exact de dire que les tarifs plafonds conventionnels des infirmières n'ont bénéficié, depuis 1960, d'aucun relèvement, car par arrêté du 10 avril 1962, le tarif de la lettre clé AMI fixé pour l'ensemble des départements à 2,35 F a été aligné sur celui des villes de plus de 100.000 habitants, à 2,80 F. Il en a été également de même pour les indemnités forfaitaires de déplacement. L'honorable parlementaire estime que la revalorisation de la lettre clé AMI s'impose d'autant plus que les lettres clés des médecins et chirurgiens dentistes ont été relevées en 1963. Il est bon de préciser que les valeurs des lettres clés K pour les médecins et D pour les dentistes n'avaient pas été modifiées depuis 1958. En 1958, K = 3,60 F, il est passé à 4 F en 1963 ; D = 3,30 F, il est passé à 3,70 F en 1963 ; AMI = 2F, il est passé à 3,50 F en 1960. Les électroradiologistes jusqu'en 1960 bénéficiaient de la lettre clé K = 3,60 F. Le décret du 4 juillet 1960 relatif au tarif d'honoraires et frais pour soins en matière d'électroradiologie stipule dans son article 1^{er} que le tarif résultera désormais « de l'application aux coefficients de ces actes de la valeur du tarif plafond conventionnel de la lettre R fixée à 2,60 F en 1960 ; elle est passée à 3 F en 1963. Quant aux actes d'électrothérapie, le décret n° 60-646 du 4 juillet 1960 a fixé à 1,60 F le tarif responsabilité de la lettre clé KR tarif qui est toujours en vigueur. Les tarifs des électroradiologistes ont donc subi un sérieux abaissement. Le relèvement des tarifs des praticiens en 1963 était donc justifié. Le ministre de la santé publique est très favorable à l'alignement des tarifs plafonds conventionnels des infirmières sur ceux des masseurs, mais il ne peut qu'intervenir dans ce sens auprès de M. le ministre du travail qui a l'initiative des textes relatifs à la fixation des tarifs plafonds conventionnels des praticiens.

13722. — M. Trémollières demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** si les avantages attachés à la carte d'économiquement faible et, particulièrement, le bénéfice d'une réduction de 30 p. 100 sur les voyages par la Société nationale des chemins de fer français ne pourraient être étendus aux bénéficiaires du fonds national de solidarité, de telle façon que tous les retraités, dont les ressources sont très modestes, puissent se rendre dans leur famille, sans qu'il leur en coûte davantage qu'aux salariés. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — La situation signalée par l'honorable parlementaire n'a pas échappé à M. le ministre de la santé publique et de la population et il apparaît à l'examen que la plupart des avantages reconnus aux détenteurs de la carte d'économiquement faible sont en fait étendus aux bénéficiaires du fonds national de solidarité. En ce qui concerne notamment la réduction de 30 p. 100 pour un voyage annuel sur le réseau de la Société nationale des chemins de fer français, il y a lieu de rappeler que les lois n° 50-891 du 1^{er} août 1950 et 57-723 du 27 juin 1957 accordent le droit à un voyage aller et retour par an, au tarif des congés payés aux bénéficiaires d'une rente, pension retraite, allocation ou d'un secours viager, versé au titre d'un régime de sécurité sociale, ainsi qu'à leurs conjoints et enfants mineurs. Le ministère des finances, consulté, a confirmé que ces textes s'appliquaient également aux bénéficiaires du fonds national de solidarité.

13724. — M. Tourné expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** qu'au regard de l'augmentation continue de la population française, la formation des médecins n'augmente pas suffisamment. Il existe un déséquilibre qui tend à s'aggraver et ceci pour trois raisons, au moins : a) l'augmentation du nombre des Français, qui est surtout sensible aux deux pôles de l'échelle des âges, l'enfance et la vieillesse ; b) les thérapeutiques modernes, qui nécessitent de plus en plus d'actes médicaux longs et variés ; c) l'arrivée massive des rapatriés d'Algérie ; d) l'introduction de main-d'œuvre étrangère, physiquement fragile. Il lui demande : 1° si son ministère a vraiment conscience du déséquilibre qui existe entre

le nombre de médecins formés dans toutes les disciplines et l'augmentation progressive de la population française ; 2° combien de médecins ont été formés, chaque année, au cours des dix dernières années. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la population fait observer à l'honorable parlementaire que le problème de la formation des médecins relève du ministre de l'éducation nationale. Sous réserve de cette remarque, les questions posées appellent les réponses suivantes : 1° s'il est exact que, notamment en raison de la poussée démographique, d'une part, et de l'évolution de la thérapeutique, d'autre part, la demande médicale va croissant, on ne peut affirmer qu'actuellement il existe un déséquilibre sur le plan national entre le nombre de médecins installés et les besoins de la population ; 2° des statistiques établies par l'administration compétente il ressort : qu'au cours de la période 1953-1963, le nombre de diplômes d'Etat de docteur en médecine délivrés chaque année s'établit comme suit : 1953, 2.120 ; 1954, 2.195 ; 1955, 2.337 ; 1956, 2.235 ; 1957, 2.279 ; 1958, 2.278 ; 1959, 2.180 ; 1960, 2.242 ; 1961, 2.283 ; 1962, 2.672 ; 1963, 2.612.

TRAVAIL

12786. — M. Ducoloné porte à la connaissance de **M. le ministre du travail** les exposés présentés par les syndicats C. G. T. et C. F. D. T. des Etablissements Panhard à Paris, au cours d'une conférence de presse tenue le 21 janvier 1965. Depuis la mainmise de la Société André Citroën sur la Société Panhard et Levasor, les travailleurs des Etablissements Panhard, victimes de cette opération de concentration, font l'objet de mesures contraires à la sécurité de leur emploi (nombreux licenciements), aux droits de leur comité d'établissement et à l'exercice des libertés syndicales. A plusieurs reprises, les services de l'inspection du travail ont été alertés ainsi que les services centraux de son ministère. Les syndicats ont proposé des solutions conformes à l'intérêt des travailleurs ; lesquelles tendent à obtenir : 1° que des mesures économiques soient prises pour assurer aux travailleurs : a) le plein emploi, sans réduction d'effectifs, dans l'usine de l'avenue d'Ivry, par l'utilisation rationnelle des moyens de production dont les investissements ont été prélevés sur le fruit de leur travail et dont ils constatent le gaspillage ; b) la garantie de leur emploi et de leur classification acquise avec peine ; c) le retour progressif, aux quarante heures sans perte de salaire ; d) l'amélioration immédiate de leurs salaires et dans une première phase l'alignement sur les salaires Citroën ; 2° que des discussions s'engagent entre la direction et les organisations syndicales pour aboutir à un protocole d'accord visant à régler les conditions générales des mutations qui ont eu lieu à l'intérieur comme à l'extérieur de l'établissement ; 3° que le comité d'établissement soit enfin consulté et informé comme le prévoit la loi : a) sur toute décision économique (transfert de fabrications, études de fabrications nouvelles, développement d'usines en province, etc.) ; b) sur toutes modifications des conditions touchant soit l'ensemble, soit une partie du personnel, que ce soit de manière temporaire ou définitive (aménagement d'horaires, créations ou suppressions de services, accroissements ou compressions des effectifs) ; 4° le respect et l'extension des libertés syndicales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre et quelles interventions il envisage de faire pour remédier aux conséquences néfastes, pour les travailleurs des Etablissements Panhard et l'absorption de ces établissements par la Société Citroën, et notamment s'il entend soutenir les solutions constructives susrappelées présentées par les syndicats C. G. T. et C. F. D. T. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Si la réorganisation de l'entreprise dont il s'agit a pu faire naître quelques difficultés dans les rapports entre les organisations syndicales et la direction, au sujet de l'application de la législation du travail (consultation du comité d'entreprise, exercice des fonctions de délégué, situation des travailleurs étrangers, etc.), les services de l'inspection du travail sont intervenus à plusieurs reprises dans les limites de leur compétence pour inviter l'employeur à se conformer strictement aux dispositions en vigueur. A la suite de ces interventions, certaines des difficultés évoquées publiquement par les syndicats semblent avoir été applanies.

12787. — M. Rossi demande à **M. le ministre du travail** s'il ne lui semble pas opportun d'étendre, au profit des professions artisanales, le champ d'application du régime général de la sécurité sociale, tel que l'avait prévu la loi du 22 mai 1946. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — En l'état actuel de la législation et de la réglementation, les personnes qui exercent une profession artisanale ne sont couvertes obligatoirement que contre les risques vieillesse, décès

et invalidité et, si un certain nombre d'entre elles ont pu acquérir une protection contre la maladie, ce n'est que grâce à une adhésion volontaire à des organismes particuliers ou à la sécurité sociale dans le cadre de l'article L. 244 du code. Compte tenu du coût croissant des dépenses de santé dû aux progrès de l'art médical, un large mouvement s'est dessiné depuis plusieurs années en faveur de l'institution d'un régime obligatoire d'assurance maladie en faveur des artisans puis, plus tardivement, des autres travailleurs non salariés. Plusieurs propositions de loi ont été présentées à cet effet, telle la proposition n° 1058 de M. Hebert et plusieurs de ses collègues, qui vise à étendre aux travailleurs non salariés le bénéfice des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès du régime général des salariés et à confier aux caisses de sécurité sociale la gestion de ce nouveau régime. Le ministre du travail estime cette solution opportune, car on voit mal en vertu de quels principes on refuserait d'assurer aux travailleurs non salariés une couverture analogue à celle dont bénéficient les salariés, sous réserve bien entendu, d'y apporter les adaptations nécessaires et de ne pas mettre sur pied, au moins dans une période transitoire, un mode de couverture trop coûteux pour les intéressés. Sous réserve de l'avis des organisations professionnelles de travailleurs indépendants, ces adaptations pourraient porter notamment sur le délai de carence en matière de versement des indemnités journalières et sur le pourcentage de participation des assurés aux tarifs de remboursement en ce qui concerne les frais les moins lourds. Cette solution, qui éviterait de créer un nouveau régime spécial, éviterait des complications administratives tout en respectant les caractéristiques propres au groupe socio-professionnel concerné. En outre, les caisses de sécurité sociale, dont les techniques de gestion ont été sans cesse perfectionnées depuis vingt ans et auxquelles d'ailleurs sont déjà rattachés un nombre significatif de travailleurs non salariés, seraient certainement les mieux aptes à gérer, au moindre coût, le régime maladie des travailleurs non salariés, à la condition que, pour maintenir un lien étroit avec les assurés, les mutuelles de non salariés puissent être associées à la gestion du risque en qualité de correspondants ou de sections locales. En ce qui concerne l'assurance vieillesse, il est rappelé que la loi du 17 janvier 1948 conformément aux vœux des intéressés, a institué « jusqu'à la mise en application du régime définitif de sécurité sociale », un régime d'allocations de vieillesse géré par des organisations autonomes. La très grande majorité des travailleurs non salariés est fermement attachée à ce régime qui paraît considéré comme satisfaisant dans ses principes par ceux qui y sont affiliés. Quelles que soient les solutions qui seront retenues en définitive par le Gouvernement et le Parlement pour l'assurance maladie, il n'est donc pas envisagé de modifier le régime d'assurance vieillesse des non salariés.

13207. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que des abus ont été constatés en matière d'apprentissage, notamment lorsqu'il n'existe pas de convention nationale de la profession considérée. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures de contrôle plus sévères de l'apprentissage, en prévoyant pour tous les apprentis un contrat-type comportant mention d'un horaire devant être rigoureusement respecté. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — Afin de faire face aux impératifs découlant tant de la prolongation de la scolarité obligatoire que de l'évolution démographique et de l'évolution des techniques, le ministère du travail et le ministère de l'éducation nationale se sont attachés à mettre en œuvre des études en vue de relancer les possibilités d'actions communes dans le domaine de l'apprentissage et d'apporter en la matière une solution d'ensemble à des problèmes qui n'avaient reçu jusqu'alors que des solutions fragmentaires, notamment en matière de contrôle des conditions de l'apprentissage. En ce qui concerne la suggestion de l'honorable parlementaire de voir insérer au contrat-type la mention d'un horaire devant être rigoureusement respecté, il lui est signalé que, dès 1963, des modifications apportées au contrat-type d'apprentissage, mis à la disposition des parties par le ministère du travail, ont permis d'inclure dans l'acte une mention supplémentaire concernant le temps de présence hebdomadaire de l'apprenti. Cependant, si le contrat-type permet aux intéressés de rédiger l'acte d'une manière plus correcte et de prendre connaissance de façon plus précise de leurs obligations réciproques, il ne constitue qu'un cadre dépourvu en lui-même de valeur juridique et qui peut être modifié ou complété par les contractants. C'est donc par d'autres moyens que doit être recherchée une limitation de la durée du travail des adolescents et en particulier des apprentis. A cet égard, une circulaire du 28 mai 1963 a déjà rappelé aux services de l'inspection du travail que la pratique des heures supplémentaires ne devait pas, normalement, viser les apprentis, sauf circonstances exceptionnelles, dûment justifiées par les nécessités de la formation professionnelle et sur

lesquelles il appartiendrait à ces services d'exercer leur contrôle, après avis, le cas échéant, du médecin du travail. D'une manière plus générale le problème de la limitation du temps de travail des jeunes retient tout particulièrement l'attention du ministre du travail qui a mis à l'étude des dispositions particulières en ce domaine.

13314. — M. Maurice Schumann rappelle à M. le ministre du travail que les limites des tranches de ressources fixées par le décret n° 63-1124 du 12 novembre 1963 pour le calcul du loyer minimum annuel applicable pour l'ouverture des droits à l'allocation de logement, pendant la période du 1^{er} juillet 1963 au 30 juin 1964, n'ont pas été modifiées pour l'exercice 1^{er} juillet 1964-30 juin 1965, malgré l'évolution des revenus constatée depuis le 1^{er} juillet 1963. Il apparaît indispensable que ces limites soient relevées pour la période du 1^{er} juillet 1965 au 30 juin 1966 et que des études en ce sens soient rapidement entreprises. Une telle mesure, qui tient compte du vœu émis par la commission supérieure des allocations familiales au cours de sa séance du 7 juin 1961, ne peut faire échec à la politique de stabilisation puisqu'il ne s'agit pas d'aboutir à une augmentation des taux de l'allocation de logement mais simplement au maintien de ces taux qui, si les tranches de revenus n'étaient pas modifiées, se trouveraient réduits de 8 à 10 p. 100 en moyenne, ce qui serait particulièrement regrettable alors que les majorations semestrielles de loyer doivent reprendre, semble-t-il, le 1^{er} juillet 1966. Il lui demande de préciser ses intentions en cette matière en indiquant s'il n'envisage pas de publier prochainement un décret portant relèvement des limites des tranches de revenus fixées par le décret du 12 novembre 1963 susvisé. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — Le système des tranches de ressources, instauré lors de la réforme de l'allocation de logement intervenue en juin 1961, n'a jamais impliqué un ajustement périodique aux fluctuations de la vie économique. Les dispositions de la loi n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 interdisent d'ailleurs toutes mesures tendant à des indexations automatiques fondées sur le niveau général des prix ou des salaires. Si un ajustement des tranches est intervenu en 1963, son importance même était exclusive de toute modification ultérieure dans un délai rapproché alors surtout que s'est appliqué entre-temps le plan de stabilisation de l'économie. Il convient de rappeler en outre que, sur la base de la réglementation en vigueur, les dépenses d'allocation de logement s'accroissent dans des proportions telles qu'elles doublent tous les trois ans. Pareil rythme ne saurait être tenu fort longtemps alors que le coût de cette prestation représentera déjà 900 millions de francs en 1965 pour le régime général des salariés. Le Gouvernement, qui doit donc faire preuve de prudence en la matière, n'envisage pas actuellement une révision pour tenir compte de l'évolution du niveau général des prix constatée depuis l'institution du dernier barème.

13318. — M. Guy Ebrard expose à M. le ministre du travail que, malgré les nombreuses déclarations paraissant augurer une suite favorable au reclassement de la commune de Mournex (Basses-Pyrénées) dans une zone de salaire en rapport avec sa population, le projet d'arrêté modifiant le taux d'abattement applicable aux communes faisant partie du groupement d'urbanisme de la région de Lacq n'a pas encore été publié. Il lui demande de lui faire connaître ses intentions à cet égard et, dans toute la mesure du possible, s'il compte en hâter la parution. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — L'article L. 545 du code de la sécurité sociale permet, à titre exceptionnel, compte tenu des modifications apportées à la situation économique et démographique de certaines communes, de modifier les taux d'abattement de zones servant de base au calcul des prestations familiales dans lesdites communes. En application de cette disposition et en raison de l'évolution de la situation économique et démographique de la région de Lacq, l'arrêté du 29 août 1962 a ramené de 8 p. 100 à 5 p. 100, à compter du 1^{er} septembre 1962, le taux d'abattement applicable au calcul des prestations familiales dans les communes situées dans la zone industrielle ou d'habitation du groupement d'urbanisme de Lacq, et notamment celui de la commune de Mournex. Ces communes avaient déjà bénéficié précédemment, à dater du 1^{er} août 1961, en application du décret n° 61-840 du 1^{er} août 1961, d'une réduction de 10 p. 100 à 8 p. 100 du taux d'abattement applicable en matière de prestations familiales. Enfin, le décret n° 62-1267 du 30 octobre 1962 a réduit, à compter du 1^{er} janvier 1963, de 25 p. 100 l'ensemble des taux d'abattement servant de base au calcul des prestations familiales. Ainsi, entre le 31 juillet 1961 et le 1^{er} janvier 1963, soit en moins de deux

années, le taux d'abattement applicable en matière de prestations familiales dans la commune de Mourenx est passé de 10 p. 100 à 3,75 p. 100, ce qui a permis de faire bénéficier les allocataires résidant dans cette région d'une sensible augmentation des prestations familiales. Une nouvelle modification n'est pas actuellement envisagée.

13321. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre du travail que le Gouvernement répète volontiers qu'il entend supprimer les abattements de zones pour le S. M. I. G. avant la fin de la présente législature, mais que ses intentions sont différentes en ce qui concerne les abattements frappant les prestations familiales. Il faut tout d'abord remarquer que la législation est fortement entamée sans que le Gouvernement ait pris de sérieuses mesures de réduction des zones de salaires, ni surtout publié un calendrier précis et ayant valeur d'engagement des mesures qui aboutiront à la suppression totale des abattements de zones pour le S. M. I. G. en 1967. En matière de prestations familiales, les abattements de zones jouent sur le revenu des familles les plus démunies de ressources, alors que les prestations familiales sont à un niveau bien inférieur au taux qu'elles devraient atteindre si la législation d'origine était véritablement appliquée. Il a été maintes fois constaté que les zones à abattement élevé sont loin d'être des zones où la vie est moins chère. Les cotisations sont uniformes dans tout le pays. L'économie des régions défavorisées profiterait en outre de la suppression générale des abattements de zones, et l'exode des jeunes ménages vers les grandes villes s'en trouverait freinée. Les raisons mêmes qui conduisent à promettre la suppression des abattements de zones pour le S. M. I. G. exigent la suppression générale des abattements de zones, notamment en ce qui concerne les prestations familiales. Dans le cas du département de Seine-et-Oise, par exemple, des communes qui subissent une pression très importante sur les prix du fait de l'implantation sur leur territoire d'importants groupes d'habitations n'en demeurent pas moins classées dans une zone avec abattement, alors que les frais des familles y sont très élevés du fait de l'éloignement du lieu de travail, des établissements d'enseignement, etc. Il lui demande : 1° si le Gouvernement, auquel il appartient, entend supprimer tout abattement de zone aussi bien pour les salaires que pour les prestations familiales ; 2° s'il entend publier d'urgence le calendrier des mesures devant aboutir le plus rapidement possible à la suppression totale des abattements de zones et en tout cas avant la fin de la législature actuelle, de manière que l'engagement obtenu du Gouvernement par l'action des salariés et de leurs organisations syndicales passe du plan de la propagande à celui des faits. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — Le problème des abattements de zones ne saurait être posé en termes identiques s'agissant du salaire minimum interprofessionnel garanti, d'une part, et des prestations familiales, d'autre part. En application de la loi du 11 février 1950, l'intervention de l'Etat en matière de salaires du secteur privé se limite à la fixation du S. M. I. G. Le décret du 23 août 1950 qui a, pour la première fois, déterminé le taux de ce salaire, l'a affecté d'abattements pour tenir compte des différences du coût de la vie existant à l'époque entre les diverses zones géographiques du pays et assurer ainsi une protection de même portée à tous les salariés rémunérés sur cette base sur l'ensemble du territoire national. L'évolution des conditions économiques générales, et notamment des dépenses correspondant à la consommation des salariés les moins favorisés, a justifié, par la suite, une réduction progressive de ces abattements dont le taux maximum n'est plus que de 6 p. 100 depuis le 1^{er} février 1963. C'est pour poursuivre cette politique et parce qu'il a paru socialement souhaitable et économiquement possible, compte tenu de la situation générale et des besoins propres aux salariés les moins favorisés, de rendre uniforme, au plan national, la protection dont ceux-ci bénéficient, que le Gouvernement entend progressivement réduire puis supprimer ces abattements. Si, pour diverses raisons techniques et d'évolution conjoncturelle, il ne saurait être indiqué d'échelonnement précis des mesures envisagées pour rendre effective cette décision, la question d'un nouvel aménagement des zones d'abattement applicables au S. M. I. G. pourrait être examinée au cours du second semestre de l'année 1965. En ce qui concerne les prestations familiales, qui correspondent par nature à un objectif différent, la politique à mener ne saurait être la même qu'à l'égard du S. M. I. G. Le Gouvernement envisage, en la matière, de procéder à un remodelage des zones pour rendre celles-ci plus conformes aux réalités démographiques et économiques nouvelles ; les dix zones existant actuellement pourraient être regroupées en trois, l'une applicable dans les grandes villes, l'autre dans les régions rurales, une zone intermédiaire étant instituée. La mise en œuvre de cette politique se fera compte tenu à la fois des aspects particuliers du problème en cause et des objectifs généraux de l'action gouvernementale dans le domaine économique et social.

13323. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre du travail que les retraités et les veuves, réunis le 14 janvier 1965 à l'initiative du syndicat C. G. T. des retraités de la métallurgie de Bessèges (Gard), ont constaté que les veuves d'assurés sociaux ou des retraités du régime général de la sécurité sociale sont dans une situation plus difficile et désavantageuse en comparaison de celle des régimes spéciaux ou de leur situation du vivant du retraité. En effet, certains régimes spéciaux accordent la pension de réversion dès le décès de l'assuré ou du retraité sans tenir compte de l'âge de la veuve, alors qu'au régime général de la sécurité sociale, la veuve doit être âgée de 65 ans ou de 60 ans au moins, si elle est reconnue inapte au travail ou invalide. Lorsque survient le décès, la veuve n'ayant pas droit à bénéficier immédiatement de la pension, mais ayant atteint l'âge de 50 ans ou plus, et n'ayant pas d'activité professionnelle, se voit le plus souvent dans l'impossibilité de se procurer un emploi et se trouve donc soumise aux pires difficultés. Dans le cas d'une veuve de retraité en droit de bénéficier immédiatement de la pension de réversion, il s'avère que les ressources de cette veuve par rapport à celles dont elle disposait du vivant du retraité sont réduites de plus de 50 p. 100, alors que certaines dépenses sont identiques dans les deux cas (le chauffage, l'éclairage, le loyer, etc.), ce qui nécessiterait que cette pension de réversion fût supérieure à 50 p. 100. Par exemple, un retraité ayant une pension de 5.000 francs et une majoration pour conjoint à charge de 1.000 francs, soit au total 6.000 francs, la pension de réversion sera de 2.500 francs, soit, pour la veuve, 41 p. 100 des ressources du ménage ; et il en résulte un amoindrissement important de ses conditions de vie. Pour le plafond des ressources appliqué à certaines allocations, on admet qu'une seule personne peut avoir 3.200 francs et deux personnes 4.800 francs, soit pour une personne seule 66 p. 100 des ressources de deux personnes. En toute logique, cette proportion devrait s'appliquer pour le calcul de la pension de réversion (la veuve supporte, de plus, les frais funéraires sans indemnité compensatrice). Pour remédier à toutes ces anomalies, les retraités et veuves ont émis le vœu : a) que le conjoint (particulièrement la veuve) âgé de 50 ans ou invalide à charge d'un assuré social ayant soixante trimestres valables de cotisations, ou d'un invalide ou d'un pensionné, bénéficie d'une pension de réversion égale à 70 p. 100 du montant de la pension principale du *de cujus* ; b) que la veuve d'un pensionné perçoive au décès de celui-ci un trimestre supplémentaire, égal au montant du trimestre précédant le décès, en compensation des frais funéraires ; c) le conjoint devant avoir contracté mariage avant que l'assuré ait atteint l'âge de 60 ans ou deux ans avant la date du décès. Il lui demande quelles suites il entend donner à ce vœu. (Question du 27 février 1965.)

Réponse. — a) Les pensions de conjoints survivants servies sans contrepartie de cotisations supplémentaires, puisque les travailleurs célibataires ou mariés cotisent sur les mêmes bases, constituent déjà une lourde charge pour le régime. Il est d'autant moins envisagé d'accroître cette charge que les conjoints survivants ayant eux-mêmes travaillé se trouvent, le plus souvent, exclus du bénéfice de la réversion, le cumul avec leurs propres retraites d'assurés sociaux étant interdit par l'article L. 351 du code de la sécurité sociale. Au reste, le conjoint invalide de l'assuré social décédé peut déjà prétendre à une pension de veuf ou de veuve dans les conditions des articles L. 323 et L. 324 du code susvisé ; b) Conformément aux dispositions de l'article 77 du décret du 29 décembre 1945 modifié, les titulaires d'une pension ou rente d'assurance vieillesse ouvrent droit au capital décès tant qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article L. 249 du code de la sécurité sociale. Aux termes dudit article, pour ouvrir droit aux prestations de l'assurance décès, l'assuré doit avoir occupé une activité salariée pendant soixante heures au moins, au cours des trois mois qui précèdent la date du décès, ou s'être trouvé dans une situation équivalente. Est notamment considérée comme assimilée à six heures de travail salarié, pour l'application de ces dispositions, toute journée indemnisée au titre de l'assurance maladie. Le montant du capital décès est égal, en application de l'article L. 360 du code de la sécurité sociale, à quatre-vingt-dix fois le gain journalier ayant donné lieu à versement de cotisations pendant la période précédant l'arrêt de travail. Il résulte de ces dispositions que, lorsqu'un pensionné de vieillesse a cessé d'avoir la qualité de salarié, ses ayants droit ne peuvent prétendre au capital décès. Il n'apparaît pas possible d'apporter sur ce point une modification aux textes en vigueur, en raison des répercussions financières qui en résulteraient. Il est signalé, au surplus, que l'objet du capital décès est de procurer aux personnes, qui se trouvaient à la charge de l'assuré décédé et se trouvent privées de ressources par suite de la disparition de son salaire, des moyens d'existence pendant la période suivant immédiatement le décès. Or, la veuve d'un pensionné de vieillesse peut, si elle n'est pas elle-même bénéficiaire d'un avantage de la sécurité sociale, obtenir une pension de réversion qui lui permette de subvenir à ses besoins ; c) les conditions d'attribution des pensions de réversion citées par l'honorable parlementaire sont celles qui figurent déjà à l'article L. 357 du code de la sécurité sociale.

13445. — **M. Le Theule** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que la coordination entre les différents régimes de retraite n'est réglée que d'une façon très partielle. Cette constatation a d'ailleurs été faite par le rapport de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse (rapport Laroque). Il lui expose le cas d'une salariée qui, après avoir accompli dix-neuf ans et neuf mois à la Société centrale de chemins de fer d'entreprises, a ensuite travaillé dix-sept ans et neuf mois dans une banque. Or, pour l'ouverture du droit à pension au titre de retraite de banque, il faut justifier : soit de vingt annuités de banque validables, soit, dans la banque ou hors banque, de vingt annuités de services salariés validables et coordonables. Les services bancaires validables de l'intéressée ne forment pas le maximum nécessaire de vingt annuités, il aurait fallu, pour le complément, que les services accomplis à la Société centrale des chemins de fer d'entreprises soient coordonables. Mais les périodes d'emploi dans ladite société ont été validées par la caisse autonome mutuelle des retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (C. A. M. E. R.), cette caisse appliquant un régime de retraite spécial et étant de ce fait écartée de la coordination instituée par la loi du 1^{er} décembre 1956, qui concerne exclusivement les régimes de retraites complémentaires de la sécurité sociale. L'intéressée ne peut, de ce fait, bénéficier de la coordination entre les différents régimes auxquels elle était successivement affiliée. Compte tenu de cette situation citée en exemple, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour réaliser la coordination des deux régimes précités dans ce cas particulier ; 2^o pour assurer, d'une manière générale, une coordination parfaite entre tous les différents régimes de retraite. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire qu'il n'existe pas de mesure générale établissant une coordination entre les régimes spéciaux de retraites et les régimes de retraite dont les avantages sont complémentaires de ceux de la sécurité sociale. Les régimes spéciaux de retraite concernent le personnel de l'Etat, des collectivités locales et de secteurs professionnels qui font appel ou sont susceptibles de faire appel à l'Etat pour assurer leur équilibre financier tels que la S. N. C. F., les mines, la marine marchande. Ces régimes ont été coordonnés avec le régime général de la sécurité sociale par deux décrets du 20 janvier 1950. Il n'a toutefois pas, jusqu'à présent, paru possible d'imposer aux collectivités publiques l'accroissement de charges qui résulterait pour elles d'une coordination générale entre lesdits régimes et les régimes complémentaires. Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'à défaut d'obligation, il y a possibilité pour les régimes spéciaux et complémentaires de passer des accords de coordination. C'est au conseil d'administration de la C. A. M. E. R. et au comité interbancaire de retraites qu'il appartient de décider s'il leur paraît opportun de conclure un accord de coordination.

13552. — **M. Comte-Offenbach** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les modalités de liquidation des pensions de vieillesse pour les salariés du régime général ayant été militaires de carrière, modalités précisées par le décret n^o 50-133 du 20 janvier 1950. Il lui expose le cas d'un ancien militaire de carrière qui totalise, au titre des deux régimes, 132 trimestres de cotisations. Or, sa retraite est calculée sur la base de 100/132 alors que suivant les cotisations versées, ce calcul devrait être fait sur la base de 100/120. Compte tenu du préjudice subi par l'intéressé, il lui demande s'il envisage de prendre des mesures pour un calcul plus équitable des retraites des anciens militaires de carrière devenus par la suite salariés du régime général. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — La question soulevée par l'honorable parlementaire concernant l'application du décret de coordination n^o 50-133 du 20 janvier 1950, est liée au problème général de la modification des modalités de calcul des pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale pour permettre la prise en compte des cotisations versées au-delà de la trentième année d'assurance. Des études sont actuellement menées sur le plan interministériel en vue de rechercher la solution de ce problème.

13647. — **M. Ansquer** demande à **M. le ministre du travail** pourquoi les réserves importantes de l'U. N. E. D. I. C. ne sont pas actuellement largement utilisées à l'indemnisation du chômage partiel. En effet, ces sommes qui pourraient être ainsi distribuées sous forme d'allocations de chômage, rendraient certainement de grands services à de nombreuses familles. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Le régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce a été créé par une convention nationale conclue le 31 dé-

cembre 1958, agréée le 12 mai 1959. Cette convention lie le conseil national du patronat français, d'une part, et les confédérations nationales de salariés — C. G. T., F. O., C. F. D. T. (C. F. T. C.), C. G. C., C. G. T. — d'autre part. La mise en œuvre de ses dispositions, ainsi que l'initiative des modifications susceptibles d'y être apportées, incombent aux organismes de statut de droit privé institués par ladite convention, à savoir l'union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (U. N. E. D. I. C.) et les associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (A. S. S. E. D. I. C.). Sous le bénéfice de cette observation, il est rappelé que la convention du 31 décembre 1958 stipule dans son article 8 que « les parties, conscientes des problèmes qui peuvent se poser du fait du chômage partiel, sont d'accord pour procéder en commun, dès que possible, à une étude en vue de rechercher des solutions appropriées, dans l'esprit de la présente convention, en y associant au besoin, les représentants des professions ou régions intéressées ». Le règlement annexé à la convention autorise la prise en charge par les A. S. S. E. D. I. C. des salariés dont le contrat de travail n'a pas été rompu et qui ont cependant cessé toute activité depuis deux quatorzaines. D'autre part, par un avenant du 27 janvier 1965, les organisations signataires de la convention du 31 décembre 1958 ont décidé que les commissions paritaires des A. S. S. E. D. I. C. peuvent admettre au bénéfice des allocations spéciales, dès le premier jour de chômage constaté, les salariés dont le contrat de travail est suspendu si les conditions suivantes sont remplies : a) les intéressés doivent justifier que, depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours, ils ont été indemnisés en application d'une convention à caractère professionnel (accord du 28 janvier 1963 agréé par arrêté du 12 novembre 1963 concernant les textiles naturels) ou d'une convention intervenue dans le cadre de l'ordonnance n^o 59-129 du 7 janvier 1959. Le nombre d'heures indemnisées doit être au moins égal à celui des heures indemnisables par l'Etat (pour le textile : 320 heures) ; b) les intéressés doivent être souscrits comme demandeurs d'emploi.

13652. — **M. Orvoën** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'une assurée, Mme X..., qui réunit 21 ans 5 mois et 15 jours d'activité salariée entre le 14 avril 1913 et le 21 décembre 1944, dont 4 ans seulement postérieurement au 1^{er} juillet 1930. Pendant la période allant du 1^{er} octobre 1930 au 30 décembre 1940, l'intéressée était employée au pair chez une personne qui lui fournissait le logement et la nourriture et à laquelle elle était tenue de prodiguer des soins et de fournir un certain nombre de services : courses, préparation des repas, travaux du ménage. Il lui demande si cette période ne pourrait être prise en considération pour la liquidation des droits de Mme X... en matière d'assurance vieillesse — ce qui lui permettrait de prétendre au bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés au titre des vingt-cinq années de salariat, alors que, dans le cas contraire, elle n'a même pas droit à l'attribution d'une rente de la sécurité sociale, n'ayant versé des cotisations que pendant quatre ans (du 1^{er} janvier 1941 au 31 décembre 1944). (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Pour l'ouverture du droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés prévue par les articles L. 614 et suivants du code de la sécurité sociale, il a été admis que les périodes durant lesquelles les salariés (tels les travailleurs au pair) ont été rémunérés par des avantages en nature seraient prises en considération, dès lors que l'emploi occupé présente une importance et une régularité suffisantes pour que ces prestations puissent être considérées comme une rémunération normale. Par contre, ces périodes ne sauraient être éventuellement prises en considération, pour la détermination des droits à l'assurance vieillesse, que dans le cas où l'emploi au pair a effectivement donné lieu au versement des cotisations d'assurances sociales correspondant au salaire minimum requis pour valider la période considérée, les pensions et rentes de vieillesse n'étant prévues, par les articles L. 331 et suivants du code de la sécurité sociale, qu'en faveur des assurés totalisant un minimum d'années de versements de cotisations.

13654. — **M. Venier** rappelle à **M. le ministre du travail** que d'après les dispositions de l'article L. 348 du code de la sécurité sociale les assurés dont le droit à pension de vieillesse s'est ouvert antérieurement au 1^{er} avril 1946, c'est-à-dire ceux nés avant le 1^{er} avril 1886, sont maintenus pour les prestations de l'assurance vieillesse sous le régime résultant, pour eux, du décret-loi du 28 octobre 1935 modifié. En application de ce texte, les droits à l'assurance vieillesse devaient être obligatoirement liquidés au soixantième anniversaire des intéressés, les cotisations d'assurance vieillesse versées postérieurement à cette date n'étant pas susceptibles de leur ouvrir des droits supplémentaires. Il est habituellement admis que le droit des assurés à un avantage de vieillesse est

déterminé selon les dispositions de la législation en vigueur à l'époque à laquelle ils ont atteint l'âge requis pour obtenir la liquidation de leurs droits. De ce fait, les assurés nés avant le 1^{er} avril 1886 n'ont pu obtenir, au maximum, qu'une pension calculée sur seize annuités (1930-1946), ce qui les fait bénéficier d'une retraite d'un faible montant, que ne compense pas pour eux le fait qu'ils ont perçu les arrérages de cette pension depuis leur soixantième année. La plupart d'entre eux ont continué à exercer une activité professionnelle après soixante ans mais lorsqu'ils seront, du fait de leur âge, obligés de s'arrêter définitivement, leur pension ne pourra être révisée et restera fixée à un taux extrêmement modeste. Il demande si, pour tenir compte de la situation défavorisée dans laquelle se trouvent placées ces personnes, maintenant très âgées, par rapport aux assurés sociaux soumis au régime institué par l'ordonnance du 19 octobre 1945, il ne peut, compte tenu du petit nombre des assurés soumis aux dispositions de l'article L. 348 du code de la sécurité sociale, envisager une modification des dispositions de ce texte permettant à ces bénéficiaires de percevoir une pension de retraite les plaçant dans une situation à peu près semblable à celle des retraités plus jeunes. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Les assurés nés avant le 1^{er} avril 1886, qui ont vu leurs droits à l'assurance vieillesse liquidés sous le régime du décret-loi du 28 octobre 1935, conformément aux dispositions de l'article L. 348 du code de la sécurité sociale, ont obtenu à l'âge de soixante ans une pension égale à autant de trentièmes de 40 p. 100 du salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées jusqu'à leur soixantième anniversaire qu'ils totalisaient de retenues annuelles de cotisations. Sous le régime en vigueur depuis 1946, l'assuré qui désire obtenir une pension basée sur 40 p. 100 de son salaire annuel moyen, doit normalement ajourner la liquidation de sa pension jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Il est à remarquer que, si les assurés relevant du décret-loi du 28 octobre 1935 n'ont pu bénéficier au maximum que de seize annuités de versements (de 1930 à 1946) ils ont perçu les arrérages de leur pension de vieillesse depuis leur soixantième anniversaire. On ne peut donc affirmer que les assurés relevant du décret précité soient, dans l'ensemble, défavorisés par rapport aux assurés bénéficiant des dispositions du régime actuel. Dans un souci d'équité, il a d'ailleurs été établi une certaine parité entre le montant des pensions liquidées sous l'ancien et le nouveau régime ; c'est ainsi que la loi du 23 août 1948 portant réforme de l'assurance vieillesse a prescrit, à compter du 1^{er} juillet 1948, la révision des pensions relevant du décret-loi du 28 octobre 1935. En outre, depuis 1949, les coefficients de revalorisation fixés chaque année, par arrêté interministériel, pour tenir compte de la variation générale des salaires, s'appliquent indifféremment à toutes les pensions de vieillesse, quel que soit le régime sous lequel elles ont été liquidées.

13728. — M. Prioux expose à M. le ministre du travail la situation d'un hôtelier ayant versé depuis plus de dix ans, sous forme de cotisations, près de 10.000 francs à la caisse d'assurance de l'industrie hôtelière, et qui, au terme des conditions générales du contrat, vient d'être avisé de ce qu'à soixante-dix ans, c'est-à-dire dans quelques mois, sa femme ne pourra plus bénéficier le cas échéant des garanties « maladie-chirurgie ». Il lui demande s'il ne lui semble pas qu'une telle situation mériterait d'être réexaminée afin que cette catégorie d'assurés puisse, comme cela a été le cas des exploitants agricoles, être rattachée au régime général de la sécurité sociale. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Le ministre du travail a marqué nettement, dès 1962, l'intérêt qu'il attachait à l'institution, aussi rapide que possible, d'une assurance maladie en faveur des travailleurs non salariés, qui serait seule de nature à permettre à ceux-ci de faire face au coût de plus en plus élevé des soins de santé. Cette réforme pose toutefois de nombreuses et délicates questions de principe, de caractère juridique, administratif et financier sur lesquelles le Gouvernement n'a pas encore pris parti. Si les études que son département avait faites en ce domaine, sur la base des travaux préalables menés par le ministre de l'Industrie, concernaient au premier chef les artisans, il est apparu, en 1963, que les autres catégories professionnelles s'intéressaient suffisamment à la question pour s'associer en vue de la recherche d'une solution commune. Plusieurs propositions de loi ont été présentées à cet effet parmi lesquelles il convient de signaler la proposition n° 1058 de M. Hebert et plusieurs de ses collègues, qui, ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, vise à étendre aux travailleurs non salariés le bénéfice des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès du régime général des salariés et à confier aux caisses de sécurité sociale la gestion de ce nouveau régime. Le ministre du travail estime cette formule opportune car on voit mal en vertu de quels principes on refuserait d'assurer aux travailleurs non salariés une

couverture analogue à celle dont bénéficient les salariés, sous réserve bien entendu d'y apporter les adaptations nécessaires et de ne pas mettre sur pied, au moins dans une période transitoire, un mode de couverture trop coûteux pour les intéressés. Sous réserve de l'avis des organisations professionnelles de travailleurs indépendants, ces adaptations pourraient porter notamment sur le délai de carence en matière de versement des indemnités journalières et sur le pourcentage de participation des assurés aux tarifs de remboursement en ce qui concerne les frais les moins lourds. Une extension de la sécurité sociale faite selon ces principes éviterait de créer un nouveau régime spécial, donc permettrait d'échapper à d'inutiles complications administratives tout en respectant les caractéristiques propres au groupe socio-professionnel concerné. En outre, les caisses de sécurité sociale, dont les techniques ont été sans cesse perfectionnées depuis vingt ans, dont les frais de gestion sont peu élevés, et auxquelles d'ailleurs sont déjà rattachés un nombre significatif de travailleurs non salariés seraient certainement les mieux aptes à gérer le régime maladie des travailleurs non salariés, à la condition que, pour maintenir un lien étroit avec les assurés, les mutuelles de non-salariés puissent, ainsi qu'il est envisagé, être associées à la gestion du risque en qualité de correspondants ou de sections locales. Les conseils d'administration des caisses seraient évidemment complétés par les représentants des nouveaux assurés. Telles sont les lignes directrices des études actuellement poursuivies au ministère du travail, au sujet desquelles celui-ci a déjà reçu les encouragements de nombreux travailleurs non salariés.

13731. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que, dans les mesures qui vont être prises pour améliorer les retraites de la sécurité sociale au régime général figure notamment celle qu'il lui avait laissé espérer lors de sa réponse à sa question écrite n° 9232 (Journal officiel, débats de l'Assemblée nationale, séance du 16 juin 1964, page 1953), à savoir qu'il sera tenu compte de toutes les années de cotisations lorsque ces dernières dépassent les trente années requises pour obtenir 40 p. 100 du salaire moyen des dix dernières années, à l'âge de soixante-cinq ans. Il lui demande de lui indiquer : 1° s'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de tenir compte, pour le calcul de la pension de retraite, non seulement du salaire moyen des dix dernières années, mais aussi de celui, revalorisé, des dix meilleures années de la carrière de l'assuré social admis à faire valoir ses droits à la retraite ; 2° s'il n'existe pas, en effet, des cas douloureux où le salarié, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté (faillite de l'entreprise, état de santé, etc.), se trouve dans l'obligation, en fin de carrière, d'accepter un emploi où sa rémunération est plus désavantageuse qu'antérieurement ; 3° s'il ne serait pas illogique que ledit salarié ne puisse pas bénéficier d'une retraite basée sur les salaires revalorisés des dix meilleures années où, très souvent, pendant vingt ou vingt-cinq ans, il percevait des rémunérations qui dépassaient le plafond de la sécurité sociale ou étaient voisines de ce dernier ; 4° si, dans la négative, il n'existerait pas un non-sens évident et une injustice flagrante à l'égard d'un salarié qui, victime de circonstances indépendantes de sa volonté, le serait à nouveau dans l'attribution de sa retraite d'assuré social au régime général de la sécurité sociale. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — La question de la modification des règles fixées par l'article L. 343 du code de la sécurité sociale pour la détermination du salaire servant de base au calcul de la pension de vieillesse est actuellement à l'étude. Il est notamment envisagé de retenir un salaire plus représentatif de la carrière de l'assuré que le salaire moyen des dix dernières années. Cet élargissement de la période de référence atténuerait donc les incidences, sur le montant du salaire annuel moyen, des périodes au cours desquelles l'assuré a vu diminuer son salaire en raison de son déclassement de fin de carrière. Toutefois, la législation actuellement applicable n'a pas encore été modifiée sur ce point car, une telle modification soulève des problèmes très complexes, il est nécessaire de s'assurer préalablement qu'elle ne présente pas, en définitive, plus d'inconvénients que d'avantages pour les assurés. En effet, la prise en compte du salaire moyen de l'ensemble de la carrière (conformément à la recommandation de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse) améliorerait peut-être la situation des assurés ayant subi un déclassement en fin de carrière, mais provoquerait aussi, vraisemblablement, des réclamations parmi les très nombreux assurés dont la carrière a progressé régulièrement et qui perdraient ainsi, en partie, les avantages que leur procure la législation actuelle. Il n'est pas douteux, toutefois, que la suggestion tendant au calcul du salaire annuel de base en ne tenant compte que des dix années d'assurance ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée, ne puisse être retenue, car, indépendamment de ses incidences financières, son adoption soulèverait de nombreuses difficultés d'application dans la pratique. L'administration étudie donc

toutes ces hypothèses avec le souci d'aboutir à une solution qui concilie les aspirations parfois contradictoires des divers groupes de salariés, sans alourdir exagérément la tâche déjà très complexe des services chargés de la liquidation des pensions de vieillesse.

13735. — M. Gosnat rappelle à M. le ministre du travail la question écrite n° 8967 posée le 12 mai 1964 par M. Maurice Thorez et concernant le double préjudice subi lors de la liquidation de leur pension de vieillesse par les assurés sociaux ayant cotisé régulièrement au régime général depuis le 1^{er} juillet 1930. Dans sa réponse en date du 4 juin 1964, M. le ministre du travail précisait « que la question de la modification des modalités de calcul des pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale, pour tenir compte des cotisations versées au-delà de la trentième année d'assurance, faisait actuellement l'objet d'études très approfondies au ministère du travail, en liaison avec les autres départements intéressés. Toutefois, il n'est pas possible, pour le moment, de fournir des précisions sur les modalités de calcul qui font l'objet de ces études, aucune décision n'ayant encore été prise à ce sujet par le Gouvernement ». Il lui demande, près d'une année s'étant écoulée, si les études évoquées sont enfin terminées et quelles mesures le Gouvernement a l'intention de prendre à ce sujet. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Les études auxquelles l'honorable parlementaire fait allusion se poursuivent sur un plan interministériel. Compte tenu de la complexité de ce problème et de ses aspects financiers, il n'est pas possible, pour le moment, de savoir à quelle date une solution pourra être retenue par le Gouvernement.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

12683. — M. Max-Petit appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la réglementation relative à la carte hebdomadaire de travail délivrée par la R. A. T. P. aux travailleurs de nuit (carte T. N.). En effet, cette carte, qui comporte la possibilité — comme la carte hebdomadaire de jour — d'effectuer 12 voyages, n'est en fait utilisable que pour 11 voyages, si bien que l'utilisateur ayant effectué 10 voyages, au titre de son travail de nuit, et qui se trouve dans l'obligation de retourner — de jour — sur son lieu de travail pour des motifs se rapportant à celui-ci (visite médicale, paie, formalités administratives) ne peut se servir que du trajet aller et doit payer son trajet retour. Il lui demande s'il ne pourrait modifier la réglementation relative aux cartes hebdomadaires des travailleurs de nuit afin de permettre à ceux-ci une utilisation totale des 12 voyages prévus, ces cartes devant, par exemple, prévoir la possibilité d'effectuer le trajet aller-retour deux jours consécutifs (de midi à midi) et la validation pour la nuit du dimanche au lundi des deux voyages pouvant rester inutilisés. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — L'honorable parlementaire établit une comparaison entre le mode d'utilisation des cartes hebdomadaires de travail normales et des cartes hebdomadaires délivrées par la R. A. T. P. aux travailleurs de nuit et portant l'indice T. N., pour en tirer la conclusion que ces dernières ne sont pratiquement utilisables que pour 11 voyages. Il est rappelé que les cartes hebdomadaires normales donnent droit à un voyage aller et retour quotidien du lundi au samedi, et exceptionnellement le dimanche, si la carte n'a pas été utilisée un jour entier de la semaine. Les cartes à indice T. N. qui bénéficient de conditions d'utilisation plus souples que les précédentes, pour tenir compte des horaires particuliers des travailleurs de nuit, sont également utilisables comme les cartes ordinaires pour 12 voyages, quel que soit le réseau concerné : métropolitain ou routier et quel que soit le jour de repos hebdomadaire de l'utilisateur, mais il convient que celui-ci utilise rationnellement sa carte suivant ses obligations professionnelles, conformément aux indications ci-après : 1° sur le réseau métropolitain, soit « en avance », soit « en retard », en faisant contrôler chaque semaine, lors du premier voyage effectué avec la carte : a) dans le premier cas, le dimanche soir, en se rendant à son travail, la case « aller » du lendemain ; b) dans le deuxième cas, le dimanche matin, en revenant de son travail, la case « retour » du jour précédent. Dans les deux cas, la carte est établie à partir de la station du domicile de l'utilisateur. Ainsi les deux cases non contrôlées, correspondant au repos hebdomadaire, peuvent être utilisées soit le dimanche, soit un jour quelconque de la semaine ; 2° sur le réseau routier. Il est indispensable que l'utilisateur fasse « orienter » sa carte dès le premier voyage effectué : a) de son lieu de travail vers son domicile si le repos hebdomadaire a lieu un jour de semaine ou dans la nuit du samedi au dimanche ; b) de son domicile vers le lieu de travail si le repos a lieu dans la nuit du dimanche au lundi. Les conditions exposées ci-dessus étant relativement complexes l'utilisateur aura intérêt, en cas de doute, à se renseigner, avant de faire pointer sa carte, auprès d'un agent qualifié de la R. A. T. P., par exemple, lors de l'achat de la carte.

13562. — M. de Poulpique attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la nécessité de réajuster les pensions de la marine marchande et des pêcheurs versées par la caisse des invalides. Il lui fait remarquer que le salaire réel des marins a été réévalué ces dernières années et qu'il serait équitable de relever, dans les mêmes proportions, le salaire de base servant au calcul des retraites et pensions. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre des mesures dans ce sens. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — Le département de la marine marchande n'a jamais manqué de procéder à la révision des salaires forfaitaires servant de base au calcul des pensions servies aux marins du commerce et de la pêche, toutes les fois que les salaires réels des marins étaient majorés de plus de 5 p. 100. Trois augmentations des salaires forfaitaires sont intervenues au cours des deux dernières années et ont fait l'objet des textes suivants : le décret du 17 septembre 1963 a majoré de 5 p. 100 les salaires des sept premières catégories à compter du 1^{er} septembre 1963 ; le décret du 4 février 1964 a augmenté tous les salaires forfaitaires de 5 p. 100 à compter du 1^{er} septembre 1963 ; le décret du 8 janvier 1965 a décidé une deuxième augmentation générale de 6 p. 100 à compter du 1^{er} octobre 1964. C'est ainsi que le salaire forfaitaire de la 4^e catégorie a été porté, en effet, de 5.702,40 le 1^{er} octobre 1962 à 6.664,10 le 1^{er} octobre 1964, soit une augmentation de 16,86 p. 100. L'honorable parlementaire a demandé si des mesures étaient prévues en vue d'une nouvelle révision des salaires forfaitaires. Le département ne pourra procéder à cette révision que dans le cas d'une modification générale des salaires réels des marins dépassant 5 p. 100 par rapport aux taux antérieurs conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi modifiée du 12 avril 1941.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 (alinéas 2 et 6) du règlement.)

12977. — 13 février 1965. — M. du Halgouët expose à M. le ministre de l'agriculture que le recouvrement des cotisations d'assurance maladie des exploitants agricoles fait apparaître une injustice flagrante lorsqu'il s'agit de frères et sœurs co-exploitants. En effet, chacun des co-exploitants est considéré comme chef d'exploitation d'une partie de la ferme. De ce fait, on arrive à faire payer en assurance vieillesse, allocations familiales, assurance maladie, souvent plus de cent francs par hectare, en additionnant les redevances dues par chacun des redevables. Cette situation pratiquement jetée à la rue des personnes de quarante à cinquante ans, dont le seul tort est d'appartenir à une catégorie inoffensive et peu nombreuse. Il lui demande s'il envisage de prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit considéré que, sur une exploitation d'un revenu cadastral au plus égal à 120 francs, il ne soit encaissé par les organismes intéressés qu'une seule cotisation de chef d'exploitation, quel que soit le nombre des co-exploitants.

13038. — 13 février 1965. — M. Bizet expose à M. le ministre de l'agriculture les faits suivants : jusqu'à ces derniers temps, le répartiteur officiel des vins d'Algérie déterminait les attributions des négociants d'après leurs achats antérieurs en établissant une discrimination entre, d'une part, les achats qui comportaient une livraison de vin « quai départ » et ceux où la livraison avait lieu « quai métropole ». Pour les achats antérieurs correspondant à des livraisons « quai départ », le négociant recevait une attribution de vin qu'il pouvait acheter par « circuit court », c'est-à-dire directement en Algérie ; mais, pour les attributions faites au titre des achats antérieurs, correspondant à des livraisons « quai métropole », l'intéressé était obligé d'acheter le vin par « un circuit long », en traitant avec un fournisseur intermédiaire installé en France. Un tel système de répartition augmentait évidemment les frais généraux des négociants, le « circuit long » étant plus onéreux que le « circuit court ». A la suite de nombreuses protestations, le répartiteur a consenti à reviser sa position et il a donné à tous les négociants la possibilité de faire leurs achats, soit auprès d'un fournisseur de leur choix en France, soit en important eux-mêmes d'Algérie. Malheureusement, cette solution est intervenue alors que les attributions du premier trimestre 1965 étaient déjà faites, de sorte que ce sont des maisons intermédiaires, autrefois établies en Algérie, qui ont reçu du répartiteur les attributions se rapportant aux vins achetés « quai métropole » par les négociants, et ces derniers sont obligés de s'adresser à ces maisons pour obtenir les

bons représentant leur part dans les attributions. Il lui demande s'il n'envisage pas, en vue de mettre un terme aux inconvénients que présente une telle répartition, de prendre toutes mesures utiles, afin qu'à l'occasion des prochaines répartitions les négociants reçoivent directement du répartiteur la totalité des attributions de vins auxquelles ils pourront prétendre.

13045. — 13 février 1965. — **M. Waldeck Rochet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les obstacles administratifs que rencontre la réalisation du centre culturel de la Courneuve, prévu au cœur du grand ensemble de 4.000 logements. En effet, le conseil municipal de la Courneuve adoptait, le 27 juin 1963, une délibération ayant pour objet la location d'un bâtiment édifié par l'office public d'H. L. M. de la ville de Paris en vue de son aménagement en centre culturel. Or, l'approbation préfectorale n'est toujours pas parvenue à la ville de la Courneuve, et ceci, malgré ses démarches pressantes auprès du préfet de la Seine. Au moment où sociologues et journalistes soulignent les conséquences désastreuses dues au manque d'équipements sociaux et culturels dans les grands ensembles modernes, on ne comprend pas qu'une municipalité décidée à réaliser dans ce domaine soit freinée dans son effort. Il faut ajouter que le bâtiment — à l'état de gros œuvre — se détériore, ce qui imposera à la ville des dépenses d'aménagement supplémentaires, et dévalorise le patrimoine de l'office d'H. L. M. de la ville de Paris. Tenant compte que le retard causé à la réalisation du centre culturel porte un préjudice certain à l'enfance, à la jeunesse et à la population du grand ensemble de 4.000 logements, il lui demande s'il envisage d'intervenir auprès du préfet de la Seine, afin que l'approbation préfectorale soit rapidement accordée.

13050. — 13 février 1965. — **M. Peudevigne** demande à **M. le ministre de l'intérieur**, s'il peut lui indiquer le montant des crédits qui, directement ou indirectement, ont été alloués, au titre des divers ministères, au cours de la période 1952-1958, et au cours des années 1962, 1963 et 1964 : 1° au département du Gard, pris en tant que collectivité ; 2° dans l'ensemble des communes du département du Gard ; 3° aux communes des cantons d'Aigues-Mortes, Aramon, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Marguerittes, Remoulins, Roquemaure, Saint-Chaptes, Saint-Gilles, Sommières, Uzès, Vauvert, Villeneuve-lès-Avignon ; 4° aux villes de Nîmes et d'Alès.

13068. — 20 février 1965. — **M. Houël** expose à **M. le Premier ministre** qu'à la suite de désordres consécutifs à de très probables affaissements de terrain sur les pentes Est de la colline de la Croix-Rousse, à Lyon, un certain nombre d'immeubles ont été frappés d'interdiction d'habiter. Ces mesures touchent essentiellement les immeubles compris entre la montée Saint-Sébastien, la rue Magnéval, la rue Grognard et la rue Bodin. Logiquement, la réparation du préjudice causé devrait échoir au responsable de cet état de fait mais il est très difficile et très long de situer cette responsabilité, trop d'éléments entrant en jeu. Il est certain que le sous-sol n'est pas de première qualité mais il est certain aussi que le percement du tunnel routier sous la Croix-Rousse a, sinon provoqué à lui seul, au moins accéléré un phénomène caché qui s'est révélé brusquement. Des expertises sont en cours qui ne seront, lorsqu'elles seront remises, que le point de départ de discussions et de procès sans fin. Or, les habitants sinistrés ne peuvent attendre indéfiniment la solution incertaine de ces procédures. Tous les cas sont tragiques et dignes du plus grand intérêt. Les locataires sont évacués brutalement et ne peuvent se reloger qu'à des tarifs trop soudainement élevés. Les copropriétaires avaient acquis par de grands sacrifices des appartements de petit standing en y engloutissant les économies de toute une vie et, presque toujours, en empruntant des sommes qu'ils doivent actuellement rembourser, pour un bien dont ils ne peuvent plus jouir. En outre, ils sont obligés de payer un loyer pour leur nouveau logement. Les artisans, nombreux dans ce quartier où ils étaient encore tolérés, perdent leur clientèle et surtout ne peuvent pas se réinstaller, leur activité, si peu bruyante qu'elle soit, n'étant pas admise dans les immeubles d'autres quartiers. Non seulement ils perdent leur toit, mais encore leur outil de travail. Les commerçants, pour la plupart, exerçaient une activité portant sur des produits de consommation rapide et de première nécessité (boulangerie, boucherie, alimentation, pharmacie, etc.). Ceux-là perdent non seulement leurs locaux, mais encore toute la clientèle. De nouveaux fonds leur sont offerts mais ils ne peuvent les acheter car n'ayant aucune possibilité de vendre pour réinvestir. La municipalité de Lyon s'est offerte d'acheter immeubles et terrains. Mais elle ne peut le faire qu'aux conditions fixées

par l'administration des domaines. Or, les estimations faites par les domaines, pour deux immeubles, sont absolument symboliques et, si ce rachat avait lieu, il aboutirait, *volens volens*, à une véritable spoliation. Le problème reste donc entier. A cette situation, il faut donc une solution spéciale, rapide et équitable. A l'échelon national, des faits ou catastrophes semblables se sont produits qui ont reçu des solutions (à Ivry, à Fréjus, les ouragans ou orages de grêle qui ont valu la qualité de sinistrés à leurs victimes ; plus proche de Lyon, à Fourvières en 1930 ; les victimes furent indemnisées selon une loi du 5 décembre 1930, soit vingt et jours seulement après la catastrophe). Dans cet esprit, le conseil municipal de Lyon a, à l'unanimité, adopté un vœu tendant à faire reconnaître la qualité de sinistrés à tous les habitants du quadrilatère actuellement menacé. Ce vœu a été adressé au Préfet du Rhône et remis à **M. le ministre de l'intérieur**. Le « Comité Croix-Rousse Est » a fait paraître un communiqué dans la presse régionale pour porter ce fait à la connaissance du public. Ce communiqué était accompagné d'une lettre ouverte aux parlementaires et conseillers généraux, pour leur demander d'appuyer ce vœu de toute leur autorité. Il lui demande s'il entend déposer un projet de loi d'indemnisation relatif à la situation ci-dessus exposée. (Question du 20 février 1965, transmise, pour attribution, à **M. le ministre de l'intérieur**.)

13097. — 20 février 1965. — **M. Chaze** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'un crédit est inscrit au budget de l'agriculture au titre des frais d'organisation et de fonctionnement de la vulgarisation et de l'information éducative. Il lui demande de lui préciser la répartition de ces crédits aux organismes bénéficiaires, cela pour les années 1961, 1962, 1963, 1964, ainsi que les prévisions pour 1965.

13116. — 20 février 1965. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les dispositions de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 et du décret n° 60-816 du 6 août 1960, textes relatifs à la répartition des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires et agents civils et militaires en service en Tunisie. Il lui demande de faire connaître le nombre de requêtes enregistrées dans ses services demandant le bénéfice de ladite ordonnance, le nombre de décisions prononcées à ce jour et la date de notification de chacune des décisions, le nombre de réunions de commissions de reclassement à tenir pour régler le reliquat des dossiers et la date à laquelle il envisage de convoquer lesdites commissions.

13159. — 20 février 1965. — **M. Chaze** expose à **M. le ministre de l'industrie** que son attention a été attirée par les sections locales du parti socialiste S. F. I. O., du parti communiste français et du P. S. U. sur la situation particulièrement grave dans laquelle se trouvent l'agglomération de Bellegarde (Ain) et sa région, tant en ce qui concerne l'emploi que les perspectives locales d'avenir économique. Bellegarde est avant tout une cité industrielle en même temps qu'une importante gare frontière. Or, depuis quelques années, une diminution importante de l'activité industrielle se manifeste, tandis que l'ensemble des services des douanes et de la S. N. C. F. est menacé sérieusement. C'est ainsi que depuis 1962 deux usines ont fermé leurs portes : la biscuiterie L'Amandier et les Etablissements Bouche-Valloton, provoquant le licenciement de 200 salariés environ. Actuellement, la Société S. A. D. A. G. (hélicoptère) se trouve en difficulté, la fermeture complète étant même envisagée pour le 10 février 1965. Plus, encore, 105 licenciements viennent d'être effectués par la Filature de la Lorze, dont la fermeture risque de ne pouvoir être évitée. Par ailleurs, l'application de l'arrêté du 5 août 1964, relatif à la modification des formalités douanières, à l'exportation, entraînera une réduction massive des effectifs de la S. N. C. F., des douanes et des agences en douanes. Plus de 100 salariés seront touchés par cette mesure ; et devront être déplacés ou perdront leur emploi. Certaines usines, comme les Fûts métalliques Gallay, ont dû réduire leurs horaires. Il apparaît donc que c'est tout l'avenir d'une agglomération de 10.000 habitants qui est en jeu. A l'heure actuelle, près d'un millier de travailleurs domiciliés à Bellegarde ou dans le canton exercent un emploi à Genève et sont ainsi dans l'obligation d'effectuer chaque jour un déplacement de 80 km. Il s'agit là d'un palliatif précaire. Les causes de cette situation se trouvent à la fois dans la politique économique et sociale rétrograde pratiquée par le Gouvernement sous le couvert du plan dit de stabilisation ; dans la concentration industrielle et bancaire accélérée depuis 1958 avec l'aide de pouvoirs publics et que les orientations arrêtées pour le V^e plan ne pourront qu'aggraver (les entreprises menacées sont en effet des entreprises anciennes, de moyenne ou de petite importance, et qui dépendent des grosses

firmes pour leurs fournitures et leurs marchés); dans l'insuffisance notoire des efforts gouvernementaux et locaux pour implanter de nouvelles usines à Bellegarde et assurer ainsi à cette cité sa part normale dans le cadre du développement régional. Il lui demande, quelles mesures il compte prendre, en accord avec les autres départements ministériels intéressés et en consultant les organisations démocratiques et syndicales locales, pour assurer le plein emploi et le développement économique à Bellegarde, notamment par l'implantation d'industries nouvelles et le maintien en activité des usines y fonctionnant.

13162. — 20 février 1965. — M. Rives-Henry expose à M. le ministre de l'Industrie que, dans sa réponse à la question n° 7802 que lui avait posée le 14 mars 1964 M. Henry Rey (J. O., débats A. N. du 10 juin 1964, page 1762), il avait précisé que le projet de loi portant statut professionnel de la profession de prothésiste dentaire était à l'étude et concluait ainsi : « ses résultats permettront d'apprécier s'il est possible de faire droit à la demande présentée par les prothésistes dentaires dont la situation particulière vis-à-vis des stomatologistes et des chirurgiens dentistes n'est pas perdue de vue par les services du ministère de l'Industrie ». Il lui demande, en conséquence, de lui faire connaître si l'état d'avancement de l'étude qui était ainsi en cours permet d'envisager le dépôt très prochain au Parlement du projet de loi régissant la profession de prothésiste dentaire. Il lui confirme tout l'intérêt qui doit être attaché à l'organisation de la profession de prothésiste dentaire dont la reconnaissance de haute qualification professionnelle étendue, tant aux artisans qu'aux industriels, ne doit pas échapper aux pouvoirs publics en fonction, d'une part, justement, de son particularisme très marqué, d'autre part, des réglementations partielles ou complètes déjà établies pour cette profession dans quatre des pays de la Communauté économique européenne : Allemagne, Italie, Pays-Bas et Luxembourg.

13462. — 13 mars 1965. — M. Drouot-L'Hermine expose à M. le Premier ministre que le conflit d'interprétation existant entre M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre des finances a pour résultat que la situation actuelle des sapeurs-pompiers professionnels se trouve sans solution. En effet, M. le ministre des finances s'obstine à vouloir assimiler les sapeurs-pompiers professionnels, qui sont incontestablement des employés communaux, au personnel militaire, et cette interprétation semble à M. Drouot-L'Hermine contraire à l'article 2 du règlement d'administration publique du 7 mars 1953 portant statut des sapeurs-pompiers communaux, et il estime que les sapeurs-pompiers professionnels font bien partie du personnel communal, comme d'ailleurs le revendique M. le ministre de l'intérieur, et doivent être compris dans l'ensemble du personnel de la protection civile. Il lui rappelle en outre que, dans sa séance du 4 mai 1964, la commission paritaire du conseil supérieur de la protection civile avait donné son accord sur les propositions d'échelons indiciaires concernant les sapeurs-pompiers professionnels. Aussi, il demande à M. le Premier ministre s'il ne pourrait arbitrer ce différend, en espérant qu'en toute justice, sa sentence sera en faveur de la thèse de M. le ministre de l'intérieur.

13463. — 13 mars 1965. — M. Ponsellé rappelle à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes la question écrite n° 9919 qu'il a posée le 25 juin 1964, restée sans réponse jusqu'à ce jour, et par laquelle il demandait de lui indiquer : 1° le nombre de disparus de nationalité française qu'il y a eu pendant la guerre d'Algérie et depuis la signature des accords d'Evian ; 2° le nombre de disparus dont le décès peut être prouvé après enquête, et quelle a été la nature de cette enquête ; 3° la nature et l'état des démarches qui sont faites pour faire libérer ceux, nombreux, qui restent détenus ; 4° s'il n'envisage pas de publier le nom des disparus et les conclusions auxquelles il est arrivé, après justification, pour chacun d'entre eux. Il lui demande s'il compte en reprendre les termes et lui fournir une réponse dans les meilleurs délais.

13464. — 13 mars 1965. — M. de Poupliquet attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes sur la situation qui est faite aux fonctionnaires ou militaires français servant en Algérie avant la signature de la paix, c'est-à-dire lorsque ce territoire était sous l'administration française, et qui ont eu leur mobilier sinistré par faits de guerre. Il lui demande s'il estime logique de répondre, aux personnes qui

formulent des demandes de dommages et intérêts, de s'adresser au gouvernement algérien pour le remboursement des pertes qu'ils ont subies à une époque où celle-ci n'était pas responsable des faits qui se passaient en Algérie et s'il ne considère pas que le Gouvernement français, responsable du service d'ordre en Algérie à ce moment-là, devrait répondre des sinistres occasionnés avant le cessez-le-feu et, en conséquence, il ne pense pas qu'il serait nécessaire de prendre une décision en vue d'indemniser les fonctionnaires lésés ou, à défaut, d'user de son autorité auprès du Gouvernement algérien pour que celui-ci rembourse aux intéressés ce qui leur est dû.

13465. — 13 mars 1965. — M. Radius demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est la position du Gouvernement à l'égard de la résolution n° 292 relative au service volontaire international qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 29 janvier 1965, et si le Gouvernement y a donné suite ou envisage d'y donner suite.

13466. — 13 mars 1965. — M. Radius demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est la position du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 406 relative au contrôle des armes nucléaires qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 26 janvier 1965, et si le Gouvernement envisage d'y donner suite.

13467. — 13 mars 1965. — M. Radius demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est la position du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 408 relative à l'union politique européenne qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 26 janvier 1965, et s'il est dans les intentions du Gouvernement d'y donner suite.

13468. — 13 mars 1965. — M. Radius demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est la position du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 412 relative à la situation actuelle en Roumanie, adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 28 janvier 1965, et si le Gouvernement envisage de poursuivre une politique conforme aux suggestions qu'elle contient.

13475. — 13 mars 1965. — M. Perrot expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre les faits suivants relatifs au déroulement d'une procédure devant la juridiction spécialisée des pensions militaires : I. — Le recours a été dirigé contre un arrêté d'octroi de pension d'invalidité militaire définitive à 100 p. 100 pour quatre infirmités imputables au service, provoquées par des blessures reçues pendant la Grande guerre de 1914-1918. L'arrêté ayant été notifié le 5 septembre 1961, le recours a été formé le 21 décembre suivant devant le tribunal des pensions du département de la Seine. Cette juridiction a rendu un premier jugement avant dire droit le 9 janvier 1963, ordonnant une double expertise médicale. Les deux experts médecins ont déposé leur rapport le 18 juin 1963. Le tribunal des pensions de la Seine s'est prononcé au fond le 4 décembre 1963 par une décision de rejet. En mai 1964, l'intéressé s'est pourvu devant la cour régionale des pensions de Paris. Tel est le déroulement des faits de cette procédure sur le mérite de laquelle M. Perrot n'a pas à se prononcer au fond. II. — Mais, selon renseignements pris au greffe de la cour régionale des pensions de Paris, il n'est pas question que cette juridiction d'appel se prononce avant mai 1966. Or, l'intéressé, ancien combattant des deux guerres, invalide de blessures de guerre à 100 p. 100, est âgé de plus de quatre-vingt-dix ans. D'autres renseignements, pris au greffe de la cour régionale des pensions de Paris, ont fait connaître que cette juridiction avait compétence pour connaître en appel de tous les litiges des pensions militaires concernant l'entier ressort de la cour d'appel de Paris, soit : Paris, la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, l'Eure-et-Loir, l'Aube et l'Yonne. De plus, il n'y aurait qu'une seule chambre compétente pour connaître de ces questions. Cette chambre ne tiendrait que quatre audiences par semaine et six affaires seulement seraient inscrites au rôle de chaque audience. Si ces renseignements sont exacts, il n'est donc pas étonnant que les délais pour statuer sur ces recours soient aussi scandaleusement longs. Il lui demande donc s'il peut lui confirmer l'exactitude de ces renseignements (II) et, dans l'affirmative, de lui faire connaître s'il

n'estime pas qu'une réforme de cette juridiction s'impose, tant par souci de bonne administration de la justice que par pure et simple humanité, sans parler de la reconnaissance due aux anciens combattants des deux guerres.

13476. — 13 mars 1965. — **M. Le Thault**, se référant à diverses réponses qu'il a apportées à des questions écrites relatives à la situation des gendarmes mis à la retraite avant la création, en 1962, au sommet de l'échelle G, d'un échelon dit « exceptionnel » — et notamment à la réponse à la question écrite n° 11492 de M. Chérasse (réponse parue dans le *Journal officiel*, débats A. N., du 26 novembre 1964), expose à **M. le ministre des armées** que ces réponses sont loin de donner satisfaction aux intéressés. Il lui fait remarquer en effet que la création de cet échelon supplémentaire dit « exceptionnel », mais attribué en fait à l'ancienneté, entraîne des inégalités de pension dans une catégorie de personnel qui compte le même nombre d'annuités et des états de service identiques. En effet, un gendarme admis à la retraite par limite d'âge, par exemple le 1^{er} juillet 1962, perçoit, à égalité de services et d'annuités, une retraite inférieure d'environ 240 à 270 F par an à celle d'un gendarme de même ancienneté, admis à la retraite le 1^{er} janvier 1963. Compte tenu du fait que, dans un cas semblable, se rapportant à certains officiers supérieurs, un précédent a joué en faveur de ceux-ci par intervention du décret n° 64-943 du 9 septembre 1964 et l'arrêté du 18 septembre 1964, textes qui ont supprimé la condition de choix dans les modalités d'accès aux échelons exceptionnels de colonels et de lieutenants-colonels, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable, en accord avec son collègue des finances et des affaires économiques, d'adopter en faveur des gendarmes une semblable mesure, afin de supprimer les disparités choquantes constatées actuellement entre les pensions de gendarmes suivant qu'ils ont pris leur retraite avant ou après 1962.

13480. — 13 mars 1965. — **M. Zillier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de nombreuses écoles songeraient, dans le primaire, à organiser pour leurs élèves des voyages de fin d'année scolaire. Les circulaires en vigueur limitent à un jour la durée de ces déplacements et, lorsque des directeurs et directrices demandent l'autorisation d'absence pour un voyage de plusieurs jours, les autorités départementales refusent en s'appuyant sur les circulaires renouvelées chaque année, et disent simplement : « faites cette sortie pendant les vacances ». Il est cependant à considérer : 1° que de tels voyages ne sont pas des « vacances » pour les maîtres accompagnateurs ; 2° que, quoi que l'on puisse dire ou faire, les derniers jours de classe sont de très faible rendement scolaire ; 3° que, si l'on met en parallèle la rentabilité des derniers jours de classe et celle d'un voyage bien organisé, la balance penche très nettement en faveur de l'excursion d'étude ; 4° que, dès le début des vacances, s'ouvrent les colonies et camps de vacances et que, par suite, beaucoup d'enfants ne peuvent participer au voyage préparé par l'école, car ils risquent de perdre le bénéfice de la colonie scolaire où l'on admet pas les retards dans les arrivées ; 5° que l'encadrement de ces sorties est souvent constitué par des jeunes maîtres ou des maîtres d'âge moyen, qui sont chargés également des colonies de vacances ; 6° que, de ces faits (4° et 5°), toute organisation sérieuse devient presque impossible. Il fait remarquer qu'il y a quelques années, le ministre de l'éducation nationale avait préconisé que les derniers jours de classe (du 1^{er} au 14 juillet à cette époque) soient employés à des activités éducatives et qu'au titre de ces activités, les autorités départementales aient été habilitées à accorder les autorisations nécessaires aux sorties scolaires de plusieurs jours. En accord avec les centres d'accueil du ministère de l'éducation nationale, des écoles — à la grande satisfaction des enfants et des familles — avaient pu ainsi organiser des sorties de cinq à dix jours d'un très grand intérêt. Il lui demande : 1° s'il ne serait pas possible de revenir à cette conception des derniers jours de classe, conception qui donnait satisfaction à tous ceux qui prenaient des initiatives en faveur des enfants ; 2° au cas où il serait impossible de revenir à cette situation qui donnait de grandes possibilités d'action, si les Inspecteurs d'académie et les Inspecteurs primaires ne pourraient pas être habilités à accorder les autorisations d'absence des maîtres et élèves chaque fois que la sortie envisagée serait sérieusement organisée et présenterait un intérêt éducatif certain.

13485. — 13 mars 1965. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans la circulaire publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale du 25 février 1965, il affirme que, notamment, la correction des devoirs et compositions, l'établissement et la communication des notes et appréciations concernant le travail des élèves constituent des obligations, sur le plan juri-

dique, pour les enseignants. Dans des circulaires antérieures en date des 20 avril et 4 juillet 1961, cette affirmation était étayée sur les dispositions du décret du 17 décembre 1933. Or, ce texte ne considère expressément comme charge normale d'emploi que la seule participation des membres de l'enseignement public aux jurys d'examens et de concours. Il lui demande sur quelle base légale ou réglementaire repose la circulaire précitée du 25 février 1965, en ce qui concerne le caractère obligatoire de la correction des devoirs et compositions et de l'établissement et de la communication des notes et appréciations concernant le travail des élèves.

13487. — 13 mars 1965. — **M. Houël** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la réponse faite par lui à sa question écrite n° 10463 parue au *Journal officiel*, débats A. N., du 28 octobre 1964, relative à la situation du lycée de jeunes filles d'Oullins (Rhône). La construction du lycée sur les bases du programme approuvé et, pour ce faire, le déblocage des crédits nécessaires à l'opération sont urgents. Il lui demande quand pourront être généralisées les installations dont il est question et qui sont réclamées avec insistance par les familles intéressées. Dans l'attente de cette réalisation, l'occupation de locaux préfabriqués du groupe primaire Jules-Ferry, à un kilomètre du lycée, a été nécessaire. Cette occupation, qui n'est d'ailleurs pas une solution valable, même provisoirement, est remise en question par suite des perturbations intolérables qu'elle apporte, tant pour les élèves du lycée de filles que pour ceux du primaire. Là encore une solution est possible. L'administration de l'éducation nationale prévoit la construction à Oullins d'un C. E. T. féminin définitif par éléments préfabriqués sur un terrain mis à sa disposition par la municipalité. Ce C. E. T. féminin libérerait des locaux préfabriqués qu'il occupe actuellement dans l'enceinte du lycée de filles, et ces locaux seraient alors immédiatement utilisables et permettraient d'attendre l'achèvement de la construction. Il lui demande donc, en outre, si l'on peut espérer le démarrage rapide de cette construction du collège d'enseignement technique féminin d'Oullins.

13488. — 13 mars 1965. — **M. Hostier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, lors de la discussion budgétaire d'octobre 1964, il a annoncé un plan d'urgence pour les collèges d'enseignement technique. Il a pris à ce moment-là l'engagement de créer 25.000 places nouvelles au moins dans les C. E. T. pour la rentrée d'octobre 1965. En fait, quatre mois après, il semble qu'il soit envisagé de créer environ 30 C. E. T., soit 13.000 places, dont 10 actuellement retenus (5.000 à 6.000 places). En outre, certains crédits anciens, bloqués du fait du plan de stabilisation, seraient restitués à l'enseignement technique pour permettre une légère accélération de son développement considéré comme normal. Cet effort porterait sur des établissements sans internat, abrités dans des constructions métalliques préfabriquées. De toute manière, il apparaît que ses résultats prévisibles seraient très éloignés des 25.000 places nouvelles promises. La circulaire officielle sur la préparation de la rentrée de 1965 confirme ce pessimisme étayé sur les faits, lorsqu'elle indique qu'« il serait dangereux d'amorcer un trop grand nombre d'ouvertures d'établissements ou de sections, alors qu'aucune certitude n'existerait de pouvoir obtenir les locaux nécessaires pour assurer l'accueil de la totalité des élèves... ». Il lui rappelle que, depuis 1962, l'accroissement annuel des effectifs des C. E. T. est de 30.000 jeunes qui ne peuvent être admis qu'au prix d'une surcharge des locaux et de classes à effectifs pléthoriques. A chaque rentrée, des dizaines de milliers de candidats capables ne sont pas admis dans les C. E. T. faute de place. De ce fait, plus de 1.300.000 jeunes français de quinze, seize et dix-sept ans ne sont pas scolarisés et ne reçoivent pas la formation professionnelle à laquelle ils ont droit et qui serait conforme aux intérêts véritables de l'économie nationale. Outre les 25.000 places promises au titre de l'urgence, c'est dès la prochaine rentrée 30.000 autres places dans le cadre du programme normal qui sont impérieusement nécessaires. Les besoins sont particulièrement vifs dans les sections donnant une qualification pour les métiers les plus modernes et pour les jeunes filles. Le développement de l'enseignement technique est un des critères que la jeunesse de France saura prendre en considération, chiffres et expérience à l'appui, pour mesurer à l'épreuve des réalités le poids des discours officiels lui multipliant les promesses d'un avenir flatteur. Il lui demande de lui préciser, alors qu'est proche l'achèvement de la présente année scolaire : 1° l'état des besoins en matière d'enseignement technique, globalement, par sections, et en ce qui concerne les jeunes filles, par rapport aux prévisions de candidatures ; 2° l'état actuel de réalisation du plan d'urgence qu'il a annoncé en octobre 1964 et les prévisions de réalisation pour octobre 1965 ; 3° le nombre de places supplémentaires qui seront offertes aux candidats à l'enseignement technique en octobre 1965 (globalement, par sections et pour les jeunes filles).

13490. — 13 mars 1965. — **M. Séramy** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les disparités constatées en matière d'imposition des pensions selon que les organismes débiteurs sont soumis ou non au versement forfaitaire de 3 p. 100. Il lui signale plus particulièrement la différence de traitement qui en résulte, au regard de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, selon que le déclarant bénéficie d'une pension servie par l'Etat ou la sécurité sociale ou d'un avantage de vieillesse versé par l'une des caisses d'allocation vieillesse des non-salariés. Ainsi, dans le premier cas, un contribuable retraité bénéficiant de deux parts n'est imposable qu'à partir de 8.000 F et, dans le second cas, à partir de 3.200 F. Une telle disparité de traitement qui résulte de l'application des règles relatives à la réduction d'impôt ne trouve que peu de justification eu égard au caractère comparable des ressources soumises à l'impôt. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il envisage en vue d'unifier le régime fiscal des pensions de vieillesse.

13492. — 13 mars 1965. — **M. Abelin** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les tarifs des droits de mutation à titre gratuit et le montant des abattements applicables pour la perception de ces droits, figurant aux articles 750, 770, 774 et 783 du code général des impôts, ont été fixés par la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 et sont en vigueur, les uns depuis le 1^{er} janvier 1960, et les autres depuis le 1^{er} octobre 1960. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de procéder à une modification de ces différents tarifs et abattements, en vue de les adapter à l'évolution du coût de la vie survenue au cours des cinq dernières années.

13493. — 13 mars 1965. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans sa question n° 11043 du 6 octobre 1964, il lui demandait s'il ne pouvait pas modifier les conditions qui sont faites à divers contribuables et, en particulier, à une femme seule, en donnant le droit à une femme seule de compter un ascendant vivant avec elle comme à sa charge et lui donnant droit à une part supplémentaire pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Or, dans sa réponse, parue au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 27 février 1965, il se réfère à l'article 196 du code général des impôts, sans envisager la possibilité de porter une atténuation au plafond de 8.000 francs prévu par cet article. Il lui demande s'il n'estimerait pas normal qu'une femme seule, ayant sa mère à charge et comprenant les revenus éventuels de cette personne dans sa déclaration, puisse voir compter également cet ascendant comme ouvrant droit à une part supplémentaire, même si les revenus de la déclarante dépassent 8.000 francs actuels.

13494. — 13 mars 1965. — **M. Tirefort** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la fiscalité immobilière exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée la livraison à soi-même d'une maison individuelle affectée pendant cinq années au logement du constructeur ou de sa famille. Il lui demande : 1° si la construction par deux frères, en copropriété, d'une maison de deux appartements, répond à la notion de maison individuelle ; 2° en cas de construction de maisons individuelles, suivie d'une cession du droit de surélévation avant l'expiration du délai de cinq ans, quels taxes et droits sont dus, tant sur la cession du droit de surélévation que sur chaque construction.

13495. — 13 mars 1965. — **M. Tirefort** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 27-1 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 prévoit deux chefs d'exonération de taxe sur la valeur ajoutée en matière de construction de maison individuelle. Il lui demande si, les conditions d'exonération imposées dans l'un des cas ayant été remplies pendant un certain temps, il est possible de passer de ce cas d'exonération à l'autre cas.

13496. — 13 mars 1965. — **M. Boscher** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** les faits suivants : une demoiselle X... reçoit de son père par donation des terrains en 1952. Son père décède en 1953. Il a plusieurs enfants. Ce terrain est revendu en 1964. Le fait que son père ait fait une donation fait prendre la plus-value pour 50 p. 100. S'il n'y avait pas eu de donation, elle aurait été prise pour 30 p. 100. Rien ne justifie cette différence. Il lui demande si, en la circonstance, il peut être considéré, quand la donation est faite en ligne directe et que l'auteur est décédé depuis, que l'abattement devrait être le même qu'en cas de succession. Cette mesure de tempérance ferait disparaître une inégalité qui paraît injuste, d'autant plus que, si le père avait procédé par donation-partage, c'est le taux de 30 p. 100 qui aurait été appliqué.

13497. — 13 mars 1965. — **M. Jean Lelné**, se référant à la réponse que **M. le ministre des finances et des affaires économiques** a faite à sa question n° 11294 (J. O., Débats A. N., du 16 janvier 1965), attire son attention sur le fait que la minime augmentation de la prime à la liniculture et la réduction de la subvention du teillage se sont traduites finalement par une réduction de 11,88 p. 100 à 10 p. 100 du taux global de protection de la production linière. Il lui précise que l'on peut indifféremment consommer des toiles de ménage (draps, serviettes, torchons, services de table, mouchoirs, etc.) en lin, en méis ou en coton — des bâches en lin ou en coton — des sacs en lin ou en jute — des ficelles en lin ou en sisal, qu'il est donc indiscutable que le lin se trouve en concurrence directe avec les autres matières textiles importées de l'étranger, et qui proviennent toutes sans exception de pays à très bas salaires ou à monopoles d'Etat, et que par conséquent dans un régime de libre échange des matières textiles, sans droit de douane ni contingentement, le prix du lin en paille et des filasses s'aligne obligatoirement sur le cours mondial le plus bas des textiles concurrents, notamment sur le principal d'entre eux, le coton des Etats-Unis. Il insiste sur le fait que le taux global de protection de 10 p. 100 accordé pour la récolte de 1964 comprenait toutes les formes de soutien normalement accordées aux autres productions agricoles bénéficiant de droits de douane et de prélèvements et, qu'en fait, 5 p. 100 seulement concernaient l'absence de protection contre les textiles concurrents, problème particulier du lin, et qu'ainsi la production linière, privée de toute protection douanière, devait en outre subir le handicap d'un dumping net de 30 p. 100 du fait de son concurrent le plus direct : le coton des Etats-Unis vendu à l'exportation 35 p. 100 moins cher que sur le marché intérieur. Compte tenu de ces arguments, il lui demande à nouveau quelles raisons peuvent justifier un régime aussi sévère, auquel aucune activité agricole ou industrielle ne pourrait résister. Il rappelle que le vote intervenu au conseil de direction du F. O. R. M. A. — que l'arbitrage de **M. le Premier ministre** a annulé — concluait à une protection totale de 15 p. 100 ad valorem, dont 5 p. 100 pour les objectifs habituels du F. O. R. M. A., et 10 p. 100 seulement pour le soutien contre les concurrences anormales, ce qui finalement laissait subsister le handicap d'un dumping de 25 p. 100. Il lui demande donc comment le rejet du vote du F. O. R. M. A. en faveur d'un soutien aussi faible peut se concilier avec le respect de l'article 11 (§ 2) de la loi d'orientation agricole, laquelle prévoit d'accorder aux productions de matières premières agricoles une protection suffisante contre les concurrences anormales. Il lui demande enfin par quels arguments on peut justifier l'intérêt de faire disparaître, non seulement la production linière, mais en outre les industries européennes qu'elle approvisionne.

13498. — 13 mars 1965. — **M. Palmaro** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 prévoit la prise en charge et la revalorisation par la France des droits et avantages sociaux consentis aux Français ayant résidé en Algérie, et lui demande s'il envisage d'appliquer les mêmes dispositions en faveur des retraités français du Maroc, et notamment la modification au décret de garantie n° 66-25 du 12 janvier 1960 relatif aux retraités des chemins de fer du Maroc.

13500. — 13 mars 1965. — **M. René Plevon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une ferme acquise par un cultivateur en 1961, et dont les terres ont toujours été maintenues en état de culture, est susceptible d'être expropriée en partie, pour la création d'un institut médico-pédagogique, moyennant une indemnité qui ne dépassera pas trois francs le mètre carré. Il lui demande si la plus-value réalisée à l'occasion de cette expropriation serait soumise à l'imposition prévue par les articles 3 et 4 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963.

13502. — 13 mars 1965. — **M. de Poulpiquet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation difficile dans laquelle se trouvent quantité d'aviculteurs. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il conviendrait d'accorder une diminution des patentes avicoles, ainsi qu'une diminution importante des impôts sur les revenus avicoles. Il lui demande, d'autre part, étant donné la difficulté de trésorerie des intéressés, s'il ne pourrait donner des instructions pour que de larges délais de paiement leur soient accordés.

13503. — 13 mars 1965. — **M. Dalainy** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 concernant la réforme de la fiscalité immobilière, les opérations assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée sont celles qui concourent à la production ou à la livraison d'immeubles dont les trois quarts au moins de la

superficie totale sont affectés ou destinés à être affectés à l'habitation ». Il lui demande : 1° si les opérations suivantes entrent dans le champ d'application de la loi précitée et doivent donner lieu à déclaration à l'administrateur des contributions indirectes au titre de la livraison à soi-même : a) aménagement d'un appartement dans le sous-sol d'une maison d'habitation de construction antérieure au 1^{er} septembre 1963 occupée par son propriétaire, ledit sous-sol étant précédemment à usage de dépendances (buanderie, débarras, etc.); b) aménagement d'un appartement dans le grenier ou dans les combles d'un immeuble de construction antérieure au 1^{er} septembre 1963 et, en général, aménagement de pièces d'habitation supplémentaires dans les anciennes dépendances dudit immeuble; c) transformations intérieures d'un immeuble de construction ancienne à usage d'hôtel et ayant pour but de créer des appartements qui seront ensuite loués; d) adjonctions extérieures à un immeuble à usage d'habitation et de construction antérieure au 1^{er} septembre 1963, étant précisé que toutes ces opérations doivent donner lieu, préalablement à leur exécution, à la délivrance d'un permis de construire; 2° en cas de réponse affirmative et en ce qui concerne particulièrement la situation exposée en 1° ci-dessus, si le propriétaire dudit immeuble peut bénéficier de l'exonération prévue à l'article 21-1 b de la loi du 15 mars 1963, étant précisé : d'une part, que le propriétaire a bénéficié de l'aide financière de l'Etat sous forme d'une subvention de 7.500 F et d'un crédit de 2.500 F accordés par le sous-comptoir des entrepreneurs agissant pour le compte du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des rapatriés, représentant lui-même l'Etat et en application de la convention passée avec le ministre des finances et des affaires économiques le 29 décembre 1962, moyennant l'engagement de louer le logement pendant une durée de dix ans à compter de l'achèvement des travaux à titre d'habitation principale, exclusivement à des personnes ayant la qualité de rapatriés d'Algérie, désignées par le préfet ou choisies par lui, conformément au décret n° 62-1275 du 31 octobre 1962; d'autre part, que cette aide financière de l'Etat n'est pas celle définie à l'article 1^{er} du décret n° 63-675 du 9 juillet 1963.

13504. — 13 mars 1965. — M. Maurice Bardet attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les mutations à titre gratuit de constructions achevées postérieurement au 31 décembre 1947. L'article 1241, 1^{er}, du code général des impôts exempte des droits de mutation à titre gratuit, lors de leur première transmission à titre gratuit, les constructions, reconstructions ou additions de construction achevées postérieurement au 31 décembre 1947, dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont affectés à l'habitation. L'article 26 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 prévoit, d'autre part, que pour l'application de l'article 1241 précité, les immeubles sont considérés comme achevés à la date du dépôt à la mairie de la déclaration prévue par la réglementation relative au permis de construire, c'est-à-dire celle visée à l'article 23 du décret n° 61-1036 du 13 septembre 1961. Et la circulaire du 20 mars 1963 de la direction générale des impôts précise que le récépissé de la déclaration prévue ci-dessus devra être produit à l'appui des actes de donation ou des déclarations de succession comprenant un immeuble exonéré de droits de mutation à titre gratuit. En raison de ces textes et instructions, les inspecteurs de l'enregistrement exigent la production du récépissé susmentionné. Or, pour toutes les constructions achevées avant le 13 septembre 1961, les intéressés sont dans l'impossibilité de produire ledit récépissé puisque ce dernier n'était pas prévu. Il est également fait remarquer que, dans les villes sinistrées, la reconstruction des immeubles a été effectuée, dans la majorité des cas, par l'intermédiaire d'associations ou de sociétés de reconstruction sur lesquelles les sinistrés se sont reposés entièrement, tant pour la reconstruction elle-même que pour les formalités à effectuer. Il s'avère actuellement que, dans beaucoup de cas, aucune déclaration d'achèvement n'a été effectuée et que le certificat de conformité n'a pas été délivré. Il en résulte qu'aucune pièce officielle ne peut être produite à l'administration de l'enregistrement pour obtenir l'exonération desdits droits de mutation. S'il s'agit d'une donation les parties pourront faire préalablement la déclaration d'achèvement mais, en cas de décès, la formalité ne pourra plus être remplie. Il lui demande si, dans ce dernier cas, les héritiers peuvent fournir des justifications autres que le récépissé ci-dessus mentionné, c'est-à-dire : certificat d'imposition délivré par l'administration des contributions directes, certificat du maire attestant l'achèvement des travaux à une époque déterminée, procès-verbal de réception provisoire ou définitive, etc. et, dans l'affirmative, s'il envisage d'adresser des instructions en ce sens à l'administration de l'enregistrement.

13505. — 13 mars 1965. — M. Maurice Bardet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître quelle sera, au point de vue fiscal, la situation d'un ancien agent immobilier, qui a cessé son activité de marchand de biens

depuis le 14 avril 1961 et qui se propose d'acheter des terrains pour y construire, chaque année, une maison de deux ou trois appartements qu'il vendra non pas sur plan, mais « clefs en main ». Il lui demande, en particulier, si ce constructeur sera imposable à la taxe sur le chiffre d'affaires de 8,50 p. 100.

13506. — 13 mars 1965. — M. Maurice Bardet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si un ancien marchand de biens, qui a vendu en 1963 l'appartement qu'il occupait personnellement depuis son achat en 1953, est tenu au versement de la taxe de 8,50 p. 100 sur le prix de vente qui lui est réclamée par l'enregistrement. Il est précisé que cet agent immobilier a cessé son activité le 14 avril 1961.

13508. — 13 mars 1965. — M. Lapeu expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société civile immobilière des 37 et 38, rue de l'Eglise et du 83, rue de Lourmel, siège social : 38, rue de l'Eglise, à Paris (15^e), éventuellement vendeuse de ses terrains sis 37 et 39, rue de l'Eglise, et 83, rue de Lourmel, à Paris (15^e), a posé une question au ministère le 7 janvier 1964, question confirmée et précisée par une autre lettre en date du 13 août 1964. Il a été indiqué, en novembre 1964, que le bureau III B 2 s'était dessaisi des documents — au bout de longues semaines — au bénéfice du bureau III C 3, lequel ne donne pas signe de vie malgré plusieurs relances. Il lui demande si cette société civile, provenant de la transformation en 1961 d'une société anonyme primitivement constituée avec un objet commercial mais qui, depuis une quinzaine d'années, s'était bornée à gérer son patrimoine immobilier, peut maintenant aliéner son actif immobilier sans que soit remis en cause le régime de faveur dont elle a bénéficié lors de sa transformation en société civile.

13509. — 13 mars 1965. — M. Delong expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation pénible des petites sociétés locales qui, lorsqu'elles organisent un bal ou une soirée de bienfaisance, sont soumises à des frais tels, qu'il s'agisse de sécurité sociale, d'allocations familiales, de droits de régie et d'autres, et en augmentation telle qu'elles se voient dans l'obligation de renoncer à leur activité. Or beaucoup de sociétés sportives ne peuvent faire face à leurs engagements financiers que grâce à ces bals ou à ces soirées de bienfaisance. Actuellement les droits de régie sont perçus même sur les boissons non alcoolisées. Il lui demande s'il serait possible d'obtenir l'exonération de ces droits pour un maximum de trois séances par an.

13510. — 13 mars 1965. — M. André Halbout attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le décret n° 63-675 du 9 juillet 1963 pris pour l'application de l'article 27-I-b de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. L'article 1^{er} de ce texte précise que l'exemption de taxe sur la valeur ajoutée prévue par l'article 27-I-b de la loi du 15 mars 1963 en faveur des livraisons portant sur des logements dont la construction fait l'objet de mesures d'aide financière de la part de l'Etat, et qui sont spécialement réservés à la location, est applicable aux livraisons portant sur les logements locatifs construits sous le bénéfice de la législation relative aux habitations à loyer modéré ou des articles 257 et suivants du code de l'urbanisme et de l'habitation, relatifs aux primes à la construction. La rédaction de ce texte ne permet donc pas de faire bénéficier de cette exemption les logements édifiés avec une aide financière de l'Etat n'entrant pas dans cette énumération. C'est, par exemple, le cas de ceux construits à l'aide d'une subvention pour l'équipement de locaux destinés au logement de rapatriés d'Algérie. Les constructeurs ayant obtenu cette subvention n'ont pu bénéficier de la prime à la construction, ces deux formes d'aide n'étant pas cumulables. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas normal de modifier la rédaction de l'article 1^{er} du décret précité, de telle sorte que la subvention pour l'équipement de locaux destinés au logement de rapatriés d'Algérie soit considérée comme aide financière de l'Etat en ce qui concerne l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

13511. — 13 mars 1965. — M. Terrenoire attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur certaines mesures prises, au cours des années passées, en faveur des contribuables saisonniers. Ceux-ci pouvaient demander le report après l'ouverture de la saison, des échéances d'impôts de l'année

et solliciter la remise des majorations de 10 p. 100 encourues. Cette mesure de bienveillance, s'appliquant surtout au paiement du premier tiers provisionnel, payable chaque année avant le 15 février, comportait l'obligation d'adresser au percepteur, avant le 31 janvier, une lettre exposant la qualité de saisonnier, indiquant les motifs évoqués, précisant les délais sollicités et demandant la remise de la majoration de 10 p. 100. Cette remise intervenait lorsque le premier tiers était versé avant le 30 juin, et passé cette date, une majoration de 1 p. 100 par mois était maintenue. Les mesures bienveillantes ainsi prises venant d'être supprimées, il lui demande si, compte tenu de la situation très particulière des petits commerçants et artisans saisonniers, il ne pourrait envisager de donner des instructions pour que les dispositions, précédemment exposées, soient à nouveau appliquées.

13512. — 13 mars 1965. — M. Fourmend expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants : M. A., propriétaire d'une exploitation agricole, donnée à bail à ferme à M. C., a vendu ladite exploitation à M. B.. Il a été stipulé dans l'acte que, par dérogation aux dispositions de l'article 1593 du code civil, tous les frais, droits et honoraires auxquels l'acte donnera ouverture seront à la charge de M. A., exploitant preneur en place, qui remplit les conditions imposées par l'article 1373 *sexies* B du code général des impôts pour bénéficier de l'exemption des droits de mutation prévue par ce texte, à régulièrement exercé son droit de préemption. Il lui demande si, au cas particulier, le service de l'enregistrement est fondé à exiger le paiement des droits de mutation au tarif édicté par l'article 1372 *quater* du code général des impôts pour le motif qu'il ressort du texte de l'article 1373 *sexies* B dudit code que l'exemption de droit est personnelle au preneur et, qu'en l'espèce, par l'effet de la clause dite de vente « contrat en mains » si l'exemption était accordée, elle bénéficierait en fait au vendeur.

13513. — 13 mars 1965. — M. Cornette expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 11, paragraphe 1, de la loi de finances n° 64-1279 du 23 décembre 1964, les revenus des logements dont le propriétaire « se réserve la jouissance » ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à la taxe complémentaire au titre des revenus fonciers. Toutefois, pour l'imposition des revenus de 1964, les propriétaires pourront opter pour le maintien de la législation en vigueur au 31 décembre 1963. Dans ce cas, ils devront se conformer aux prescriptions de l'article 30 du code général des impôts, qui vise les immeubles ou parties d'immeubles dont le propriétaire « se réserve la jouissance ». L'administration a toujours considéré que cette expression couvrait pratiquement tous les locaux non loués, à savoir : les immeubles ou parties d'immeubles occupés par le propriétaire, les immeubles gardés à sa disposition, ceux mis gratuitement à la disposition de membres de sa famille ou de ses domestiques, ceux concédés gratuitement à un tiers sans contrat, etc. Il lui demande si cette doctrine va continuer à s'appliquer sans restriction à la suite du vote de l'article 11 de la loi du 23 décembre 1964 ou, dans la négative, quels seraient la portée et les motifs de ce revirement d'interprétation.

13514. — 13 mars 1965. — M. Cornette expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 196 du code général des impôts sont notamment considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier, les enfants infirmes sans condition d'âge sous réserve que, suivant la jurisprudence constante du Conseil d'Etat rendue en la matière, l'infirmité ait été contractée avant que les enfants aient atteint leur majorité. Par ailleurs, pour la détermination du quotient familial, l'article 81 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963 a eu pour effet : 1° de supprimer l'article 195-2 du code général des impôts qui augmentait le quotient familial d'une part au lieu d'une demi-part ; 2° de placer sur un pied d'égalité l'enfant infirme mineur et l'enfant infirme majeur, sous réserve que ces enfants soient titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Or, la loi du 19 décembre 1963 n'a pas eu pour objet de modifier les dispositions impératives de l'article 196 du code général des impôts qui vise sans restriction les enfants infirmes. Il semblerait donc que ce texte, accorde pour tout enfant infirme, mineur ou majeur, non titulaire de la carte d'invalidité susvisée, mais ayant contracté une infirmité (écécité, aliénation mentale, etc.) au cours de la minorité, le bénéfice d'une seule demi-part pour la détermination du quotient familial. Il semble qu'une doctrine contraire aurait pour effet, sous le couvert de nouvelles dispositions, de restreindre la portée de l'article 196 du code général des impôts

et, en définitive, de désavantager certains contribuables qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas sollicité ou obtenu la carte d'invalidité. Il lui demande si le point de vue exposé est susceptible de recevoir l'agrément des services de son département ou, dans le cas contraire, quels sont les motifs qui s'opposeraient à cette mesure de simple équité.

13515. — 13 mars 1965. — M. Lepage expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que deux agents hospitaliers, conducteurs d'ambulance, sont logés, chauffés et éclairés gratuitement. Ces agents sont parfois appelés à effectuer entre midi et quatorze heures, ainsi que le soir après dix-huit heures, de même que la nuit, des transports en ambulance. Le receveur de l'établissement fait observer que le logement gratuit pour nécessité absolue de service ne doit pas comporter la gratuité du chauffage et de l'éclairage et a de plus, comme contrepartie, l'obligation d'effectuer les déplacements sans paiement d'heures supplémentaires, sauf la nuit et les jours fériés. Il lui demande si les intéressés logés ont droit au chauffage et à l'éclairage gratuits et au paiement des heures supplémentaires et, le cas échéant, des heures de quelle période, les heures normales de travail étant : huit heures à midi et quatorze heures à dix-huit heures. Il lui demande en outre si certaines heures ne peuvent donner lieu à repos compensateur.

13516. — 13 mars 1965. — M. Le Theule, se référant à la réponse qu'il a apportée à la question écrite de M. François Benard, n° 12730, réponse parue dans le *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 27 février 1965, relative à la situation des gendarmes mis à la retraite avant la création, en 1962, au sommet de l'échelle G, d'un échelon dit « exceptionnel », expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que celle-ci est loin de donner satisfaction aux intéressés. Il lui fait remarquer à nouveau que la création de cet échelon supplémentaire dit « exceptionnel » mais attribué, en fait, à l'ancienneté, entraîne des inégalités de pension dans une catégorie de personnel qui compte le même nombre d'annuités et des états de services identiques. En effet, un gendarme admis à la retraite par limite d'âge par exemple le 1^{er} juillet 1962, perçoit, à égalité de services et d'annuités, une retraite inférieure d'environ 240 à 270 francs par an à celle d'un gendarme de même ancienneté, admis à la retraite le 1^{er} janvier 1963. Compte tenu du fait que, dans un cas semblable se rapportant à certains officiers supérieurs, un précédent a joué en faveur de ceux-ci par l'intervention du décret n° 64-943 du 9 septembre 1964 et l'arrêté du 18 septembre 1964, textes qui ont supprimé la condition de choix dans les modalités d'accès aux échelons exceptionnels de colonel et de lieutenant-colonel, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable en accord avec son collègue des armées, d'adopter en faveur des gendarmes une semblable mesure, afin de supprimer les disparités choquantes constatées actuellement entre les pensions de gendarme suivant qu'ils ont pris leur retraite avant ou après 1962.

13517. — 13 mars 1965. — M. Scheff expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un propriétaire qui vend à une collectivité publique des terrains destinés à l'aménagement d'une zone industrielle. Il s'agit de terrains qui sont actuellement à usage agricole ou horticole. Le prix de cession par mètre carré dépasse les chiffres fixés par l'article 3 du décret n° 64-78 du 29 janvier 1964. La cession de ces terrains n'entre pas dans le champ d'application des articles 27-1 ou 49-1 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 et par conséquent, l'administration ne peut invoquer « la présomption irréfragable » visée au paragraphe 33-1° de la circulaire du 18 février 1964. Des cessions de terrains faites dans le même périmètre, par le même propriétaire, à des fins autres que la construction, et à des prix au mètre carré supérieurs à ceux fixés par l'article 3 du décret du 29 janvier 1964 susvisé, permettent à l'intéressé d'apporter la « preuve contraire » visée au paragraphe 40 de la circulaire du 18 février 1964 susvisée, laquelle ne fait que citer des exemples de justifications, ainsi qu'en témoigne l'emploi du terme « notamment ». Il semble, dans ces conditions, qu'il n'y a pas lieu de faire application en la circonstance des dispositions de l'article 3 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963, assujettissant à l'impôt sur le revenu des personnes physiques les plus-values réalisées à l'occasion de la cession des terrains à bâtir. Il apparaît, en effet, que s'agissant d'une matière fiscale, on ne peut adopter l'interprétation extensive à laquelle semble se rallier l'administration et selon laquelle les terrains devraient continuer à être utilisés comme terres de culture. Il convient d'observer également que, si l'application dudit article 3 a pour effet, dans beaucoup de cas, d'entraîner une majoration du prix des terrains à bâtir — le vendeur étant conduit, même de bonne foi, à récupérer sur l'acheteur un impôt souvent supérieur à celui dont il sera effectivement frappé

— Il est normal d'en limiter strictement l'application aux cas des terrains à bâtir, surtout dans le cas où une interprétation extensive de ces dispositions irait à l'encontre de l'intérêt général puisqu'elle aboutirait à rendre plus longues, plus difficiles et plus onéreuses les acquisitions amiables réalisées par les collectivités publiques. En réalité, en vue de favoriser les opérations d'utilité publique réalisées par les collectivités, les acquisitions effectuées à cet effet devraient être exonérées purement et simplement de toute imposition, les conséquences de celle-ci ayant pour effet d'annuler les avantages fiscaux accordés par ailleurs, et cela malgré le léger abattement prévu à l'article 3-III-1, dernier alinéa de la loi du 19 décembre 1963. Il lui demande s'il peut lui confirmer que, dans le cas particulier signalé ci-dessus, les plus-values réalisées lors de la vente desdits terrains ne doivent pas être soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963.

13510. — 13 mars 1965. — **M. Le Guen** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur l'entrée en force des entreprises américaines dans l'industrie alimentaire française et européenne. Si la loi du marché contribue au progrès de la productivité, il y a cependant des distorsions qui donnent à l'implantation d'entreprises étrangères une incitation artificielle : législation fiscale ou antitrust, taxes sur l'acquisition des titres étrangers, gestion rattachée à un pays tiers, tous facteurs entraînant une inégalité de fait dans la concurrence. Il lui demande quelles mesures (taxes de compensation ou autres) le Gouvernement français compte prendre, avec ses partenaires du Marché commun européen, pour tenter de régulariser les mouvements de capitaux dans le monde, de les élargir et de les réorienter.

13522. — 13 mars 1965. — **M. Bustin** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de quels droits de mutation successorale serait passible, au décès de son père, un enfant naturel reconnu, puis adopté par lui, dans l'hypothèse où il n'entrerait pas dans le champ d'application de l'article 784 du code général des impôts.

13523. — 13 mars 1965. — **M. Martel** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les mineurs retraités ont ressenti un vif mécontentement à la réception des feuilles d'impôt sur le revenu des personnes physiques. A la suite de la création de la retraite complémentaire minière, cette institution a mis plusieurs années à régulariser les dossiers des retraités mineurs. De ce fait, des rappels ont été payés en 1963 et 1964 sur des situations de 1960. Les retraités se sont vus en conséquence réclamer des sommes très importantes par le fisc, et sont pour la plupart dans l'impossibilité de le payer, vu la modicité de leurs pensions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation, et s'il entend relever d'urgence et très sensiblement le plafond des revenus non imposables, compte tenu de la situation plus que précaire des pensionnés mineurs.

13526. — 13 mars 1965. — **M. Hauret** demande à **M. le ministre de l'information** quelle est la nature juridique et quelles sont les modalités du contrat passé entre l'O. R. T. F. et le cirque Pinder.

13527. — 13 mars 1965. — **M. Trémolières** attire l'attention de **M. le ministre de l'information** sur l'article 12 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 relatif à la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, qui exclut du compte unique de redevance les appareils déclarés au nom de personnes morales, sociétés, groupements, raison sociale, et lui signale l'anomalie qui fait écarter du bénéfice de la taxe unique les établissements à caractère charitable, tels que les orphelinats publics ou privés. Il lui demande s'il ne pourrait faire en sorte que le bénéfice de l'article ci-dessus, unité de taxe quel que soit le nombre de postes de radio, leur soit rendu applicable.

13528. — 13 mars 1965. — **M. Dumortier** expose à **M. le ministre de l'information** qu'il a eu le plaisir d'admirer l'émission réalisée par **M. Vendroux**, beau-frère de **M. le Président de la République**, député, conseiller général et maire U. N. R. de Calals, sur la chaîne de télévision, le vendredi 26 février 1965. Il lui demande s'il espère pouvoir faire bénéficier **M. Henri Hennequelle**, ancien député et président du conseil général du Pas-de-Calais, maire de Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche de France, des mêmes possibilités.

13529. — 13 mars 1965. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'information** de faire connaître les instructions qui ont été données aux directeurs des chaînes régionales de l'O. R. T. F., relatives à la propagande électorale en vue des élections municipales. Les émissions régionales semblent, en effet, être dirigées de manière à mettre en valeur les réalisations de certaines municipalités ainsi que les faits et gestes de tel ou tel candidat, alors que d'autres sont ignorés de la télévision, malgré l'œuvre qu'ils ont accomplie. Il lui demande, en outre, quels sont les critères qui ont présidé au choix de ces candidats et de ces municipalités.

13530. — 13 mars 1965. — **M. Le Lann** rappelle à **M. le ministre de l'information** qu'aux termes de l'article 4 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, modifié par les décrets n° 61-727 et 61-1425 des 10 juillet 1961 et 26 décembre 1961, l'acquisition de tout récepteur neuf — qu'il s'agisse d'un appareil supplémentaire ou de remplacement — implique le paiement d'une redevance de 25 ou 80 francs selon qu'il s'agit de la radiodiffusion ou de la télévision. Il lui expose le cas d'un particulier, résidant dans le département d'Ille-et-Vilaine, qui a acquis un nouveau poste récepteur de radiodiffusion dans l'espoir de capter les émissions en stéréophonie et un nouveau poste de télévision afin de bénéficier des programmes de la deuxième chaîne. Or, dans le département d'Ille-et-Vilaine — et dans la plupart des autres départements de l'Ouest — ni les émissions en stéréophonie, ni celles de la deuxième chaîne de télévision ne peuvent être obtenues. Il lui demande : 1° s'il estime équitable que les auditeurs et téléspectateurs résidant dans ces départements soient soumis au paiement de taxes aussi élevées que celles réclamées à ceux qui habitent dans des régions plus favorisées, alors qu'ils ne jouissent pas des mêmes avantages ; 2° dans quel délai, il y a lieu d'espérer que les auditeurs et téléspectateurs de l'Ouest de la France pourront bénéficier des émissions en stéréophonie et de celles de la deuxième chaîne de télévision.

13532. — 13 mars 1965. — **M. Delong** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le fait que les statistiques annuelles de naissances et de décès se trouvent faussées dans les communes rurales ou les petites villes dépourvues de maternité. En effet, pour les naissances en maternité ou en clinique d'enfants issus de parents résidant dans une commune extérieure, une simple note d'information est transmise à la mairie dont dépendent les parents (loi n° 58-308 du 25 mars 1958). Par contre, lors d'un décès, la transcription en vertu de l'article 80 du code civil se fait à la mairie de la commune du domicile dans des formes telles que le décès ressort dans les statistiques de cette commune. De ce fait, les bilans annuels ne font plus mention que de décès et pratiquement jamais de naissances dans les communes susdites. Il lui demande si des formes similaires pourraient être envisagées pour les notifications de naissances et les transcriptions de décès.

13535. — 13 mars 1965. — **M. Chandernagor** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que toutes les mairies de France viennent de recevoir une brochure anonyme intitulée : « Quoi de neuf, monsieur le maire ? », et qui porte comme seule indication d'origine la mention : « Imprimeries de Bobigny ». Comme il ressort à l'évidence, de la lecture de cette brochure, qu'elle est d'inspiration gouvernementale, il lui demande de préciser : 1° quel ministère a bien pu prendre l'initiative de cette propagande courageusement anonyme ; 2° qui la paie.

13536. — 13 mars 1965. — **M. Perrot** expose à **M. le ministre de la justice** les faits suivants relatifs au déroulement d'une procédure devant la juridiction spécialisée des pensions militaires : I. — Le recours a été dirigé contre un arrêté d'octroi de pension d'invalidité militaire définitive à 100 p. 100 pour quatre infirmités imputables au service, provoquées par des blessures reçues pendant la grande guerre de 1914-1918. L'arrêté ayant été notifié le 5 septembre 1961, le recours a été formé le 21 décembre suivant devant le tribunal des pensions du département de la Seine. Cette juridiction a rendu un premier jugement avant dire droit le 9 janvier 1963 ordonnant une double expertise médicale. Les deux experts médecins ont déposé leur rapport le 18 juin 1963. Le tribunal des pensions de la Seine s'est prononcé au fond le 4 décembre 1963 par une décision de rejet. En mai 1964, l'intéressé s'est pourvu devant la cour régionale des pensions de Paris. Tel est le déroulement des faits de cette procédure sur le mérite de laquelle **M. Perrot** n'a pas à se prononcer au fond. II. — Mais, selon renseignements pris au greffe de la cour

régionale des pensions de Paris, il n'est pas question que cette juridiction d'appel se prononce avant mai 1966. Or, l'intéressé, ancien combattant des deux guerres, invalide de blessures de guerre à 100 p. 100, est âgé de plus de 90 ans. D'autres renseignements, pris au greffe de la cour régionale des pensions de Paris, ont fait connaître que cette juridiction avait compétence pour connaître en appel de tous les litiges des pensions militaires concernant l'entier ressort de la cour d'appel de Paris, soit : Paris, la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, l'Eure-et-Loir, l'Aube et l'Yonne. De plus, il n'y aurait qu'une seule chambre compétente pour connaître de ces questions. Cette chambre ne tiendrait que quatre audiences par semaine et six affaires seulement seraient inscrites au rôle de chaque audience. Si ces renseignements sont exacts, il n'est donc pas étonnant que les délais pour statuer sur ces recours soient aussi scandaleusement longs. Il lui demande donc s'il peut lui confirmer l'exactitude de ces renseignements et, dans l'affirmative, de lui faire connaître s'il n'estime pas qu'une réforme de cette juridiction s'impose, tant par souci de bonne administration de la justice que par pure et simple humanité, sans parler de la reconnaissance due aux anciens combattants des deux guerres.

13542. — 13 mars 1965. — M. Palmero exprime à M. le ministre des finances et des affaires économiques les craintes des retraités des collectivités locales quant aux délais d'alignement de leur régime de retraites sur le nouveau code des pensions civiles et militaires de l'Etat. Celui-ci, modifié par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 avec effet du 1^{er} du même mois, et notamment l'article 4 des dispositions générales de cette loi, dispose que les pensions attribuées pour services arrêtés avant le 1^{er} décembre 1964 pourront, si cette opération est avantageuse pour les intéressés, être révisées avec la même date d'effet sur une des nouvelles bases de liquidation adoptées par le code. Or, le règlement de la caisse des retraites des agents des collectivités locales (règlement d'administration publique du 5 octobre 1949 et décrets subséquents) doit être modifié pour rester conforme à celui des pensions de l'Etat. Il lui demande vers quelle époque le décret relatif à cette modification sera publié et s'il peut, dès maintenant, assurer les agents et les retraités des collectivités locales que la date d'effet du nouveau règlement ainsi établi sera la même que celle donnée par la loi au nouveau code des pensions de l'Etat.

13555. — 13 mars 1965. — M. Le Guen demande à M. le ministre du travail s'il est en mesure de fournir des statistiques concernant : 1° l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires ouvriers dans chacun des pays de la Communauté économique européenne pour chacune des années écoulées de 1959 à 1964 ; 2° les coûts de la main-d'œuvre ouvrière (salaires directs plus charges complémentaires) dans chacun des six pays de la C. E. E.

13556. — 13 mars 1965. — M. Le Guen attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation pénible dans laquelle se trouvent les veuves de titulaires de rentes d'accidents du travail lors du décès de ces derniers. Contrairement aux veuves de guerre qui peuvent bénéficier d'une pension lors de la disparition de leur mari grand invalide de guerre, les veuves d'accidentés du travail se trouvent, la plupart du temps, démunies de toutes ressources au décès de leur mari. Il lui demande s'il n'estime pas que des pensions devraient être attribuées aux veuves des victimes du travail dans les mêmes conditions qu'aux veuves des invalides de guerre, étant entendu qu'il conviendrait de fixer les conditions d'âge — soixante ans au minimum par exemple — auxquelles devraient satisfaire les intéressées, et le taux minimum de la rente d'accident du travail dont aurait dû bénéficier le mari pour ouvrir droit à pension de réversion en faveur de la veuve.

13558. — 13 mars 1965. — M. Chalopin attire l'attention de M. le ministre du travail sur le fait que le contentieux du régime de sécurité sociale, en matière de prestations dentaires, est soumis, en première instance, à une section spéciale des conseils régionaux de l'ordre des chirurgiens dentistes. En appel, les fautes, abus, fraudes, sont soumis à la section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des médecins. L'ordre national des chirurgiens dentistes étant autonome, il paraît insoutenable de maintenir une telle disposition d'appel. Il lui demande s'il envisage de modifier dans le sens suggéré les dispositions réglementaires qui ont remplacé les articles 403 et 405 du code de la sécurité sociale relatifs à cette procédure.

13559. — 13 mars 1965. — M. Le Gall expose à M. le ministre du travail qu'en application du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines et de l'arrêté du 30 janvier 1948 fixant le règlement intérieur type des sociétés de secours minières, les affiliés de ces dernières ont le « libre choix » de leur pharmacien. Toutefois, au regard de l'assurance maladie, le libre choix du pharmacien comporte une importante restriction, puisque l'article 15 de l'arrêté du 30 janvier 1948 n'admet l'application du « tiers payant » que lorsque l'affilié fait appel à une pharmacie appartenant à la société de secours minière ou à l'union régionale. Il lui demande dans quelle mesure certaines sociétés de secours minières sont en droit d'exciper dudit article 15, alinéa 4, de l'arrêté du 30 janvier 1948, pour rejeter l'application du système de la « délégation de paiement » admis dans le régime général, et qui a été expressément étendu au régime spécial des mines par l'article 135, paragraphe 3 du décret du 22 octobre 1947. Il attire en outre son attention sur la modification apportée à l'article 90 du décret du 27 novembre 1946, par le décret du 30 novembre 1961. Aux termes du nouvel article 90, les médicaments ne sont remboursés par les sociétés de secours minières que s'ils sont prescrits par des « médecins agréés » par l'union régionale. L'article 90, s'inscrivant au chapitre I^{er} de la section III du titre V du décret du 27 novembre 1946, ne s'applique normalement qu'aux seuls médicaments délivrés dans le cadre de l'assurance maladie et maternité. Il lui demande s'il peut confirmer qu'en matière d'accidents du travail et maladies professionnelles, les affiliés des sociétés de secours minières conservent droit à la gratuité des médicaments, lorsque ceux-ci ont été prescrits par des médecins non agréés par l'union régionale et délivrés, notamment, par des pharmaciens n'appartenant pas aux sociétés de secours minières. Enfin, si l'on s'en réfère à l'arrêt de la cour de cassation du 15 janvier 1960, la nouvelle rédaction de l'article 90 ne peut faire échec au droit des affiliés de réclamer le bénéfice de l'article 62 du décret portant règlement d'administration publique du 8 juin 1946 et de l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 (devenu l'article 257 du code de la sécurité sociale) selon lequel « l'assuré choisit librement son praticien ». En conséquence, il lui demande si les affiliés des sociétés de secours minières, qui font appel à un médecin non agréé par l'union régionale, peuvent prétendre aux prestations du régime général des assurances sociales, en ce qui concerne tant les honoraires médicaux que les frais pharmaceutiques, et quelle que soit la pharmacie qui délivre les médicaments.

13561. — 13 mars 1965. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre du travail que la société centrale immobilière de la caisse des dépôts et consignations (S. C. I. C.) assimile les gardiens de ses immeubles à des « gens de maison ». Pour cela, elle prétend qu'ils ne sont employés qu'à mi-temps (nettoyage des parties communes des immeubles le matin), en négligeant leurs fonctions permanentes de surveillance des lieux et de renseignements des locaux et visiteurs, et le travail qui leur incombe le soir (manutention des boîtes à ordures, etc.). La S. C. I. C. allègue également les dispositions d'un décret de 1960. Il en résulte que la base de cotisations à la sécurité sociale retenue pour les gardiens ne leur permettra d'obtenir qu'une retraite dérisoire. Elle lui demande : 1° si l'attitude de la S. C. I. C. en la matière est légalement fondée ; 2° dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour remédier aux effets désastreux qu'elle entraîne quant au montant de la retraite dont disposeront les gardiens d'immeubles employés par la S. C. I. C.

13563. — 13 mars 1965. — M. René Pieven rappelle à M. le ministre des travaux publics et des transports que des arrêtés des 31 août 1959 et 17 août 1962 ont réglementé les conditions d'exercice de la profession de moniteur d'auto-école. Il lui demande quelles dispositions ont été prises pour veiller à l'application de ces arrêtés, notamment en ce qui concerne l'obligation, pour les moniteurs exploitant une auto-école, de disposer d'un local indépendant avec entrée particulière. Il lui demande d'autre part s'il se propose d'amender les arrêtés qui régissent la profession, pour compléter les épreuves du C. A. P. par un examen d'instruction générale, qui paraît nécessaire pour l'exercice d'une profession qui doit enseigner aux postulants au permis de conduire non seulement les prescriptions du code de la route, mais les motifs qui les justifient, ainsi que les données essentielles à la connaissance et à la compréhension de la technique de la conduite des véhicules automobiles. Il lui demande enfin s'il n'estimerait pas justifié qu'un stage professionnel soit imposé aux moniteurs, avant qu'ils puissent s'installer à leur propre compte. Les suggestions qui précèdent paraîtraient aussi avoir l'avantage de régulariser le développement d'une profession dont les effectifs s'accroissent actuellement beaucoup plus vite que les besoins, au détriment de la qualité du service rendu aux candidats au permis de conduire.

13564. — 13 mars 1965. — **M. Ribadeau-Dumas** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** s'il est exact que les agents dessinateurs d'Algérie, classés provisoirement dans le cadre des sténodactylographes, sont ou seront reclassés dans le cadre des commis et sténodactylographes et non dans celui des dessinateurs d'exécution. Il lui fait remarquer que certains de ces agents occupent effectivement un emploi de dessinateur d'exécution dans les bureaux techniques des ponts et chaussées. Il paraîtrait logique que ces agents fussent reclassés dans leurs emplois qui correspondent à ceux des dessinateurs d'exécution.

13565. — 13 mars 1965. — **M. Houël** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** quelles sont les dispositions prises à la suite de la publication du rapport de la commission d'enquête sur l'accident survenu le 12 août 1963 à Tramoyes (Ain) à l'avion Viscount 708 F BGNV de la compagnie Air Inter (*Journal officiel*, n° 14, du 1^{er} octobre 1964, édition des documents administratifs), accident ayant entraîné la mort de trois membres de l'équipage, de neuf passagers dont deux enfants, et d'un tiers. L'aéroport de Bordeaux-Mérignac qui est l'équivalent, du point de vue du trafic, de celui de Lyon-Bron, compte 70 agents au service météorologique, alors que 50 personnes seulement sont employées à Lyon-Bron et, parmi elles, un certain nombre de militaires du contingent. La commission d'enquête indique (p. 467, § 11.8, du *Journal officiel*, ci-dessus cité) : que le radar est en règle générale maintenu en fonctionnement permanent, mais qu'il n'est observé, faute de personnel, que de façon intermittente. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire d'augmenter l'effectif du service météorologique de l'aéroport de Lyon-Bron, compte tenu de l'importance de plus en plus grande que prend ce service, eu égard à la sécurité du personnel navigant et des passagers, toujours de plus en plus nombreux à utiliser le moyen de locomotion qu'est l'avion.

13566. — 20 mars 1965. — **M. Poncelet** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation de l'industrie textile qui perturbe l'économie de plusieurs régions, les Vosges et le Nord notamment, et abaisse le niveau de vie des populations. Il lui expose que, dans les Vosges, les effets sociaux des licenciements ont été masqués dans le passé par la migration de nombreux jeunes et que l'anémie d'une région naguère prospère est nuisible à l'économie de la nation ; que l'accentuation des difficultés de cette industrie risque de créer une zone de chômage structurel et rend de plus en plus évidente la nécessité de diversifier la production des régions textiles. Il attire son attention sur l'expérience tentée, en 1963, par le Gouvernement britannique dans les régions les plus durement marquées par le déclin économique (Ecosse et pays de Galles). Il souligne qu'au cours de cette expérience, le Board of Trade a construit, sous sa responsabilité, dans ces régions, une série d'usines qui ont permis de réduire le chômage. Il lui rappelle que le IV^e plan, approuvé par le Parlement, prévoit que, pour faire maître une initiative qui ne se manifeste pas spontanément, l'Etat pourra prendre une participation majoritaire, temporaire ou définitive, dans une société à constituer. Il lui demande : 1° s'il est exact que la création d'une nouvelle catégorie de primes d'équipement, destinées à améliorer la productivité et, par conséquent, la compétitivité des industries exposées, est mise à l'étude ; 2° si l'institution d'une telle prime lui apparaît une solution suffisante aux problèmes de l'emploi dans les régions textiles ; 3° s'il envisage de promouvoir la diversification des activités dans lesdites régions, et si les méthodes employées par le Board of Trade lui paraissent pouvoir être transposées dans notre pays ; 4° dans l'affirmative, quelles initiatives il envisage de prendre en ce sens, et comment il entend y associer le Parlement.

13569. — 20 mars 1965. — **M. Musmeaux** expose à **M. le Premier ministre** qu'il a été saisi, par l'union nationale des victimes du travail, de la situation des veuves de titulaires de pensions de victimes d'accidents du travail. Ladite association demande qu'une pension de réversion au taux de 55 p. 100 soit versée à la veuve d'une victime du travail, lorsque la veuve atteint l'âge de cinquante-cinq ans et lorsque le taux d'invalidité physique permanente du titulaire de la pension était d'au moins 55 p. 100. Il est fait valoir que ce taux d'invalidité n'est attribué qu'à des travailleurs très sérieusement blessés, dont l'état nécessite des soins constants de la part de leurs épouses. De ce fait, celles-ci ne peuvent occuper des emplois à temps complet. Arrivées à l'âge de cinquante-cinq ans, si le titulaire de la pension disparaît, elles ne parviendront plus à trouver un emploi et se voient pratiquement démunies de ressources, alors que leurs dépenses vitales ne sont que peu modifiées. **M. le ministre du travail**, par lettre du 8 sep-

tembre 1964, a cru devoir opposer une fin de non-recevoir à la revendication susévoquée. Il s'est borné à rappeler les dispositions fort restrictives de l'article L. 462 du code de la sécurité sociale et à indiquer que la situation des veuves de victimes du travail âgées d'au moins soixante ans serait examinée dans le cadre général des études relatives à la situation des conjoints survivants des assurés sociaux. Compte tenu du cas particulier que constituent les veuves de victimes du travail, il lui demande si son Gouvernement n'entend pas reviser sa position à cet égard et, dans l'affirmative, quelles mesures il envisagerait de prendre. (*Question du 20 mars 1965 transmise, pour attribution, à M. le ministre du travail.*)

13570. — 20 mars 1965. — **M. Pasquini** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat** auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes sur la situation des rapatriés d'Algérie qui, à la suite d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, ne peuvent obtenir l'exécution des décisions rendues à leur profit par des juridictions algériennes et percevoir les sommes qui leur sont dues, motif pris de la réglementation applicable en la matière pour obtenir le déblocage des sommes consignées en France au Trésor français, même lorsque ces sommes ont été consignées postérieurement à l'indépendance de l'Algérie. Il lui cite à cet égard le cas d'un rapatrié d'Algérie qui, à la suite d'une procédure d'expropriation publique de terrains et immeubles situés dans le département d'Oran, est devenu créancier de la casse algérienne d'aménagement du territoire (C. A. D. A. T.). Il résulterait en effet de la réglementation précitée que, pour obtenir le déblocage des sommes lui revenant, l'intéressé, bénéficiaire d'une décision rendue à son profit par la cour d'appel d'Oran, est tenu d'obtenir : 1° l'accord de l'expropriant, en l'espèce la C. A. D. A. T., autrefois établissement public français, devenu maintenant établissement public algérien ; 2° une décision du préfet compétent, c'est-à-dire du représentant de l'administration algérienne. Il en résulte donc que le déblocage de sommes consignées en France au Trésor français ne peut être obtenu que sur la double autorisation de l'administration algérienne et d'un établissement public algérien et que de ce fait, les efforts des agents des administrations françaises qualifiées se heurtent à une réglementation qui paraît particulièrement périmée dans la conjoncture actuelle. En effet, si une telle procédure était concevable antérieurement à l'indépendance de l'Algérie, il paraît difficile d'admettre sa survivance car elle aboutit à faire dépendre le déblocage de fonds consignés au Trésor français de l'autorisation de l'administration algérienne et d'un établissement public algérien. Il lui demande : 1° s'il est bien exact que l'administration française se trouve, dans certains cas, subordonnée à des autorisations émanant de l'administration algérienne ; 2° dans l'affirmative, s'il n'estime pas qu'une telle situation porte atteinte à la souveraineté de notre pays, et s'il envisage en conséquence de prendre toutes mesures utiles en vue de l'abrogation d'une réglementation périmée et son remplacement par une procédure mieux adaptée à la conjoncture actuelle.

13576. — 20 mars 1965. — **M. Tourné** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** combien il y a de ressortissants de son ministère enregistrés dans chacun des centres départementaux de l'appareillage, porteurs d'appareils de prothèse et suivis par les centres spécialisés : 1° globalement par département ; 2° par catégories : amputés des membres supérieurs ; amputés des membres inférieurs ; sourds de guerre ; hémiplegiques ; paraplégiques ; trépanés et blessés de la face ; porteurs de ceintures spéciales, corsets ou chaussures orthopédiques.

13577. — 20 mars 1965. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que les services régionaux de l'appareillage ont réussi à créer une véritable organisation couvrant tout le territoire. En principe, ces organismes régionaux de l'appareillage sont complétés par des centres d'appareillage attachés à chacun des offices départementaux. De tels organismes, bien rodés et animés par d'admirables médecins chefs des centres régionaux de l'appareillage, ne rendent pas seulement d'heureux services aux mutilés de guerre, leur activité s'est étendue aux ressortissants de la sécurité sociale et à ceux de l'assistance médicale gratuite. Donc, si leur activité diminue au regard de leur mission première, ces centres d'appareillage connaissent tout de même des développements nouveaux. Il lui demande : 1° quel est le nombre exact de centres régionaux d'appareillage existant en France et quel est leur lieu d'implantation ; 2° quel est le nombre exact — arrêté au 31 décembre 1964 — de ressortissants de ces centres régionaux d'appareillage pour chacune des

trois catégories suivantes: guerre; assurances sociales; assistance médicale gratuite; 3° quel est le montant des opérations de chacune de ces trois catégories financées par les budgets des anciens combattants, du travail et de la sécurité sociale et de la santé publique.

13578. — 20 mars 1965. — M. Tourné demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre combien de cartes du combattant ont été délivrées au cours de l'année 1964: 1° au compte de la guerre 1914-1918; 2° au compte des guerres du Levant et du Maroc; 3° au compte de la guerre 1939-1945; 4° au compte de la guerre d'Indochine, et ce: a) pour toute la France; b) pour les pays d'outre-mer, dont les ressortissants ont fait les diverses guerres précitées dans les rangs de l'armée française; c) pour chacun des départements français.

13579. — 20 mars 1965. — M. Tourné rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'il a été prévu au budget de 1963 une allocation en faveur des veuves de grands invalides bénéficiaires, au moment de leur décès, de l'article 18, c'est-à-dire un supplément de pension pour aide constante d'une tierce personne. Pour ces catégories de veuves, la nouvelle allocation représente 140 points d'indice, ce qui est réellement très peu. Pour en bénéficier, il faut remplir une condition vraiment draconienne: la postulante doit prouver qu'elle a vécu effectivement vingt-cinq ans aux côtés de son mari, grand invalide de guerre. Le résultat d'une disposition très injuste est que le nombre des postulantes est très difficile à déterminer. Mais fait plus grave est que jusqu'ici ces veuves, qui furent de véritables infirmières leur vie durant, n'ont encore rien perçu. Plus d'une est décédée sans avoir obtenu satisfaction. Un tel retard est difficile à admettre. Il lui demande: 1° quelles conditions exactes doit remplir une veuve de grand invalide, relevant de l'article 17 pour percevoir la nouvelle allocation prévue à cet effet au moment du décès de son mari; 2° combien de demandes ont été déposées par les éventuelles bénéficiaires de cette allocation: a) pour toute la France; b) pour chacun des départements français, ceux d'outre-mer compris; 3° ce qu'il compte décider pour que cette allocation soit enfin payée aux bénéficiaires, les crédits globaux nécessaires figurant dans les deux précédents budgets du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

13587. — 20 mars 1965. — M. Risbourg appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés que rencontreront les communes qui procèdent au regroupement d'écoles à classe unique pour obtenir le financement des frais de ramassage des élèves. Il lui demande de lui préciser dans quelles mesures il entend promouvoir ces regroupements et quels sont les critères d'intervention de l'Etat sur le plan financier. Il souhaite que l'agrément des circuits, qui relèvent de l'autorité préfectorale, entraîne ipso facto la prise en charge de tout ou partie des frais dans les délais les plus courts, cela pour éviter l'échec des regroupements dont la nécessité sur le plan pédagogique devient indispensable.

13589. — 20 mars 1965. — M. Marcel Guyot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, pour que les frais consécutifs aux accidents du travail soient remboursés aux fonctionnaires titulaires, il faut que le dossier de l'accidenté soit validé par un comité médical départemental, siégeant en commission de réforme habilitée à reconnaître que l'accident est imputable au service. Cette commission ne se réunissant qu'assez rarement, notamment dans le département de l'Allier, les remboursements sont très tardifs. Des fonctionnaires, surtout ceux des petites catégories, sont de ce fait obligés de s'endetter au moment même où cela leur est le plus difficile. Il lui demande s'il n'entend pas: 1° améliorer la réglementation dans le sens d'une prise en charge immédiate, comme le fait la sécurité sociale pour les salariés du secteur privé victimes d'un accident du travail; 2° dans l'immédiat, faire activer le rythme d'examen des dossiers par la commission.

13591. — 20 mars 1965. — M. Gaudin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un certain nombre de Français rapatriés d'Afrique du Nord, Algérie, Tunisie ou Maroc, ont dû, pour se réinstaller en France, contracter des emprunts. Ils réussissent parfois à séquestrer les biens qu'ils possédaient à bas prix, mais n'obtiennent pas la possibilité de transférer les fonds produits par

ces ventes en métropole. Ainsi, un Français ayant résidé en Tunisie a contracté un emprunt, pour se réinstaller en France, auprès du Crédit foncier. Il a ensuite vendu sa propriété tunisienne, et remis le montant de cette vente à la Banque centrale tunisienne en demandant le transfert de son crédit au Crédit foncier de France. Ce transfert lui ayant été refusé, l'intéressé qui a, donc, en fait, pratiquement payé sa dette, se voit néanmoins demander des arrérages et des intérêts par le Crédit foncier de France. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur des rapatriés qui se trouvent dans des situations identiques.

13592. — 20 mars 1965. — M. Boscard-Mensservin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les règles d'application de la fiscalité immobilière, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, aboutissent pratiquement: a) à l'exonération des constructions individuelles, quel que soit le caractère de ces dernières; b) à l'exonération des constructions destinées à la location, que ces dernières soient des maisons individuelles ou des appartements en immeubles collectifs; tandis que, au contraire, restent imposables les appartements édifiés en copropriété divise et destinés à l'habitation personnelle du propriétaire, de sorte que les constructeurs les moins fortunés seront recherchés en priorité pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée. Il lui demande si cette disposition ne peut être modifiée.

13593. — 20 mars 1965. — M. Cousté expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le propriétaire d'un terrain à usage agricole, acquis en 1960, fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Dans l'indemnité qui lui est allouée, il prend soin de faire indiquer la valeur exacte du terrain exproprié, d'une part, et l'indemnité de remploi, d'autre part. Il lui demande: 1° si, dans ce cas particulier, l'intéressé est astreint à la taxe dite de plus-value étant donné qu'il a acquis ce terrain depuis moins de cinq ans; 2° si l'indemnité de plus-value doit être déduite de la somme totale d'expropriation, ou seulement de la somme qui a été indiquée comme valeur du terrain, à l'exception de l'indemnité de remploi.

13594. — 20 mars 1965. — M. Cousté expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: 1° le patrimoine d'une société anonyme comprend exclusivement des immeubles anciens (construits par la société, pour la plupart, entre 1900 et 1914); 2° l'objet de cette société est l'exploitation des immeubles et, en fait, la seule activité de la société a été la location desdits immeubles; 3° dans la comptabilité sociale, les immeubles font partie de l'actif immobilisé; 4° la société étant dissoute, le liquidateur procède à la vente des immeubles. Cette vente risque de s'échelonner sur plusieurs années. Il lui demande si les plus-values ainsi réalisées après la dissolution sont toutes taxées au taux réduit à 10 p. 100, la société en liquidation ne pouvant, en raison des règles de la loi fiscale et du fait même qu'elle est en liquidation, profiter de l'exonération sous condition de remploi.

13595. — 20 mars 1965. — M. Cousté demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quel est le régime applicable aux scissions de sociétés anonymes, dont l'actif est purement immobilier et dont l'objet est la gestion et l'exploitation de cet actif, en sociétés anonymes régies par la loi du 18 juin 1938, ayant pour objet la gestion des immeubles provenant de l'actif de la société scindée, et à la jouissance desquels les actions donneront vocation aux associés.

13596. — 20 mars 1965. — M. Bord expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une personne, dont le fils unique est décédé « Mort pour la France », a fait donation de ses biens immeubles à titre de partage anticipé conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du code civil, à ses deux petits-fils, héritiers de ce fils unique décédé. Lors de la taxation de l'acte, l'abattement de 100.000 francs, prévu par l'article 774-1 du code général des impôts, leur a été refusé par suite de l'interprétation littérale du texte qui conduit à refuser l'abattement personnel de 100.000 francs sur les parts dévolues aux descendants autres que les enfants vivants ou représentés. Or, les enfants d'un enfant unique ne viennent pas par représentation, mais succèdent de leur chef. Dans la réponse donnée à la question écrite n° 688 de M. Herman (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 9 mars

1963, p. 2375), il est indiqué que, par une interprétation libérale des dispositions de l'article 774-1, l'administration admet que l'abattement de 100.000 francs, prévu par cet article, s'applique à la part recueillie par un petit-enfant venant à la succession de son aïeul par suite de précédés de son auteur, enfant unique du défunt. Par contre (réponse à une question écrite n° 8899 de M. Ihuel, *Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 13 novembre 1964, page 5370), cette mesure de tempérament ne pourrait être étendue aux donations qui constituent des contrats essentiellement volontaires. Dans le cas exposé ci-dessus, il ne s'agit pas d'une simple donation, mais d'une donation à titre de partage anticipé, acte à l'égard duquel l'administration fiscale s'est toujours montrée libérale puisqu'elle admet un abattement de 25 p. 100 sur les droits dus. Au surplus, il s'agit d'enfants d'un défunt « Mort pour la France ». Il lui demande si l'interprétation libérale des dispositions de l'article 774-1 du code général des impôts visée ci-dessus peut être admise au cas précis de donations à titre de partage anticipé en faveur de petits-enfants, dont l'auteur, enfant unique, est décédé « Mort pour la France ».

13597. — 20 mars 1965. — M. Vivien expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un particulier, propriétaire d'un pavillon qu'il habite personnellement avec sa fille majeure, célibataire, fait apport à une société immobilière de construction dudit pavillon bâti sur un terrain de 1.245 mètres carrés. Il est rémunéré de cet apport par des parts lui donnant vocation à trois appartements dans l'immeuble qui sera bâti après démolition du pavillon existant. Ces trois appartements sont destinés à être occupés personnellement par le cédant, sa fille et son fils marié, père de famille actuellement mal logé en location dans un autre immeuble n'appartenant pas aux intéressés. Etant donné que, dans le cas présent, il n'y a pas d'intention spéculative, que l'immeuble a été depuis son acquisition (huit ans) occupé personnellement par son acquéreur et ses descendants, et que la cession de l'immeuble est motivée par une meilleure utilisation familiale, il semble que la plus-value dégagée lors de l'apport en société sera exclue de toute imposition, conformément aux dispositions de la circulaire du 18 février 1964, commentant l'article 4 de la loi de finances du 19 décembre 1963. Il fait toutefois observer qu'en la circonstance, l'apport du pavillon et du terrain à la société immobilière a été placé dans le cadre de la T. V. A. immobilière grevant les cessions de terrain à bâtir. Il lui demande s'il estime que la position retenue par l'intéressé est conforme à l'opinion de ses services. Dans la mesure où, dans le cadre de cette opération, faite en l'absence d'intention spéculative et réalisée en vue de la recherche de la meilleure utilisation familiale des locaux, l'intéressé perçoit un soulte (la valeur d'apport de vente du terrain et du pavillon étant supérieure à la valeur des trois appartements qui lui seront remis en paiement), les dispositions de la circulaire du 18 février 1964, commentant l'article 4 de la loi du 19 décembre 1963 apparaissent toujours applicables. Il lui demande donc si ses services partagent cette interprétation.

13600. — 20 mars 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les frais de ravalement d'une maison occupée par son propriétaire sont déductibles pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à condition d'être décomptés en une fois. Il lui demande de répondre aux questions suivantes : 1° le ravalement peut consister dans la réfection totale de la superstructure d'une façade, comme aussi dans la simple peinture de tout l'extérieur, y compris les fenêtres, les volets, etc. Il semble que la déduction de la dépense réalisée est possible dans les deux cas. Il lui demande si l'administration est d'accord à ce sujet ; 2° un travail de ravalement peut être exécuté à cheval sur deux années alors que la déduction fiscale doit être faite au titre d'une seule année. Il semble que, dans les cas semblables, la déduction doit être réalisée pour le tout au titre de l'année où le contribuable reçoit son décompte définitif. Peu importe que des acomptes aient été versés l'année précédente au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ce point devrait également être éclairci.

13601. — 20 mars 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans le cas de partage de la propriété d'un immeuble d'habitation entre un propriétaire et un usufruitier, le nu-propriétaire a le droit de déduire pour son impôt sur le revenu des personnes physiques les frais de réparations qui lui incombent légalement. Cette situation semble devoir subsister si l'usufruitier occupe l'immeuble et se trouve désormais dégrèvé à son sujet de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui demande si cette solution est admise par l'administration.

13602. — 20 mars 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que des propriétaires, s'étant réservé leur immeuble pour leur usage exclusif, font des travaux importants de transformation sans aucune subvention du fonds de l'habitat en vue d'affecter à la location une partie de leur immeuble. Il lui demande si la dépense de ces travaux est déductible pour le calcul du revenu de la portion d'immeuble donnée en location.

13603. — 20 mars 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les intérêts sur dépôts d'associés sont soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières de 24 p. 100 pour la portion excédant les montants admis en déduction pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il s'ensuit, semble-t-il, que cette portion des intérêts revenant aux associés est désormais exonérée de la taxe complémentaire de 6 p. 100 à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui demande : 1° si cette solution est bien exacte ; 2° si la société est ou non en droit de prendre à sa charge en ce cas l'impôt de 24 p. 100 sur valeurs mobilières ; 3° si la société est ou non en droit de prendre à sa charge, sur la portion des intérêts déductibles pour l'impôt sur les sociétés, la taxe complémentaire de 6 p. 100, cette solution paraissant justifiée dès lors que cette même taxe est supprimée pour la portion appelée à supporter l'impôt de 24 p. 100.

13604. — 20 mars 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que par suite de la hausse des prix et de sa situation déficitaire, une société décide de procéder à une réévaluation libre de certains éléments de son actif immobilisé, n'ayant plus la possibilité de procéder à une réévaluation légale. D'après le point de vue de l'administration, cette réévaluation libre est admissible, mais, en cas de cession, la plus-value est calculée sans qu'il en soit tenu compte, et d'autre part l'amortissement continue à se calculer sur les bases anciennes. Or ces solutions semblent inadmissibles dans le cas et dans la mesure où la réserve spéciale de réévaluation libre est affectée à l'amortissement de pertes comptables, le droit au report déficitaire étant supprimé en ce cas. De ce fait, il y aurait double impôt sur les mêmes éléments et cela à la charge des entreprises les plus affectées par la crise économique. Cette solution injuste a d'ailleurs été contredite par un arrêt rendu par le Conseil d'Etat le 31 janvier 1964. Il lui demande si, dans le cas d'affectation d'une réserve libre de réévaluation à l'amortissement d'un report déficitaire, l'administration ne serait pas disposée à admettre : 1° le calcul de la plus-value de cession sur la base réévaluée ; 2° le calcul des amortissements sur la même base réévaluée.

13605. — 20 mars 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que certaines plus-values sur cession de biens immobiliers sont soumises à des modalités spéciales de remploi. Or le paragraphe 12 de la note administrative du 13 février 1965 explique que le remploi doit s'appliquer non seulement à la plus-value elle-même, mais aux amortissements pratiqués en franchise d'impôt. Ce remploi est réalisé suivant le mode restrictif pour la portion des amortissements pratiqués sur les biens entrant dans le champ d'application de l'article 5 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963. Or il arrive le plus souvent que les amortissements à remployer ont été pratiqués, non pas sur des terrains, mais sur des constructions. C'est par hasard que ces constructions se trouvent comprises, pour la cession ou l'expropriation, dans un terrain réputé à bâtir. Il lui demande s'il ne lui semble pas que les amortissements en question ne devraient pas être soumis pour leur remploi aux règles restrictives prévues pour le remploi des plus-values sur terrains à bâtir.

13606. — 20 mars 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, pratiquement, pour la première fois les contribuables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont eu l'obligation de déclarer les plus-values provenant de la cession réalisée en 1964, de certains biens immobiliers visés par les articles 3 et 4 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963. Or ces contribuables ignorent pour la plupart leurs nouvelles obligations, supposant que la formalité d'enregistrement de l'acte est suffisante pour permettre à l'administration de réclamer l'impôt exigible. D'autre part, beaucoup ne pourront pas comprendre que, contrairement au principe de base en matière d'impôt global, ils seront passibles de celui-ci avant d'avoir encaissé la plus-value taxable. A un autre point de vue encore, beaucoup ne pourront savoir s'ils sont ou non taxables, vu la complexité des règles à obser-

ver nécessitant dans nombre de cas à recourir à l'expertise. Pour tous ces motifs, il semblerait indispensable de fixer comme règle, au moins pour les déclarations de février 1965, qu'aucune pénalité ne serait relevée pour les omissions de cette nature, les cas de fraude évidente étant seuls exceptés de cette règle générale. Il lui demande : 1° si cette requête est susceptible d'être accueillie ; 2° s'il suffirait dans l'avenir, pour éviter toute pénalité, de signaler à l'inspecteur dans la déclaration modèle B ou dans une note jointe, l'opération de cession susceptible éventuellement de taxation, mais au sujet de laquelle le contribuable est incapable de se prononcer. Les inspecteurs, ayant mission de renseigner les contribuables tout autant que de les taxer, pourraient instruire ces affaires en collaboration avec les intéressés.

13607. — 20 mars 1965. — **M. Joseph Perrin** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à la différence de la règle constamment suivie en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, le fait générateur de la taxation des plus-values immobilières, résulte de l'acte de cession et non pas de l'encaissement des sommes taxées. Cette méthode nouvelle implique forcément la restitution des taxes perçues lorsqu'il n'y a pas encaissement effectif de la plus-value soumise à l'imposition. Compte tenu de cette situation, il lui demande : 1° suivant quelles modalités la restitution est susceptible d'être réalisée, étant observé que les délais normaux de réclamation seront fort souvent insuffisants dans les cas de l'espèce ; 2° si des délais spéciaux pour le paiement de l'impôt ne devraient pas être accordés aux contribuables justifiant n'avoir pas encaissé encore la plus-value taxable sans qu'il y ait aucune faute de leur part ; 3° quelle solution devrait intervenir si le prix de vente consistait en une rente viagère, observation étant faite que, dans un cas semblable, il serait impossible d'admettre que l'intéressé se trouve obligé de payer un impôt sur un capital fictif et en plus l'impôt sur les arrérages de la rente. Dans le cas pourtant où l'impôt sur la plus-value aurait été réglé, les héritiers n'auraient-ils pas la possibilité d'obtenir le remboursement de la taxe payée si la portion des arrérages versés au défunt correspondant à du capital n'atteignait pas le montant de base de la taxation.

13608. — 20 mars 1965. — **M. Joseph Perrin** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui donner sa solution dans le cas suivant : propriétaire depuis plus de cinq ans d'une maison individuelle qu'il habite, un particulier décide de vendre une partie de son jardin spécialement bien placé au carrefour de deux rues pour une construction nouvelle. Pour le calcul de la plus-value taxable, il faut tenir compte du prix d'acquisition. Or celui-ci avait été redressé par l'enregistrement au moment de l'achat, non seulement sur le prix global, mais encore sur la ventilation entre terrain et construction, le pourcentage relatif au terrain ayant été augmenté. Première question : dans le cas ci-dessus, il semble nécessaire de se baser sur la proportion redressée, admise à la fois par le contribuable et par l'administration, ceci sans tenir compte du redressement du prix pour insuffisance. Deuxième question : la parcelle de terrain nu cédée est située au croisement de deux rues et parfaitement disposée pour une construction. Le surplus du terrain est situé derrière la construction et ne pourrait prendre valeur de terrain à bâtir qu'en acceptant d'acheter cette construction et de la démolir. L'opération ne serait absolument pas rentable. Il semble ainsi indispensable de ventiler le prix indiqué pour l'achat du terrain en donnant une valeur bien plus grande au mètre carré à la parcelle présentement vendue. Troisième question : si le prix d'achat ne comprend pas la valeur redressée pour insuffisance, ou moins les charges de l'achat comprennent évidemment les droits supplémentaires pour insuffisance ; d'autre part, le total des charges doit être ventilé d'après la portion du prix s'appliquant au prix d'achat de la parcelle de terrain aujourd'hui revendue.

13610. — 20 mars 1965. — **Mme Aymé de La Chevrellière** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les dangers que présente, pour l'industrie française de la chaussure, la pénétration des articles japonais en caoutchouc ou en matière plastique figurant sous les positions douanières n° 64-01 et 64-02, et lui demande s'il ne croit pas opportun d'obtenir, pour ces types de chaussures, l'abaissement du contingent annuel d'importation lors de son prochain renouvellement.

13611. — 20 mars 1965. — **M. René Pieven** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par suite du départ d'un fermier âgé, un propriétaire a l'intention de réunir, au profit d'un jeune ménage, deux exploitations de 7 hec-

tares et 13 hectares, dont les terres sont mélangées. Il construirait une étable pour remplacer un vieux bâtiment de même nature qui n'est plus utilisable pour la nouvelle exploitation. Sur les 13 hectares qui seraient ajoutés à l'exploitation, il y a très peu de prairies ; le potentiel de production animale ne serait donc que faiblement augmenté, et le besoin d'une nouvelle étable résulterait essentiellement de l'inadaptation de l'ancien bâtiment. Toutefois, il lui demande si le fait qu'il y a eu modification de la surface (13 + 7) pourra faire obstacle à l'application de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964, et interdire au propriétaire de déduire de ses revenus fonciers le prix de la construction d'un bâtiment rural non rentable et édifié en remplacement d'un bâtiment de même nature, mais mis hors service. Dans l'affirmative, cela aurait pour triple résultat d'empêcher un regroupement qui correspond aux impératifs actuels ; de maintenir deux petites exploitations peu rentables pour les fermiers et de décourager le propriétaire de faire les frais d'une modernisation, dont il ne doit retirer aucun profit.

13612. — 20 mars 1965. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962, pose en son article 39 le principe de la réglementation du titre de conseil ou de conseiller fiscal. Ce texte stipule qu'un décret fixera les modalités d'application de la réglementation correspondante. Il lui demande s'il est possible d'espérer que le décret en cause paraîtra dans un avenir prochain et, dans l'affirmative, dans quels délais.

13613. — 20 mars 1965. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le décret n° 65-174 du 6 mars 1965 fixant la contribution à verser, au titre de l'année 1965, au fonds spécial institué par l'article 46 modifié de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, par les organismes et collectivités visés aux arrêtés des 17 décembre 1952, 15 mai 1954 et 25 janvier 1955, relatifs notamment au régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, fait obligation aux différentes caisses figurant au *Journal officiel* du 9 mars 1965, pages 1899 et 1900 d'effectuer des versements au cours de l'année 1965, dont l'importance représente quelques centaines de millions de francs. Il lui demande : 1° comment est établi la contribution fixée pour chaque caisse ; 2° quelle est l'importance des personnes non salariées qui bénéficient de l'allocation de vieillesse.

13616. — 20 mars 1965. — **M. Duvillard** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si, compte tenu de l'augmentation en valeur nominale des chiffres d'affaires survenue depuis 1959, il ne lui paraît pas opportun de relever la limite de 400.000 francs au-dessous de laquelle les ventes passibles de la taxe sur la valeur ajoutée peuvent être soumises, sur option des intéressés, à la taxe sur les prestations de services.

13617. — 20 mars 1965. — **M. Bignon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation suivante : un ancien sous-officier titulaire d'une pension d'ancienneté a accompli dans un établissement de l'Etat, après sa mise à la retraite de l'armée, 20 ans 6 mois et 5 jours, dont 8 ans et 7 mois comme auxiliaire et 11 ans 11 mois et 5 jours comme titulaire. Bien qu'il ait été titularisé comme fonctionnaire, il n'a pas bénéficié de pension à ce titre, mais il a été rétabli dans la situation qu'il aurait eue s'il avait été affilié au régime général des assurances sociales et il a obtenu à ce titre, à l'âge de soixante-cinq ans, une pension de la sécurité sociale, mais seulement pour les années de services accomplies comme titulaire. Etant donné que l'intéressé, s'il n'avait pas été employé de l'Etat, aurait bénéficié d'une pension de vieillesse calculée sur l'ensemble de ses services, il lui demande en vertu de quelles dispositions législatives l'intéressé, qui a subi les retenues réglementaires sur son traitement, a été frustré d'une partie de sa pension. **M. le ministre du travail**, à qui la même question fut posée le 23 janvier 1965 sous le n° 12664, a notamment répondu le 27 février 1965 que « pour les années au cours desquelles l'intéressé, après sa mise à la retraite de l'armée, a occupé un emploi de titulaire dans un établissement de l'Etat au titre duquel il a subi sur son traitement la retenue pour pension civile, il est fait application de la législation sur les cumuls des retraites et des emplois publics. Cette législation relève des attributions de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** ». Il lui indique qu'il peut difficilement accepter une telle réponse, qui semble erronée puisqu'il n'existait aucune restriction de cumul pour les

retraités proportionnels. Il paraît au surplus difficile de comprendre que les employés de l'Etat, n'ayant pas accompli assez de services pour avoir droit à une pension de fonctionnaire, ne puissent bénéficier des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 88 de l'ancien code des pensions civiles et militaires de retraite, qui dit que : « Toutefois, il sera rétabli, en ce qui concerne l'assurance vieillesse, dans la situation qu'il aurait eue s'il avait été affilié au régime général des assurances sociales pendant la période où il a été soumis au présent régime ». Dans ces conditions, il lui demande de lui indiquer les droits de l'intéressé, et notamment si les années de services accomplies comme titulaire au service de l'Etat ne doivent pas être prises en compte pour le calcul de sa retraite de la sécurité sociale.

13616. — 20 mars 1965. — M. Rivain demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, compte tenu de l'article 54 de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964, le bénéfice de l'exonération de droits de timbre et d'enregistrement prévue à l'article 1373 series B du code général des impôts peut être accordé à une acquisition réalisée par un enfant majeur auquel son père, titulaire du droit de préemption, aurait cédé son droit au bail préalablement à l'acquisition et si, en conséquence, la réponse faite à la question écrite n° 9068 de M. Le Gall (Journal officiel, débats A. N., séance du 2 octobre 1964, p. 2922) doit être considérée comme nulle et non avenue.

13619. — 20 mars 1965. — M. Desouches expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'une société anonyme d'H. L. M. qui, pour la réalisation d'un programme d'habitation, est amenée à procéder à un échange de terrains sans qu'il y ait lieu à versement de soude de part et d'autre. Compte tenu des dates d'acquisitions des terrains en cause, l'opération s'analyse en un échange d'un terrain à bâtir, antérieurement placé dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, et propriété de la société d'H. L. M., et d'un terrain à usage agricole qui entre dans le champ d'application de cette taxe, du fait de l'échange. L'administration considère que la société sera redevable de l'intégralité de la taxe afférente aux deux lots, d'une part en qualité de vendeur, incidence 4 p. 100, d'autre part, en qualité d'acheteur, incidence 4,166 p. 100. Cette imposition, résultant de la qualification donnée aux deux lots, entraîne l'exigibilité des droits d'enregistrement sur la cession consentie par X, mais l'acquisition primitive, faite par la société du terrain actuellement échangé, ne peut bénéficier définitivement du régime spécial des acquisitions de terrains à bâtir que si un immeuble est construit dans le délai de quatre ans, éventuellement prorogé sur le terrain même, objet de cette acquisition. Dans l'hypothèse contraire, qui se réalisera d'ailleurs puisque X remet le lot qu'il reçoit en culture, le complément de droit simple deviendra exigible dans cette opération d'échange. La société d'H. L. M. aura donc payé la T. V. A. sur l'acquisition primitive, la T. V. A. sur l'aliénation de ce lot par l'échange projeté, la T. V. A. sur le lot reçu, la taxe hypothécaire. Mais elle aura en plus, à l'expiration du délai de quatre ans de son acquisition, à payer le droit d'enregistrement de 18 p. 100 sur le prix d'acquisition de la parcelle cédée, augmenté du droit supplémentaire de 6 p. 100, sous déduction des taxes payées; autrement dit, pour une opération d'échange destinée à assurer la meilleure utilisation du terrain, la société d'H. L. M. aura donc, dans la pratique, à acquitter le quintuple des droits qui lui sera réclamé pour une simple acquisition. Il lui demande si la position adoptée par l'administration ne paraît pas trop rigide et peu conforme à la politique actuelle de construction; et, dans la négative, quelles mesures il compte prendre pour remédier à une situation aussi anormale, qui tend à décourager tout échange d'immeubles dans le cadre de la construction.

13620. — 20 mars 1965. — M. Houël expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il a été saisi de nombreuses protestations contre l'augmentation très importante des tarifs de l'assurance obligatoire des véhicules automobiles. A cet égard encore, est révélée la nature du plan de stabilisation du Gouvernement qui fait tout son possible pour bloquer les salaires au plus bas, mais autorise par ailleurs des augmentations des prix ou de tarifs. Il lui demande : 1° quels sont les coefficients de hausse des tarifs de l'assurance obligatoire des véhicules automobiles depuis le début du plan dit de stabilisation; 2° quelles mesures le Gouvernement, auquel il appartient, entend prendre pour permettre aux Français à revenus modestes, disposant d'une voiture, d'être à même de payer le montant de leur police d'assurance obligatoire, notamment par une limitation des bénéfices

globaux des sociétés d'assurances, qu'il conviendrait de nationaliser dans leur ensemble comme le demande la proposition de loi n° 267 déposée le 30 avril 1963 par le groupe parlementaire communiste.

13622. — 20 mars 1965. — M. Pasquini rappelle à M. le ministre de l'Information qu'aux termes de l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962, les fonctionnaires de la catégorie A, rapatriés d'Algérie, peuvent prétendre aux congés spéciaux dans des conditions identiques à celle prévue par l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 visant les personnels métropolitains. Certains fonctionnaires des cadres supérieurs administratifs et techniques, ont pu bénéficier de ces mesures mais, jusqu'à présent, d'autres fonctionnaires du ministère de l'Information appartenant à la catégorie A n'ont pu en recevoir application. Il s'agit de quelques inspecteurs centraux de l'O. R. T. F. Or, les homologues de ces fonctionnaires appartenant à d'autres administrations ont bénéficié des avantages en cause quoique n'appartenant pas aux cadres supérieurs. Tels furent les cas de quatre inspecteurs divisionnaires et inspecteurs du ministère de l'Industrie (décret n° 63-937 du 6 septembre 1963), de deux inspecteurs principaux, deux inspecteurs centraux et un inspecteur appartenant au personnel du groupement des contrôles radio-électriques relevant du Premier ministre (décret n° 64-397 du 29 avril 1964), de quatre inspecteurs centraux des services du Trésor, de sept inspecteurs principaux, trente inspecteurs centraux, douze receveurs principaux de catégorie exceptionnelle du service des impôts, fonctionnaires dépendant du ministère des finances (décret n° 64-961 du 11 septembre 1964). De même, le décret n° 62-1443 du 26 novembre 1962 permet aux fonctionnaires de plus de cinquante ans du ministère des postes et télécommunications, sans limitation de nombre, de bénéficier du congé spécial, y compris les receveurs, chefs de centre et inspecteurs. Il lui demande d'indiquer les raisons qui ne permettent pas aux inspecteurs centraux de l'O. R. T. F. d'être placés en congé spécial.

13625. — 20 mars 1965. — M. Le Theule rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que, le 4 mai 1964, la commission paritaire de la protection contre l'incendie a adopté à l'unanimité un projet de reclassement en faveur des inspecteurs départementaux des services d'incendie, officiers, sous-officiers, caporaux, sapeurs-pompiers professionnels. Ces propositions ont été transmises au secrétaire d'Etat au budget. Il semble que celui-ci n'envisage pas de donner une suite favorable au reclassement proposé. C'est pourquoi il lui demande quelle nouvelle intervention il compte faire auprès du secrétaire d'Etat au budget afin d'obtenir satisfaction. Il lui fait remarquer que de nombreuses catégories de fonctionnaires ont obtenu récemment des satisfactions analogues dans le cadre des mesures dites « catégorielles », notamment les groupes mobiles de sécurité rapatriés d'Algérie (G. M. S.), affectés aux services nationaux de protection civile.

13626. — 20 mars 1965. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'un décret n° 65-182 du 6 mars 1965 permet au personnel non titulaire des collectivités locales et des établissements assimilés de bénéficier d'une retraite complémentaire. Il lui demande de lui indiquer, compte tenu de cette heureuse mesure, comment il entend que doit être assurée la retraite complémentaire d'un agent titulaire d'une collectivité locale ou d'un établissement assimilé travaillant à temps incomplet. (Pour exemple : les secrétaires de mairie titulaires travaillant à temps incomplet.) Il lui demande également comment les agents ci-dessus désignés, qui n'ont pas cotisé jusqu'à présent, peuvent racheter des points et si les communes sont habilitées à payer la part due par l'employeur.

13628. — 20 mars 1965. — M. Jean Moulin appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent un certain nombre de commissaires de police qui, après avoir été admis au concours de commissaire de police stagiaire de la sûreté nationale en novembre 1938-janvier 1939, n'avaient pas encore reçu leur nomination lors de la déclaration de guerre, le 2 septembre 1939, et qui, éloignés de l'administration pendant un certain temps par suite des événements de guerre, ont été acceptés sans formalités lors de leur retour et se sont vu appliquer les dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder par suite d'événements de guerre. Les dispositions de ladite ordonnance ont été appliquées avec effet du 16 décembre 1940, date de la reprise du recrutement. Il en résulte que la période

comprise entre le 2 septembre 1939 et le 16 décembre 1940 — soit plus de quinze mois — ne peut être prise en considération ni pour l'avancement de ces commissaires dans le cas de nomination à l'ancienneté, ni pour le calcul de leur pension de retraite. D'autre part, quelques-uns des commissaires en cause sont arrivés ou arrivent en fin de carrière sans avoir accédé au plafond de leur grade ou au grade supérieur, ainsi qu'ils auraient pu l'espérer s'ils avaient bénéficié d'un déroulement de carrière normal. C'est par erreur, semble-t-il, que la situation de ces agents a été réglée en conformité des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 puisque ce dernier texte visait les candidats qui avaient été empêchés par faits de guerre de se présenter aux concours et non pas des candidats qui avaient déjà passé un concours à la date du 2 septembre 1939 et qui attendaient alors leur nomination. L'application de la date du 16 décembre 1940 n'a donc pas de fondement juridique. Il lui demande comment l'administration entend réparer le préjudice causé à ces commissaires de police et si, dans le cas où l'intervention d'un nouveau texte législatif serait nécessaire pour régler ces cas particuliers, il a l'intention de prendre l'initiative d'un projet de loi en ce sens.

13629. — 20 mars 1965. — **M. Etienne Fajon** expose à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** que les parents des enfants qui ont pu se rendre en classe de neige dans les localités de sa circonscription se félicitent à chaque retour des heureuses initiatives prises à cet effet par les municipalités, en collaboration avec le corps enseignant. Toutefois, à la requête des municipalités et des familles, compte tenu de l'intérêt pédagogique et social que représentent ces réalisations et des charges financières excessives supportées jusqu'ici par les communes, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que celles-ci se voient accorder les subventions nécessaires au développement de cette œuvre dans de bonnes conditions.

13630. — 20 mars 1965. — **M. Boscher** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** sur la situation actuelle de l'enseignement sportif au lycée de Corbeil-Essonnes. Il manque dans cet établissement huit postes d'enseignants d'éducation physique et sportive, ce qui entraîne une diminution excessive des horaires de cours. Les crédits de fonctionnement sont minimes et très éloignés du montant nécessaire. Il n'existe pas d'agent spécialisé pour l'entretien des installations d'éducation physique et sportive. Il manque, compte tenu du nombre important (2.800) d'élèves fréquentant cet établissement, une piscine et des surfaces pour les grands sports collectifs. Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation.

13631. — 20 mars 1965. — **M. Robert Ballanger** rappelle à **M. le ministre de la justice** les dispositions des articles L. 106 et L. 110 du code électoral, qui prévoient notamment : 1° que « quiconque par des dons ou libéralités en argent ou en nature, par des promesses de libéralités, de faveurs, d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers, faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs aura obtenu, ou tenté d'obtenir, leur suffrage soit directement, soit par l'entremise d'un tiers, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 1.800 F à 18.000 F » ; 2° que les poursuites seront exercées dès après la proclamation du scrutin. Ces dispositions ont pour but d'assurer un minimum de moralité aux opérations électorales. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas que l'envoi en série de mandats de 100 F, à quelques jours du scrutin du 14 mars 1965, à des électeurs d'une circonscription électorale par l'épouse d'un candidat tête de liste dans cette circonscription, la signalaire faisant suivre son nom de la mention : « épouse du député du 9^e arrondissement de Paris », bien que présenté comme une œuvre de charité, tombe sous le coup des dispositions pénales précitées ; 2° si l'appartenance au parti gouvernemental ne plaçant qu'inconsciemment au-dessus de la loi, le parquet recevra l'instruction de pourpours, les faits ayant dû être publiquement admis par leur auteur.

13638. — 20 mars 1965. — **M. Bord** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** de lui faire connaître le nombre d'agents titulaires de toute catégorie relevant statutairement du décret du 20 mai 1955, actuellement en fonctions dans les établissements hospitaliers, et dont le salaire mensuel net se situe, au cours de l'année 1964, entre : a) 450 et 550 ; b) 550,01 et 650 ; c) 650,01 et 750 ; d) 750,01 et 850 ; e) 850,01 et 950 ; f) 950,01 et 1.000 ; g) 1.001,01 et 1.200 ; h) 1.200,01 et 1.400 ; i) 1.400,01 et au-dessus.

13639. — 20 mars 1965. — **M. Bord** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** de lui faire connaître le nombre d'agents titulaires de toute catégorie, en fonctions dans les établissements hospitaliers et relevant statutairement du décret du 2 mai 1955, ainsi que des statuts particuliers de l'assistance publique à Paris, Marseille et des hospices de Lyon, dont l'âge se situe : a) entre vingt et trente ans ; b) entre trente et un et quarante ans ; c) entre quarante et un et cinquante ans ; d) entre cinquante et un et soixante ans ; e) entre soixante et un et soixante-cinq ans.

13641. — 20 mars 1965. — **M. Davoust** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** : 1° s'il estime que, lorsque dans un hôpital public il n'existe qu'un seul praticien dans une spécialité, ce praticien peut seul assurer les nécessités de service imposées par la sécurité des malades pendant les gardes de nuit ; 2° dans l'affirmative, si l'on peut appliquer à ce praticien les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 18 septembre 1963, et notamment le dernier alinéa, ce qui obligerait ce praticien à rester à l'hôpital 335 nuits par an ; 3° dans la négative, s'il peut préciser le nombre de médecins qu'il estime indispensables dans chaque spécialité pour assurer les gardes de nuit dans les hôpitaux publics, telles qu'elles sont définies aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du 18 septembre 1963.

13643. — 20 mars 1965. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que, tant dans les décrets n° 60-1030 du 24 septembre 1960 et n° 61-946 du 24 août 1961 que dans les arrêtés du 29 avril 1964, des mesures discriminatoires ont été à nouveau prises à l'égard des anesthésistes-réanimateurs des hôpitaux publics exerçant leurs fonctions à temps plein, notamment en ce qui concerne leurs activités privées. Il lui demande : 1° à propos de l'article 13 du décret n° 60-1030 et de l'article 9 du décret n° 61-946 : a) pourquoi et sur quels critères les honoraires que les anesthésistes-réanimateurs peuvent percevoir au titre de l'activité privée ont été fixés à 30 p. 100 de leur rémunération annuelle, alors que l'article 9 du décret n° 55-957 du 11 juillet 1955 stipule que « la rémunération effectivement perçue par un fonctionnaire ou agent de collectivités ne peut dépasser au titre de cumul de rémunération le montant du traitement principal perçu par l'intéressé majoré de 100 p. 100 » ; b) pourquoi et sur quels critères, pour les actes effectués par les anesthésistes-réanimateurs sur les malades admis à titre privé à l'hôpital, il a été décrété l'application des tarifs hospitaliers alors que les chirurgiens, médecins et spécialistes peuvent, pour ces mêmes malades, appliquer les tarifs de leur choix, et éventuellement, en raison de la notoriété, dépasser les tarifs de convention ; 2° au sujet de l'article 3 de l'arrêté du 29 avril 1964 visant le versement forfaitaire à l'hôpital par les praticiens des hôpitaux publics situés dans une ville siège de faculté ou d'école nationale de médecine, exerçant à plein temps à l'occasion de leurs activités privées, et de l'article 4 de l'arrêté du 29 avril 1964 visant ce même versement forfaitaire par les praticiens des hôpitaux publics autres que ceux situés dans une ville siège de faculté ou d'école nationale de médecine : pourquoi et sur quels critères, pour les traitements effectués au bénéfice des malades externes par les anesthésistes-réanimateurs, ce versement forfaitaire a été fixé à 33 p. 100 alors que, pour les consultations privées des médecins, chirurgiens et spécialistes, ce versement est de 30 p. 100 ; 3° à propos des articles 15 du décret n° 60-1030 et 11 du décret n° 61-946, si l'on peut faire obligation à un anesthésiste-réanimateur d'accomplir des actes, traitements ou examens au bénéfice des malades admis à l'hôpital à titre privé s'il renonce à la possibilité d'exercer en clientèle privée et si, de ce fait, il n'a pas souscrit une assurance le garantissant de façon illimitée ; 4° s'il n'existe pas une contradiction entre les arrêtés du 29 avril 1964 ci-dessus évoqués et les articles L. 365 et L. 376 du code de la santé publique, l'article L. 365 toujours en vigueur étant ainsi libellé : « Il est interdit à toute personne ne remplissant pas les conditions requises pour l'exercice de la profession de recevoir, en vertu d'une convention, la totalité ou une quote-part des honoraires ou des bénéfices provenant de l'activité professionnelle d'un médecin », et l'article 376 stipulant que les infractions aux dispositions de l'article L. 365 sont punies des mêmes peines que l'exercice illégal de la médecine (amende de 3.000 à 18.000 francs et, en cas de récidive, amende de 18.000 à 38.000 francs et emprisonnement de six jours à six mois ou l'une de ces peines seulement). Ces articles L. 365 et L. 376 du code de la santé publique devraient entraîner la révision complète des arrêtés du 29 avril 1964 et la fixation éventuelle, pour les activités privées des médecins des hôpitaux publics exerçant leur fonction à temps plein, d'une

redevance forfaitaire absolument indépendante des honoraires perçus par les médecins, car l'hôpital ne peut légalement recevoir un pourcentage des honoraires d'un médecin à titre de redevance pour les services rendus.

13644. — 20 mars 1965. — **M. Tomesini** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur la situation des sages-femmes des hôpitaux publics. Il lui fait remarquer que les conditions de travail qui leur sont imposées sont particulièrement pénibles puisque les horaires de certaines d'entre elles peuvent atteindre de 84 à 114 heures de présence hebdomadaire. Il lui demande si, compte tenu des responsabilités directes et personnelles attachées à cette profession, il ne lui paraît pas souhaitable d'envisager une modification des conditions de travail qui leur sont imposées, de telle sorte que la durée de celui-ci soit plus normale. Il lui demande également si cette profession ne pourrait comporter une hiérarchisation ayant pour effet d'entraîner des possibilités d'accès à des postes de maîtrise: première sage-femme adjointe et première sage-femme, par exemple. Il semble, en outre, qu'une révision des indices de ces personnels serait particulièrement équitable.

13645. — 20 mars 1965. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que la chirurgie intervient souvent pour pratiquer diverses amputations des membres supérieurs ou inférieurs, à la suite d'événement de guerre, d'accident de travail ou d'accident de la circulation. La France possède une pléiade de chirurgiens qui ont pratiqué et pratiquent ces amputations avec une dextérité appréciée bien au-delà des frontières de notre pays. Mais il ne suffit pas d'amputer un membre et d'obtenir la guérison rapide du moignon. Il faut prévoir parallèlement la réalisation rapide d'un appareillage approprié à l'amputé. En général, c'est le souci du chirurgien. Mais à ce qu'il semble, les études de médecine et leur prolongement en matière de chirurgie, gagneraient à être complétés dans le domaine de l'appareillage des membres amputés. Non seulement, les candidats éventuels à une amputation bénéficieraient de garanties nouvelles, mais leur appareillage s'effectuerait avec plus de succès. Par ailleurs, la technique de l'appareillage connaîtrait des développements nouveaux. Les futurs médecins et les futurs chirurgiens seraient mieux orientés vers la recherche de techniques nouvelles de l'appareillage et vers la création d'appareils nouveaux. Ce sont des domaines où les progrès sont très lents. Il lui demande: 1° ce qu'il pense de ces suggestions; 2° quelle est la doctrine de son ministère en vue de mieux intéresser les futurs médecins et chirurgiens aux techniques de l'appareillage des mutilés et autres déficients physiques porteurs d'appareils de prothèse.

13646. — 20 mars 1965. — **M. Tourné** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population**: 1° combien il existait en France de docteurs en médecine exerçant effectivement leur profession, en 1938, avant la dernière guerre mondiale: a) globalement; b) dans les centres urbains; c) dans les centres ruraux; 2° dans le nombre global des praticiens, quelle était la part de chacune des spécialités suivantes: a) médecine générale; b) oto-rhino-laryngologie, yeux, médecine infantile; c) chirurgie générale; d) chirurgie spécialisée; e) médecins fonctionnaires d'Etat.

13648. — 20 mars 1965. — **M. Chendernager** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les modalités de paiement des pensions d'invalidité servies par les régimes de sécurité sociale. Il semble que les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale du régime général aient, à l'unanimité, proposé que les titulaires de pensions d'invalidité soient payés mensuellement en raison de leurs conditions de vie et de leur situation pécuniaire souvent très précaires. Il lui demande s'il envisage de rendre possible rapidement cette procédure, qui serait de nature à porter remède à certains cas sociaux très pénibles.

13649. — 20 mars 1965. — **M. Fanton** rappelle à **M. le ministre du travail** que par questions écrites n° 5628 et n° 9064 il lui avait demandé un certain nombre de précisions sur les problèmes posés par l'indemnisation des intempéries dans le bâtiment. Etant donné, d'autre part, qu'à la question n° 11723 posée à **M. le ministre des finances**, il lui avait été répondu le 16 janvier 1965 que la caisse nationale de surcompensation des congés payés de l'industrie du bâtiment n'était en aucun cas soumise à la direc-

tion du contrôle des assurances. **M. Fanton** demande à **M. le ministre du travail** s'il ne lui semblerait pas opportun de faire en sorte que la caisse nationale de surcompensation des congés payés de l'industrie du bâtiment mette à la disposition des entreprises adhérentes le texte du rapport annuel établi par ladite caisse, et ce afin de permettre aux intéressés de porter un jugement aussi fondé que possible sur les activités de cet organisme.

13650. — 20 mars 1965. — **M. Manceau** expose à **M. le ministre du travail** qu'il a été saisi des revendications des syndicats C. G. T. et C. F. D. T. des employés de commerce non alimentaire de Rennes (Ile-et-Vilaine). Les syndicats demandent: 1° l'application généralisée des quatre semaines de congés payés; 2° la suppression des « équivalences », qui permettent de faire effectuer au personnel de la vente deux heures non payées de travail par semaine; 3° la fixation à soixante ans de l'âge de départ à la retraite. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement, auquel il appartient, compte prendre pour donner satisfaction à chacune de ces légitimes revendications des employés de commerce.

13651. — 20 mars 1965. — **M. Paul Coste-Floret** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation faite aux allocataires de l'A. N. A. P.-A., section algérienne de l'A. G. R. R. (Association générale de retraites par répartition), à la suite de l'accord intervenu le 16 décembre 1964, entre le Gouvernement français et le Gouvernement algérien, abrogeant la législation qui régissait jusqu'alors les régimes de retraites algériens tels que l'A. N. A. P.-A. et rendant caduc le protocole d'accord qui avait été passé entre l'A. G. R. R. et l'A. N. A. P.-A. D'après les renseignements fournis par l'A. N. A. P.-A. à ses ressortissants, ceux-ci se trouvent désormais scindés en plusieurs groupes: les uns (ceux de nationalité algérienne ou de nationalité française résidant hors de France ou de nationalité étrangère) devront recevoir les arrérages de pensions de la caisse algérienne d'allocations vieillesse. Les autres (ressortissants de nationalité française résidant en France) recevront ces arrérages, suivant la nature de l'entreprise dans laquelle ils ont travaillé en Algérie, soit de la C. A. R. C. E. P. T., soit directement de l'A. G. R. R., soit d'une institution qui reste encore à désigner. C'est ainsi qu'à compter du 1^{er} avril 1965 — date à laquelle l'A. N. A. P.-A. cessera ses paiements — les ressortissants de nationalité française résidant en France ne percevront que 50 p. 100 environ des sommes que leur versait l'A. N. A. P.-A. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité que soient prises les dispositions nécessaires pour garantir à ces allocataires résidant en France des pensions équivalentes à celles dont ils bénéficiaient comme ressortissants de l'A. N. A. P.-A.

13653. — 20 mars 1965. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre du travail** que le contrôle médical du régime général de la sécurité sociale fait l'objet du décret n° 60-453 du 12 mai 1960; qu'en application de ce texte, et notamment de l'article 5, un autre décret n° 61-1281 du 27 novembre 1961 a fixé le statut des praticiens conseils de la sécurité sociale; que l'article 9 de ce dernier décret spécifie que ces praticiens conseils sont astreints au secret professionnel conformément aux dispositions de l'article 378 du code pénal; que l'article 10 ajoute: « toute faute commise par un praticien conseil dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale et par le code de déontologie dont il relève »; que l'article 11 précise au surplus que le praticien conseil ne peut s'immiscer dans les rapports du malade et du praticien traitant. Il lui demande: 1° si un médecin conseil de la sécurité sociale peut remettre à un tiers, même médecin, au surplus étranger à l'administration de la sécurité sociale, les noms des malades ayant été voir un autre praticien en ville, noms dont il a connaissance par ses dossiers; 2° dans la négative, quelles sont les sanctions disciplinaires, pénales et déontologiques qu'encombre un tel médecin conseil et par qui la procédure doit-elle être déclenchée.

13655. — 20 mars 1965. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation particulière des médecins demeurant et exerçant dans le canton de Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise) au point de vue des tarifs médicaux et de l'indemnité kilométrique, ceux-ci étant ceux de la zone II. Du fait du rapprochement des communes de ce canton, d'une part, et de la répartition géographique médicale, d'autre part, la kilométrie entre une commune pourvue d'un

médecin et les autres communes sans praticien se trouve fort réduit. De ce fait, lorsqu'un médecin est appelé hors de sa cité, il se trouve : soit dans une commune très proche et alors le prix de la visite, plus l'indemnité kilométrique, ne représente jamais le montant du tarif de la visite en zone I ; soit dans une commune plus éloignée, mais plus rapprochée d'un autre médecin ou elle-même pourvue d'un praticien. Dans ce dernier cas, il demande au malade le prix de la visite en zone II, plus une indemnité kilométrique (correspondant à un chiffre de kilomètres plus élevé, certes, qui n'est que partiellement remboursable, ou même pas du tout si un médecin exerce dans sa commune. Le libre choix du médecin par le malade n'existe plus, puisque ce malade ne sera pas remboursé à 80 p. 100 du prix acquitté de sa visite, le kilométrage restant à sa charge entière ou partielle. Elle lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager l'application des tarifs de la zone I dans le canton de Montfort-l'Amaury, avec abandon de l'indemnité kilométrique.

13656. — 20 mars 1965. — M. Ponsellé demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de lui indiquer de quelle façon s'opère la vérification de la solidité des ponts, quels sont les moyens employés, et quelle est la fréquence des visites de ces ouvrages.

13657. — 20 mars 1965. — M. Manceau expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'il a été saisi par les organisations syndicales des transports C. G. T., C. F. D. T. et F. N. C. R. de Maine-et-Loire de doléances relatives à certaines conséquences de l'obligation pour les chauffeurs de poids lourds de subir des visites médicales périodiques de sécurité routière. Les jeunes chauffeurs routiers désertent une profession où les heures supplémentaires, une fatigue extrême et une usure prématurée s'accompagnent de salaire anormalement bas. C'est ainsi qu'un conducteur de poids lourds hautement qualifié est rémunéré au salaire horaire conventionnel de 2,64 F, l'abattement de zone dans le Maine-et-Loire provoquant une différence en moins de 0,40 F par rapport à la région parisienne. Les anciens de la profession sont profondément inquiets de la multiplication des suspensions et retraits de permis pour déficiences physiques dues aux exigences de leur métier (travail de jour et de nuit, circulation routière de plus en plus difficile, extension de la durée de la journée de travail) qui provoquent des troubles visuels, cardiaques, nerveux et autres. Après avoir supporté entièrement les frais de la visite médicale, d'examen par des spécialistes, d'analyses, d'électrocardiogrammes, etc., certains se voient retirer leur outil de travail, à quelques mois de la date à laquelle ils auraient pu prétendre à une retraite anticipée. Ils ne peuvent ni se reclasser à l'approche de la soixantaine, ni être pris en charge par la sécurité sociale. Par ailleurs, les commissions médicales départementales se montrent d'une inégale sévérité. Dans ces conditions, les organisations syndicales précitées demandent à juste titre : 1° qu'aucune décision de retrait du permis ne soit prise à l'encontre d'un chauffeur routier sans l'avis du médecin traitant ; 2° la gratuité totale des visites médicales obligatoires pour les chauffeurs routiers ; 3° le reclassement dans l'entreprise des intéressés ayant fait l'objet d'une décision de retrait du permis sans diminution de leurs gains ; 4° la fixation du départ à la retraite à cinquante-cinq ans d'âge pour tous les roulants et le personnel féminin, à soixante ans d'âge pour tous les bénéficiaires de la Carcept. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement, auquel il appartient, entend prendre pour donner satisfaction à ces légitimes revendications des chauffeurs routiers.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

12357. — 9 janvier 1965. — M. André Beauquille appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le maintien et le renforcement du régime de taxation de la viande de bœuf au détail pèsent sur les prix au détriment de l'élevage. Il lui demande, en conséquence, dans le but de relancer l'élevage bovin et de fixer le prix d'orientation à un niveau suffisamment attractif sans attendre l'unification accélérée des prix européens, s'il compte reconsidérer le système de taxation actuellement appliqué.

12358. — 9 janvier 1965. — M. Chaplain expose à M. le ministre de l'agriculture le cas suivant : un cultivateur, âgé de plus de soixante-cinq ans, exploitait, au 1^{er} mai 1964 : 1° en qualité de locataire, une ferme d'une contenance de 27 hectares ; 2° en qualité de propriétaire, des terres d'une contenance de 15 hectares. D'autre part, il était propriétaire de deux petites fermes d'une contenance, chacune, de 2 hectares environ, qu'il donnait à bail à deux de ses enfants. Au 1^{er} mai 1964, il cesse l'exploitation de sa ferme de 27 hectares qui est relouée à un jeune cultivateur et il consent à l'un de ses enfants un bail englobant l'ensemble de ses immeubles personnels d'une contenance de 19 hectares, se réservant uniquement les bâtiments d'habitation d'une de ses petites fermes. A la suite de ce bail, l'exploitation du fils locataire passe, en conséquence, de 2 hectares à 19 hectares. Il lui demande si ce cultivateur peut bénéficier de l'indemnité viagère de départ, instituée par le décret n° 63-455 du 6 mai 1963.

12417. — 16 janvier 1965. — M. Jean Lainé expose à M. le ministre de l'agriculture que la création d'autoroutes entraîne pour conséquence la séparation de nombreuses pièces de terre, coupées par le tracé nécessairement rectiligne de la nouvelle voie. Il attire son attention sur les graves inconvénients que, de ce fait, connaissent les agriculteurs pour la mise en valeur des pièces ainsi séparées du principal de leur exploitation — en particulier pertes de temps considérables à l'aller et au retour — pour rejoindre les chemins desservant ces terrains ou herbages, encombrement des voies par des tracteurs, charrois et autres véhicules lents, et par incidence majoration du coût de la production et augmentation des risques d'accident pouvant se produire au cours des transports de personnel, de cheptel ou de matériel. Pour toutes ces raisons, de nombreux agriculteurs s'opposent au remembrement de leurs terres lorsqu'ils savent qu'une de ces routes à grande circulation doit prochainement traverser leur propriété. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que soient données aux services intéressés toutes instructions utiles, afin que les opérations du remembrement soient suspendues dans les communes dont le territoire doit être traversé par une autoroute jusqu'à l'affichage en mairie du tracé exact et définitif de la voie projetée.

12423. — 16 janvier 1965. — M. Ruffe attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'état de dégradation continue de la production française de tabac. De 1960 à 1964, 20 p. 100 des superficies plantées ont disparu, et 30 p. 100 des planteurs ont dû abandonner la culture. Dans le Lot-et-Garonne, pour la première fois cette année, 300 hectares du contingent n'ont pas été plantés. Une production utile à l'économie nationale se trouve ainsi mise en cause. Elle intéresse 60.000 planteurs qui, dans leur immense majorité, sont de modestes exploitants familiaux. Par ailleurs, le consommateur français, en dépit de la concurrence, reste fidèle aux produits de grande fabrication du S. E. I. T. A., qui sont à base de tabac indigène. Seul un prix rémunérateur du tabac à la production, tenant un compte exact de l'évolution de l'indice des salaires, du coût de la vie et du prix des produits nécessaires à l'agriculture, peut permettre de redresser la situation. Or, les impératifs du plan de stabilisation et du Marché commun, ainsi que l'abandon d'une indexation sincère, aboutissent à une fixation de prix en diminution constante. Le prix de 5,57 F le kilo pour la récolte de 1964 suscite un vif mécontentement de la part des planteurs, qui estiment ce prix nettement insuffisant. Ceux-ci demandent en effet : 1° le versement d'une prime de 1.500 francs à l'hectare, de caractère provisoire, tendant, par l'apport d'un revenu complémentaire, à enrayer les abandons de culture ; 2° l'indemnisation pour sécheresse, à la charge exclusive du S. E. I. T. A., à raison de 4,50 francs par kilo manquant, et correspondant à 70 p. 100 des moyennes individuelles des planteurs sinistrés. Sur ce dernier point, il est bon de rappeler que les planteurs sinistrés ont bénéficié de l'indemnisation en 1962 pour la sécheresse, et en 1963 pour pertes au séchoir. Ils ne comprendraient pas qu'en 1964, où la sécheresse les a si durement touchés, rien ne soit prévu pour les indemniser. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, en accord avec M. le ministre des finances, pour rendre le prix du tabac plus rémunérateur et donner satisfaction aux planteurs, et sauvegarder ainsi une production qui occupe une place appréciable dans l'économie nationale.

12429. — 16 janvier 1965. — M. Paquet demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° combien de villages abandonnés ont été mis en vente au cours des dernières années ; 2° quelles sont les régions les plus touchées par ces ventes ; 3° quels sont la profession des acquéreurs et les prix de vente moyens qui leur ont été consentis.

12795. — 6 février 1965. — **M. Escande** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le sort qui paraît être fait en ce moment à certaines options adoptées à l'occasion du vote du rapport sur le V^e plan, et plus particulièrement celle concernant « l'équipement dans l'Est d'un axe économique montant de la Méditerranée vers la Mer du Nord et utilisant les conditions naturelles, notamment en matière d'hydrographie et de relief, pour favoriser d'une manière progressive et dans une mesure raisonnable la concentration des activités et du peuplement ». Il lui demande si les paroles de **M. le ministre des travaux publics et des transports**, le 1^{er} décembre 1964 à Marseille, ainsi que les instructions de **M. le ministre de l'industrie aux chambres de commerce des régions intéressées**, ne sont pas en contradiction avec les décisions prises par le Gouvernement et entérinées par le vote du Parlement. (*Question transmise, pour attribution, à M. le ministre des travaux publics et des transports.*)

12810. — 6 février 1965. — **M. André Bauguitte** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que la législation sur les pensions de guerre concernant les grands invalides français a été si bien conçue qu'elle fait l'admiration de tous les pays. Son but principal est d'assurer un « rapport constant » entre le taux des pensions allouées aux amputés et les variations du coût de la vie, réalisant ainsi une indexation loyale et équitable. Or, par suite de certaines interprétations des textes réglementaires, seuls les invalides dont le taux de pension est supérieur à 85 p. 100 auraient bénéficié des majorations indiciaires récemment intervenues, alors que leur bénéfice n'aurait pas été étendu aux autres catégories de pensionnés dont le taux est inférieur. Attirant son attention sur l'effet psychologique regrettable que ne manquerait pas d'avoir, sur toutes les catégories d'invalides de guerre, une atteinte au principe du « rapport constant », auquel elles sont légitimement attachées, il lui demande s'il compte faire respecter ce principe sans aucune restriction.

12812. — 6 février 1965. — **M. Mer** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il envisage, en accord avec le ministère des finances, d'accorder prochainement le bénéfice de l'assimilation à un sous-trochantérien aux amputés d'un membre inférieur usant d'un pilon, et chez qui le déhanchement subi au cours de nombreuses années d'utilisation de cet appareil, a provoqué des scoliose graves, soit par déviation, soit par éclatement du disque d'une vertèbre et détachement de l'apophyse épineuse. Ce cas d'aggravation est, en effet, insuffisamment compensé par les degrés de suspension prévus par la cotation du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, car, très souvent, lesdites scoliose, provenant chez des sujets âgés, rendent difficile la simple marche, sans le recours d'une personne servant d'aide qui est, dans la plupart des cas, le conjoint de l'amputé. C'est pourquoi le bénéfice de l'article L. 18 du code ne jouant pas, il lui demande s'il prévoit, par mesure d'équité, l'assimilation de ces amputés aux sous-trochantériens.

12813. — 6 février 1965. — **M. Paul Coste-Floret** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** : 1^o pour quelles raisons les dossiers de pensions d'invalidité de guerre concernant les aggravations de l'infirmité ayant donné lieu à pension demeurant en suspens pendant quatre ou cinq ans, et même pendant plus longtemps, sans qu'aucune décision n'intervienne alors que les dispositions de l'article L. 28 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre prévoit un délai maximum de deux mois pour permettre à la commission de réforme de statuer ; 2^o dans les cas très fréquents où ce délai de deux mois n'est pas observé par l'administration, de quels moyens de recours dispose l'intéressé ; 3^o quel est le délai moyen observé par l'administration pour déposer ses conclusions en ce qui concerne les affaires pendantes devant le tribunal des pensions de Paris ; 4^o étant donné que le tribunal des pensions ne peut, en principe, prendre aucune décision aussi longtemps que l'administration n'a pas déposé ses conclusions (ce qui paralyse toute la procédure et est la cause d'inraisonnables retards), de quels moyens de recours disposent les invalides et mutilés contre de tels retards ; 5^o si, dans le cas où pendant plusieurs années l'administration s'est abstenue de déposer ses conclusions, le tribunal des pensions peut rendre un jugement par défaut et, dans l'affirmative, en vertu de quel texte.

12814. — 6 février 1965. — **M. Tourné** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que les grands invalides de guerre de 1914-1918 ont actuellement un âge moyen d'environ soixante-seize ans. A leurs infirmités vient donc s'ajouter

le handicap de l'âge. De ce fait, ils ont perdu une grande partie de leur mobilité et, en l'absence de moyens modernes mécaniques, ils sont condamnés à ne plus sortir de chez eux. L'Etat, qui a accordé quelques voitures automobiles aménagées à des paraplégiques et à des amputés doubles, ne pourra vraisemblablement fournir des véhicules neufs à tous les grands mutilés avant leur disparition totale. Beaucoup de ces invalides achèteraient volontiers des voitures neuves ou d'occasion qui leur rendraient d'importants services et leur redonneraient goût à la vie, mais ils reculent devant les frais supplémentaires imposés par les dispositions du code de la route qui exigent que ces véhicules soient aménagés spécialement. Grâce à des legs dévolus à l'office national, il a été possible de rembourser totalement ou partiellement, à 207 grands mutilés, l'aménagement réglementaire de leur voiture, mais les fonds disponibles sont épuisés. Il lui demande s'il envisage de prévoir d'urgence, au titre normal de l'appareillage, le remboursement de dispositifs exigés pour permettre aux grands invalides d'utiliser normalement un véhicule automobile. Il semble que la libération de crédits destinés à l'appareillage, du fait de la disparition accélérée des mutilés, doit permettre d'utiliser ces crédits pour le remboursement des aménagements obligatoires des automobiles appartenant à de grands mutilés de guerre.

12815. — 6 février 1965. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** le cas d'un ressortissant français, résidant en Egypte jusqu'au mois d'octobre 1956, qui a été interné par les autorités égyptiennes lors des opérations militaires de Suez, en octobre et novembre 1956. L'intéressé a dû abandonner son emploi (directeur d'une importante entreprise de confection) et l'ensemble de ses biens mobiliers. Rentré en France, il a dû être hospitalisé à plusieurs reprises, en décembre 1957, en décembre 1959, en décembre 1962, son état de santé ayant été profondément ébranlé par l'emprisonnement subi. Depuis lors, il doit suivre un traitement médical et ne peut exercer qu'un emploi à temps partiel, faiblement rémunéré. Le 17 novembre 1961, il a demandé, auprès de la direction interdépartementale des anciens combattants des Bouches-du-Rhône, à bénéficier d'une pension au titre de victime civile de guerre (demande d'indemnisation et pension d'invalidité permanente). Un premier dossier paraissant avoir été égaré, de nouvelles démarches ont été effectuées, et ce n'est que le 30 août 1963 que l'intéressé a été convoqué pour établir un nouveau dossier. Il a déposé ce dossier le 4 septembre 1963. Un an après, le 3 septembre 1964, la direction interdépartementale des anciens combattants lui a signifié le rejet de sa demande, motif pris « qu'aucun texte ne permet l'indemnisation au titre de la législation du code des pensions civiles et militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, des dommages physiques éventuels subis par les ressortissants français en Egypte ». Des indications ci-dessus exposées, il paraît anormal, d'une part, que la direction interdépartementale, saisie de sa requête en 1961, puis à nouveau en 1963, n'ait pas été en mesure de l'informer exactement ; d'autre part, qu'une lacune subsiste dans la législation du code des pensions précitée, les ressortissants français, victimes des événements de guerre en Egypte, en 1956, étant exclus du champ d'application des textes relatifs à l'indemnisation des dommages physiques lors de ces opérations militaires. Il lui demande : 1^o pour quels motifs ses services n'étaient pas à même, en août 1963, d'informer exactement les intéressés ayant subi un préjudice physique, ou des dommages matériels lors de ces événements ; 2^o si le principe même de l'indemnisation des citoyens français, victimes civiles d'opérations de guerre, ne paraît pas être mis en cause par le rejet de la demande de pension dans le cas d'espèce ; 3^o s'il entend prendre en considération la situation des ressortissants français, victimes civiles de guerre du fait des opérations militaires en Egypte en 1956. L'indemnisation des dommages subis par ces Français — d'ailleurs en nombre restreint (200 environ) — rétablirait le principe de l'égalité des droits des citoyens français, victimes civiles de guerre, que le dommage subi ait été causé sur le territoire métropolitain ou à l'étranger, dès lors que la responsabilité de l'Etat est nettement établie sur l'origine ou les causes de ce dommage.

12816. — 6 février 1965. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre des armées** que l'article 7 de l'instruction ministérielle n^o 179.654/P. M. 6, du 7 novembre 1953, fixe les conditions à remplir pour avoir droit à l'homologation au titre de la Résistance intérieure française, tant en ce qui concerne les membres appartenant aux mouvements reconnus qu'en ce qui concerne les membres isolés ; que ledit article 7 prévoit également le droit à l'homologation pour les déportés et internés de la Résistance ; qu'au surplus ce droit à l'homologation est imposé de plein droit par les dispositions de l'article 7 de la loi n^o 48-1251 du 6 août 1948 portant statut définitif des déportés et internés de la Résistance française ; que, dans ces

conditions, il apparaît, sur le plan strictement juridique, que c'est le titre de déporté résistant ou d'interné résistant prévu par les dispositions des articles 2 et 3 de la loi précitée qui constitue le fait générateur du droit à l'homologation; que les actes qualifiés de résistance à l'ennemi sont définis avec précision, notamment par les dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948. Il lui demande: 1° si un déporté de la Résistance qui a régulièrement obtenu son titre ou sa carte de déporté résistant par la production, en temps utile, de deux témoignages très circonstanciés (avec certification officielle de l'honorabilité parfaite des deux témoins) dans les conditions imposées par les dispositions du deuxième alinéa du chapitre C du paragraphe 2 de l'article 20 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949, a droit à l'homologation au titre de la Résistance intérieure française, dès lors que les actes qualifiés de résistance à l'ennemi et qui furent la cause directe, exclusive et déterminante de la déportation, ont été les actes prévus notamment par les dispositions des alinéas e et f du paragraphe 4 de l'article 2 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949 et, le cas échéant, dans la négative, qu'est-ce qui s'oppose sur le plan strictement juridique à une telle homologation; 2° étant donné que ni le décret n° 47-1956 du 9 septembre 1947 portant statut de la Résistance française intérieure, ni l'instruction ministérielle codifiée n° 179.645/P. M. 6, du 7 novembre 1953 n'apportent et ne contiennent la moindre définition de ce qu'on appelle acte qualifié de résistance à l'ennemi, qu'appelle-t-on exactement « acte de résistance » au sens exclusif de la Résistance intérieure française; 3° l'activité résistante qui a consisté en l'hébergement gratuit de militaires français ou alliés évadés et le passage, à titre gratuit, de militaires hors du territoire occupé par la France libre ou les pays belligérants; actes de résistance à l'ennemi prévus par les alinéas e et f du paragraphe 4 de l'article 2 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949 et qui furent accomplis isolément par un résistant n'ayant appartenu, ni à un réseau des F. F. C., ni aux F. F. L., relèvent-ils de la Résistance intérieure française; et dans la négative, de quelle catégorie de résistance relève l'activité résistante en question et en vertu de quel texte; 4° attendu que ni le décret n° 47-1953 du 9 septembre 1947, ni l'instruction ministérielle du 7 novembre 1953, ne contiennent une définition de l'acte qualifié de résistance à l'ennemi, sur quel critère juridique s'est basé jusqu'à ce jour le ministère des armées pour les homologations au titre de la Résistance intérieure française, et en se basant sur quel texte.

12822. — 6 février 1965. — **M. Paul Coste-Floret** demande à **M. le ministre des armées** d'indiquer: 1° ce que l'on doit entendre exactement par l'expression « acte qualifié de résistance à l'ennemi » au sens de la Résistance intérieure française et quel texte permet de déterminer l'interprétation qu'il convient de donner à cette expression; 2° si les dispositions de l'article 7 de l'instruction ministérielle n° 179654 du 7 novembre 1953 sont toujours en vigueur et, dans l'affirmative, si un déporté résistant, qui a obtenu régulièrement la carte officielle de déporté résistant grâce à la production de témoignages circonstanciés prévus par le deuxième alinéa du chapitre « c » du paragraphe 2 de l'article 20 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949, peut prétendre au certificat d'appartenance à la Résistance française alors que le genre de résistance auquel il s'est livré ne relève ni des forces françaises libres, ni des forces françaises combattantes, ni des forces françaises de l'intérieur; 3° dans le cas où les dispositions de l'article 7 de l'instruction ministérielle du 7 novembre 1953 susvisée ne seraient pas en vigueur, dans quel cas précis l'homologation imposée par l'article 7 de la loi n° 48-1241 du 6 août 1948 peut-elle être valablement refusée.

12832. — 6 février 1965. — **M. Poncelet** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable, compte tenu de l'analogie des épreuves et dans un but de désencombrement des facultés de droit et des sciences économiques, d'admettre en équivalence de la licence en droit ou de sciences économiques, pour la préparation du diplôme d'études supérieures de droit public ou de sciences politiques, le diplôme de fin d'études des instituts d'études politiques (section service public) et pour la préparation du diplôme d'études supérieures de sciences économiques, le diplôme de fin d'études des instituts d'études politiques (mention sciences économiques et financières).

12836. — 6 février 1965. — **M. Musmeaux** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la création d'une nouvelle école normale d'instituteurs et d'institutrices dans le département du Nord présente un grave caractère d'urgence. D'une part, les conditions

de travail des élèves-maîtres des écoles normales de Douai se sont dégradées du fait de l'accroissement des effectifs, la méthode de l'externat ne pouvant pallier ces difficultés. D'autre part, si l'on considère que le nombre moyen des naissances dans le département est de 48.000 chaque année, l'enseignement primaire y exige la présence d'environ 23.000 instituteurs et institutrices, sur la base de la norme pédagogique de 25 élèves par classe. Or, ces enseignants sont actuellement 12.700, effectifs des collèges d'enseignement général compris, et la moyenne d'élèves par classe est de 38. C'est donc près de 650 nouveaux enseignants par an qu'il faudrait former, au lieu des 300 qui sortent actuellement des écoles normales de Douai et de celle de Lille. Le besoin d'une école normale supplémentaire dans le département du Nord est donc impérieux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour entreprendre et mener d'urgence à bonne fin la construction de cette école normale d'instituteurs et d'institutrices.

12842. — 6 février 1965. — **M. Commenay** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il ne lui paraît pas souhaitable que les conseils municipaux concernés par des suppressions de postes d'enseignants soient consultés lors des opérations de révision de la carte scolaire.

12845. — 6 février 1965. — **M. Mer** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**: 1° si, au cours des récentes négociations commerciales franco-soviétiques, le problème de l'indemnisation d'un million et demi de porteurs français d'anciennes « valeurs russes » a pu être évoqué; 2° s'il est permis d'espérer, dans un avenir prochain, une solution équilibrée à ce problème.

12846. — 6 février 1965. — **M. Mer** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sa question écrite n° 11217 du 16 octobre 1964, demeurée à ce jour sans réponse, et concernant l'extension du bénéfice de la demi-part supplémentaire, pour le calcul du revenu imposable, aux ménages ayant eu un enfant décédé, et notamment par fait de guerre, dans les mêmes conditions que les cas prévus à l'article 195 du code général des impôts. Il lui demande s'il compte en reprendre les termes et lui fournir une réponse dans les meilleurs délais.

12847. — 6 février 1965. — **M. Mer** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 11 de la loi de finances pour 1965 n° 64-1279 du 28 décembre 1964 limite, dans son paragraphe II, à 5.000 F, la déduction qu'au titre des dépenses de ravalement peuvent pratiquer, sur les revenus servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les propriétaires qui se réservent la jouissance de leur logement, et que ce texte précise que les dépenses de ravalement devront être imputées sur un seul exercice. Il lui demande: 1° si les intéressés peuvent, dans la limite où les dépenses de ravalement engagées en 1964 le justifient, déduire de leurs revenus taxés au titre de l'année 1964 l'intégralité des 5.000 F prévus, même si, sous le régime des dispositions antérieures, ils ont déjà déduit des dépenses de ravalement du revenu taxé au titre de l'année 1963; 2° si les intéressés qui, en vertu de la faculté qui leur est laissée par le paragraphe IV du texte visé, demanderont, pour l'imposition de leurs revenus de 1964, le maintien de la législation en vigueur le 31 décembre 1963, et déduiront ainsi les dépenses de ravalement engagées en 1964, pourront néanmoins, dans la limite où les dépenses de ravalement engagées en 1965 le justifieront, déduire de leurs revenus taxés au titre de l'année 1965 l'intégralité des 5.000 F prévus; 3° si, dans l'hypothèse où les travaux de ravalement durent plusieurs années, les intéressés peuvent attendre leur achèvement pour déduire, en une seule fois, de leur revenu taxable, dans la limite des 5.000 F prévus, l'ensemble des dépenses correspondantes; 4° combien d'années un propriétaire, ayant procédé à la déduction prévue au titre des dépenses de ravalement devra-t-il attendre avant de pouvoir procéder à une nouvelle déduction pour de nouveaux travaux de ravalement.

12848. — 6 février 1965. — **M. Mer** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, pour les entreprises n'ayant pas réévalué leur bilan, les amortissements pratiqués en période déficitaire ne sont, suivant une doctrine administrative constante, réputés différés et susceptibles de report qu'à la condi-

tion de n'avoir pas réellement figuré dans les écritures de l'exercice auquel ils se rattachent. Il attire son attention sur le fait que cette doctrine: 1° est incompatible avec les règles comptables prévues par le décret n° 64-941 du 12 août 1964 prévoyant dans le tableau III une rubrique « Montant des amortissements pratiqués en l'absence de bénéfice compris dans le total ci-dessus et réputés du point de vue fiscal différés en période déficitaire »; 2° contredit la doctrine traditionnellement admise en matière de sociétés et récemment confirmée par M. le garde des sceaux dans une réponse faite au Sénat le 10 décembre 1964, réponse selon laquelle le défaut de comptabilisation des amortissements à chaque exercice, même s'il est déficitaire, tombe sous le coup de l'article 15-5° de la loi du 24 juillet 1867 visant le délit de présentation de bilan inexact. Il lui demande en conséquence: 1° s'il ne pense pas qu'il conviendrait de modifier en matière fiscale la doctrine administrative, de manière à autoriser l'inscription en comptabilité des amortissements pratiqués en période déficitaire, sans que cette inscription entraîne pour les entreprises des conséquences fiscales défavorables; 2° au cas où cette autorisation serait donnée, comment devraient pratiquement procéder les intéressés, pour faire pour la première fois figurer en comptabilité des amortissements qui, parfois depuis des années, n'ont pas été comptabilisés, et notamment quelles justifications ils pourraient être appelés à produire à ce sujet.

12849. — 6 février 1965. — M. de Lipkowski attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation d'un propriétaire possédant à Bordeaux un hôtel-restaurant et qui a cessé son activité commerciale en octobre 1963. L'intéressé, pour son exploitation commerciale, est imposé au forfait depuis plus de cinq ans, et l'immeuble ne figure pas au bilan de son entreprise commerciale. Depuis la cessation de cette activité, l'immeuble a été aménagé en locaux d'habitation, le propriétaire ayant obtenu, à cet effet, la délivrance d'un permis de construire. L'immeuble en cause lui appartient pour l'avoir recueilli, à concurrence de moitié, par succession, au cours de l'année 1921 et pour l'autre moitié, par licitation, au cours de l'année 1924 (une faible partie cependant provient de deux acquisitions faites à d'autres dates). Il lui demande si la vente des locaux résultant de ces aménagements est soumise à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée et, dans ce cas, sur quelle base serait-elle calculée. Il lui demande également si cette vente est frappée de la plus-value immobilière prévue par l'article 28 de la loi du 15 mars 1943 et, dans ce cas, sur quelle base serait-elle calculée. Il semble en effet que la délivrance d'un permis de construire donne lieu à l'application de la T. V. A. et, éventuellement, à la plus-value immobilière. Il lui fait remarquer que les conséquences entraînées par la délivrance de ce document nécessaire pour des transformations, même mineures, apparaissent particulièrement lourdes dans le cas considéré, et bien que l'intéressé soit propriétaire depuis plus de quarante ans. L'existence de cette pièce paraît assimiler l'immeuble aménagé à un immeuble entièrement neuf. Il semble que cette interprétation puisse être considérée comme une application exagérément sévère de la loi du 15 mars 1963, ainsi que, par conséquence, de l'article 4 de la loi de finances du 19 décembre 1963.

12851. — 6 février 1965. — M. de Lipkowski attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation d'un propriétaire possédant un ensemble immobilier d'une contenance approximative de 16.000 mètres carrés, sur lequel est édifée une construction à usage d'habitation ainsi que divers locaux qui, aménagés, pourraient également servir à l'habitation. L'ensemble du terrain est situé dans une zone non adéquat. Son propriétaire se propose de céder cet ensemble immobilier, qu'il a acquis en 1949, moyennant la somme de 30.000 francs, converti en une rente annuelle et viagère actuellement de 5.000 francs au profit du vendeur, toujours vivant, âgé de 88 ans. En 1952, ce propriétaire a acquis un dommage de guerre pour la somme de 18.326,60 francs. Ce dommage, complété par un apport personnel de 80.000 francs, a servi à l'édification d'une construction importante. Le terrain en cause ayant reçu de nombreux projectiles de guerre au moment de la destruction de Royan, l'apport de 80.000 francs a servi autant au déblaiement de ce terrain qu'à son nivellement, sa clôture, son ensemencement et plantation, qu'à l'achèvement de la construction qui avait été faite avec les premiers dommages de guerre. Compte tenu du prix que serait susceptible d'offrir un acquéreur pour cet ensemble immobilier, il semble que le propriétaire actuel serait passible de la plus-value prévue au titre de l'article 3 de la loi de finances pour 1964, n° 63-1241 du 19 décembre 1963, la superficie développée de la construction étant inférieure à 15 p. 100 de la

contenance cadastrale. Le propriétaire ayant détruit ses factures, il lui demande si l'administration admettrait à la place de celles-ci, qui ne peuvent être fournies, une affirmation notariée du propriétaire. Celui-ci attesterait, en particulier, que l'état de ce terrain en 1949 était bien celui qu'il indique, ce qui était d'ailleurs de notoriété publique.

12852. — 6 février 1965. — M. de Lipkowski attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les questions qui peuvent se poser à l'occasion de la vente d'un immeuble reconstruit à l'aide d'une indemnité de dommage de guerre. Lorsque l'immeuble a été reconstruit par le sinistré attributaire du dommage, il lui demande, si celui-ci le vend, s'il est alors considéré comme constructeur ou comme vendeur d'un immeuble ancien. Il lui demande également, dans le cas d'un immeuble reconstruit par un acquéreur du dommage et qui procède à sa vente, si le vendeur est à considérer comme constructeur ou comme vendeur d'un immeuble acquis, le dommage ayant un caractère immobilier et l'immeuble reconstruit étant la représentation de l'immeuble ancien. Il lui fait remarquer, à cet égard, par analogie, que la loi du 1^{er} septembre 1948 s'applique sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'immeuble est reconstruit par le sinistré attributaire du dommage ou par l'acquéreur de celui-ci. Il lui demande enfin quelle est la situation du vendeur dans le cas où le coût de la construction excède le montant du dommage.

12855. — 6 février 1965. — M. André Halbout rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que: l'article 7, III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complété par l'article 84 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 (article 1373 series B du code général des impôts) accorde au preneur d'un bail rural qui exerce son droit de préemption une exonération des droits de timbre et d'enregistrement. Le bénéfice de la dispense est toutefois limité à la fraction du fond préempté qui, compte tenu des terres appartenant déjà à l'acquéreur et exploitées par lui, se situe en deçà de la surface globale maximale prévue à l'article 188-3 du code rural, c'est-à-dire les plafonds de superficie au-delà desquels les cumuls et réunions d'exploitations agricoles doivent faire l'objet d'une autorisation préalable. (Pour le Calvados, région du Bocage: 30 hectares maximum fixé par l'arrêté ministériel du 8 février 1964, paru au *Journal officiel* le 16 février 1964.) L'application de ces textes peut entraîner des difficultés d'interprétation, faisant naître des conflits entre les parties et l'administration de l'enregistrement. Il lui signale, à cet égard, la situation de M. et Mme M. L... qui ont fait une donation-partage entre leurs quatre enfants le 17 octobre 1962, se réservant l'usufruit des biens. Cette donation est donc faite en nue-proprété. Un des enfants, M. Lucien L... était locataire par bail régulier d'une ferme d'une surface totale de 33,40 ha dont il a été attributaire en nue-proprété à concurrence de 20 ha 66 a 60. Par la suite, M. Lucien L... a acquis de sa sœur la nue-proprété de 3 ha 55 a 90 de cette ferme, biens attribués en nue-proprété à la sœur de M. Lucien L... aux termes de la donation-partage susrelatée. Il a demandé à bénéficier de l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement. M. Lucien L... possède en outre: 1° la pleine propriété de diverses parcelles de terre de 8 ha 40 qu'il exploite; 2° la nue-proprété de diverses parcelles de terre, de 4 ha 5 a 59, qu'il exploite mais appartenant en propre à sa femme, comme lui provenant d'une donation-partage, ces derniers biens soumis à l'usufruit viager des ascendants. L'inspecteur de l'enregistrement a demandé à M. Lucien L... le paiement des droits à 14 p. 100 sur les 3 ha 55 a 90 acquis par lui, car, dit-il, compte tenu des terres appartenant déjà à l'acquéreur, la superficie globale se situe au-delà du plafond de 30 hectares. Il lui demande si, pour l'application des exonérations des droits de timbre et d'enregistrement au profit du fermier préemptant, il faut compter la superficie des biens possédés en nue-proprété alors qu'elle n'intervient pas pour l'application sur le droit de préemption.

12856. — 6 février 1965. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société de construction immobilière (type loi 1938), dans laquelle le C. I. L. départemental (association type loi 1901) possède 19.970 sur 20.000 parts, a acquis en 1954 des terrains en vue de la construction d'immeubles. Par suite de l'établissement, en 1958, du plan d'urbanisme, ladite société de construction immobilière va se trouver, en exécution d'une convention avec la ville de Lorient, dans l'obligation de lui céder à titre onéreux, sur

évaluation administrative, un terrain en vue de l'édification d'un groupe scolaire. Il lui demande de lui indiquer dans quelle situation la société sera placée au point de vue fiscal, et plus particulièrement au regard des droits d'enregistrement.

12857. — 6 février 1965. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un plan de masse pour la réalisation d'un ensemble immobilier a fait l'objet d'un accord préalable de la direction départementale de la construction. Le promoteur demande au propriétaire du terrain l'établissement d'un règlement de copropriété horizontale et d'un état descriptif de division. Le sol est, dans ce cas, l'élément commun rattachant toutes les fractions à la même unité foncière. Il est ensuite établi autant de promesses de ventes que de lots de millièmes en faveur du promoteur qui lèvera lesdites promesses successivement pour réaliser les constructions projetées. Il lui demande si, dans ces conditions, le propriétaire est considéré comme lotisseur.

12858. — 6 février 1965. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le propriétaire d'un terrain sur lequel peuvent être édifiés plusieurs immeubles collectifs a, concédé une promesse de vente à un promoteur avec la faculté pour ce dernier de lever ladite promesse, pour tout ou partie, en une ou plusieurs fois. Le promoteur a levé cette promesse en plusieurs fois. Il lui demande si, dans ces conditions, le vendeur sera imposé comme lotisseur.

12861. — 6 février 1965. — M. Collette attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le problème posé, quant aux droits de mutation, par les cessions synallagmatiques de gré à gré et à titre onéreux, de tous les éléments composant une exploitation agricole: cheptel vif ou mort, approvisionnements, fumures, arrières-fumures et amendements incorporés dans les terres dépendant de l'exploitation agricole considérée. Il lui demande si une telle mutation bénéficie de la gratuité des droits d'enregistrement pour les ventes mobilières de gré à gré, par application des dispositions des articles 9 à 12 et 14 à 17 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 ou s'il faut considérer, au contraire, qu'une telle cession constitue, en réalité, une cession de clientèle, au sens de l'article 694 du code général des impôts (dictionnaire de l'enregistrement n° 1985). Si l'on admet que la cession d'un avoïement de ferme doit être assimilée à une cession de clientèle et se trouve, par conséquent, assujettie aux droits d'enregistrement de 16 p. 100 dont 13,20 p. 100 pour les droits d'enregistrement proprement dits et 2,80 p. 100 pour les taxes additionnelles, il paraît anormal de voir qu'une telle cession se trouve frappée de droits d'enregistrement à 16 p. 100, alors que les ventes d'immeubles de caractère agricole, effectuées au profit de l'acquéreur titulaire du droit de préemption, bénéficient de l'exonération totale des droits d'enregistrement à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement, pour lui ou ses héritiers, de continuer à exploiter personnellement les biens acquis pendant une durée minimum de cinq ans à compter du jour de l'acquisition. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas possible d'envisager qu'une mesure analogue soit prise en faveur de l'acquéreur de tous les éléments composant une exploitation agricole et qu'une telle cession bénéficie de l'exonération totale des droits d'enregistrement.

12862. — 6 février 1965. — M. Dejean expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas des Français rapatriés dont les terrains ont été expropriés par l'administration militaire dans la zone de Mers-el-Kébir-Oran. La direction des travaux maritimes de Mers-el-Kébir a fait déposer à la caisse des dépôts et consignations d'Oran, à la fin de 1962, au nom de chaque exproprié de la région de Mers-el-Kébir, Ain-el-Turck, Bousser, une indemnité provisionnelle, mais la caisse des dépôts et consignations d'Oran n'a pu délivrer les fonds déposés au nom des expropriés, faute pour ceux-ci de pouvoir produire un état hypothécaire de leurs biens, et cela en raison de la destruction des archives hypothécaires d'Oran lors des événements de juin 1962. M. le ministre des armées, par correspondance datée des 15 juin et 19 juillet 1964, a proposé à M. le ministre des finances et des affaires économiques d'envisager, à titre tout à fait exceptionnel, le paiement des indemnités à la charge de l'Etat en substituant à l'accomplissement des formalités hypothécaires prévues par la réglementation des mesures telles qu'enquêtes, publicité spéciale, etc., qui, dans les circonstances actuelles, pourraient conduire à un règlement assez rapide des indemnités dues. Une telle procédure doit être instituée par décret et, à la date de ce jour, il semble qu'elle soit

encore à l'étude dans les services du ministère des finances. Il lui demande s'il envisage de publier sans plus de retard le décret attendu, pour ne pas ajouter aux difficultés de tous ordres rencontrées par les Français rapatriés, dont les terrains ont été expropriés le 27 juin 1962 au bénéfice de la base de Mers-el-Kébir.

12863. — 6 février 1965. — M. Philibert expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les parcs et ateliers des ponts et chaussées souffrent d'une grande pénurie de personnel; que M. le ministre des travaux publics et des transports a fait savoir qu'il lui avait demandé d'autoriser l'augmentation des effectifs titulaires des ouvriers des parcs et ateliers en les recrutant par voie de concours départemental. Il lui demande quelle suite il entend réserver à la sollicitation de son collègue des travaux publics.

12865. — 6 février 1965. — M. Montalat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 196 du code général des impôts: « sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier: 1° ses enfants s'ils sont âgés de moins de vingt et un ans, ou de moins de vingt-cinq ans, s'ils justifient de la poursuite de leurs études, ou s'ils sont infirmes; ou qui accomplissent leur service militaire légal, même s'ils ont plus de vingt-cinq ans, ou les rappelés servant en Algérie; 2° sous les mêmes conditions, les enfants recueillis par lui à son propre foyer ». M. Tricon, député, ayant posé une question n° 2020 sur la situation fiscale d'un contribuable dont le fils majeur, mais âgé de moins de vingt-cinq ans au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, avait poursuivi ses études jusqu'au 1^{er} octobre (date à laquelle il avait acquis une situation personnelle lucrative), il lui a été répondu (*Journal officiel*, débats A. N. du 1^{er} août 1964) que le chef de famille était dispensé de comprendre dans son revenu global dont il était passible au titre de l'année dont il s'agit les rémunérations ou les autres revenus perçus par son fils depuis le 1^{er} octobre, date à laquelle, du fait de la cessation de ses études, celui-ci ne pouvait plus être considéré comme enfant à charge au sens de l'article 196 du code général des impôts; le père bénéficiant néanmoins pour le calcul de l'impôt du nombre de parts correspondant à sa situation de famille au 1^{er} janvier. Quant au fils, il devait faire l'objet d'une imposition distincte en raison des revenus qu'il avait perçus à partir du 1^{er} octobre. En conséquence, il lui demande si la même solution est applicable, dans des situations analogues, aux autres enfants visés par le même article 196 du code général des impôts, notamment aux enfants mineurs au 1^{er} janvier qui ont entrepris en cours d'année l'exercice d'une profession rémunérée. S'il en était autrement, cela aboutirait à traiter les enfants mineurs, de tout temps reconnus à charge en matière d'impôts sur les revenus, de façon moins favorable que les enfants majeurs étudiants dont la qualité reconnue de personne à charge jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans a été consacrée seulement par l'article 48 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953. En outre, cette solution léserait les parents dont la modicité des ressources oblige un enfant mineur à s'orienter vers une situation rapide et peu lucrative, tandis que resteraient favorisés les parents dont les conditions sociales permettent à leurs enfants des études plus longues, conduisant généralement à une brillante carrière.

12872. — 6 février 1965. — M. Kaspereit expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les profits tirés de l'exercice d'une profession libérale sont imposés au titre des bénéfices non commerciaux. Le même régime est appliqué aux plus-values dégagées à l'occasion de la cession ou de la cessation d'activité. Il lui demande sous quelle cadence seront imposées les sommes provenant de la location de la clientèle, du matériel nécessaire à l'exercice de la profession et du fichier de documentation (ingénieur, conseil, dentiste, etc., par exemple).

12873. — 8 février 1965. — M. Palmero expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation des retraités français tributaires de la caisse marocaine, domiciliés en France, et qui supportent la double imposition sur leur pension. La charge de ces pensions étant partagée entre le Maroc et la France, celle-ci prenant à sa charge le complément résultant de la péréquation automatique, il lui demande si, à titre provisoire, l'Etat français ne pourrait limiter l'imposition au titre de l'impôt sur le revenu de personnes physiques du complément mentionné ci-dessus, la partie fixe payée par le Maroc restant assujettie à la législation fiscale marocaine.

12874. — 6 février 1965. — M. Palmero expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les retraités français de la caisse de prévoyance de Tunisie, domiciliés en Tunisie et percevant les arrérages trimestriels de leur pension de la trésorerie générale de Marseille, sont assujettis, au titre de leur pension, à une double imposition. Il lui demande si, dans l'attente de la conclusion d'une convention entre la France et la Tunisie, le Gouvernement français ne peut exonérer lesdites pensions de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

12875. — 6 février 1965. — M. Alduy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, depuis septembre 1964, des vins de liqueur d'origine espagnole auraient été introduits dans les ports et zones frontalières françaises sous le régime de l'admission temporaire. Conformément au code des douanes, l'admission temporaire a pour but et pour effet de recevoir dans le territoire douanier un produit en vue de sa manipulation (art. 169) avant réexportation ou à constitution en entrepôt (art. 170) et sous la surveillance constante de la douane (art. 171 et 172). Mais elle n'est admise que sur dispositions de la loi, s'il s'agit de produits agricoles ou forestiers (art. 169) et le texte qui l'autorise « peut subordonner la décharge des comptes à la réexportation obligatoire des produits à destination de pays déterminés » (art. 176, 4). Il lui demande : 1° en quels volumes, sous quelle dénomination de nature de boisson et quel degré, ces vins espagnols auraient été admis en France du 1^{er} septembre au 31 décembre 1964, et quelles manipulations ils ont subi; 2° en vertu de quelle loi ils auraient été admis et manipulés, et si cette loi a disposé sur leur réexportation obligatoire; 3° si leur admission temporaire n'avait aucun fondement légal, si leur manipulation s'est opposée à l'individualisation stricte des vins importés conformément aux articles 38, 39, 40, 41, 141 du code des douanes, quelles poursuites douanières ont été exercées à l'encontre des manipulateurs; 4° si la loi a disposé quant à l'admission temporaire et si ces vins, non encore réexportés, ont été placés en entrepôt, quelles dispositions ont été prises à leur égard depuis l'admission, notamment du point de vue du paiement des droits et taxes: tarif extérieur commun et autres (art. 174 du code des douanes).

12877. — 6 février 1965. — M. Marcel Guyot demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si des terrains et bâtiment, servant aux colonies de vacances des œuvres sociales des comités d'entreprise ou d'établissement, dont l'activité est non productrice de revenus, peuvent être exonérés de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties et de la contribution mobilière, comme le sont les propriétés appartenant à des communes ou à des caisses des écoles ou patronages et affectés à des colonies de vacances. Dans la négative, il lui demande si, comme cela serait entièrement justifié, il entend leur étendre le bénéfice de l'exonération.

12880. — 6 février 1965. — M. Tourné expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à plusieurs reprises, et dans plusieurs départements, des agriculteurs — des viticulteurs notamment — n'ont pu obtenir les emprunts de sinistre qu'ils avaient sollicité. En effet la caisse nationale de crédit agricole n'a pas alimenté en temps opportun et en quantité suffisante les caisses départementales de crédit mutuel agricole. Cela, alors que ces dernières avaient agréé de multiples demandes d'emprunts de sinistrés, lesquelles sont alors restées en suspens faute de crédits. Cette situation frappe encore les sinistrés de la grêle de 1963. Il lui demande : 1° ce que son ministère pense de cette situation; 2° ce qu'il compte décider pour y remédier; 3° comment il compte à l'avenir alimenter la caisse nationale de crédit mutuel, de façon que cette dernière puisse elle-même alimenter en temps utile et suffisamment les caisses départementales de crédit mutuel agricole, afin de leur permettre d'honorer les demandes d'emprunts agréés par elle.

12882. — 6 février 1965. — M. Pianta expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les employeurs et débiteurs sont tenus de souscrire chaque année, le 31 janvier au plus tard, la déclaration des traitements, salaires, pensions et rentes viagères payés par eux au cours de l'année précédente (code général des impôts, art. 87 et 89). Le libellé du cadre B de l'état 2460 (ex 1024) invite les employeurs à vérifier l'exactitude des droits qu'ils ont versés au Trésor et à effectuer, en cas d'insuffisance, un versement de régularisation au 15 janvier au plus tard. Il y a là une discordance de dates particulièrement

gênante pour les employeurs. Ces derniers ne connaissent le montant exact de la régularisation à effectuer qu'à l'achèvement de la confection de l'état 2460, qui se situe généralement vers le 31 janvier. Il lui demande s'il ne serait pas possible, en conséquence, de porter également le délai de régularisation au 31 de ce mois.

12884. — 6 février 1965. — M. Pianta expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 54-1171 du 23 novembre 1954 (*Journal officiel* du 26 novembre, p. 11037) a fixé à 200 anciens francs le chiffre limite à prendre en considération pour apprécier dans quel délai doit être assurée la remise au Trésor du versement forfaitaire sur les salaires perçu au profit du budget général. Depuis la parution du décret susvisé, cette limite de 200 anciens francs n'a fait l'objet d'aucune modification si bien que, compte tenu de la masse sans cesse accrue des salaires distribués, il est devenu sans effet à l'égard de la plupart des employeurs, qui se trouvent ainsi astreints à un versement mensuel. Il lui demande s'il ne lui semble pas souhaitable de fixer un chiffre limite qui tiendrait compte de cette situation de fait.

12887. — 6 février 1965. — M. Kroepflé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu de l'article 1241-1° du code général des impôts, les constructions achevées postérieurement au 31 décembre 1947, dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont affectés à l'habitation, sont exemptées de droits de mutation à titre gratuit. A cet égard, il a été précisé que, pour déterminer si la condition d'affectation à l'habitation est remplie, il faut, lorsque les locaux héréditaires sont compris dans un immeuble collectif, considérer cet immeuble dans son ensemble (R. M. F. 17 juin 1959). Or, une telle interprétation du texte fiscal est de nature à pénaliser les familles de condition modeste qui, étant donné la crise du logement, se sont trouvées dans l'obligation d'acquiescer parfois après de longues recherches et de lourds sacrifices, un appartement répondant à leurs impératifs familiaux, mais situé dans un immeuble locatif dont moins des trois quarts de la superficie est à usage d'habitation. En outre, il est anormal de faire dépendre le régime fiscal d'un appartement des affectations données aux autres appartements du même ensemble par leurs propriétaires respectifs, affectations d'ailleurs sujettes à variation au cours de l'existence de l'ensemble collectif. Dès lors, il lui demande : 1° si, par analogie avec la règle appliquée pour les droits de mutation à titre onéreux (art. 1372 du code général des impôts), il n'est pas envisagé d'apprécier, pour l'application de l'article 1241-1° du code général des impôts, la situation appartement par appartement, et non par rapport à la superficie de l'immeuble dans son ensemble; 2° si, dans le cadre de mesures tendant à favoriser le développement de l'habitat, une exonération analogue ne peut être envisagée pour les actions ou parts de sociétés, même non dotées de la « transparence fiscale », dont l'actif net est exclusivement composé de locaux dont les trois quarts au moins de la superficie sont affectés à un usage d'habitation.

12891. — 6 février 1965. — M. Poudevigne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation ambiguë dans laquelle se trouvent les propriétaires ayant acquis un appartement, avant la promulgation de la loi de finances pour 1964, instituant l'obligation d'habiter au moins cinq ans le logement acquis avec l'aide de l'Etat. Il lui demande si des mesures transitoires n'ont pas été prévues pour cette catégorie d'acquéreurs, dont la bonne foi n'est pas en cause.

12895. — 6 février 1965. — M. Fouet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui donner les renseignements statistiques suivants : 1° le montant total des versements faits dans les caisses d'épargne pour les années 1960, 1961, 1962, 1963, 1964; 2° la répartition, pour ces mêmes années, de l'utilisation de ces fonds, et en particulier le montant des prêts octroyés aux collectivités locales.

12899. — 6 février 1965. — M. du Halgouët demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les plus-values dégagées à l'occasion d'une fusion de sociétés placée sous le régime de l'article 210 du code général des impôts et se rapportant à des terrains à bâtir et biens assimilés, dont certains sont

entrés dans le patrimoine social depuis plus de cinq ans et dont les autres ont été acquis depuis moins de cinq ans, échappent aux taxations instituées par les articles 3 et 4 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963 dans le cas où l'actif brut de la société absorbée est constitué pour plus des trois quarts par des terrains à bâtir et des biens assimilés.

12901. — 6 février 1965. — M. Maillot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une entreprise industrielle de fabrication d'objets d'ameublement, mettant en œuvre des bois provenant de coupes dont elle s'est rendue adjudicataire et qu'elle exploite elle-même avec ses propres ouvriers bûcherons, utilise pour le transfert des grumes ainsi obtenues de ses chantiers d'exploitation forestière à ses ateliers de sciage, tranchage, déroulage, assemblage et finition, une semi-remorque routière, techniquement conçue pour cet usage et ne pouvant matériellement être employée à d'autres fins. Il estime que ces opérations de transfert ne constituent pas de transports de marchandises à proprement parler, mais entrent bien, au contraire, dans le cycle de la fabrication de cette entreprise, puisqu'elles ont pour seul but d'amener à pied d'œuvre des matières premières à qui elle a déjà fait subir une première transformation sur des chantiers dépendant de ladite entreprise (obtention de grumes à partir de bois sur pied, après abattage, tronçonnage, débarbage, etc.), lesdits chantiers constituant en fait un tout avec son usine de production. Il lui demande si, en raison des précisions ci-dessus données et compte tenu de l'évolution actuelle de la doctrine administrative, l'achat d'un véhicule de cette nature ne peut donner lieu à la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée dont il est grevé, et ce, en vertu de l'article 267-I-B a du code général des impôts.

12905. — 6 février 1965. — M. Delatre expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 7-III de la loi n° 82-933 du 8 août 1962, complété par l'article 84 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 (art. 1373 du code général des impôts) accordée au préneur d'un bail rural qui exerce son droit de préemption une exonération de droits de timbre et d'enregistrement. Le bénéfice de la dispense de droits de mutation est limité à la fraction du fonds préempté qui, compte tenu des terres appartenant déjà à l'acquéreur et exploitées par lui, se situe en deçà de la surface maximale prévue à l'article 188-3 du code rural. Les droits perçus depuis le 8 août 1962 sur les actes rentrant dans les conditions prévues par ces textes sont devenus restituables sur demande des parties. Dans une séance de l'Assemblée nationale du 11 janvier 1963, M. le ministre des finances indiquait que les restitutions pourraient être effectuées dans un délai très court et, répondant à la question d'un député, précisait que ces restitutions dureraient quelques semaines, en tout cas moins de plusieurs mois. Si les premiers demandeurs ont pu obtenir satisfaction en 1964, actuellement les preneurs en place, qui ont payé des droits (certains depuis deux ans) et qui remplissent toutes les conditions pour prétendre à restitution, éprouvent les plus grandes difficultés pour obtenir le remboursement. Les justifications demandées sont plus ou moins nombreuses et variables selon les départements. Il lui demande de faire connaître les justifications exigibles actuellement: 1° par le receveur de l'enregistrement au dépôt de l'acte par le notaire; 2° par l'inspecteur pour le contrôle *a posteriori* des déclarations insérées dans l'acte; 3° par les services des contentieux départementaux lors de l'examen des demandes en restitution. Ce qui répondrait aux préoccupations évoquées dans l'exposé général des motifs de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, portant réforme de l'enregistrement, en uniformisant la réglementation.

12913. — 6 février 1965. — M. Commenay demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles mesures il compte prendre en faveur des ressortissants français victimes de la loi d'expropriation tunisienne du 12 mai 1964, prise en violation des protocoles des 13 octobre 1960 et 2 mars 1963.

12951. — 6 février 1965. — M. Billoux expose à M. le ministre du travail les faits suivants: des licenciements sont en cours à l'usine de pâtes alimentaires Regia-Scaramelli au Canet, à Marseille, occupant environ 500 ouvriers et ouvrières. Ces licenciements — prévus pour une centaine de travailleurs — font suite à la fusion en mai 1964 des entreprises Ferrand-Renaud et Scaramelli, suivie en janvier 1965 d'une nouvelle fusion avec l'entreprise Panzani-La Lune. Une trentaine d'ouvriers et ouvrières ont déjà reçu, le 8 janvier 1965, leur préavis pour le 5 février 1965. Parmi ces

licenciés, plusieurs ont de dix à trente-cinq ans de présence à l'usine et certains sont âgés de plus de cinquante ans, ce qui les met pratiquement dans l'impossibilité de retrouver du travail; deux délégués titulaires et trois délégués suppléants du personnel sont licenciés. Le prétexte invoqué est le personnel en surnombre, alors qu'il s'agit en réalité de licenciements abusifs, étant donné que des heures supplémentaires sont faites dans cette usine. Il lui demande s'il entend: 1° donner des instructions à l'inspection du travail pour faire annuler ces licenciements (pris contre l'avis de la majorité du comité d'entreprise) par l'application de la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, ce que peut supporter l'entreprise étant donné les bénéfices réalisés jusqu'à ce jour; 2° faire en sorte que soit réunie rapidement la commission nationale paritaire de l'industrie des pâtes alimentaires; 3° tenir compte que de nombreux licenciements ont lieu actuellement dans différentes industries à Marseille, ce qui exige des mesures portant notamment sur: a) des indemnités de licenciements; b) l'augmentation de l'indemnité de chômage; c) l'augmentation des retraites complémentaires et l'avancement de l'âge de la retraite.

12957. — 6 février 1965. — M. Duviillard attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le projet de statut des ouvriers des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux, et services d'entretien des bases aériennes des ports et chaussées. Ce projet semble faire, depuis plusieurs mois, l'objet d'une étude de la part du ministère des finances et des affaires économiques. Il lui demande si cette étude est terminée, et dans ce cas, à quelle date il pense que pourra intervenir le texte relatif à ce statut.

12959. — 6 février 1965. — M. Carlier expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que les habitants des communes de Lillers, Rieux, Busnes, des hameaux de Manqueville, Hurionville, Mensec, des communes de Gonnehem, Ham-en-Artois (Pas-de-Calais) ont subi une fois de plus les méfaits des inondations au début du mois de janvier 1965. Ils risquent d'en être de nouveau les victimes si des mesures d'urgence ne sont pas prises pour en éviter le retour. Ces inondations ont causé de graves dégâts aux habitations, aux mobiliers, aux réserves de pommes de terre, de denrées ou de charbon qui furent emportées par les eaux. Les cultivateurs de ces communes ont aussi subi des pertes: terrains noyés, semailles de blé compromises, perte des engrais entraînés lors du retrait de l'eau. Des inondations se produisaient certes autrefois, mais la situation s'aggrave d'année en année. C'est ainsi que des quartiers de ces villes ont été inondés pour la première fois cette année. Ces inondations sont dues au manque d'entretien et de curage de la rivière la Nave et de ses affluents, et d'autres cours d'eau qui reçoivent les eaux des collines d'Artois. Les charges d'entretien de ces voies d'eau ne peuvent être supportées par ces petites communes sans ressources. De plus, par suite de manque d'entretien et aussi de surveillance, plusieurs de ces cours d'eau ont été détournés de leur cours normal et parfois même bouchés en certains endroits, ou encore il a été procédé à leur recouvrement avec l'utilisation de cylindres de diamètre insuffisant, ralentissant l'évacuation des eaux. La sucrerie de Lillers, qui utilise des procédés modernes pour le lavage des betteraves, envoie la terre provenant de ces lavages dans ces cours d'eau, sans procéder en fin de campagne à leur curage, auquel les propriétaires de ces usines étaient astreints autrefois. En période d'été, les riverains sont infestés de moustiques et de rats provenant de ces cours d'eau. L'hygiène publique en est menacée dans ces localités ouvrières où vivent de nombreux enfants. La rivière la Nave fut détournée jadis de son cours qui était plus direct et évitait la commune de Lillers, pour alimenter et faire tourner des moulins à blé, depuis lors disparus. De ce fait, en certains endroits de la commune de Lillers, le lit de la rivière est au-dessus du niveau de la route, et les digues sont minées jusqu'à la rupture par les ragondins. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les services des ponts et chaussées disposent des crédits nécessaires pour assurer l'entretien de ces rivières et cours d'eau, les élargir et les approfondir, les recouvrir dans les secteurs habités et faire reprendre à la rivière principale son ancien cours hors de la commune de Lillers, et éviter ainsi le retour des inondations qui jettent la consternation dans ces petites communes.

12962. — 6 février 1965. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que le décret n° 65-11 du 8 janvier 1965 portant majoration des salaires forfaitaires servant de base au calcul des contributions des armateurs, des cotisations des marins et des pensions des marins du commerce

et de la pêche, mentionne vingt catégories de salaires forfaitaires; que ce sont ces salaires forfaitaires qui servent de base de calcul des cotisations des marins et des contributions des armateurs au profit des caisses de l'établissement national des invalides de la marine. Il lui demande: 1° quelles sont les qualifications professionnelles des assujettis dans chaque catégorie, et notamment en ce qui concerne la pêche; 2° si, dans le cas où un membre de l'équipage a été débarqué au cours du mois considéré, le salaire forfaitaire doit être diminué du nombre de jours restant à courir et, dans ce cas, dans quelles conditions; 3° quelles sont les cotisations à payer par: a) le personnel, b) l'armateur, c) le patron pêcheur, lorsque ce dernier est ou non embarqué; 4° dans le cas où le salaire perçu par le personnel ou le patron pêcheur est supérieur annuellement à celui fixé forfaitairement dans la catégorie considérée, si c'est seulement la cotisation basée sur le salaire forfaitaire qui doit être déclarée; 5° si, pour l'établissement du salaire de l'équipage de pêche, ce dernier est variable suivant la qualification professionnelle de ses membres, compte tenu qu'en principe le patron pêcheur doit recevoir du produit de la pêche 50 p. 100 de plus que le marin, le produit brut de la pêche étant affecté des «frais communs» (mazout, glace, huile, salaire du sondeur, du goniomètre, de la location éventuelle de la radio, etc.), l'équipage réglant ses frais de «vivres», le pré-compte (rôle), etc.

12964. — 6 février 1965. — M. Commenay expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la route nationale n° 124 de Toulouse à Bayonne serait susceptible, si elle était améliorée, de constituer un excellent moyen de liaison entre les régions du Midi-Pyrénées et du Languedoc, d'une part, et de la zone touristique landaise: Capbreton, Hossegor, complexe de Seignosse, etc., d'autre part. Une telle solution aurait en outre deux autres avantages: 1° celui de délester une partie de la circulation sur la route nationale n° 117, qui est passablement encombrée en été; 2° celui d'activer les industries touristiques des cités traversées, dans le Gers: Auch, Vic-Fezensac, Nogaro, et dans les Landes: Aire-sur-Adour, Cazères, Grenade-sur-Adour, Saint-Sever-sur-Adour, Tartas et Pontonx. Il lui demande s'il est permis d'espérer soit dans l'année en cours, soit dans l'année prochaine, que les investissements indispensables soient réalisés, spécialement entre Auch (Gers) et Tartas (Landes), trajet sur lequel cette voie a le plus besoin d'améliorations.

12971. — 13 février 1965. — M. Chaze porte à la connaissance de M. le ministre des travaux publics et des transports le vœu suivant: le comité central des travaux géographiques, constatant que, lors de la première phase de la préparation du V° plan, aucune des trente commissions de modernisation n'a été appelée à examiner la programmation des activités de l'Institut géographique national et qu'il serait grave que le rôle de cet organisme soit méconnu dans les directives du Gouvernement et dans la rédaction définitive du plan, émet le vœu: que soit explicitement reconnue par le V° plan l'importance de l'équipement géodésique, topographique et cartographique du pays pour les prospections, pour les études d'aménagement et pour les recherches dans les domaines les plus divers: voies de communication et travaux publics, géologie, hydrologie, recherches minières et pétrolières, utilisation de l'énergie hydraulique, irrigation et mise en valeur des sols, exploitations forestières, tracés des lignes de transport de force et des pipe-lines, urbanisme, géographie, archéologie, problèmes administratifs, etc.; que les programmes d'investissements publics et les ressources budgétaires annuelles nécessaires soient prévus pour permettre à l'Institut géographique national — dont le rôle en ce domaine est primordial — de poursuivre sa tâche et de répondre aux multiples demandes de travaux qui lui sont adressées par les différents services qui concourent à l'équipement du pays. Il lui demande quelle suite il entend donner à ce vœu dans les limites en cours pour la rédaction définitive du projet de V° plan.

12988. — 13 février 1965. — M. Maurice Bardet demande à M. le ministre des armées si la compagnie des marins-pompiers de Lorient est considérée comme unité combattante pendant les années 1942 à 1945, années pendant lesquelles elle a, d'une part, subi les bombardements et, d'autre part, participé aux combats de la «poche» de Lorient. Il lui signale le cas d'un militaire qui a appartenu à cette formation du 1^{er} juillet 1942 au 14 septembre 1945, qui a été cité le 5 février 1943 à l'ordre du régiment et qui se voit refuser la qualité de combattant.

13060. — 13 février 1965. — M. Martel porte à la connaissance de M. le ministre de l'éducation nationale le vœu suivant adopté par les parents des élèves-maîtresses et des élèves-maîtres des écoles normales de Douai et les professeurs, réunis à l'hôtel de ville de Douai le 24 octobre 1964. Ceux-ci «s'inquiètent de la dégradation des conditions de travail des élèves des écoles normales de Douai, et en particulier du manque de professeurs. Ils demandent aux autorités administratives de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que tous les cours soient assurés dans les meilleures conditions cette année et pour que les postes restés vacants soient pourvus à la rentrée prochaine par des professeurs ayant les titres requis. Ils souhaitent que les services compétents du ministère de l'éducation nationale prennent rapidement les mesures administratives et budgétaires nécessaires pour que les travaux en cours, en attente, ou en projet, puissent être réalisés rapidement, notamment l'agrandissement du grand réfectoire de l'école normale d'institutrices et la construction d'internats complémentaires pour les deux écoles normales. Ils se déclarent fermement opposés à l'externement d'office des élèves-maîtres, pour résoudre les problèmes d'hébergement. Ils expriment le vœu de voir se construire d'urgence une nouvelle école normale du Nord, qui permettrait une amélioration certaine des conditions de travail des élèves-maîtres et la formation d'un plus grand nombre d'instituteurs qualifiés, de manière à ramener les effectifs des classes élémentaires à 25. Ils se félicitent des vœux déjà émis par le conseil général du Nord et demandent à M. le ministre de l'éducation nationale de bien vouloir faire débloquent les crédits nécessaires et faire commencer les travaux dans les délais les plus brefs.» M. Martel demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux demandes justifiées des intéressés.

13001. — 13 février 1965. — M. Fourvel expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation inquiétante du collège d'enseignement technique de Saint-Eloy-les-Mines (Puy-de-Dôme). Cet établissement, construit sur un terrain affecté par les affaissements miniers, subit de ce fait de très importantes dégradations. Les ateliers (mécanique, serrurerie, menuiserie) sont particulièrement menacés. La nécessité de conserver le C. E. T. à Saint-Eloy-les-Mines n'est pas à démontrer. Mais, aujourd'hui, il apparaît que la prochaine rentrée pourrait être compromise s'il n'était apporté une solution rapide à la situation actuelle de l'établissement. Par ailleurs, il apparaît qu'un projet de construction d'un lycée moderne, classique et technique était à l'étude pour Saint-Eloy, et ce projet semblait avoir recueilli l'avis favorable de l'inspection académique du Puy-de-Dôme. La presse régionale avait assez largement parlé de cette construction, et le terrain était trouvé pour la recevoir. Il lui demande: 1° quelles mesures sont prévues dans un proche avenir pour conserver des ateliers utilisables au C. E. T. de Saint-Eloy-les-Mines; 2° s'il compte donner suite au projet de construction dans cette ville d'un lycée moderne, classique et technique.

13003. — 13 février 1965. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'au cours d'une récente assemblée générale les parents des élèves du C. E. G. T. d'Aubin (Aveyron) ont notamment protesté contre le fait que si des sections du futur C. E. T. ont été créées en annexe du C. E. G., le C. E. T. lui-même n'a pas encore d'existence officielle, ce qui a pour conséquence de mettre de lourdes dépenses à la charge de la commune, alors qu'elles devraient être supportées par l'Etat. Il lui demande, la reconversion du bassin houiller officiellement prononcée exigeant la formation de jeunes ouvriers qualifiés, quelles mesures il compte prendre, en accord avec les autres départements ministériels intéressés, pour que la construction du C. E. T. d'Aubin soit menée d'urgence à bonne fin.

13010. — 13 février 1965. — M. Bernard Rocher expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un bien immobilier a été constitué en 1910, par l'acquéreur d'un terrain qui y a fait bâtir un pavillon d'habitation qu'il occupait à son décès, en 1934. Son fils en a hérité; il est décédé à son tour, en 1954, laissant sa veuve, qui habitait ledit pavillon, et un fils. Ce bien immobilier, situé en Seine-et-Oise, a été attribué à ce dernier en 1955. Pour rapprocher sa mère de Paris, et pour loger sa belle-fille et son mari, il a fait échange en toute propriété de sa maison de Seine-et-Oise avec une autre dans la Seine, où il a pu satisfaire ses obligations familiales, ci-dessus. Cet échange a eu lieu par acte notarié, et sans soulte. Depuis, sa mère est décédée

en 1962, et le jeune ménage est allé travailler et s'installer en province. S'agissant d'un pavillon vétuste, le propriétaire actuel a renoncé à y faire des frais de restauration, très onéreux et sans rapport locatif proportionnel. Deux solutions semblent s'offrir à lui: 1° vendre le tout, purement et simplement; 2° en faire apport à une société de construction, en vue de l'édification d'un petit immeuble collectif où il retrouverait la valeur de son apport sous forme de quelques appartements. Il lui demande, dans un cas ou dans l'autre, si l'intéressé est assujéti à l'impôt sur la plus-value, suivant les lois des 15 mars et 19 décembre 1963 et, dans l'affirmative, dans quelles conditions et dans quelles proportions.

13012. — 13 février 1965. — M. Pezé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un fonctionnaire, ayant son domicile dans le département de la Seine, a acheté en 1954 en province un pavillon pour y loger ses beaux-parents qui y ont leur habitation principale. Cette déclaration ayant été portée dans l'acte d'achat, l'acquéreur a bénéficié des dispositions de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 accordant l'exonération partielle des droits de mutation. Il lui demande si cette situation permet de considérer que l'immeuble dont il s'agit ne constitue pas une résidence secondaire et, par voie de conséquence, si le propriétaire peut bénéficier des dispositions de l'article 11 de la loi de finances pour 1965, n° 64-1279 du 23 décembre 1964, autorisant la déduction du revenu global servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les intérêts afférents aux dix premières annuités du prêt contracté pour l'acquisition du pavillon où l'acquéreur loge ses beaux-parents.

13013. — 13 février 1965. — M. Poudevigne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le plafond de 400.000 F de chiffre d'affaires annuel, permettant aux artisans d'être imposés forfaitairement sur leurs bénéfices, a été fixé en 1959 et ne correspond plus aujourd'hui à une activité, même modeste, en raison du développement des affaires d'une part, et des hausses de prix intervenues depuis cette date d'autre part. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible de relever ce plafond pour tenir compte des deux éléments susindiqués.

13015. — 13 février 1965. — M. Malleville porte à la connaissance de M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans de nombreuses transactions portant sur la vente de terrains à bâtir, les propriétaires vendeurs exigent de l'acquéreur qu'il souscrive l'engagement de payer, en sus du prix convenu, le montant de la taxe sur les plus-values foncières créée par la loi du 19 décembre 1963 qui devrait normalement leur incomber. Une telle pratique, qui va à l'encontre des intentions du législateur, semble avoir pour effet principal d'augmenter de façon sensible le prix des terrains à bâtir. Cette conséquence fâcheuse ne devant pas pouvoir recueillir l'assentiment des pouvoirs publics, il est suggéré qu'un tel engagement soit déclaré nul, comme contraire à l'ordre public. Il lui demande de faire connaître par quels moyens il sera fait obstacle à la prétention injustifiée des vendeurs de terrains de recourir à cette méthode.

13016. — 13 février 1965. — M. Picquot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il arrive fréquemment que les maisons rurales soient entourées d'un jardin-verger dont la superficie est supérieure à 2.500 mètres carrés. Il lui demande si, lors de la mutation à titre onéreux de ces immeubles, les terres qui excèdent la superficie susindiquée doivent être taxées sur la base du tarif des immeubles ruraux, soit 11,20 p. 100, ou sur celui des tarifs des immeubles urbains, soit 13,20 p. 100.

13017. — 13 février 1965. — M. Picquot demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si des terres et jardins exploités par des non-agriculteurs doivent être considérés comme des immeubles ruraux et taxés comme tels en cas de mutation à titre onéreux.

13018. — 13 février 1965. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le mode de calcul du revenu imposable des salariés utilisant une voiture pour l'exercice de leur profession est la source de nombreuses difficultés. Dans

une réponse faite à Mme Francine Lefebvre (question écrite n° 12444, *Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale, du 22 juillet 1964, p. 3513), le secrétaire d'Etat indiquait que le prix d'achat d'une voiture utilisée par un salarié pour l'exercice d'une profession était déductible de la rémunération perçue l'année de l'acquisition du véhicule, à condition que l'employé ne reçoive aucune indemnité qui couvre l'amortissement du véhicule et, par conséquent, supporte effectivement la charge du prix d'achat de celle-ci. Cependant, il apparaît que les indemnités kilométriques de déplacement versées, par exemple, aux fonctionnaires de la catégorie A, sont censées couvrir l'amortissement d'une voiture et sont en conséquence rejetées. Or, les indemnités kilométriques versées aux fonctionnaires sont très inférieures aux prix de revient du kilomètre tel qu'il ressort des bilans publiés par la presse automobile. Dans le cas particulier des médecins, les indemnités kilométriques versées par l'Etat aux médecins fonctionnaires sont très inférieures aux indemnités perçues par les praticiens ou par les médecins conseils de la sécurité sociale: c'est ainsi que la différence entre le tarif de remboursement kilométrique de ces derniers et des médecins fonctionnaires est de 0,065 franc pendant les 10.000 premiers kilomètres et de 0,153 franc au-delà de 10.000 kilomètres, et correspond presque à la valeur de l'amortissement de la voiture. Dans ces conditions, on peut penser que les services des impôts ne peuvent rejeter des demandes de ce genre, le montant du prix d'achat d'une voiture pouvant être alors déduit du revenu imposable. Il lui demande si cette interprétation correspond, comme il le souhaite, à la doctrine officielle en la matière.

13020. — 13 février 1965. — M. Cazenave expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la question se pose de savoir si, dans le cas où une société civile particulière, à actif et objet forestiers, adopte le régime de groupement forestier en procédant aux seules adaptations strictement indispensables sans changement de personne morale, il y a lieu de percevoir la taxe de publicité foncière, ce qui semblerait être en contradiction avec les conditions génératrices de cette taxe. En effet, dans ce cas, il n'est fait aucune modification de forme de la société civile préexistante, puisque le groupement forestier est lui-même une société civile particulière. En outre, l'objet reste le même et il n'est procédé à aucune modification de structure, l'actif, le capital, les associés et les gérants restant aussi les mêmes. Il n'est pas créé de personne morale nouvelle. Il y a seulement adaptation de la dénomination et des statuts à l'objet forestier qui existait déjà et qui demeure inchangé, et cela en vue d'une meilleure gestion dudit objet par l'adoption du régime de groupement forestier, spécialement créé et recommandé par la loi à cet effet. Le but recherché est de renforcer et promouvoir l'activité effectivement forestière de la société préexistante grâce à un régime mieux adapté à son objet, ce qui est exactement le contraire d'un changement. Il n'y a donc ni mutation, ni transformation de société, ni aucun fait qui puisse être interprété comme tel; le changement de dénomination ne peut, dans les conditions ci-dessus, être considéré comme un élément de mutation ou de transformation. Il lui demande s'il existe, dans ce cas, une opération constituant un fait générateur de perception de la taxe de publicité foncière.

13026. — 13 février 1965. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, pour l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée, la prise en charge par le vendeur de tout ou partie des frais de transport entraîne l'assimilation de la vente à une vente aux conditions « franco ». Il lui demande si, dans le cas d'un vendeur qui facture aux clients le prix de la marchandise, règle au transporteur les frais de transport et se fait rembourser ensuite par ses clients une fraction desdits frais, l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée est constituée par le prix de la marchandise (sans réduction pour les frais de transport acquittés), ou par ce prix augmenté de la fraction du coût du transport remboursée par les clients. Il semblerait que, dans ce dernier cas, la taxation soit excessive, puisque, pour l'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée, le vendeur non seulement ne pourrait déduire du prix de la marchandise le montant des frais de transport qu'il a payés, mais encore devrait soumettre à ladite taxe la fraction desdits frais récupérés sur les clients. Or, s'il vendait « port dû », en accordant sur le prix de la marchandise une « remise » correspondant à sa prise en charge d'une partie des frais de transport, il ne serait taxé que sur ce prix (sans déduction, bien entendu, de la remise), alors que le vendeur et le client auraient respectivement obtenu et versé les mêmes sommes que dans le premier cas.

13027. — 13 février 1965. — M. Tricon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 3 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963 soumet à l'impôt sur le revenu des personnes physiques les plus-values réalisées sur les particuliers à l'occasion de la cession à titre onéreux ou de l'expropriation des terrains non bâtis, et des biens assimilés. Commentant cette imposition, la circulaire n° 1242 du 18 février 1964, parue au *Journal officiel*, indique, sous le numéro 88, qu'en cas d'expropriation, l'aliénation est considérée comme intervenue à « la date du transfert de propriété, c'est-à-dire, suivant le cas, soit à la date de l'ordonnance d'expropriation, soit, s'il y a lieu, celle de la cession amiable », et sous le numéro 90, que « la plus-value doit être considérée comme réalisée au cours de l'année où est intervenue l'aliénation. C'est donc au titre de cette année que doit être établie l'imposition ». A cet égard, il importe de remarquer : 1° que l'ordonnance d'expropriation, qui est prononcée sans débat, n'est connue par l'exproprié qu'ultérieurement par la publicité, et notamment par la notification qui doit lui être faite (art. 19 du décret n° 59-1335 du 20 novembre 1959) ; 2° que l'ordonnance d'expropriation n'envoie l'expropriant en possession que sous réserve de payer ou consigner l'indemnité d'expropriation (art. 5 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958) ; 3° que l'expropriation peut ne notifier ses offres qu'après ladite ordonnance d'expropriation (art. 10 et suivants de ladite ordonnance du 23 octobre 1958), et qu'en cas de non-acceptation de ces offres par l'exproprié, l'indemnité d'expropriation ne peut être fixée que par le tribunal, après mémoires des parties, et assiste des lieux par le juge (art. 12 et suivants de ladite ordonnance du 23 octobre 1958). Au total, un long délai peut donc s'écouler entre la date de l'ordonnance d'expropriation et la date du jugement fixant le montant de l'indemnité. L'exproprié peut ainsi se trouver, lorsqu'il souscrit en février sa déclaration de revenus, dans l'impossibilité absolue de déterminer la plus-value imposable au titre dudit article 3 de la loi du 19 décembre 1963. Il peut, même, ignorer que l'ordonnance d'expropriation a été rendue, ou cas où, rendue en fin de l'année précédente, elle ne lui aurait pas encore été notifiée. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, pour éviter ces anomalies, au cas où l'indemnité d'expropriation est fixée par le tribunal, d'admettre que — tout en respectant la date de l'ordonnance d'expropriation comme date de l'aliénation, avec ses modalités de taxation — la plus-value ne sera considérée comme réalisée qu'au cours de l'année où aura été rendue la décision judiciaire fixant le montant de l'indemnité d'expropriation, l'imposition n'étant établie qu'au titre de cette année.

13029. — 13 février 1965. — M. Boscary-Monsservin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'étant donné l'évolution des techniques, il apparaît de plus en plus difficile de classer au regard de la taxe sur la valeur ajoutée certains travaux d'installation. C'est ainsi, par exemple, que l'aménagement de comptoirs de café, qui était considérée autrefois comme « vente assortie de pose », devient de plus en plus « travaux immobiliers », alors surtout qu'ils sont faits à la mesure pour un café ou une brasserie, ce qui rend leur usage absolument impossible en dehors de l'affectation particulière qu'ils ont reçue. Ces comptoirs deviennent immeuble par destination et sont absolument indissociables de l'ensemble immobilier auquel ils appartiennent et pour lequel ils ont été conçus. Il lui demande s'il n'est pas équitable, dans ces conditions, de les considérer comme travaux immobiliers et de faire bénéficier le fabricant du régime de l'option, ce qui paraitrait au surplus extrêmement logique.

13031. — 13 février 1965. — M. Houël expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation alarmante dans laquelle se trouvent placés les 470 salariés des Etablissements Bronzavia-Vermorel de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Alors que l'usine Bronzavia-Vermorel de Villefranche-sur-Saône est une entreprise viable, qui possède des moyens de production valables et exploite une marque mondialement connue, alors que les carnets de commandes pour la saison 1965, de l'avis même de la direction, sont copieusement garnis, les salariés de ces établissements viennent d'être officiellement informés que la fermeture totale et définitive était envisagée dans les quelques semaines à venir. Compte tenu qu'il n'existe localement aucun moyen de reclassement du fait que l'activité industrielle de Villefranche-sur-Saône est en régression, que cette mesure risque d'avoir de graves répercussions sur la vie économique locale, et qu'il n'est pas pensable que soient purement et simplement mis en chômage les 470 salariés concernés, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour trouver une solution à ce très grave et important problème.

13034. — 13 février 1965. — Mme Launay expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que deux frères n'ayant aucune activité commerciale ou libérale, mais disposant pour assurer leurs « dépenses ostensibles et notoires » de revenus suffisants provenant de loyers et de dividendes de valeurs mobilières, ont constitué, entre eux, une société en nom collectif dont ils sont les gérants, et dont l'objet social est la construction et la vente d'immeubles dont les trois quarts au moins sont destinés à l'habitation. Cette société a acheté deux terrains et a obtenu deux permis de construire, l'un pour un immeuble de 21 logements, qui est en cours de réalisation, le second pour un ensemble de 82 logements qui sera réalisé en 1966-1967. Ils comptent réaliser ces deux opérations sans faire appel à d'autres concours que ceux habituels, en cette matière, des banques et organismes financiers spécialisés. Ils ont l'intention de se limiter à ces deux opérations de construction. Ils assureront par eux-mêmes toutes les opérations relatives à la réalisation et la vente de ces immeubles, à l'exclusion cependant de la construction proprement dite qui est confiée à des entrepreneurs. Elle lui demande si cette société, vendant des immeubles « achevés » et désirant se placer dans le cadre du 15 p. 100, chacun des associés pourra bénéficier du 15 p. 100 libératoire et, dans la négative, pour quelle raison ce bénéfice leur serait-il refusé. D'autre part, si ces associés décidaient de se séparer et de réaliser chacune une seule de ces deux opérations de construction, leur situation fiscale serait-elle différente, ou chacun d'eux pourrait-il bénéficier du 15 p. 100 libératoire.

13035. — 13 février 1965. — M. Ansquer demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les associés et les gérants associés des sociétés en nom collectif, qui réalisent avec leurs propres capitaux une ou plusieurs opérations de construction, c'est-à-dire qui effectuent l'achat du terrain, des marchés avec les entrepreneurs, et la vente aux souscripteurs d'appartements, sont susceptibles de bénéficier du prélèvement libératoire de 15 p. 100 prévu par l'article 28-IV de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, sous réserve qu'ils remplissent par ailleurs les conditions exigées. Il lui demande notamment s'ils peuvent bénéficier de ce prélèvement libératoire si les opérations sont espacées dans le temps, à la cadence d'une opération annuelle, par exemple.

13037. — 13 février 1965. — M. Albert Gorge attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les offices publics départementaux, à la suite d'un récent arrêt du Conseil d'Etat annulant l'article 22 du décret du 3 mars 1951, portant règlement de comptabilité pour les offices publics d'habitations à loyer modéré. Cet arrêt a pour conséquence de priver ces offices départementaux de la possibilité de recourir, comme peuvent le faire les offices municipaux d'H. L. M., aux poursuites contre les locataires défaillants comme en matière de contributions directes. Il lui demande s'il compte déposer d'urgence un projet de loi tendant à combler cette lacune. Il lui signale l'urgence de cette mesure législative, compte tenu que les restes à recouvrer de 1964 de l'office départemental de son département se chiffrent autour de un million de francs.

13039. — 13 février 1965. — M. Paul Coste-Floret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un certain nombre de citoyens français résidant au Maroc, titulaires d'une pension de retraite, sont obligés, en raison des difficultés de transfert de fonds entre le Maroc et la France, de percevoir en France le montant des arrérages de leur pension. Il lui demande d'indiquer s'il est bien exact qu'en l'absence d'une convention permettant d'éviter les doubles impositions, les arrérages de ces pensions perçues en France doivent être soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, alors que ces contribuables subissent déjà au Maroc une imposition très lourde sur ces mêmes revenus étant fait observer qu'une telle mesure aurait pour effet de faire payer par ces Français un impôt représentant 25 à 30 p. 100 du montant des pensions, même lorsqu'il s'agit de pensions très modestes. Dans l'affirmative, il lui demande si le Gouvernement français n'envisage pas de passer avec le gouvernement marocain une convention permettant d'éviter que nos compatriotes résidant au Maroc soient soumis à un régime manifestement injuste, eu égard aux raisons pour lesquelles ils sont contraints de percevoir en France les arrérages de leur pension.

13040. — 13 février 1965. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans la réponse donnée par M. le ministre de la justice à la question écrite n° 4696 de M. Amédée Bouquerel, sénateur (*Journal officiel*, débats Sénat, du 11 décembre 1964, page 2285), il est indiqué que le défaut de comptabilisation des amortissements revêt le caractère de délit de présentation de bilan inexact. Il lui signale, par ailleurs, que les sociétés n'ayant pas révisé leur bilan, qui procèdent à leurs amortissements et dont les résultats accusent, de ce fait, un déficit, ne peuvent, en vertu des dispositions impératives de l'article 209 du code général des impôts, reporter leur déficit au-delà d'un délai de cinq ans. Il lui demande d'indiquer : 1° si, pour éviter les sanctions graves dont elles paraissent menacées et leur permettre néanmoins de bénéficier du report déficitaire au-delà de la période de cinq ans, dans la mesure où la perte résulte de la pratique des amortissements, il ne lui paraît pas possible — en attendant la mise en vigueur des dispositions du décret n° 64-941 du 12 août 1964 dont les dispositions s'appliqueront aux exercices clos après le 31 décembre 1964 — de prendre, au profit des sociétés n'ayant pas réévalué leur bilan et clôturant leur exercice avant le 1^{er} janvier 1965, une mesure de tempérament les autorisant, par voie d'inscription, sur un tableau d'amortissement annexé au bilan, du « montant des amortissements pratiqués en l'absence de bénéfice et réputés, du point de vue fiscal, différés », à se trouver dans la même situation que les sociétés ayant révisé leur bilan; 2° dans l'affirmative, si la mesure serait susceptible d'être étendue aux amortissements afférents aux exercices antérieurs et non comptabilisés que les sociétés pratiqueraient en 1964 afin de régulariser leur situation; 3° si les sociétés bénéficieraient également d'une faculté de report excédant cinq ans, à raison d'amortissements antérieurs différés, qu'elles comptabiliseraient globalement dans le cadre des dispositions du décret du 12 août 1964 lors de la clôture d'exercices clos après le 31 décembre 1964.

13048. — 13 février 1965. — M. Louis Dupont informe M. le ministre de l'intérieur qu'il a été saisi récemment, par une de leurs organisations syndicales, des revendications des officiers de police. Il lui demande quelles suites il entend donner à ces revendications.

13054. — 13 février 1965. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 1686 *in fine* du code général des impôts, dispose que le logeur en garni est tenu pour personnellement responsable du non-paiement, par son client, des impôts que ce dernier peut devoir au percepteur, au titre de la contribution mobilière; qu'il ne dispose pas du privilège prévu à l'article 2102 du code civil en faveur des propriétaires de locaux nus, ce qui semble anormal en soi. Il lui demande : 1° quels sont les moyens légaux de coercition mis à la disposition d'un logeur en garni à l'égard de son client qui n'aurait pas acquitté sa contribution mobilière, laquelle aurait été émise avant le départ de celui-ci; 2° si le logeur peut retenir les bagages de son client pour une dette qui n'a pas été autorisée par le juge d'instance et si, dans cette éventualité, et ne possédant aucun titre pour ce faire, il peut légalement demander le concours du commissaire de police; 3° si, en cas du refus de ce dernier d'opter, le logeur ne se trouverait, *ipso facto*, dégagé de toute responsabilité pour cause de force majeure; 4° comment le logeur, qui ne peut pas savoir si son client a ou non payé ses impôts, peut obliger légalement ce dernier à en justifier; 5° comment le logeur en garni a la possibilité, sans violer la correspondance de ses clients, de connaître le montant des montants que ces derniers pourraient devoir au moment de l'émission des rôles; 6° comment, alors que, généralement, les clients qui logent en garni sont des salariés, il est possible au logeur d'exiger un cautionnement de ces derniers, demande qui, éventuellement, ne pourrait que sauver des malentendus regrettables pour la paix publique; 7° s'il n'appartient pas à l'administration émettrice des impôts ou au comptable du Trésor de prendre toutes les sûretés pour le paiement de ce qui pourrait être dû autrement que sur le logeur, comme par exemple de les prendre, par saisie-exécution ou opposition sur le traitement du client.

13059. — 13 février 1965. — M. Zaccarelli appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur la situation des agents en activité et en retraite des services pénitentiaires de la Guyane. Il lui indique que le décret n° 61-263 du 21 mars 1961 et l'arrêté du 21 mai 1961 ont établi la parité entre ces fonctionnaires et leurs collègues des services pénitentiaires métropolitains, mais que des décisions postérieures, concernant les seuls agents métropolitains, ont eu pour effet de recréer les différences que les textes de 1961 avaient justement pour mission de combler. Les services du ministère des finances et ceux du ministère de la justice ayant depuis longtemps déjà donné leur accord pour que ce nouveau retard soit comblé et que les échelonnements indiciaires des surveillants militaires soient alignés sur ceux des fonctionnaires des services pénitentiaires métropolitains, il lui demande, compte tenu de l'impossibilité qu'il y a d'intégrer le corps de Guyane à celui de métropole du fait des différences qui existent entre les retraites militaires et les retraites civiles s'il a l'intention d'apporter son accord aux autres administrations concernées en prenant le texte que les intéressés attendent avec une impatience justifiée.

13068. — 13 février 1965. — M. Lolive expose à M. le ministre du travail que, dans des déclarations récentes, le conseil national du patronat français vient d'affirmer qu'il ne serait pas hostile à la généralisation des congés payés de quatre semaines. Compte tenu de cette prise de position, il lui demande si, pour faire cesser des inégalités particulièrement injustifiées, il n'entend pas donner satisfaction à la revendication des centrales syndicales ouvrières de voir généraliser par la loi le bénéfice de la quatrième semaine de congé payé pour les travailleurs, et notamment si le Gouvernement auquel il appartient n'entend pas, à cet effet, faire inscrire à l'ordre du jour prioritaire du Parlement la proposition de loi n° 91, déposé par le groupe communiste le 8 janvier 1963, et tendant à porter à quatre semaines la durée du congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture.

13070. — 13 février 1965. — M. Houël expose à M. le ministre du travail la situation alarmante dans laquelle se trouvent les 470 salariés des établissements Bronzavia-Vermorel, à Villefranche-sur-Saône (Rhône). En effet, ceux-ci ont été informés officiellement de la prochaine fermeture de l'usine qui les emploie, alors que, de l'avis des représentants du personnel, ces établissements sont largement viables, tant du point de vue de leur production que du point de vue de leur rentabilité sur le secteur de Villefranche-sur-Saône. Compte tenu de l'impossibilité pour ces travailleurs de se reclasser dans la localité où l'activité industrielle est en régression, des graves répercussions que cette fermeture entraînerait pour la vie économique locale, et de ce qu'il n'est pas pensable que soient mis en chômage les 470 salariés concernés, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour trouver une solution à ce très grave et important problème.

13078. — 13 février 1965. — M. Cazenave attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le nombre de plus en plus grand d'accidents qui, chaque année, endeuillent notre pays. Si un grand nombre est dû à une infrastructure insuffisante, qui nécessite de nombreuses améliorations, un nombre peut-être encore plus grand est dû à des imprudences ou à une méconnaissance des règles les plus élémentaires du code. Il souligne le dévouement et la compétence des organisations chargées de faire passer le permis de conduire, mais reconnaît avec le Gouvernement que les moyens dont elles disposent sont insuffisants bien qu'une attribution supplémentaire leur ait été donnée au titre de la loi complémentaire au budget. Il insiste donc à nouveau pour qu'en ce qui concerne le permis A 1, celui-ci puisse être délivré par les gendarmes, ceux-ci bénéficiant bien entendu des primes correspondantes attribuées en pareils cas aux organisations faisant passer le permis. Ce moyen de procéder inciterait les candidats à subir plus facilement et plus simplement les épreuves, permettrait aux gendarmes d'améliorer leur solde par des primes supplémentaires et enfin, but final, aboutirait à la diminution des accidents grâce à une connaissance plus approfondie du code par une nouvelle catégorie d'usagers de la route. Il lui demande s'il envisage de donner suite à cette suggestion.